

Étude des crédits

2016
2017

**Demande de renseignements
particuliers**

Avril 2016

VOLUME 1 DEMANDES 1 À 29



Québec 

Étude des crédits

Demande de renseignements particuliers

TABLE DES MATIÈRES

2016
2017

Avril 2016



Québec 

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
1	Indiquer la somme dépensée en 2015-2016 (ainsi que les prévisions pour 2016-2017) par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2	Liste des projets et des sommes allouées dans le cadre de la mesure de soutien au développement des produits du terroir : ventiler par année, par bénéficiaire et par région administrative.
3	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés en 2015-2016 concernant la régionalisation, la déconcentration, la délégation et la décentralisation de l'effectif et des programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.
4	Pour chacun des organismes, agences ou autre instance relevant du ministère, pour l'année 2015-2016, indiquer : a. la liste des employés ou membres du conseil d'administration; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c. la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.
5	Ventilation des paiements de transfert affectés à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation, pour 2015-2016, avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.
6	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2015-2016 qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis.
7	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2016-2017.
8	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2016-2017 et la liste des dépenses abolies en conséquence (application du cran d'arrêt).
9	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2015-2016. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
10	Liste de tous les travaux de construction ou de rénovation effectués au ministère en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
11	Nombre de personnes parties à la retraite en 2015-2016.
12	Nombre de personnes engagées en 2015-2016.
13	Nombre de personnes licenciées en 2015-2016.
14	Nombre d'ETC en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
15	Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou des organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMOT en 2015-2016. Indiquer le nom de ces entités et, pour chacune, l'objet de l'aide financière ainsi que le montant reçu.
16	Liste des municipalités qui ont profité d'une aide financière pour se regrouper (PAFREM), en indiquant le montant de l'aide financière pour chacun des bénéficiaires en 2015-2016.
17	Liste des municipalités qui ont demandé, en 2015-2016, une étude d'opportunité d'un projet de regroupement dans le cadre de la politique des regroupements municipaux; la liste des études réalisées, ainsi que les coûts et les principales conclusions de ces études.
18	Liste des études de regroupement produites en 2015-2016, avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat.
19	Sommes transférées (montant total et sommes ventilées) aux municipalités en vertu du pacte fiscal, en précisant les montants et catégories, en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, détaillées par municipalité.
20	État de situation du régime de financement des centres d'urgence 911.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
21	Liste des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement. Indiquer le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.
22	Pour 2015-2016, fournir la liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, d'un rôle, d'une résolution ou d'une autre ordonnance du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal, présentées par le procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes.
23	Pour 2015-2016, fournir la liste des recours exercés par le procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer ses fonctions. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.
24	Pour 2015-2016, fournir la liste des actions en déclaration d'inhabilité ou des requêtes en <i>quo warranté</i> intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions électives.
25	Pour 2015-2016, fournir la liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat du membre d'un conseil municipal présentées par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leurs fonctions électives.
26	Pour 2015-2016, fournir la liste des vérifications effectuées par le ministère dans des municipalités. Indiquer les motifs des vérifications (soupçons d'inefficacité, de malversation, etc.), les objets visés par ces vérifications (contrats, avantages reçus par des élus, etc.), les suites de ces vérifications (recommandation à une municipalité, transfert d'un dossier au procureur général, etc.) et les dates prévues pour le dépôt des rapports à venir.
27	Liste des subventions versées aux différentes associations municipales en 2015-2016.
28	État de la révision des schémas d'aménagement au Québec, fournir la liste complète des schémas complétés en 2015-2016 et la liste complète des schémas dont la révision connaît un retard, en précisant les raisons du retard. Indiquer la nature et l'objet des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales. Indiquer quels schémas sont en cours d'analyse et n'ont pas fait l'objet d'un avis gouvernemental à ce jour.
29	Pour 2015-2016, fournir la liste des schémas d'aménagement révisés envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de schémas approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de schémas révisés qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque schéma révisé non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du schéma révisé.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
30	Pour 2015-2016, fournir la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
31	Pour 2015-2016, fournir la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
32	Pour 2015-2016, fournir la liste des règlements et des autres actes municipaux, y compris les schémas d'aménagement et les règlements de contrôle intérimaire, soumis au ministère pour approbation. Indiquer le nombre d'actes approuvés, le nombre d'actes non approuvés et le délai entre la réception d'un acte et son approbation ou le refus de son approbation.
33	Liste complète des programmes, fonds et sommes du gouvernement fédéral dédiés aux municipalités (par exemple : mesures d'urgence, programmes d'infrastructures, bibliothèques, patrimoine, habitation, équipements sportifs, etc.), pour 2015-2016.
34	Pour le Programme de renouvellement des conduites PRECO : la liste des demandes reçues pour 2014-2015 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées pour 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.
35	Pour le Fonds Chantiers Canada-Québec : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2015-2016 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2015-2016 pour chacun des volets et sous-volets.
36	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2015-2016 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2015-2016 pour chacun des volets et sous-volets. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2016-2017.
37	Pour le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale : pour chacun des volets et sous-volets, indiquer les sommes versées pour 2015-2016 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2014.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
38	Pour le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 : indiquer les sommes versées pour 2015-2016 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2015.
39	Pour le Fonds municipal vert : la liste des demandes reçues pour 2015-2016 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou à l'organisme municipal ou, le cas échéant, le motif du refus. Spécifier si le montant accordé est une subvention ou un prêt. Fournir le total des sommes versées en 2015-2016.
40	Pour le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec : fournir le détail des modalités du programme 2014-2018.
41	Copie de toute la correspondance avec le gouvernement fédéral et ses organismes pour 2015-2016.
42	États de situation, études ou analyses effectués par le MAMOT en 2015-2016 sur la décentralisation de responsabilités vers les municipalités.
43	Pour 2015-2016, fournir la liste des responsabilités, fonctions, compétences et pouvoirs ayant été identifiés par les ministères comme pouvant être décentralisés, et fournir le bilan des actions entreprises et à venir à ce sujet.
44	Nombre de rencontres de la Table Québec-Municipalités en 2015-2016. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2016-2017.
45	Nombre de rencontres de la Table Québec-Régions en 2015-2016. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2016-2017.
46	État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenu pour les municipalités. Copie des scénarios, analyses ou comptes rendus produits par le MAMOT en 2015-2016 à ce sujet. Actions à venir pour 2016-2017.
47	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
48	Liste des municipalités qui reçoivent une compensation financière, par catégorie de programme, en indiquant le montant reçu en 2015-2016 pour : a. un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers; b. un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de la santé et des services sociaux; c. un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaires et secondaires, ainsi que les collèges et les universités); d. un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement du Québec.
49	Pour 2015-2016, sommes allouées et détaillées dans le cadre du Programme d'aide au fonctionnement des MRC, et fournir les prévisions pour 2016-2017.
50	Sommes engagées en 2015-2016 pour promouvoir la démocratie municipale, et prévisions des sommes pour 2016-2017. Préciser les moyens mis en avant pour encourager les candidatures des jeunes et des femmes.
51	Liste des rencontres tenues par la CAR en 2015-2016. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2016-2017.
52	Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2015-2016.
53	Dates, lieux et nombre de rencontres du comité sur les régimes de pension des municipalités en 2015-2016. Indiquer la liste des membres et leur rémunération. Joindre une copie des ordres du jour, des procès-verbaux ainsi que de tout autre document produits par le comité depuis le début de son mandat.
54	Liste des droits d'opposition dont se sont prévaluées les municipalités reconstituées en 2015-2016. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée au ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.
55	Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par le ministre en 2015-2016. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui leur seront versées.
56	Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités, pour 2015-2016 et chacune des trois années précédentes.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
57	Pour les trois dernières années, dans le cadre de l'évaluation (annuelle) de performance des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux, nombre et pourcentage des stations d'épuration et des ouvrages de surverse dont le respect des exigences de rejet est de moins de 85 %. Liste des correctifs qui ont été apportés en 2015-2016.
58	État de situation de la problématique de l'augmentation des taxes à la suite de la hausse importante des évaluations foncières. Copie des analyses, rapports et procès-verbaux de rencontres produits par le MAMOT à ce sujet.
59	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2015-2016 : a. l'objet des consultations; b. le moyen utilisé; c. les dates des rencontres; d. les communautés et les personnes consultées; e. les résultats des consultations; f. les montants afférents.
60	Liste et détails des mandats d'enquête réalisés par la Commission municipale du Québec en 2015-2016. Ventilation selon les mandats confiés par le ministre ou à l'initiative de la CMQ.
61	Tous les documents, notes, mémos, lettres ou états de situation relativement à l'abolition de la Société québécoise d'assainissement des eaux et le transfert de ses activités au MAMOT, ainsi que la ventilation des économies budgétaires projetées.
62	Un état de situation quant au transfert d'actifs entre des municipalités et le gouvernement du Québec concernant le remboursement du déficit actuariel des employés de municipalités.
63	État de la mise aux normes des infrastructures en eau potable au Québec en 2015-2016. Fournir les prévisions pour 2016-2017.
64	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2015-2016.
65	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas de système de traitement de leurs eaux usées. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2015-2016.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
66	État de situation concernant le litige du droit de vote aux élections municipales des Autochtones domiciliés dans les réserves ou établissements indiens situés à l'intérieur des municipalités du Québec.
67	État d'avancement et ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2016-2017, et les sommes projetées jusqu'en 2024, pour la Politique nationale de la ruralité 2014-2024.
68	Ventilation des montants alloués pour les années financières 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 à l'organisme Solidarité rurale du Québec.
69	Liste de toutes les études ayant été réalisées depuis 2008 sur les conditions de base essentielles ou prioritaires en région. Dépôt des rapports et ventilation des coûts reliés aux études.
70	Liste de toutes les études ayant été réalisées depuis 2008 sur la décentralisation, la régionalisation ou la déconcentration des ressources. Dépôt des rapports et ventilation des coûts reliés aux études. Dépôt des comptes rendus des ministères et organismes relatant leurs efforts en matière de décentralisation et de mesures favorisant l'occupation dynamique du territoire.
71	Liste de toutes les études ayant été réalisées depuis 2008 pour évaluer la possibilité d'utiliser les nouvelles technologies permettant le travail à distance hors des grands centres. Dépôt des rapports et ventilation des coûts reliés aux études.
72	Liste de toutes les études ayant été réalisées depuis 2008 traitant des avantages et des inconvénients relatifs à la modulation des programmes d'aide gouvernementaux applicables aux municipalités. Dépôt des rapports et ventilation des coûts reliés aux études.
73	Outre la Politique nationale de la ruralité 2014-2024, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les intervenants des milieux ruraux. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques.
74	Concernant le « Fonds local d'investissement », identifier les sommes allouées (totales et ventilées) en 2015-2016 pour chaque MRC. Inclure la liste des entreprises, municipalités ou organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi de cette aide et le montant reçu.
75	Liste des conditions exigées par le MAMOT pour l'octroi des budgets autrefois dévolus aux CLD et maintenant accordés aux MRC.
76	État de situation au 31 mars 2015, incluant les sommes injectées en 2014-2015 et en 2015-2016, sur le suivi de l'engagement de développer un outil permettant d'établir le coût de revient des services d'eau. Fournir l'échéancier pour 2016-2017.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
77	État de situation au 31 mars 2016 du processus de fermeture des conférences régionales des élus : situation juridique, immobilisations, dette, fonds, intégration à la MRC ou non. Évolution du nombre d'emplois depuis trois ans.
78	Liste des sommes restantes dans les ententes spécifiques des conférences régionales des élus.
79	Concernant le « Programme d'infrastructures en entrepreneuriat collectif » (PIEC), identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2016-2017 pour le PIEC.
80	Concernant le « Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec » (TECQ), identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Inclure la liste des entreprises, municipalités ou organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2016-2017 pour la TECQ.
81	Concernant le « Programme de subvention pour les intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées » (PSI), identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2016-2017 pour le PSI.
82	Concernant le « Programme de soutien à la mise en place de réseaux de sentiers de véhicules hors route », identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi de cette aide, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2015-2016 pour le même programme.
83	Concernant le « Fonds conjoncturel de développement », identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi de cette aide, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2015-2016 pour le même Fonds.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
84	Concernant le « Fonds d'aide aux initiatives régionales » (FAIR), identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi de cette aide, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2016-2017 pour le FAIR.
85	Concernant le « Fonds de soutien aux territoires en difficulté », identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi de cette aide, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu.
86	Concernant le programme « Communautés rurales branchées », identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi de cette aide, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2016-2017 pour le programme Communautés rurales branchées.
87	Concernant le « Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel », identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2016-2017 pour le Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel.
88	Concernant le groupe de travail sur la simplification de la reddition de comptes des municipalités, fournir un état d'avancement, le mandat détaillé, l'échéancier, le plan de travail, l'ordre du jour des rencontres et le budget alloué.
89	Liste des ententes spécifiques, autrefois gérées par les conférences régionales des élus, qui sont toujours actives en 2015-2016, ventilées par régions, en indiquant les sommes qui y sont dédiées et l'organisme qui est maintenant responsable de leur gestion.
90	Concernant les ententes spécifiques « Amélioration des conditions de vie des personnes âgées » ou toute autre entente spécifique concernant les aînés, identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi de cette aide, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2016-2017.
91	Concernant l'entente spécifique « Santé et bien-être des hommes », identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi de cette aide, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2016-2017.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
92	Concernant l'entente spécifique « Prévention de l'abandon scolaire et valorisation de l'éducation » ou toute autre entente spécifique concernant la persévérance scolaire, identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi de cette aide, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2016-2017.
93	Concernant l'entente spécifique « Accessibilité à la culture dans les municipalités de moins de 5 000 habitants » ou toute autre entente spécifique concernant la culture, identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi de cette aide, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2016-2017.
94	Concernant l'entente spécifique « Développement du secteur agroalimentaire » ou toute autre entente spécifique concernant le secteur agroalimentaire, identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi de cette aide, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2016-2017.
95	État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
96	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.
97	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
98	État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, et de la mise en place des recommandations. (Cette question est une répétition de la question n° 95.)
99	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations. (Cette question est une répétition de la question n° 96.)

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
100	<p>Pour tous les programmes financés dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir la ventilation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017- base annuelle (en Mt CO₂); b. le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 - base annuelle (en Mt CO₂); c. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre; d. la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂); e. les investissements totaux des projets (en millions \$); f. les aides financières totales du ministère (en millions \$); g. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne); h. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.
101	<p>Fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes, via le Fonds vert, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée; b. la description du projet; c. la date de versement de l'aide financière accordée; d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme); e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial); f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée et/ou autres cobénéfices.
102	<p>La liste des demandes d'examen préalable en matière de déontologie et d'éthique au niveau municipal traitées depuis 2010. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, règles d'après-mandat, corruption, etc.), le caractère vexatoire ou non, fondé ou non des différentes demandes et les suites qui ont été données par le ministère, la Commission municipale et le Directeur des poursuites criminelles et pénales aux demandes considérées comme fondées.</p>

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
	DEUXIÈME PARTIE
1	Liste de tous les organismes qui ont reçu du financement par le biais du discrétionnaire du ministre depuis le 23 avril 2014, ainsi que le montant qu'ils ont reçu et la circonscription dans laquelle est situé chacun d'eux.
2	Indiquer les sommes dépensées pour 2015-2016 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 1

Indiquer la somme dépensée en 2015-2016 (ainsi que les prévisions pour 2016-2017) par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

	2015-2016 Sommes dépensées (Fonctionnement)	2015-2016 Sommes dépensées (Immobilisation)
Acquisition matériel informatique	14 262 \$	631 106 \$
Entretien de licences	227 558 \$	0 \$
Services professionnels externes	1 552 319 \$	2 560 262 \$
Services professionnels (CSPQ)	5 323 449 \$	876 295 \$
TOTAL	7 117 588 \$	4 067 663 \$

En date du 29 février 2016

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 2

Liste des projets et sommes allouées dans le cadre de la mesure de soutien au développement des produits du terroir : ventiler par année, par bénéficiaire et par région administrative.

Aucune somme n'a été allouée par le Ministère.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 3

Copie des études, scénarios ou analyses réalisés en 2015-2016 concernant la régionalisation, la déconcentration, la délégation et la décentralisation de l'effectif et des programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.

Se référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers n° 43.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 4

Pour chacun des organismes, agences ou autre instance relevant du ministère, pour l'année 2015-2016, indiquer : a) la liste des employés ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

a) Liste des employés de la Commission municipale du Québec au 29 février 2016 :

9 employés, dont un cadre, deux professionnels et six fonctionnaires (incluant 2 occasionnels).

Liste des membres de la Commission municipale du Québec au 29 février 2016 :

M^e Brigitte Pelletier, présidente

M^e Sandra Bilodeau

Mme Nancy Lavoie

M. Robert Pagé

M^e Sylvie Piérard

M^e Martine Savard

M^e Léonard Serafini

M^e Denis Michaud, vice-président

M^e Thierry Usclat, vice-président éthique et déontologie

Me France Thériault

b) Les mandats renouvelés sont les suivants :

Aucun mandat n'a été renouvelé durant cette période.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 4

Pour chacun des organismes, agences ou autre instance relevant du ministère, pour l'année 2015-2016, indiquer : a) la liste des employés ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

c) Liste des personnes qui ont été nommées :

Aucune nomination durant cette période.

d) Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation et allocation de séjour :

En date du 29 février 2016, les dépenses en frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas, frais de représentation et allocation de séjour des employés et des membres de la Commission municipale du Québec pour la période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016 ont totalisé 74 410,35 \$.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 5

Ventilation des paiements de transfert affectés à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation, pour 2015-2016, avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.

	Montant	Ventilation	Règles d'attribution
A) Programme de neutralité lors d'un regroupement municipal (Compensations tenant lieu de taxes)	13 676 \$	Annexe A	Annexe E
B) Compensations financières pour les équipements antipollution	282 208 \$	Annexe B	Annexe F
C) Aide aux municipalités reconstituées	572 794 \$	Annexe C	Annexe G
D) Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel	362 908 \$	Annexe D	Annexe H

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Alexis	669 \$
Municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska	677 \$
Ville de Témiscouata-sur-le-Lac	12 330 \$
TOTAL	13 676 \$
Données au 1 ^{er} mars 2016	

COMPENSATIONS FINANCIÈRES POUR LES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Thurso	282 208,00 \$
TOTAL	282 208,00 \$
Données au 1 ^{er} mars 2016	

AIDE AUX MUNICIPALITÉS RECONSTITUÉES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Brossard	444 979,00 \$
Ville de Hampstead	86 248,00 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	41 567,00 \$
TOTAL	572 794,00 \$
Données au 1 ^{er} mars 2016	

PROGRAMME D'AIDE POUR LES MUNICIPALITÉS À CARACTÈRE INDUSTRIEL
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

D

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Canton de Launay	5 781,00 \$
Municipalité de Champneuf	6 333,00 \$
Municipalité de Litchfield	36 462,00 \$
Ville de Chandler	102 583,00 \$
Ville de Lebel-sur-Quévillon	106 865,00 \$
Ville de New Richmond	104 884,00 \$
TOTAL	362 908,00 \$
Données au 1 ^{er} mars 2016	

**PROGRAMME DE NEUTRALITÉ FINANCIÈRE
LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL**

RÈGLES ET NORMES

A. ADMISSIBILITÉ

1. Toute municipalité issue d'un regroupement ou qui a annexé le territoire entier d'une autre municipalité et dont l'entrée en vigueur du regroupement ou de l'annexion est postérieure au 31 décembre 1990.

B. ANNÉE DE RÉFÉRENCE

2. L'année de référence est la première année où le Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes, le Règlement sur le régime de péréquation et le Règlement sur la répartition des recettes payées par les exploitants de certains réseaux de télécommunications, gaz et électricité (TGE) s'appliquent à une municipalité issue d'un regroupement ou à une municipalité annexante, en tenant compte du regroupement ou de l'annexion.

C. CALCUL DE LA SUBVENTION ANNUELLE

3. La subvention annuelle de neutralité est constituée de la somme des montants établis conformément aux articles 4 à 9 pour chacun des éléments suivants :
 - Élément Compensations tenant lieu de taxes
 - Sous élément Hausse des compensations tenant lieu de taxes
 - Élément Régime de péréquation
 - Élément Répartition des recettes de TGE

Si le montant calculé pour un des éléments de la subvention annuelle est négatif, ce montant est présumé être égal à zéro.

Section 1 Élément : Compensations tenant lieu de taxes

4. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable aux compensations tenant lieu de taxes est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.

- 1° La somme des montants des compensations tenant lieu de taxes payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° le montant des compensations tenant lieu de taxes payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, on tient compte uniquement des compensations calculées en fonction du taux global de taxation, du taux des taxes générales sur la valeur foncière, du taux de la taxe ou de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels, du taux de la taxe d'affaires ainsi que tout autre taxe spéciale introduite à la suite du regroupement ou de l'annexion qui est appliquée sur tout le territoire d'une des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion. De plus, on ne tient compte que des immeubles faisant l'objet d'une compensation dans l'année de référence pour lesquels une compensation a été également versée dans l'année précédente.

Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 1° sont celles au 31 décembre de l'exercice, compte tenu des modifications aux rôles prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'année de référence.

Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 2° sont celles au 1^{er} janvier de l'exercice, compte tenu des modifications au rôle prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'exercice.

Lorsque les règles de calcul des compensations sont différentes entre l'année de référence et l'année précédente, les montants visés au paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, les compensations sur les écoles primaires et secondaires sont présumées être de 25% du taux global de taxation en 1990 et 1991, aux fins du calcul de la subvention annuelle.

5. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention de neutralité est établie sur la base des compensations tenant lieu de taxes de l'année précédente et est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.*

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui seraient versées à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à l'unité de regroupement correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen d'une unité de regroupement est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

- 5.1 *Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006 lorsque l'agglomération n'est pas financée par quote-part, une portion de la subvention est versée à des fins de compétences d'agglomération, et une portion à des fins de compétences de proximité.*

- A) La subvention de neutralité à des fins d'agglomération est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui serait versée à chacune des municipalités parties au regroupement si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à la municipalité centrale correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage du taux global de taxation alloué à des fins d'agglomération. Ce pourcentage est établi, à deux décimales près, de la façon suivante :

- les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération divisées par le total des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération et de proximité telles que présentées aux prévisions budgétaires 2006 de la municipalité centrale.

De plus, aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble calculée précédemment par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale à des fins d'agglomération est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités liées par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

- B) La subvention de neutralité à des fins de proximité est obtenue de la même façon en excluant les municipalités reconstituées du calcul et en utilisant le taux global de taxation alloué à des fins de proximité et les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins de proximité.

5.2 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006 lorsque l'agglomération est financée par quote-part, la subvention de neutralité est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui serait versée à chacune des municipalités parties au regroupement excluant celles s'étant reconstituées si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à la municipalité centrale correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement excluant les municipalités reconstituées par le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres de l'unité de regroupement excluant les municipalités reconstituées par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

Sous élément : Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics

- 5.3 Pour les regroupements dont l'année de référence aux fins de l'élément Compensations tenant lieu de taxes est ultérieure à 2001, la subvention de neutralité attribuée à la bonification des compensations tenant lieu de taxes est obtenue en appliquant le taux de la bonification des compensations tenant lieu de taxes de l'année de référence, tel que calculé en vertu des normes du Programme de bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, sur le montant de neutralité sur ces compensations établi en vertu des articles 5 et 5.1 ou 5.2 de la présente norme. Ces montants sont financés à même les sommes allouées concernant la bonification des compensations tenant lieu de taxes.

Section 2 Élément : Régime de péréquation

6. Pour les unités de regroupements dont l'année de référence est antérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:
- 1° La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
 - 2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Lorsque les règles de calcul prescrites au règlement en vigueur dans l'année de référence sont différentes de celles prescrites au règlement en vigueur l'année précédente, les montants du paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, on utilise le régime de péréquation en vigueur en 1992 aux fins du calcul de la subvention annuelle attribuable à la péréquation. À cet égard, les richesses foncières per capita de 1989 et 1990 sont ajustées pour tenir compte de seulement 25 % des valeurs des écoles primaires et secondaires. Les taux de bonification pour les MRC à être utilisés pour ces années sont ceux de 1992 et les médianes des richesses foncières uniformisées par habitant sont les suivantes:

	Médianes de richesse foncière	
	1990	1991
catégorie 1	23 751,97 \$	23 778,93 \$
catégorie 2	25 841,16 \$	26 082,39 \$
catégorie 3	32 103,94 \$	32 113,01 \$

7. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1996 et 1997, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:
- 1° La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
 - 2° Le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière uniformisée, la population et les recettes de taxes sont respectivement la somme de la richesse foncière uniformisée, de la population et des recettes de taxes de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Exceptionnellement pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1997, l'article 7 s'applique en remplaçant, dans les paragraphes 1° et 2°, les mots *l'année précédant l'année de référence* par les mots *la deuxième année précédant l'année de référence*.

7.1 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1997 et antérieure à 2002, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:*

- 1° La somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.2 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 2002, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est égale à la somme des montants payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour 2001.*

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.3 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002 et antérieure à 2009, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:*

- 1° la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière et la valeur moyenne des logements sont redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements et la population sont la somme de celles de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002, au montant de subvention de neutralité calculé ci-haut, s'ajoutera pour 2003 et 2004 un montant attribuable aux dispositions transitoires du Règlement sur le régime de péréquation qui représente respectivement 50 % et 25 % de la différence entre la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités pour l'année 2001 en vertu de l'ancien régime de péréquation et le montant de subvention de neutralité calculé ci-haut. Le résultat de cette différence peut être soit positif, soit négatif.

Pour les municipalités parties au regroupement dont la péréquation a été réduite en vertu de l'un ou l'autre des articles 14 et 14.1 de la loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives (2000, c. 27), le montant de péréquation payable aux fins du calcul du montant visé au premier paragraphe est réputé être celui qu'elles auraient reçu s'il n'avait pas été réduit.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.3.1 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006, la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.

7.4 Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2008, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est la somme des subventions versées en vertu des premier et second volets du régime de péréquation.

A) La subvention de neutralité attribuable au premier volet du régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° la somme des montants de péréquation attribuable au premier volet payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2° le montant de péréquation attribuable au premier volet qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base du premier volet calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière et la valeur moyenne des logements sont redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements et la population sont la somme de celles de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

B) La subvention de neutralité attribuable au second volet du régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° la somme des montants de péréquation attribuable au second volet payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2° le montant de péréquation attribuable au second volet qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base du second volet calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la valeur moyenne des logements est redressée en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements est la somme de ceux de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 2012, le montant de neutralité attribuable au second volet calculé au premier alinéa est multiplié par le facteur représentant le résultat de la division de la somme à répartir à l'égard du second volet pour l'année de référence par la somme à répartir à l'égard du second volet montant pour l'année précédant l'année de référence. Aux fins du calcul de ce facteur, on prend en considération la somme à répartir du second volet établie en vertu du Règlement sur le régime de péréquation sans tenir compte de la soustraction du total des montants de neutralité.

Section 3 Élément : Répartition des recettes de TGE

8. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:*

- 1° Le montant net à répartir pour l'année de référence;
- 2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion de l'année précédant l'année de référence moins celui applicable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Aux fins de ce calcul, le montant visé au premier paragraphe est celui qui serait obtenu conformément à l'article 5 du règlement, si la seconde opération prévue à cet article consistait à soustraire les sommes prises dans l'année précédente pour l'application du programme destiné à rendre neutre les conséquences du regroupement ou de l'annexion.

Lorsque les règles de calcul du taux applicable à la municipalité sont différentes entre le règlement en vigueur dans l'année de référence et celui en vigueur l'année précédente, les taux applicables pour l'année précédant l'année de référence sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

9. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:*

- 1° Le montant net à répartir pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence moins le taux qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence, s'il y avait eu regroupement.

Aux fins de l'application de l'article 7 du Règlement sur la répartition des recettes de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux, le taux global de taxation uniformisé et pondéré qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante est le produit que l'on obtient en multipliant la somme des populations des municipalités membres par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement.

Le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement est le quotient que l'on obtient en divisant la somme des recettes admissibles au calcul du taux global de taxation des municipalités membres par le total des valeurs imposables uniformisées des immeubles situés sur le territoire de l'unité de regroupement.

- 9.1 *Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe au cours de l'année 2000 et qui adoptent pour l'année 2001 le 1^{er} budget à l'égard de l'ensemble du territoire de la nouvelle municipalité, le calcul de la subvention de neutralité applicable à l'élément Répartition des recettes TGE s'effectue suivant le mode de calcul stipulé à l'article 9 en remplaçant « année précédant l'année de référence » par « année 2000 ».*
- 9.2 *Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe à compter de l'année 2001, aucune subvention de neutralité n'est applicable à l'égard de l'élément Répartition des recettes TGE.*
- 9.3 *Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006, la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.*

D. MODALITÉS DE VERSEMENTS DE LA SUBVENTION

10. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 8 exercices financiers à compter de l'année de référence. Toutefois, dans le cas d'un regroupement ou d'une annexion entrée en vigueur en 1991 ou en 1992, la subvention annuelle de neutralité est versée pendant 8 exercices à compter de l'année 1993.*

Pour les 9^e, 10^e et 11^e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable aux éléments Régime de péréquation et Compensations tenant lieu de taxes fait l'objet d'un versement global effectué au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable à l'élément Répartition des recettes de TGE est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné ou dans les 60 jours de la date de référence définie au Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux.

11. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 5 exercices financiers à compter de l'année de référence.*

Pour les 6^e, 7^e et 8^e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

La subvention de neutralité est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

E. AUTRES MODALITÉS

12. La subvention de neutralité payable à une municipalité partie à un regroupement ou à une annexion est transférée à la suite du regroupement ou de l'annexion, à la nouvelle municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante.

214489

Annexe 3**PROGRAMME DE COMPENSATION DES PERTES DE REVENUS EN
RAISON DE L'EXCLUSION DU RÔLE D'ÉVALUATION DES
ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION****RÈGLES ET NORMES**

I. ADMISSIBILITÉ

Les municipalités admissibles sont celles qui ont reçu en 2014 une compensation financière pour les pertes de revenus résultant de la diminution de l'assiette d'imposition foncière et locative des biens immobiliers visés par l'article 65, paragraphe 1.1, alinéa 1 de la Loi sur la fiscalité municipale, à compter de l'exercice 2001. Ce sont des biens immobiliers principalement utilisés ou destinés à des fins de lutte contre la pollution pouvant découler de la production industrielle ou à des fins de contrôle de cette pollution qui sont exclus du rôle d'évaluation à compter du 1^{er} janvier 2001.

II. CALCUL DES MONTANTS DE COMPENSATION

La compensation financière pour les équipements antipollution équivaut au montant versé en 2014 en vertu du programme auquel est retranchée une somme correspondant à une proportion des revenus totaux consolidés de la municipalité tels qu'ils apparaissent à son rapport financier 2013. Cette réduction de la compensation représentera en 2015, 2,25 % des revenus totaux apparaissant au rapport financier 2013 de la municipalité. La baisse passera à 4,5 % en 2016, puis à 6,75 % en 2017, et aucune compensation ne sera plus versée en 2018.

Si le rapport financier 2013 de la municipalité n'a pas encore été transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 31 mars 2015, les revenus totaux consolidés apparaissant à son rapport financier 2012 seront utilisés en remplacement de ceux de 2013 pour le calcul de la réduction de la compensation financière pour les équipements antipollution à verser pour chacune des années (2015 à 2017).

III. MODALITÉS DE VERSEMENT

Pour chaque exercice financier, le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire verse le montant de la compensation auquel a droit une municipalité locale, avant le 30 avril de l'année civile concernée.

La compensation payable à une municipalité partie à un regroupement ou dont le territoire entier est annexé, est transférée à la suite du regroupement ou de l'annexion, à la nouvelle municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante. Dans le cas d'une annexion partielle impliquant un immeuble visé par le programme, la compensation payable pour cet immeuble est versée à la municipalité annexante.

RÈGLES ET NORMES

Programme de subvention pour les intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées

1.0 BUT DU PROGRAMME

Ce programme vise à financer tout ou partie, selon le cas, du coût des intérêts encourus par les municipalités reconstituées dans le cadre d'un emprunt contracté afin d'étalement une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées.

2.0 ADMISSIBILITÉ AU PROGRAMME

Pour être admissible au programme, une municipalité doit :

- être une municipalité reconstituée en vertu de l'article 123 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001);
- avoir un fardeau fiscal global (agglomération et proximité) établi à l'égard d'une catégorie d'immeubles situés sur son territoire qui excédait, pour l'exercice financier 2006, 105 % du fardeau fiscal établi à l'égard de la même catégorie pour l'exercice 2005;
- avoir été autorisée par la ministre à contracter des emprunts sur une période maximale non renouvelable de 20 ans pour le report d'une partie des hausses de taxes affectant, en 2006, 2007, 2008, 2009 ou 2010, les diverses catégories d'immeubles de leur territoire ou certaines d'entre elles.

Il est à noter que le recours à l'emprunt demeure facultatif. Une municipalité reconstituée demeure libre de s'en prévaloir ou pas pour chacune des années de la période 2006-2010. Elle peut décider de l'appliquer à l'ensemble des immeubles ou à certaines catégories seulement, et elle peut choisir d'emprunter un montant moindre que le maximum permis pour l'année concernée.

Le montant maximal de l'emprunt qu'une municipalité peut contracter pour 2006 correspond à la partie de la hausse du fardeau fiscal établi à l'égard des catégories d'immeubles visées qui excède 5 % entre 2005 et 2006. Pour les années suivantes, l'emprunt maximal est limité à 80 % de cette même somme en 2007, à 60 % de cette même somme en 2008, à 40 % de cette même somme en 2009 et à 20 % de cette même somme en 2010. La hausse du fardeau et le montant maximal de l'emprunt qui en découle sont calculés selon les règles décrites dans les articles 2 et 3 du décret 1210-2005 du 7 décembre 2005.

Pour être admissible au programme, la municipalité doit avoir affecté le produit des emprunts selon les modalités suivantes :

- pour l'exercice 2006, la municipalité doit avoir versé le produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée,

➤ pour l'exercice 2007, la municipalité doit avoir opté pour l'une des modalités suivantes :

- soit de verser la totalité du produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée;
- soit d'appliquer la totalité du produit de l'emprunt à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité reconstituée impose aux immeubles situés sur son territoire;
- soit de répartir le produit de l'emprunt entre une partie versée à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et compensations que celle-ci impose aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée, et une partie appliquée à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité impose elle-même.

➤ pour les exercices 2008, 2009 et 2010, les règles suivantes s'appliquent :

- dans les cas où la municipalité fait partie d'une agglomération pour laquelle les dispositions législatives applicables prévoient, pour l'année concernée, que les compétences d'agglomérations sont financées par des quote-parts payées par les municipalités liées, cette municipalité doit avoir affecté le produit de l'emprunt à la réduction du montant des taxes et des compensations qu'elle impose aux immeubles de son territoire pour chacune des années visées ;
- dans les autres cas, les mêmes règles qu'en 2007 s'appliquent.

Les montants appliqués en 2006 et 2007 à la réduction des taxes et des compensations imposées par la municipalité centrale doivent l'avoir été conformément aux modalités prévues par le décret 1210-2005, tel qu'amendé par les décrets 549-2006 et 863-2006.

De plus, le montant affecté en 2007 par la municipalité reconstituée à la réduction des taxes et compensations qu'elle imposait ne peut avoir excédé la part du montant maximal de l'emprunt établi conformément aux articles 2 et 3 du décret 1210-2005 qui correspond à la proportion que représentait, en 2006, le fardeau fiscal de proximité par rapport au fardeau fiscal global (agglomération et proximité), étant entendu que le montant effectivement emprunté pouvait se limiter à la part affectée à la réduction du fardeau de proximité. Le calcul de ces proportions s'effectue à partir des revenus utilisés pour les calculs décrits dans l'article 2 du décret 1210-2005.

3.0 AIDE FINANCIÈRE

La subvention gouvernementale accordée à l'égard des intérêts découlant des emprunts contractés, conformément aux règles décrites dans la section précédente, afin d'étaler une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées s'établit comme suit :

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de 6 logements et plus est supérieur au pourcentage de la

hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude¹ de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, et que ce dernier pourcentage était supérieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt ou de la portion de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

- montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
- montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, du pourcentage de hausse prévu par la firme¹.

Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60 % pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de six logements et plus est supérieur au pourcentage de la hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude¹ de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, mais que ce pourcentage était égal ou inférieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

- montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
- montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, d'un pourcentage de hausse de 5 %.

Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60 % pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- la subvention ne s'applique qu'aux emprunts contractés pour reporter le fardeau des immeubles résidentiels;
- la subvention ne peut excéder les intérêts et les frais de financement admissibles réellement encourus par la municipalité.

Aucune subvention n'est accordée lorsque le pourcentage de la hausse réelle du fardeau est inférieur à celui prévu par la firme. Il en est de même dans tous les cas où la hausse réelle du fardeau est inférieure à 5 %, puisque ces cas ne sont pas admissibles à la mesure permettant le recours à l'emprunt.

Aux fins du présent programme, le montant pouvant faire l'objet d'une subvention comprend les intérêts sur l'emprunt temporaire contracté et les frais de financement liés aux titres émis et ce, jusqu'à un maximum de 10 % du montant calculé pour le report des hausses de fardeau. Seuls les frais réels encourus peuvent faire l'objet d'une subvention.

Pour être admissibles au présent programme de subvention, les emprunts contractés doivent avoir reçu toutes les approbations requises.

¹ Pour chacune des municipalités reconstituées, le pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels prévu par les études des firmes mandatées pour analyser l'effet des reconstitutions se retrouve en annexe.

4.0 VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

- Pour chaque emprunt contracté, le Ministère remboursera aux municipalités annuellement, à la date anniversaire de l'emprunt, la partie du coût des intérêts et des frais de financement admissibles en vertu de ce programme, et ce, sur présentation des pièces justificatives et de la cédule de remboursement de l'emprunt.
- Toute somme reçue par la municipalité ou par une tierce partie pour rembourser le coût de ces intérêts et de ces frais de financement viendra réduire d'un montant équivalent la subvention du Ministère à cet égard.

ANNEXE

Pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels
prévu par les études des firmes mandataires pour analyser l'effet des
reconstitutions (An 1 de la reconstitution)

Agglomération / Municipalités	Pourcentage
Cookshire-Eaton	
Newport	28,7 %
Les Îles-de-la-Madeleine	
Grosse-Île	-4,4 %
La Tuque	
La Bostonnais	6,3 %
Lac Édouard	-10,0 %
Longueuil	
Boucherville	11,4 %
Brossard	-8,4 %
Saint-Bruno-de-Montarville	29,4 %
Saint-Lambert	11,0 %
Mont-Laurier	
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	-12,0 %
Montréal	
Baie-D'Urfé	25,8 %
Beaconsfield	13,4 %
Côte-Saint-Luc	14,8 %
Dollard-Des Ormeaux	14,8 %
Dorval	9,6 %
Hampstead	-1,2 %
Kirkland	16,5 %
L'Île-Dorval	13,7 %
Montréal-Est	18,0 %
Montréal-Ouest	5,3 %
Mont-Royal	18,1 %
Pointe-Claire	6,8 %
Sainte-Anne-de-Bellevue	8,7 %
Senneville	25,4 %
Westmount	14,5 %
Mont-Tremblant	
Lac-Tremblant-Nord	-17,6 %
Québec	
L'Ancienne-Lorette	6,8 %
Saint-Augustin-de-Desmaures	27,1 %
Rivière-Rouge	
La Macaza	-15,3 %
Sainte-Agathe-des-Monts	
Irvy-sur-le-Lac	44,1 %
Sainte-Marguerite-Estérel	
Estérel	19,3 %

RÈGLES ET NORMES

Programme de soutien financier transitoire visant les municipalités à caractère industriel affectées par une baisse importante des recettes de taxes provenant des immeubles industriels situés sur leur territoire

1. OBJECTIFS DU PROGRAMME

Fournir une aide financière transitoire aux municipalités qui doivent composer avec les effets d'une baisse durable et prononcée de la valeur foncière des installations industrielles de leur territoire, afin qu'elles puissent :

- équilibrer leur budget, sans avoir à augmenter de façon brusque le fardeau des autres contribuables;
- maintenir les services municipaux jugés essentiels;
- disposer d'une certaine marge de manœuvre et de temps pour réussir à stabiliser et à équilibrer leur budget de fonctionnement.

2. ADMISSIBILITÉ AU PROGRAMME

Le programme d'aide sera limité dans le temps. Il ne s'appliquera qu'aux municipalités où la diminution des revenus découlant de la baisse de la valeur foncière d'immeubles industriels se sera produite à compter de 2009, 2010, 2011 ou 2012.

Pour être admissible au programme, une municipalité doit :

- être une municipalité affectée de façon importante par une baisse prononcée et durable de la valeur foncière d'immeubles industriels situés sur son territoire;

Pour être considérée, une baisse de la valeur foncière d'immeubles industriels doit se traduire par une diminution du total des revenus de taxes de la municipalité (incluant les taxes imposées sur la valeur foncière et celles imposées sur une autre base, soit la tarification fiscale) représentant au moins 10 % de ceux de l'année précédente, tels que constatés au rapport financier. Aucune aide ne sera accordée lorsque ce pourcentage est inférieur à 10 %.

Le pourcentage de diminution est établi en comparant les revenus de taxes totaux de la municipalité, pour l'année précédant la première année pour laquelle elle demande d'être admise au programme, avec la réduction des taxes et tarifs payés pour les immeubles industriels concernés qui aurait résulté de la prise en considération, dès cette année précédente, de la valeur plus basse attribuée à ces immeubles à compter de l'année pour laquelle elle demande d'être admise. Cette valeur est celle constatée dans le rôle d'évaluation foncière transmis annuellement au Ministère ou, le cas échéant, celle qui résulte d'une démarche de révision administrative ou de contestation de la valeur inscrite au rôle triennal en vigueur.

Cependant pour une municipalité admissible en 2009, qui aurait eu à composer avec une baisse durable et progressive d'un immeuble industriel sur deux rôles d'évaluation foncière consécutifs, soit une première baisse en 2006 et une seconde en 2009, la diminution du total des revenus de taxes de la municipalité sera calculée en comparant les revenus de taxes totaux de la municipalité en 2005, c'est-à-dire pour l'année précédant la première baisse de valeur durable de l'immeuble industriel, avec la réduction des taxes payées pour l'immeuble industriel concerné qui aurait résulté de la prise en considération, dès 2005, de la valeur plus basse attribuée à ces immeubles à compter de l'année 2009.

- réaliser, en collaboration avec la direction régionale du MAMROT concernée, un plan de resserrement budgétaire triennal comportant des mesures visant, à court et à moyen termes, à réduire les dépenses et à augmenter ses revenus autonomes, et s'engager à mettre ce plan en application. Advenant qu'une municipalité cesse d'appliquer les mesures ainsi convenues, aucune nouvelle aide ne lui sera consentie dans le cadre du programme;
- avoir été autorisée par le ministre à contracter les emprunts découlant du programme.

Une municipalité n'est pas admissible :

- lorsque la diminution des recettes de taxes découle d'une correction rétroactive de la valeur des immeubles concernés établie dans un rôle précédent;
- lorsque la diminution des recettes de taxes découle du refus d'une entreprise de payer les taxes qu'elle doit à la municipalité;
- lorsqu'elle reçoit de l'aide d'un autre programme ou d'un autre fonds et que cette aide vise à lui permettre de maintenir ses services municipaux et son équilibre budgétaire;
- lorsqu'elle fait l'objet d'une perte de revenus de taxes en raison du démantèlement ou d'une autre forme de cession des immeubles industriels concernés et qu'elle a été ou pourrait être compensée directement ou indirectement par les revenus découlant de la cession de ces immeubles.

De plus, une municipalité cessera d'être admissible à l'aide, pour les années suivant sa première année d'admissibilité au programme, s'il devait survenir une réévaluation à la hausse des installations industrielles concernées, qui ferait en sorte de réduire à moins de 10 % la diminution des revenus de taxes de la municipalité (incluant les taxes foncières et les taxes imposées sur une autre base).

3. MODALITÉS ET CALCUL DE L'AIDE FINANCIÈRE

L'aide gouvernementale portera sur le remboursement d'une partie du capital (incluant les frais d'escompte) et des intérêts reliés aux emprunts contractés par la municipalité pour compenser la diminution des recettes de taxes associée à la baisse de la valeur foncière d'immeubles industriels. L'aide gouvernementale s'appliquera au remboursement des emprunts admissibles contractés par une municipalité au cours d'une période maximale de trois années consécutives :

ANNÉES OÙ LA BAISSSE DE LA VALEUR FONCIÈRE DES IMMEUBLES INDUSTRIELS S'EST PRODUITE	ANNÉES DES EMPRUNTS ADMISSIBLES À L'AIDE					
2009	2009	2010	2011			
2010		2010	2011	2012		
2011			2011	2012	2013	
2012				2012	2013	2014

Il est à noter que le recours à l'emprunt pour chacune des trois années d'admissibilité demeure facultatif, une municipalité pouvant décider de se prévaloir du programme d'aide pour une, deux ou trois années consécutives. Elle pourra aussi choisir d'emprunter un montant moindre que le maximum permis pour l'année concernée.

L'aide accordée sera balisée comme suit :

- le montant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année ne pourra être supérieur à la diminution des revenus de taxes (incluant les taxes foncières et les taxes sur une

autre base, soit la tarification fiscale) ayant servi à établir l'admissibilité de la municipalité au programme, soit la diminution entraînée spécifiquement par la baisse de la valeur foncière des immeubles industriels concernés, telle que constatée dans le rôle transmis annuellement au Ministère. S'ajoutent les frais d'escompte reliés à la réalisation de l'emprunt.

Cependant, pour une municipalité admissible en 2009, qui aurait eu à composer avec une baisse durable et progressive d'un immeuble industriel sur deux rôles d'évaluation foncière consécutifs, soit une première baisse en 2006 et une seconde en 2009, la baisse de la valeur foncière des immeubles concernés sera calculée comme si cette baisse avait été effectuée en une seule fois.

Advenant que la perte de revenus de taxes établie pour la première année où une municipalité est admissible au programme, lorsque cette année coïncide avec la première année d'application d'un nouveau rôle, soit augmentée ultérieurement en raison du résultat d'une démarche de révision administrative ou de contestation de la valeur inscrite dans ce rôle pour les immeubles concernés, le montant des emprunts admissibles sera réajusté en conséquence. Dans le cas où le montant de ce réajustement serait connu trop tardivement pour être considéré dans l'emprunt contracté au cours de la première année d'admissibilité ou, le cas échéant, de la deuxième année d'admissibilité, une correction serait faite en même temps que l'emprunt de la deuxième ou de la troisième année de la période maximale de trois ans au cours de laquelle les emprunts peuvent être réalisés. Tout emprunt ainsi reporté sera assujéti aux règles applicables à l'année à laquelle il se rapporte, relativement au calcul du montant de l'emprunt et de la part assumée par le gouvernement.

Les mêmes règles s'appliqueront, avec les adaptations nécessaires, dans les cas où la perte de revenus de taxes constatée, pour la première année au cours de laquelle un nouveau rôle d'évaluation triennal s'applique dans une municipalité, serait inférieure au seuil de 10 % lui permettant d'être admissible au programme, mais où ce seuil serait atteint en raison du résultat d'une démarche de révision administrative ou de contestation de la valeur des immeubles concernés. La municipalité serait alors réputée admissible dès la première année d'application du nouveau rôle triennal.

Dans le cas où la diminution des revenus de taxes résulterait de la diminution de la valeur d'immeubles industriels survenus après l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle triennal, en raison de l'incendie, de la destruction, de la démolition ou de la disparition de tout ou partie de ces immeubles, la demande d'aide sera traitée distinctement quant à la détermination de l'admissibilité, du montant des emprunts et du montant de l'aide, de toute demande qui aurait été présentée antérieurement.

- le montant de l'emprunt admissible à l'aide tiendra compte d'un pourcentage dégressif, soit :
 - 1^{re} année : la totalité de l'emprunt admissible;
 - 2^e année : 75 % du montant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année;
 - 3^e année : 50 % du montant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année.
- pour les municipalités admissibles dès 2009, l'aide versée pour le paiement des intérêts et le remboursement du capital consistera en :
 - 100 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année;
 - 50 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 2^e année;

- 25 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 3^e année.
- pour les municipalités dont l'admissibilité débutera en 2010, 2011 ou 2012, l'aide versée pour le paiement des intérêts et le remboursement du capital consistera en :
 - 75 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année;
 - 50 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 2^e année;
 - 25 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 3^e année.
- l'aide sera versée jusqu'à l'échéance des emprunts contractés par les municipalités ayant satisfait aux conditions d'admissibilité du programme;
- les emprunts admissibles devront être d'un terme de 10 ans et avoir reçu toutes les approbations requises.

4. VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

- Pour chaque emprunt contracté, le Ministère remboursera aux municipalités annuellement à la date anniversaire de l'emprunt, la partie du coût des intérêts et des remboursements de capital admissibles en vertu du programme, et ce, sur présentation des pièces justificatives et de la cédule de remboursement de l'emprunt.
- Toute somme reçue par la municipalité ou par une tierce partie pour rembourser le coût de ces intérêts et de ces remboursements de capital viendra réduire d'un montant équivalent la subvention du Ministère à cet égard.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 6

Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2015-2016 qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis.

La réponse à cette question est incluse dans le Budget de dépenses 2016-2017 – Crédits des ministères et organismes, déposé à l'Assemblée nationale par le président du Conseil du trésor le 17 mars 2016.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 7

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2016-2017.

La réponse à cette question est incluse dans le Budget de dépenses 2016-2017 – Crédits des ministères et organismes, déposé à l'Assemblée nationale par le président du Conseil du trésor le 17 mars 2016.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 8

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2016-2017 et la liste des dépenses abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 9

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2015-2016. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹ au 29 février 2016	Participants
Académie de Trans-Formation	Ateliers de gestion	2 292,22 \$	3
	Panier de gestion	595,00 \$	1
Académie du Savoir	Access intermédiaire	303,65 \$	1
Accent formation	Améliorer son style de rédaction	983,49 \$	2
	La rédaction administrative	1 541,08 \$	3
Acti-Com	L'écriture stratégique	470,00 \$	1
	La rédaction persuasive	485,00 \$	1
AFI Expertise	Excel avancé : graphiques et macrocommandes	336,00 \$	1
	Excel intermédiaire : fonctions et listes de données	203,00 \$	1
	Logiciel SharePoint 2010	643,00 \$	1
	Powerpoint de base	250,00 \$	1
	Programmation	3 240,00 \$	2
	Fondamentaux ITIL® (Information Technology Infrastructure Library)	1 200,00 \$	1
	Les meilleures pratiques en gestion du changement	420,00 \$	1
Alliance des cadres	Panier de gestion	450,00 \$	1
	Examen sur la planification et la gestion stratégique	450,00 \$	1
Association de géomatique municipale du Québec (AGMQ)	Colloque sous le thème « Convergeons ensemble pour l'innovation »	965,84 \$	8
Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Congrès annuel	6 303,91 \$	14
	Colloque régional portant sur le paysage et le patrimoine, l'agriculture et la forêt, l'environnement et la jurisprudence	375,00 \$	1
Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Congrès annuel	7 959,79 \$	10
	La gestion des procédures d'un règlement d'emprunt	286,00 \$	1
	Colloque de zone - Estrie	238,80 \$	2
	Colloque de zone - Saguenay-Lac-Saint-Jean	170,94 \$	1
Association des évaluateurs municipaux du Québec (AEMQ)	Congrès annuel	3 263,35 \$	3
Association des gestionnaires financiers municipaux du Québec (AGFMQ)	Colloque annuel portant sur les finances municipales	564,17 \$	2
Association des professionnels de la vérification et du contrôle des systèmes d'information (ISACA- QC)	Abonnement annuel	226,45 \$	0
Association des responsables de gestion des plaintes du gouvernement du Québec (ARGP)	Colloque annuel sous le thème « Le citoyen au cœur de nos organisations »	150,00 \$	2

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 9	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2015-2016. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
--------------	--

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire			
Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹ au 29 février 2016	Participants
Association des techniciens en évaluation foncière du Québec (ATEFQ)	Congrès annuel	475,00 \$	2
Association forestière Saguenay-Lac-Saint-Jean (AFSL)	Congrès annuel sur les enjeux du secteur forestier	84,68 \$	1
Association québécoise d'urbanisme (AQU)	Les saines habitudes de vie sur le territoire municipal	622,38 \$	1
Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)	Journée professionnelle en accès à l'information et protection des renseignements personnels : optimiser les façons de faire et nos outils pour relever les défis actuels et futurs en AIPRP	0,00 \$	1
	Formation en accès à l'information et protection des renseignements personnels portant sur l'application juste et motivée des exceptions aux droits d'accès aux documents administratifs et aux renseignements personnels	0,00 \$	1
CÉGEP de Drummondville	Gestion de la sécurité civile municipale	609,02 \$	1
Centre de formation professionnelle de la Baie-James	Diplôme d'études professionnelles en secrétariat	14,00 \$	1
Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC)	Stratégie de communication et d'influence	295,00 \$	1
	Rédaction stratégique	1 185,00 \$	3
	Notions et techniques pour identifier et formuler des exigences d'affaires en technologie de l'information	385,00 \$	1
	Compétences politiques et relationnelles	295,00 \$	1
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Démonstration de la solution de dotation en ligne	0,00 \$	3
	Portail des demandes bureautiques	0,00 \$	1
	Exploitation de base de données (COLIS 1)	154,40 \$	1
	Audit de la sécurité de l'information	795,00 \$	1
Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU)	Congrès INFRA portant sur la valorisation des infrastructures dans l'espace public	0,00 \$	13
Centre Microbur inc.	Nouveautés du français au bureau et la rédaction	405,00 \$	1
Chambre de commerce de Gatineau	Conférence sur le développement économique local	204,00 \$	2
Chambre de commerce du Montréal Métropolitain	Forum stratégique sur la mobilité urbaine et le transport intelligent	700,00 \$	2
	Conférence sur le développement économique de la Ville de Montréal	172,00 \$	2
	Sommet de Montréal sur l'innovation	0,00 \$	1
Chambre de commerce du Saguenay	Conférence dans le cadre du suivi du Sommet	65,00 \$	1
Comité de concertation et de valorisation du bassin de la rivière Richelieu (COVABAR)	Les milieux naturels et la gestion intégrée par bassin versant	100,02 \$	1
Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)	Renouvellement d'agrément du service de formation multiemployeur	500,00 \$	0

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 9

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2015-2016. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire			
Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹ au 29 février 2016	Participants
Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM)	Conférence sur le maintien du siège social de l'Organisation de l'aviation civile internationale	85,00 \$	1
Contrôleur des finances	Sommet des maires sur le Vivre ensemble	290,00 \$	2
	Instruments financiers du secteur public	0,00 \$	1
	Initiation aux normes comptables du secteur public	0,00 \$	2
	Immobilisations au gouvernement : particularités	0,00 \$	1
	Risques liés à la donnée financière	0,00 \$	1
	Immobilisations au gouvernement : initiation	0,00 \$	1
	L'État du Québec et son fonctionnement	717,00 \$	3
	Lois et intervenants en matière de gestion financière	0,00 \$	1
	Cycle budgétaire et budget de dépenses	0,00 \$	2
	Comptabilité de base	0,00 \$	1
	Passif au titre des sites contaminés	0,00 \$	1
	Normes comptables du secteur public : principaux changements survenus en 2015	0,00 \$	3
	Les comptes publics du gouvernement du Québec	329,85 \$	1
Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ)	Le rôle du greffier municipal	768,88 \$	1
	Le projet de loi n° 28 et son impact sur les pouvoirs des municipalités locales et des MRC en matière de développement économique	645,45 \$	2
	Congrès annuel	1 315,34 \$	3
	Comptabilité et finances municipales	2 445,02 \$	4
	Séminaire 2015	0,00 \$	2
École de technologie supérieure (ETS)	Maîtrise en génie (2 sessions)	1 227,34 \$	1
	Le professionnel avec des tâches de gestion	1 177,00 \$	1
École nationale d'administration publique (ENAP)	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL)	1 128,09 \$	9
	Programme gouvernemental d'apprentissage personnel professionnel	0,00 \$	1
	Cercle des jeunes leaders de l'administration publique	778,03 \$	1
	Défis et innovations à l'ère numérique - collaboration dans les projets et organisations publiques	0,00 \$	1

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 9	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2015-2016. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
--------------	--

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire			
Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹ au 29 février 2016	Participants
	Colloque portant sur l'évaluation pour la pertinence et la performance de l'action publique (enjeux et perspectives)	10,00 \$	2
	La mesure des attentes et de la satisfaction de la clientèle	0,00 \$	1
	Examen sur la planification stratégique	385,00 \$	1
ESRI Canada	Conférence des utilisateurs d'ESRI Canada	0,00 \$	10
Fédération de l'UPA de Chaudière-Appalaches	Journée régionale sur le développement agroalimentaire	86,06 \$	1
Fédération québécoise des municipalités (FQM)	Congrès annuel	13 715,17 \$	11
	Rôles et responsabilités des élus	264,67 \$	5
	Le comportement éthique	0,00 \$	3
Formations Qualitemps inc.	Excel	230,00 \$	1
	Leadership en action	390,00 \$	1
	Amélioration de la rédaction	578,00 \$	2
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque annuel sur le développement professionnel	150,00 \$	2
	Adapter les politiques publiques à l'économie de partage	0,00 \$	2
Fujitsu Conseil	Formation sur le pilotage informatique	3 520,00 \$	12
Groupe d'expertise en gestion documentaire (GEGD)	Journée thématique du Groupe d'expertise en gestion des documents	0,00 \$	1
Groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (GP-Québec)	La gestion de projet dans la turbulence organisationnelle	500,00 \$	2
IC Formation inc.	Développer son influence et son leadership dans son environnement	442,31 \$	1
	Les meilleures pratiques en gestion du changement	420,00 \$	1
Médias Transcontinental	Conférence sur les appels d'offres publics	1 732,70 \$	1
Microsoft Canada	Atelier Private Workshop	206,94 \$	1
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)	Table des conseillers en affaires municipales	5 852,98 \$	12
	Table des aménagistes	6 880,18 \$	11
	Formation des nouveaux aménagistes	1 024,15 \$	3
	Transfert d'expertise en matière de regroupement municipal	1 489,73 \$	1
Ministère des relations internationales et de la Francophonie (MRIF)	Système des rapports diplomatiques	0,00 \$	1
Multihexa Québec inc.	Excel : fonctions et liaisons et tableaux croisés dynamiques	240,00 \$	1
Municipalité régionale de comté de l'Islet	Forum sur le plan de développement de la zone (PDZA) de la MRC de l'Islet	15,00 \$	1
Municipalité régionale de comté de Lotbinière	Forum sur le plan de développement de la zone (PDZA) de la MRC de Lotbinière	10,00 \$	1
Niska	La stratégie et le développement territorial en mode participatif	294,38 \$	1

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 9

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2015-2016. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire			
Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹ au 29 février 2016	Participants
Open Group Quebec city	Des stratégies innovantes pour accélérer la transformation des organisations	395,00 \$	3
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ)	Abonnements annuels de formation pour les CPA (10)*: ensemble de cours dispensés et reconnus par l'Ordre des CPA dans le cadre du programme de développement professionnel obligatoire pour le maintien de l'adhésion à l'Ordre pour les cours suivants:	16 490,00 \$	0
	Introduction à l'audit de projet		2
	Nouveautés dans le manuel de comptabilité		4
	Mission d'audit - les communications dans le cadre des missions de certification		1
	Colloque des CPA du secteur public et parapublic		9
	La conformité en matière d'appels d'offres : une gestion de risques		2
	Amélioration de la rédaction		1
	Principaux stratagèmes de la fraude en entreprise et dans les états financiers		1
	Manuel d'assurance de la qualité - conception, mise en place et documentation		1
	Dossier modèle d'audit pour les OSBL du secteur privé - introduction		1
	Analyse des risques en projet		2
	Mission d'audit - revue des concepts fondamentaux		1
	Excel		2
	Exceller en service à la clientèle		1
	Gestion de projets appliquée		2
	Colloque des CPA - parlementaires		12
	Audits fondés sur les risques		3
	Nouvelles normes et des rapports spéciaux		3
	Dossier modèle d'audit pour les organismes municipaux - avancé		4
	Dossier modèle d'audit pour les organismes municipaux - nouveautés, enjeux et conseils pratiques		3
	Dossier modèle d'audit pour les organismes municipaux		1
	Des rapports d'audit interne concis et convaincants		1
	Gestion de projet pour dirigeant		1
Ordre des évaluateurs agréés du Québec (OEAQ)	Congrès	952,67 \$	1
Ordre des urbanistes du Québec (OUQ)	Formation continue portant sur la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	347,90 \$	1

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 9	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2015-2016. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
--------------	--

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire			
Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹ au 29 février 2016	Participants
	Congrès annuel sous le thème « Nos milieux de vie en pleine effervescence »	4 060,88 \$	5
	Gestion des eaux pluviales, le rôle stratégique des urbanistes	361,90 \$	1
	Présentation de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme	86,97 \$	1
Project Management Institute	Symposium en gestion de projet	500,00 \$	1
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	Séminaire annuel sous le thème des 5 chapeaux du gestionnaire pour assurer un milieu de travail sain et respectueux	0,00 \$	1
	Gestion des conflits de groupe	295,00 \$	2
Réseau Action TI Montréal	Événement TI	335,00 \$	1
Réseau environnement inc.	Symposium sur la gestion de l'eau	1 228,40 \$	2
Réseau québécois des villes et villages en santé (RQVVS)	Colloque annuel	876,88 \$	2
SAS	Conférences du Club des utilisateurs SAS du Québec	0,00 \$	2
Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Détermination du niveau de complexité des emplois	0,00 \$	1
	Modifications au cadre légal et normatif en matière de dotation des emplois	0,00 \$	2
	Évaluation des emplois de cadres de la fonction publique	0,00 \$	1
	Formation en santé psychologique	0,00 \$	2
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	Conférence sur les perspectives du marché de l'habitation	280,00 \$	2
Société d'habitation du Québec (SHQ)	Enjeux en matière d'habitation	108,72 \$	1
Société québécoise d'évaluation de programme	Analyse et interprétation de données quantitatives	300,00 \$	2
Stratégia conseil	Gestion des coûts de projet	7 000,00 \$	12
Table de concertation du mouvement des femmes	Volet femmes et pouvoir	20,00 \$	1
Technologia	Rédiger avec structure et clarté	725,00 \$	1
Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS)	Développer ensemble nos territoires	429,63 \$	3
Union des municipalités du Québec (UMQ)	Savoir animer une réunion	493,52 \$	1
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Comportement organisationnel (ORH1163)	290,09 \$	1
	Introduction au droit des affaires (JUR1031)	290,09 \$	1
	Comptabilité de management III (SCO5001)	290,09 \$	1
Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)	Atelier de transfert des connaissances sur les eaux souterraines du sud-ouest de la Mauricie	12,44 \$	1
Université Laval (UL)	Droit public fondamental (DRT 1701)	709,69 \$	2
	Droits et liberté de la personne (DRT 1902)	267,78 \$	1

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 9

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2015-2016. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire			
Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹ au 29 février 2016	Participants
	Droit du patrimoine privé (DRT 1711)	294,39 \$	1
	Droit des administrations publiques (DRT 1712)	294,39 \$	1
	Droit pénal (DRT 1714)	294,39 \$	1
	Introduction au Lean Management	418,50 \$	1
	Gestion de projet : gouvernance et définition de projet (MNG 6153)	387,34 \$	1
	Droits du travail et des associations (DRT 1715)	297,15 \$	1
	Diagnostic et conduite du changement organisationnel (MNG 6029)	354,78 \$	1
	Évaluation immobilière : principes et pratiques (GUI 3102)	297,15 \$	1
	Économie urbaine et marchés immobiliers (GUI 4100)	297,15 \$	1
Versalys	Excel intermédiaire	198,00 \$	1
Ville de Montréal	Je fais Montréal	40,00 \$	1
Wolters Kluwer	Préparation et rédaction d'appels d'offres municipaux	595,00 \$	2

*Les abonnements annuels CPA donnent droit à un maximum de 8 jours de formation par abonnement.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 10

Liste de tous les travaux de construction ou de rénovation effectués au Ministère en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

Aucuns travaux de construction ou de rénovation n'ont été effectués en 2015-2016.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 11

Nombre de personnes parties à la retraite en 2015-2016.

Pour l'année 2015-2016, il y a eu 20 départs à la retraite pour le MAMOT.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 12

Nombre de personnes engagées en 2015-2016.

Au 29 février 2016, 89 personnes ont été engagées au MAMOT.

Information connue au 29 février 2016
Source : Actes de nomination

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 13

Nombre de personnes licenciées en 2015-2016.

Aucun employé régulier n'a fait l'objet d'un licenciement au 29 février 2016.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 14

Nombre d'ETC en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

La cible d'ETC utilisé pour 2015-2016 est de 476 ETC pour le MAMOT.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 15

Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMOT en 2015-2016. Indiquer l'objet de l'aide financière, ainsi que le nom et le montant reçu pour chacune de ces entités.

Nom du bénéficiaire	Montant \$ au 29 février 2016
Aide aux municipalités pour la mise en œuvre du nouveau programme d'aide aux personnes âgées pour le paiement de leurs taxes municipales (voir la liste des municipalités jointe en annexe)	1 998 969,00 \$
Municipalité de L'Île-d'Anticosti ⁽¹⁾	123 926,00 \$
Ville de Matane ⁽¹⁾	178 471,00 \$

(1) Compensations financières équivalentes aux compensations tenant lieu de taxes que les municipalités recevaient avant l'entrée en vigueur du PL 150 (2000, c. 54) qui a eu pour effet d'exclure des rôles d'évaluation municipaux, à partir du 1er janvier 2001, des éléments structuraux de quais ou d'installations portuaires appartenant à un organisme public.

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Canton d'Amherst	680,00 \$
Canton d'Arundel	500,00 \$
Canton de Bedford	500,00 \$
Canton de Chichester	500,00 \$
Canton de Clermont	500,00 \$
Canton de Cleveland	500,00 \$
Canton de Cloridorme	500,00 \$
Canton de Dundee	500,00 \$
Canton de Godmanchester	500,00 \$
Canton de Gore	1 012,00 \$
Canton de Guérin	500,00 \$
Canton de Ham-Nord	500,00 \$
Canton de Hampden	500,00 \$
Canton de Harrington	587,00 \$
Canton de Hatley	671,00 \$
Canton de Havelock	500,00 \$
Canton de Hemmingford	616,00 \$
Canton de Hope	500,00 \$
Canton de Landrienne	500,00 \$
Canton de Launay	500,00 \$
Canton de Lingwick	500,00 \$
Canton de Lochaber-Partie-Ouest	500,00 \$
Canton de Low	500,00 \$
Canton de Maddington	500,00 \$
Canton de Marston	500,00 \$
Canton de Melbourne	500,00 \$
Canton de Natashquan	500,00 \$
Canton de Nédélec	500,00 \$
Canton de Potton	837,00 \$
Canton de Ristigouche-Partie-Sud-Est	500,00 \$
Canton de Roxton	500,00 \$
Canton de Saint-Camille	500,00 \$
Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton	500,00 \$
Canton de Shefford	2 624,00 \$
Canton de Stanstead	500,00 \$
Canton de Stratford	500,00 \$
Canton de Trécession	500,00 \$
Canton de Wentworth	500,00 \$
Canton de Westbury	500,00 \$
Canton d'Orford	1 643,00 \$
Cantons-Unis de Latulipe-et-Gaboury	500,00 \$
Cantons-Unis de Stoneham-et-Tewkesbury	3 252,00 \$
Corporation municipale d'Aumond	500,00 \$
Gouvernement régional d'Eeyou-Istchee Baie-James	561,00 \$
M.R.C. d'Abitibi	500,00 \$
M.R.C. d'Abitibi-Ouest	500,00 \$
M.R.C. d'Antoine-Labelle	500,00 \$
M.R.C. d'Avignon	500,00 \$
M.R.C. de Bonaventure	500,00 \$
M.R.C. de Charlevoix	500,00 \$
M.R.C. de Charlevoix-Est	500,00 \$
M.R.C. de Kamouraska	500,00 \$
M.R.C. de La Côte-de-Beaupré	500,00 \$
M.R.C. de La Côte-de-Gaspé	500,00 \$
M.R.C. de La Haute-Côte-Nord	500,00 \$
M.R.C. de La Haute-Gaspésie	500,00 \$
M.R.C. de La Jacques-Cartier	500,00 \$
M.R.C. de La Matanie	500,00 \$
M.R.C. de La Matapédia	500,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
M.R.C. de La Mitis	500,00 \$
M.R.C. de La Vallée-de-la-Gatineau	500,00 \$
M.R.C. de La Vallée-de-l'Or	500,00 \$
M.R.C. de Lac-Saint-Jean-Est	500,00 \$
M.R.C. de Manicouagan	500,00 \$
M.R.C. de Maria-Chapdelaine	500,00 \$
M.R.C. de Matawinie	500,00 \$
M.R.C. de Mékinac	500,00 \$
M.R.C. de Pontiac	500,00 \$
M.R.C. de Portneuf	500,00 \$
M.R.C. de Rimouski-Neigette	500,00 \$
M.R.C. de Sept-Rivières	500,00 \$
M.R.C. de Témiscamingue	500,00 \$
M.R.C. des Basques	500,00 \$
M.R.C. du Fjord-du-Saguenay	500,00 \$
M.R.C. du Rocher-Percé	500,00 \$
Municipalité de la Présentation	659,00 \$
Municipalité de la Macaza	500,00 \$
Municipalité Saint-Hippolyte	3 484,00 \$
Municipalité d'Adstock	937,00 \$
Municipalité d'Aguanish	500,00 \$
Municipalité d'Albanel	785,00 \$
Municipalité d'Alberville	500,00 \$
Municipalité d'Alleyne-et-Cawood	500,00 \$
Municipalité d'Ange-Gardien	712,00 \$
Municipalité d'Armagh	560,00 \$
Municipalité d'Ascot Corner	883,00 \$
Municipalité d'Aston-Jonction	500,00 \$
Municipalité d'Auclair	500,00 \$
Municipalité d'Audet	500,00 \$
Municipalité d'Austin	606,00 \$
Municipalité d'Authier	500,00 \$
Municipalité d'Authier-Nord	500,00 \$
Municipalité de Baie-des-Sables	500,00 \$
Municipalité de Baie-du-Febvre	500,00 \$
Municipalité de Baie-Johan-Beetz	500,00 \$
Municipalité de Baie-Sainte-Catherine	500,00 \$
Municipalité de Barnston-Ouest	500,00 \$
Municipalité de Barraute	640,00 \$
Municipalité de Batiscan	500,00 \$
Municipalité de Béarn	500,00 \$
Municipalité de Beaulac-Garthby	500,00 \$
Municipalité de Beaumont	915,00 \$
Municipalité de Bégin	500,00 \$
Municipalité de Belcourt	500,00 \$
Municipalité de Berry	500,00 \$
Municipalité de Berthier-sur-Mer	567,00 \$
Municipalité de Béthanie	500,00 \$
Municipalité de Biencourt	500,00 \$
Municipalité de Blanc-Sablon	500,00 \$
Municipalité de Blue Sea	500,00 \$
Municipalité de Boileau	500,00 \$
Municipalité de Boischatel	2 479,00 \$
Municipalité de Bois-Franc	500,00 \$
Municipalité de Bolton-Est	500,00 \$
Municipalité de Bolton-Ouest	500,00 \$
Municipalité de Bonne-Espérance	500,00 \$
Municipalité de Bonsecours	500,00 \$
Municipalité de Bouchette	500,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Bowman	500,00 \$
Municipalité de Brigham	877,00 \$
Municipalité de Bristol	500,00 \$
Municipalité de Bryson	500,00 \$
Municipalité de Bury	500,00 \$
Municipalité de Cacouna	648,00 \$
Municipalité de Calixa-Lavallée	500,00 \$
Municipalité de Campbell's Bay	500,00 \$
Municipalité de Cantley	3 126,00 \$
Municipalité de Caplan	675,00 \$
Municipalité de Cap-Saint-Ignace	1 033,00 \$
Municipalité de Cascapédia-Saint-Jules	500,00 \$
Municipalité de Cayamant	500,00 \$
Municipalité de Chambord	538,00 \$
Municipalité de Champlain	645,00 \$
Municipalité de Champneuf	500,00 \$
Municipalité de Charette	500,00 \$
Municipalité de Chartierville	500,00 \$
Municipalité de Chazel	500,00 \$
Municipalité de Chelsea	2 525,00 \$
Municipalité de Chénéville	500,00 \$
Municipalité de Chertsey	3 441,00 \$
Municipalité de Chesterville	500,00 \$
Municipalité de Chute-Saint-Philippe	500,00 \$
Municipalité de Clarendon	500,00 \$
Municipalité de Clerval	500,00 \$
Municipalité de Colombier	500,00 \$
Municipalité de Compton	782,00 \$
Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	500,00 \$
Municipalité de Courcelles	500,00 \$
Municipalité de Crabtree	1 017,00 \$
Municipalité de Déléage	710,00 \$
Municipalité de Denholm	500,00 \$
Municipalité de Deschaillons-sur-Saint-Laurent	500,00 \$
Municipalité de Deschambault-Grondines	754,00 \$
Municipalité de Dixville	500,00 \$
Municipalité de Dosquet	500,00 \$
Municipalité de Dudswell	589,00 \$
Municipalité de Duhamel	500,00 \$
Municipalité de Duhamel-Ouest	500,00 \$
Municipalité de Dupuy	500,00 \$
Municipalité de Durham-Sud	500,00 \$
Municipalité de Fassett	500,00 \$
Municipalité de Ferland-et-Boileau	500,00 \$
Municipalité de Ferme-Neuve	831,00 \$
Municipalité de Fortierville	500,00 \$
Municipalité de Frampton	500,00 \$
Municipalité de Franklin	512,00 \$
Municipalité de Franquelin	500,00 \$
Municipalité de Frelighsburg	500,00 \$
Municipalité de Frontenac	607,00 \$
Municipalité de Fugèreville	500,00 \$
Municipalité de Gallichan	500,00 \$
Municipalité de Girardville	500,00 \$
Municipalité de Grande-Vallée	500,00 \$
Municipalité de Grand-Métis	500,00 \$
Municipalité de Grand-Remous	500,00 \$
Municipalité de Grand-Saint-Esprit	500,00 \$
Municipalité de Grenville-sur-la-Rouge	1 286,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Gros-Mécatina	500,00 \$
Municipalité de Grosse-Île	500,00 \$
Municipalité de Grosses-Roches	500,00 \$
Municipalité de Ham-Sud	500,00 \$
Municipalité de Hatley	500,00 \$
Municipalité de Havre-Saint-Pierre	1 194,00 \$
Municipalité de Hébertville	774,00 \$
Municipalité de Hinchinbrooke	741,00 \$
Municipalité de Honfleur	500,00 \$
Municipalité de Hope Town	500,00 \$
Municipalité de Howick	500,00 \$
Municipalité de Huberdeau	500,00 \$
Municipalité de Kamouraska	500,00 \$
Municipalité de Kazabazua	500,00 \$
Municipalité de Kiamika	500,00 \$
Municipalité de Kinnear's Mills	500,00 \$
Municipalité de Kipawa	500,00 \$
Municipalité de La Conception	505,00 \$
Municipalité de La Corne	500,00 \$
Municipalité de La Martre	500,00 \$
Municipalité de La Minerve	544,00 \$
Municipalité de La Morandière	500,00 \$
Municipalité de La Motte	500,00 \$
Municipalité de la paroisse de	500,00 \$
Municipalité de la paroisse de la Doré	500,00 \$
Municipalité de la paroisse de Notre-Dame des-Sept-Douleurs	500,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Adelme	500,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Anaclet-de-Lessard	986,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Arsène	500,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Christophe-d'Arthabaska	1 018,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Cléophas	500,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland	586,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Denis	500,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Saint-Édouard-de-Fabre	500,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès	1 544,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Sainte-Ursule	500,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Isidore	758,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon	500,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Léon-le-Grand	1 000,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Marc-de-Figuery	500,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Moïse	500,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Saint-Narcisse-de-Rimouski	500,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-Mékinac	500,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Sévère	500,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Saint-Séverin	1 000,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Sulpice	1 142,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval	500,00 \$
Municipalité de la paroisse de St-Irénée	500,00 \$
Municipalité de la Paroisse Saint-Jean-de-Cherbourg	500,00 \$
Municipalité de La Patrie	500,00 \$
Municipalité de La Pêche	3 057,00 \$
Municipalité de La Reine	500,00 \$
Municipalité de La Visitation-de-l'Ile-Dupas	500,00 \$
Municipalité de La Visitation-de-Yamaska	500,00 \$
Municipalité de Labelle	831,00 \$
Municipalité de Labrecque	500,00 \$
Municipalité de Lac-au-Saumon	500,00 \$
Municipalité de Lac-Beauport	2 644,00 \$
Municipalité de Lac-Bouchette	500,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Lac-des-Aigles	500,00 \$
Municipalité de Lac-des-Écorces	961,00 \$
Municipalité de Lac-des-Plages	500,00 \$
Municipalité de Lac-des-Seize-Iles	500,00 \$
Municipalité de Lac-Drolet	500,00 \$
Municipalité de Lac-du-Cerf	500,00 \$
Municipalité de Lac-Édouard	500,00 \$
Municipalité de Lac-Etchemin	1 419,00 \$
Municipalité de Lac-Frontière	500,00 \$
Municipalité de Lacolle	824,00 \$
Municipalité de Lac-Sainte-Marie	500,00 \$
Municipalité de Lac-Saint-Paul	500,00 \$
Municipalité de Lac-Simon	500,00 \$
Municipalité de Lac-Supérieur	773,00 \$
Municipalité de Lac-Tremblant-Nord	500,00 \$
Municipalité de Laforce	500,00 \$
Municipalité de Lamarche	500,00 \$
Municipalité de Lambton	527,00 \$
Municipalité de L'Ange-Gardien	2 870,00 \$
Municipalité de Lanoraie	1 610,00 \$
Municipalité de L'Anse-Saint-Jean	500,00 \$
Municipalité de Lantier	500,00 \$
Municipalité de L'Ascension	500,00 \$
Municipalité de L'Ascension-de-Patapédia	500,00 \$
Municipalité de Laurierville	500,00 \$
Municipalité de L'Avenir	500,00 \$
Municipalité de Laverlochère	500,00 \$
Municipalité de Leclercville	500,00 \$
Municipalité de Lefebvre	500,00 \$
Municipalité de Lejeune	500,00 \$
Municipalité de Lemieux	500,00 \$
Municipalité de L'Île-d'Anticosti	500,00 \$
Municipalité de L'Île-de-Grand-Calumet	500,00 \$
Municipalité de L'Isle-aux-Allumettes	500,00 \$
Municipalité de L'Isle-aux-Coudres	515,00 \$
Municipalité de L'Islet	1 255,00 \$
Municipalité de L'Isle-Verte	503,00 \$
Municipalité de Litchfield	500,00 \$
Municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan	500,00 \$
Municipalité de Longue-Rive	500,00 \$
Municipalité de Lorrainville	500,00 \$
Municipalité de Lotbinière	500,00 \$
Municipalité de Lyster	541,00 \$
Municipalité de Mandeville	1 312,00 \$
Municipalité de Manseau	500,00 \$
Municipalité de Mansfield-et-Pontefract	689,00 \$
Municipalité de Maria	844,00 \$
Municipalité de Maricourt	500,00 \$
Municipalité de Martinville	500,00 \$
Municipalité de Maskinongé	742,00 \$
Municipalité de Matapédia	500,00 \$
Municipalité de Mayo	500,00 \$
Municipalité de McMasterville	1 436,00 \$
Municipalité de Messines	584,00 \$
Municipalité de Milan	500,00 \$
Municipalité de Mille-Isles	781,00 \$
Municipalité de Moffet	500,00 \$
Municipalité de Montcalm	500,00 \$
Municipalité de Mont-Carmel	500,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Montcerf-Lytton	500,00 \$
Municipalité de Montebello	500,00 \$
Municipalité de Montpellier	500,00 \$
Municipalité de Mont-Saint-Grégoire	981,00 \$
Municipalité de Mont-Saint-Michel	500,00 \$
Municipalité de Morin-Heights	1 747,00 \$
Municipalité de Mulgrave-et-Derry	500,00 \$
Municipalité de Namur	500,00 \$
Municipalité de Nantes	500,00 \$
Municipalité de Napierville	1 148,00 \$
Municipalité de New Carlisle	505,00 \$
Municipalité de Newport	500,00 \$
Municipalité de Nominique	858,00 \$
Municipalité de Normétal	500,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Bonsecours	500,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Ham	500,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-la-Merci	959,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix	500,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette	500,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Lorette	500,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes	914,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Montauban	500,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Pontmain	500,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-des-Bois	500,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-des-Monts	500,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-des-Neiges	500,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Stanbridge	500,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Laus	713,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Nord	500,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Portage	500,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Rosaire	500,00 \$
Municipalité de Nouvelle	661,00 \$
Municipalité de Noyan	554,00 \$
Municipalité de Padoue	500,00 \$
Municipalité de Palmarolle	500,00 \$
Municipalité de Papineauville	700,00 \$
Municipalité de Péribonka	500,00 \$
Municipalité de Petite-Rivière-Saint-François	500,00 \$
Municipalité de Petite-Vallée	500,00 \$
Municipalité de Petit-Saguenay	500,00 \$
Municipalité de Piedmont	1 722,00 \$
Municipalité de Pierreville	776,00 \$
Municipalité de Pike River	500,00 \$
Municipalité de Piopolis	500,00 \$
Municipalité de Plaisance	500,00 \$
Municipalité de Pointe-à-la-Croix	500,00 \$
Municipalité de Pointe-Calumet	2 273,00 \$
Municipalité de Pontiac	1 933,00 \$
Municipalité de Port-Daniel-Gascons	965,00 \$
Municipalité de Portneuf-sur-Mer	500,00 \$
Municipalité de Poularies	500,00 \$
Municipalité de Preissac	500,00 \$
Municipalité de Racine	500,00 \$
Municipalité de Rapide-Daniseur	500,00 \$
Municipalité de Rawdon	4 482,00 \$
Municipalité de Rémigny	500,00 \$
Municipalité de Rigaud	2 567,00 \$
Municipalité de Ripon	610,00 \$
Municipalité de Rivière-à-Claude	500,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Rivière-à-Pierre	500,00 \$
Municipalité de Rivière-au-Tonnerre	500,00 \$
Municipalité de Rivière-Beaudette	765,00 \$
Municipalité de Rivière-Bleue	500,00 \$
Municipalité de Rivière-Éternité	500,00 \$
Municipalité de Rivière-Héva	583,00 \$
Municipalité de Rivière-Ouelle	500,00 \$
Municipalité de Rivière-Saint-Jean	500,00 \$
Municipalité de Rochebaucourt	500,00 \$
Municipalité de Roquemaure	500,00 \$
Municipalité de Rougemont	789,00 \$
Municipalité de Roxton Pond	1 234,00 \$
Municipalité de Sacré-Coeur	546,00 \$
Municipalité de Saint-Adalbert	500,00 \$
Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	2 113,00 \$
Municipalité de Saint-Adrien	500,00 \$
Municipalité de Saint-Adrien-d'Irlande	500,00 \$
Municipalité de Saint-Agapit	1 348,00 \$
Municipalité de Saint-Aimé	500,00 \$
Municipalité de Saint-Aimé-des-Lacs	500,00 \$
Municipalité de Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	500,00 \$
Municipalité de Saint-Alban	500,00 \$
Municipalité de Saint-Albert	530,00 \$
Municipalité de Saint-Alexandre	772,00 \$
Municipalité de Saint-Alexandre-de-Kamouraska	571,00 \$
Municipalité de Saint-Alexis	500,00 \$
Municipalité de Saint-Alexis-de-Matapédia	500,00 \$
Municipalité de Saint-Alfred	500,00 \$
Municipalité de Saint-Alphonse	500,00 \$
Municipalité de Saint-Alphonse de-Granby	973,00 \$
Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez	1 917,00 \$
Municipalité de Saint-Amable	3 556,00 \$
Municipalité de Saint-Ambroise	1 156,00 \$
Municipalité de Saint-Ambroise-de-Kildare	1 187,00 \$
Municipalité de Saint-André	500,00 \$
Municipalité de Saint-André-Avellin	1 144,00 \$
Municipalité de Saint-André-d'Argenteuil	1 045,00 \$
Municipalité de Saint-André-de-Restigouche	500,00 \$
Municipalité de Saint-Anicet	1 132,00 \$
Municipalité de Saint-Anselme	1 070,00 \$
Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly	565,00 \$
Municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu	593,00 \$
Municipalité de Saint-Antonin	1 296,00 \$
Municipalité de Saint-Apollinaire	1 723,00 \$
Municipalité de Saint-Armand	500,00 \$
Municipalité de Saint-Athanase	500,00 \$
Municipalité de Saint-Aubert	500,00 \$
Municipalité de Saint-Augustin	500,00 \$
Municipalité de Saint-Barnabé-Sud	500,00 \$
Municipalité de Saint-Benjamin	500,00 \$
Municipalité de Saint-Benoît-Labre	524,00 \$
Municipalité de Saint-Bernard	634,00 \$
Municipalité de Saint-Bernard-de-Michaudville	500,00 \$
Municipalité de Saint-Blaise-sur-Richelieu	743,00 \$
Municipalité de Saint-Bonaventure	500,00 \$
Municipalité de Saint-Boniface	1 602,00 \$
Municipalité de Saint-Bruno	768,00 \$
Municipalité de Saint-Bruno-de-Guigues	500,00 \$
Municipalité de Saint-Bruno-de-Kamouraska	500,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Calixte	2 841,00 \$
Municipalité de Saint-Casimir	550,00 \$
Municipalité de Saint-Célestin	500,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-Borromée	3 097,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-de-Bellechasse	683,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-de-Bourget	500,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-sur-Richelieu	617,00 \$
Municipalité de Saint-Chrysostome	746,00 \$
Municipalité de Saint-Claude	500,00 \$
Municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon	500,00 \$
Municipalité de Saint-Clet	523,00 \$
Municipalité de Saint-Côme-Linière	1 052,00 \$
Municipalité de Saint-Cuthbert	684,00 \$
Municipalité de Saint-Cyprien	500,00 \$
Municipalité de Saint-Cyprien-de-Napierville	578,00 \$
Municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover	1 425,00 \$
Municipalité de Saint-Damase	739,00 \$
Municipalité de Saint-Damase-de-L'Islet	500,00 \$
Municipalité de Saint-David	500,00 \$
Municipalité de Saint-David-de-Falardeau	976,00 \$
Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu	787,00 \$
Municipalité de Saint-Dominique	786,00 \$
Municipalité de Saint-Dominique-du-Rosaire	500,00 \$
Municipalité de Saint-Donat	3 593,00 \$
Municipalité de Sainte-Agathe-de-Lotbinière	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Angèle-de-Méridi	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Angèle-de-Monnoir	594,00 \$
Municipalité de Sainte-Angèle-de-Prémont	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Rochelle	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade	703,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	1 028,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-du-Lac	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-du-Sault	540,00 \$
Municipalité de Sainte-Aurélie	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Barbe	509,00 \$
Municipalité de Sainte-Béatrix	1 021,00 \$
Municipalité de Sainte-Brigide-d'Iberville	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley	894,00 \$
Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton	661,00 \$
Municipalité de Sainte-Cécile-de-Whitton	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Christine-d'Auvergne	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Claire	1 033,00 \$
Municipalité de Sainte-Clotilde	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Beauce	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton	583,00 \$
Municipalité de Sainte-Croix	773,00 \$
Municipalité de Saint-Edmond-les-Plaines	500,00 \$
Municipalité de Saint-Édouard	500,00 \$
Municipalité de Saint-Édouard-de-Maskinongé	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Élisabeth-de-Warwick	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Élisabeth	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Émélie-de-l'Énergie	904,00 \$
Municipalité de Sainte-Eulalie	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Félicité	1 000,00 \$
Municipalité de Sainte-Florence	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Françoise	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Geneviève-de-Berthier	798,00 \$
Municipalité de Sainte-Germaine-Boulé	500,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Sainte-Gertrude-Manneville	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Hedwidge	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Hélène	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Hélène-de-Bagot	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Hélène-de-Chester	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Julienne	3 928,00 \$
Municipalité de Sainte-Justine	593,00 \$
Municipalité de Sainte-Justine-de-Newton	500,00 \$
Municipalité de Saint-Élie-de-Caxton	903,00 \$
Municipalité de Sainte-Luce	1 076,00 \$
Municipalité de Sainte-Lucie-de-Beauregard	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Lucie-des-Laurentides	532,00 \$
Municipalité de Saint-Elzéar	500,00 \$
Municipalité de Saint-Elzéar	687,00 \$
Municipalité de Saint-Elzéar-de-Témiscouata	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Madeleine-Riv.-Madel.	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Marcelline-de-Kildare	737,00 \$
Municipalité de Sainte-Marguerite-Marie	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Marie-de-Blandford	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Marthe	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Martine	1 586,00 \$
Municipalité de Sainte-Mélanie	1 143,00 \$
Municipalité de Saint-Émile-de-Suffolk	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Monique	1 000,00 \$
Municipalité de Sainte-Paule	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Perpétue	555,00 \$
Municipalité de Saint-Éphrem-de-Beauce	684,00 \$
Municipalité de Saint-Épiphane	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Rita	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Sabine	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Sophie	4 537,00 \$
Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax	500,00 \$
Municipalité de Saint-Esprit	606,00 \$
Municipalité de Sainte-Thècle	846,00 \$
Municipalité de Sainte-Thérèse-de-Gaspé	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	500,00 \$
Municipalité de Saint-Étienne-de-Beauharnois	500,00 \$
Municipalité de Saint-Étienne-de-Bolton	500,00 \$
Municipalité de Saint-Eugène	500,00 \$
Municipalité de Saint-Eugène-d'Argentenay	500,00 \$
Municipalité de Saint-Eugène-de-Guigues	500,00 \$
Municipalité de Saint-Évariste-de-Forsyth	500,00 \$
Municipalité de Sainte-Victoire-de-Sorel	861,00 \$
Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré	1 180,00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Dalquier	500,00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Kingsey	529,00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Valois	1 974,00 \$
Municipalité de Saint-Félix-d'Otis	500,00 \$
Municipalité de Saint-Ferdinand	754,00 \$
Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges	2 023,00 \$
Municipalité de Saint-Flavien	500,00 \$
Municipalité de Saint-Fortunat	500,00 \$
Municipalité de Saint-François	500,00 \$
Municipalité de Saint-François Xavier-de-Brompton	606,00 \$
Municipalité de Saint-François-d'Assise	500,00 \$
Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	500,00 \$
Municipalité de Saint-François-de-Sales	500,00 \$
Municipalité de Saint-François-du-Lac	750,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-François-Xavier-de-Viger	500,00 \$
Municipalité de Saint-Fulgence	641,00 \$
Municipalité de Saint-Gabriel-de-Brandon	1 271,00 \$
Municipalité de Saint-Gabriel-de-Rimouski	500,00 \$
Municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier	834,00 \$
Municipalité de Saint-Gabriel-Lalemant	500,00 \$
Municipalité de Saint-Gédéon	713,00 \$
Municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce	752,00 \$
Municipalité de Saint-Georges-de-Clarenceville	505,00 \$
Municipalité de Saint-Georges-de-Windsor	500,00 \$
Municipalité de Saint-Germain-de-Grantham	1 422,00 \$
Municipalité de Saint-Gervais	578,00 \$
Municipalité de Saint-Guillaume	500,00 \$
Municipalité de Saint-Guy	500,00 \$
Municipalité de Saint-Henri	1 614,00 \$
Municipalité de Saint-Henri-de-Taillon	500,00 \$
Municipalité de Saint-Herménégilde	500,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré	1 745,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré-de-Shenley	500,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré-de-Témiscouata	500,00 \$
Municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	500,00 \$
Municipalité de Saint-Hugues	500,00 \$
Municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola	749,00 \$
Municipalité de Saint-Ignace-de-Stanbridge	500,00 \$
Municipalité de Saint-Isidore	910,00 \$
Municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton	500,00 \$
Municipalité de Saint-Jacques	1 116,00 \$
Municipalité de Saint-Jacques-de-Leeds	500,00 \$
Municipalité de Saint-Jacques-le-Mineur	513,00 \$
Municipalité de Saint-Janvier-de-Joly	500,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-Baptiste	918,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-Brébeuf	500,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-Dieu	530,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-la-Lande	500,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	500,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-Matha	2 125,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli	1 063,00 \$
Municipalité de Saint-Joachim-de-Shefford	500,00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine	675,00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-des-Érables	500,00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac	1 933,00 \$
Municipalité de Saint-Jude	500,00 \$
Municipalité de Saint-Julien	500,00 \$
Municipalité de Saint-Just-de-Bretenières	500,00 \$
Municipalité de Saint-Juste-du-Lac	500,00 \$
Municipalité de Saint-Justin	500,00 \$
Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon	2 167,00 \$
Municipalité de Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	538,00 \$
Municipalité de Saint-Lazare-de-Bellechasse	500,00 \$
Municipalité de Saint-Léonard-d'Aston	726,00 \$
Municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf	500,00 \$
Municipalité de Saint-Liboire	843,00 \$
Municipalité de Saint-Louis	500,00 \$
Municipalité de Saint-Louis-de-Blandford	500,00 \$
Municipalité de Saint-Louis-de-Gonzague	500,00 \$
Municipalité de Saint-Luc-de-Bellechasse	500,00 \$
Municipalité de Saint-Luc-de-Vincennes	500,00 \$
Municipalité de Saint-Lucien	701,00 \$
Municipalité de Saint-Ludger	500,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Ludger-de-Milot	500,00 \$
Municipalité de Saint-Magloire	500,00 \$
Municipalité de Saint-Malo	500,00 \$
Municipalité de Saint-Marcel	500,00 \$
Municipalité de Saint-Marcel-de-Richelieu	500,00 \$
Municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu	702,00 \$
Municipalité de Saint-Mathias-sur-Richelieu	1 501,00 \$
Municipalité de Saint-Mathieu	769,00 \$
Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil	869,00 \$
Municipalité de Saint-Mathieu-d'Harricana	500,00 \$
Municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc	681,00 \$
Municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis	500,00 \$
Municipalité de Saint-Médard	500,00 \$
Municipalité de Saint-Michel	884,00 \$
Municipalité de Saint-Michel-de-Bellechasse	613,00 \$
Municipalité de Saint-Michel-des-Saints	1 484,00 \$
Municipalité de Saint-Michel-du-Squatec	500,00 \$
Municipalité de Saint-Modeste	500,00 \$
Municipalité de Saint-Nazaire	606,00 \$
Municipalité de Saint-Nérée-de-Bellechasse	500,00 \$
Municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska	500,00 \$
Municipalité de Saint-Omer	500,00 \$
Municipalité de Saint-Onésime-d'Ixworth	500,00 \$
Municipalité de Saint-Pacôme	552,00 \$
Municipalité de Saint-Patrice-de-Beaurivage	500,00 \$
Municipalité de Saint-Paul	1 925,00 \$
Municipalité de Saint-Paul-d'Abbotsford	916,00 \$
Municipalité de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	871,00 \$
Municipalité de Saint-Paul-de-Montminy	500,00 \$
Municipalité de Saint-Paulin	500,00 \$
Municipalité de Saint-Philipbert	500,00 \$
Municipalité de Saint-Philippe	2 051,00 \$
Municipalité de Saint-Pierre-de-Broughton	500,00 \$
Municipalité de Saint-Pierre-de-Lamy	500,00 \$
Municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets	500,00 \$
Municipalité de Saint-Placide	586,00 \$
Municipalité de Saint-Polycarpe	694,00 \$
Municipalité de Saint-Prime	796,00 \$
Municipalité de Saint-Prosper	1 176,00 \$
Municipalité de Saint-Prosper-de-Champlain	500,00 \$
Municipalité de Saint-Raphaël	840,00 \$
Municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick	500,00 \$
Municipalité de Saint-René-de-Matane	500,00 \$
Municipalité de Saint-Robert	648,00 \$
Municipalité de Saint-Robert-Bellarmin	500,00 \$
Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	1 378,00 \$
Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu	818,00 \$
Municipalité de Saint-Roch-Ouest	500,00 \$
Municipalité de Saint-Romain	500,00 \$
Municipalité de Saint-Samuel	500,00 \$
Municipalité de Saint-Sébastien	500,00 \$
Municipalité de Saint-Sébastien	500,00 \$
Municipalité de Saint-Siméon	500,00 \$
Municipalité de Saint-Simon	500,00 \$
Municipalité de Saint-Simon-les-Mines	500,00 \$
Municipalité de Saint-Sixte	500,00 \$
Municipalité de Saint-Stanislas	1 000,00 \$
Municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka	646,00 \$
Municipalité de Saint-Sylvère	500,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Sylvestre	500,00 \$
Municipalité de Saint-Théodore-d'Acton	500,00 \$
Municipalité de Saint-Théophile	500,00 \$
Municipalité de Saint-Thomas	1 014,00 \$
Municipalité de Saint-Thomas-Didyme	500,00 \$
Municipalité de Saint-Tite-des-Caps	552,00 \$
Municipalité de Saint-Ubalde	543,00 \$
Municipalité de Saint-Ulric	579,00 \$
Municipalité de Saint-Urbain-Premier	500,00 \$
Municipalité de Saint-Valentin	500,00 \$
Municipalité de Saint-Valère	500,00 \$
Municipalité de Saint-Valérien-de-Milton	539,00 \$
Municipalité de Saint-Vallier	500,00 \$
Municipalité de Saint-Venant-de-Paquette	500,00 \$
Municipalité de Saint-Vianney	500,00 \$
Municipalité de Saint-Victor	778,00 \$
Municipalité de Saint-Wenceslas	500,00 \$
Municipalité de Saint-Zacharie	657,00 \$
Municipalité de Saint-Zénon	947,00 \$
Municipalité de Saint-Zotique	2 647,00 \$
Municipalité de Sayabec	579,00 \$
Municipalité de Scott	814,00 \$
Municipalité de Shannon	1 349,00 \$
Municipalité de Shawville	553,00 \$
Municipalité de Sheenboro	500,00 \$
Municipalité de Shigawake	500,00 \$
Municipalité de Stanbridge Station	500,00 \$
Municipalité de Stanstead-Est	500,00 \$
Municipalité de Stoke	862,00 \$
Municipalité de Stornoway	500,00 \$
Municipalité de Saint-Télesphore	500,00 \$
Municipalité de Taschereau	500,00 \$
Municipalité de Terrasse-Vaudreuil	585,00 \$
Municipalité de Thorne	500,00 \$
Municipalité de Tingwick	500,00 \$
Municipalité de Tourville	500,00 \$
Municipalité de Très-Saint-Rédempteur	500,00 \$
Municipalité de Trois-Rives	500,00 \$
Municipalité de Val-Alain	500,00 \$
Municipalité de Val-Brillant	500,00 \$
Municipalité de Val-des-Bois	500,00 \$
Municipalité de Val-des-Lacs	500,00 \$
Municipalité de Val-des-Monts	4 259,00 \$
Municipalité de Val-Joli	500,00 \$
Municipalité de Vallée-Jonction	635,00 \$
Municipalité de Val-Morin	1 105,00 \$
Municipalité de Val-Saint-Gilles	500,00 \$
Municipalité de Venise-en-Québec	762,00 \$
Municipalité de Verchères	1 722,00 \$
Municipalité de Villeroy	500,00 \$
Municipalité de Waltham	500,00 \$
Municipalité de Weedon	905,00 \$
Municipalité de Wentworth-Nord	935,00 \$
Municipalité de Wickham	698,00 \$
Municipalité de Wotton	500,00 \$
Municipalité de Yamachiche	830,00 \$
Municipalité de Yamaska	564,00 \$
Municipalité d'East Broughton	763,00 \$
Municipalité d'East Farnham	500,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité d'East Hereford	500,00 \$
Municipalité d'Eastman	698,00 \$
Municipalité d'Egan-Sud	500,00 \$
Municipalité d'Elgin	500,00 \$
Municipalité d'Entrelacs	782,00 \$
Municipalité des Bergeronnes	500,00 \$
Municipalité des Cèdres	2 280,00 \$
Municipalité des Coteaux	1 508,00 \$
Municipalité des Éboulements	576,00 \$
Municipalité des Escoumins	679,00 \$
Municipalité des Hauteurs	500,00 \$
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine	4 607,00 \$
Municipalité des Méchins	500,00 \$
Municipalité d'Escuminac	500,00 \$
Municipalité d'Esprit-Saint	500,00 \$
Municipalité d'Henryville	500,00 \$
Municipalité d'Inverness	500,00 \$
Municipalité d'Irlande	500,00 \$
Municipalité d'Ivry-sur-le-lac	500,00 \$
Municipalité d'Ogden	500,00 \$
Municipalité d'Oka	1 282,00 \$
Municipalité d'Ormstown	1 027,00 \$
Municipalité d'Otter Lake	500,00 \$
Municipalité du Canton de Lochaber	500,00 \$
Municipalité du Canton de Saint-Godefroi	500,00 \$
Municipalité du Canton de Valcourt	500,00 \$
Municipalité du Village de la Guadeloupe	500,00 \$
Municipalité du Village de Marsoui	500,00 \$
Municipalité du Village de Price	629,00 \$
Municipalité du Village de Roxton Falls	500,00 \$
Municipalité d'Ulverton	500,00 \$
Municipalité d'Upton	654,00 \$
Municipalité La Bostonnais	500,00 \$
Municipalité Rapides-des-Joachims	500,00 \$
M.R.C. du Domaine-du-Roy	500,00 \$
Municipalité Saint-Denis-de-Brompton	1 323,00 \$
Municipalité Saint-Patrice-de-Sherrington	571,00 \$
Municipalité Saint-Pierre-de-l'Ile-d'Orléans	500,00 \$
Municipalité Stanbridge East	500,00 \$
Paroisse de Brébeuf	500,00 \$
Paroisse de Disraeli	500,00 \$
Paroisse de Hérouxville	516,00 \$
Paroisse de La Durantaye	500,00 \$
Paroisse de La Rédemption	500,00 \$
Paroisse de La Trinité-des-Monts	500,00 \$
Paroisse de Lac-aux-Sables	570,00 \$
Paroisse de L'Ascension-de-Notre-Seigneur	663,00 \$
Paroisse de L'Épiphanie	1 038,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	500,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes	500,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-des-Pins	500,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	500,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel	2 090,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	500,00 \$
Paroisse de Packington	500,00 \$
Paroisse de Parisville	500,00 \$
Paroisse de Plessisville	889,00 \$
Paroisse de Ragueneau	534,00 \$
Paroisse de Sacré-Coeur-de-Jésus	500,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Paroisse de Saint-Adelphe	500,00 \$
Paroisse de Saint-Alexandre-des-Lacs	500,00 \$
Paroisse de Saint-Alexis-des-Monts	1 421,00 \$
Paroisse de Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	500,00 \$
Paroisse de Saint-Augustin	500,00 \$
Paroisse de Saint-Augustin-de-Woburn	500,00 \$
Paroisse de Saint-Barnabé	500,00 \$
Paroisse de Saint-Barthélemy	783,00 \$
Paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle	500,00 \$
Paroisse de Saint-Camille-de-Lellis	500,00 \$
Paroisse de Saint-Charles-Garnier	500,00 \$
Paroisse de Saint-Clément	500,00 \$
Paroisse de Saint-Côme	1 778,00 \$
Paroisse de Saint-Cyprien	500,00 \$
Paroisse de Saint-Cyrille-de-Lessard	500,00 \$
Paroisse de Saint-Damase	500,00 \$
Paroisse de Saint-Damien	1 525,00 \$
Paroisse de Saint-Didace	500,00 \$
Paroisse de Saint-Donat	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière	555,00 \$
Paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevois	754,00 \$
Paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	1 660,00 \$
Paroisse de Sainte-Apolline-de-Patton	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Cécile-de-Lévrard	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Christine	500,00 \$
Paroisse de Saint-Edmont-de-Grantham	500,00 \$
Paroisse de Saint-Édouard-de-Lotbinière	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Famille	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Flavie	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Françoise	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Hélène-de-Mancebourg	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Hénédine	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Irène	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc	500,00 \$
Paroisse de Saint-Éloi	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Louise	500,00 \$
Paroisse de Saint-Elphège	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Marguerite	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Marie-Madeleine	953,00 \$
Paroisse de Sainte-Marie-Salomé	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Perpétue	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Praxède	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Rose-du-Nord	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Sabine	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Séraphine	500,00 \$
Paroisse de Sainte-Sophie-de-Lévrard	500,00 \$
Paroisse de Saint-Eugène-de-Ladrière	500,00 \$
Paroisse de Saint-Eusèbe	500,00 \$
Paroisse de Saint-Fabien	635,00 \$
Paroisse de Saint-Fabien-de-Panet	500,00 \$
Paroisse de Saint-Frédéric	500,00 \$
Paroisse de Saint-Gérard-Majella	500,00 \$
Paroisse de Saint-Germain	500,00 \$
Paroisse de Saint-Gilbert	500,00 \$
Paroisse de Saint-Gilles	827,00 \$
Paroisse de Saint-Hilaire-de-Dorset	500,00 \$
Paroisse de Saint-Hilarion	500,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	500,00 \$
Paroisse de Saint-Joachim	500,00 \$
Paroisse de Saint-Joseph-de-Kamouraska	500,00 \$
Paroisse de Saint-Joseph-de-Lepage	500,00 \$
Paroisse de Saint-Jules	500,00 \$
Paroisse de Saint-Lambert	500,00 \$
Paroisse de Saint-Léandre	500,00 \$
Paroisse de Saint-Liguori	679,00 \$
Paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague	500,00 \$
Paroisse de Saint-Louis-du-Ha! Ha!	500,00 \$
Paroisse de Saint-Majorique-de-Grantham	500,00 \$
Paroisse de Saint-Malachie	594,00 \$
Paroisse de Saint-Marc-du-Lac-Long	500,00 \$
Paroisse de Saint-Marcellin	500,00 \$
Paroisse de Saint-Martin	830,00 \$
Paroisse de Saint-Mathieu-de-Rieux	500,00 \$
Paroisse de Saint-Maurice	1 037,00 \$
Paroisse de Saint-Narcisse	587,00 \$
Paroisse de Saint-Narcisse-de-Beaurivage	500,00 \$
Paroisse de Saint-Nazaire-d'Acton	500,00 \$
Paroisse de Saint-Nazaire-de-Dorchester	500,00 \$
Paroisse de Saint-Norbert	500,00 \$
Paroisse de Saint-Octave-de-Métis	500,00 \$
Paroisse de Saint-Odilon-de-Cranbourne	500,00 \$
Paroisse de Saint-Paul-de-la-Croix	500,00 \$
Paroisse de Saint-Philémon	500,00 \$
Paroisse de Saint-Philippe-de-Néri	500,00 \$
Paroisse de Saint-Pie-de-Guire	500,00 \$
Paroisse de Saint-Pierre-Baptiste	500,00 \$
Paroisse de Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	500,00 \$
Paroisse de Saint-René	500,00 \$
Paroisse de Saint-Roch-des-Aulnaies	500,00 \$
Paroisse de Saint-Rosaire	500,00 \$
Paroisse de Saints-Anges	500,00 \$
Paroisse de Saint-Siméon	500,00 \$
Paroisse de Saint-Simon	500,00 \$
Paroisse de Saint-Tharcisius	500,00 \$
Paroisse de Saint-Urbain	500,00 \$
Paroisse de Saint-Valérien	500,00 \$
Paroisse de Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	500,00 \$
Paroisse de Senneterre	511,00 \$
Paroisse de Très-Saint-Sacrement	500,00 \$
Paroisse de Val-Racine	500,00 \$
Paroisse Saints-Martyrs-Canadiens	500,00 \$
Village d'Abercorn	500,00 \$
Village d'Angliers	500,00 \$
Village d'Ayer's Cliff	500,00 \$
Village de Baie-Trinité	500,00 \$
Village de Brome	500,00 \$
Village de Chute-aux-Outardes	526,00 \$
Village de Fort-Coulonge	500,00 \$
Village de Godbout	500,00 \$
Village de Grandes-Piles	500,00 \$
Village de Grenville	500,00 \$
Village de Hébertville-Station	500,00 \$
Village de Hemmingford	500,00 \$
Village de Kingsbury	500,00 \$
Village de Lac-Poulin	500,00 \$
Village de Lac-Saguay	500,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Village de Laurier-Station	773,00 \$
Village de Lawrenceville	500,00 \$
Village de Massueville	500,00 \$
Village de Mont-Saint-Pierre	500,00 \$
Village de North Hatley	500,00 \$
Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	500,00 \$
Village de Pointe-aux-Outardes	598,00 \$
Village de Pointe-des-Cascades	500,00 \$
Village de Pointe-Fortune	500,00 \$
Village de Pointe-Lebel	794,00 \$
Village de Portage-du-Fort	500,00 \$
Village de Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	500,00 \$
Village de Saint-Célestin	500,00 \$
Village de Sainte-Jeanne-d'Arc	500,00 \$
Village de Sainte-Madeleine	589,00 \$
Village de Sainte-Pétronille	500,00 \$
Village de Saint-Noël	500,00 \$
Village de Saint-Pierre	500,00 \$
Village de Senneville	500,00 \$
Village de Stukely-Sud	500,00 \$
Village de Tadoussac	500,00 \$
Village de Tring-Jonction	500,00 \$
Village de Val-David	1 733,00 \$
Village de Vaudreuil-sur-le-Lac	500,00 \$
Village de Warden	500,00 \$
Ville d'Acton Vale	2 106,00 \$
Ville d'Alma	7 966,00 \$
Ville d'Amos	3 107,00 \$
Ville d'Amqui	1 731,00 \$
Ville d'Asbestos	1 775,00 \$
Ville de Baie-Comeau	6 246,00 \$
Ville de Baie-D'Urfé	1 360,00 \$
Ville de Baie-Saint-Paul	2 099,00 \$
Ville de Barkmere	500,00 \$
Ville de Beaconsfield	6 444,00 \$
Ville de Beauceville	1 915,00 \$
Ville de Beauharnois	3 457,00 \$
Ville de Beaufort	1 839,00 \$
Ville de Bécancour	4 085,00 \$
Ville de Bedford	588,00 \$
Ville de Belleterre	500,00 \$
Ville de Beloeil	6 925,00 \$
Ville de Berthierville	791,00 \$
Ville de Blainville	15 792,00 \$
Ville de Boisbriand	6 955,00 \$
Ville de Bois-des-Filion	2 983,00 \$
Ville de Bonaventure	908,00 \$
Ville de Boucherville	14 493,00 \$
Ville de Bromont	3 399,00 \$
Ville de Brossard	27 022,00 \$
Ville de Brownsburg-Chatham	2 541,00 \$
Ville de Candiac	7 045,00 \$
Ville de Cap-Chat	935,00 \$
Ville de Cap-Santé	1 190,00 \$
Ville de Carignan	2 742,00 \$
Ville de Carleton-sur-Mer	1 439,00 \$
Ville de Causapscal	699,00 \$
Ville de Chambly	8 365,00 \$
Ville de Chandler	2 562,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Chapais	556,00 \$
Ville de Charlemagne	1 606,00 \$
Ville de Châteauguay	14 191,00 \$
Ville de Château-Richer	1 492,00 \$
Ville de Chibougamau	2 147,00 \$
Ville de Clermont	883,00 \$
Ville de Coaticook	2 139,00 \$
Ville de Contrecoeur	2 438,00 \$
Ville de Cookshire-Eaton	1 356,00 \$
Ville de Coteau-du-Lac	2 091,00 \$
Ville de Côte-Saint-Luc	6 737,00 \$
Ville de Cowansville	2 876,00 \$
Ville de Danville	1 319,00 \$
Ville de Daveluyville	500,00 \$
Ville de Dégelis	863,00 \$
Ville de Delson	2 320,00 \$
Ville de Desbiens	500,00 \$
Ville de Deux-Montagnes	5 260,00 \$
Ville de Disraeli	819,00 \$
Ville de Dolbeau-Mistassini	3 856,00 \$
Ville de Dollard-des-Ormeaux	13 912,00 \$
Ville de Donnacona	1 909,00 \$
Ville de Dorval	5 171,00 \$
Ville de Drummondville	17 293,00 \$
Ville de Dunham	1 280,00 \$
Ville de Duparquet	500,00 \$
Ville de Farnham	2 248,00 \$
Ville de Fermont	1 058,00 \$
Ville de Forestville	1 001,00 \$
Ville de Fossambault-sur-le-Lac	921,00 \$
Ville de Gaspé	5 067,00 \$
Ville de Gatineau	76 400,00 \$
Ville de Gracefield	900,00 \$
Ville de Granby	15 099,00 \$
Ville de Grande-Rivière	1 060,00 \$
Ville de Hampstead	1 541,00 \$
Ville de Hudson	2 086,00 \$
Ville de Huntingdon	727,00 \$
Ville de Joliette	3 520,00 \$
Ville de Kingsey Falls	617,00 \$
Ville de Kirkland	6 558,00 \$
Ville de La Malbaie	2 696,00 \$
Ville de La Pocatière	1 023,00 \$
Ville de La Prairie	7 240,00 \$
Ville de La Sarre	2 024,00 \$
Ville de La Tuque	3 248,00 \$
Ville de Lac-Brome	2 462,00 \$
Ville de Lac-Delage	500,00 \$
Ville de Lachute	3 130,00 \$
Ville de Lac-Mégantic	1 525,00 \$
Ville de Lac-Saint-Joseph	500,00 \$
Ville de Lac-Sergent	500,00 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	4 962,00 \$
Ville de Larouche	500,00 \$
Ville de L'Assomption	6 088,00 \$
Ville de Laval	76 400,00 \$
Ville de Lavaltrie	4 316,00 \$
Ville de Lebel-sur-Quévillon	908,00 \$
Ville de L'Épiphanie	1 272,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Léry	813,00 \$
Ville de Lévis	40 582,00 \$
Ville de L'Île-Cadieux	500,00 \$
Ville de L'Île-Dorval	500,00 \$
Ville de L'Île-Perrot	3 131,00 \$
Ville de Longueuil	53 676,00 \$
Ville de Lorraine	3 288,00 \$
Ville de Louiseville	1 701,00 \$
Ville de Macamic	795,00 \$
Ville de Magog	7 655,00 \$
Ville de Malartic	777,00 \$
Ville de Maniwaki	1 089,00 \$
Ville de Marieville	2 913,00 \$
Ville de Mascouche	13 820,00 \$
Ville de Matagami	572,00 \$
Ville de Matane	4 198,00 \$
Ville de Mercier	3 999,00 \$
Ville de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	1 179,00 \$
Ville de Métis-sur-Mer	500,00 \$
Ville de Mirabel	11 415,00 \$
Ville de Mont-Joli	1 630,00 \$
Ville de Mont-Laurier	3 734,00 \$
Ville de Montmagny	2 868,00 \$
Ville de Montréal	76 400,00 \$
Ville de Montréal Est	540,00 \$
Ville de Montréal-Ouest	1 210,00 \$
Ville de Mont-Royal	4 621,00 \$
Ville de Mont-Saint-Hilaire	6 340,00 \$
Ville de Mont-Tremblant	4 112,00 \$
Ville de Murdochville	500,00 \$
Ville de Neuville	1 479,00 \$
Ville de New Richmond	1 218,00 \$
Ville de Nicolet	2 217,00 \$
Ville de Normandin	953,00 \$
Ville de Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot	3 592,00 \$
Ville de Notre-Dame-des-Prairies	2 875,00 \$
Ville de Paspébiac	1 208,00 \$
Ville de Percé	1 487,00 \$
Ville de Pincourt	5 007,00 \$
Ville de Plessisville	1 750,00 \$
Ville de Pohénégamook	951,00 \$
Ville de Pointe-Claire	9 018,00 \$
Ville de Pont-Rouge	2 952,00 \$
Ville de Port-Cartier	1 973,00 \$
Ville de Portneuf	1 166,00 \$
Ville de Prévost	4 363,00 \$
Ville de Princeville	1 606,00 \$
Ville de Québec	76 400,00 \$
Ville de Repentigny	26 637,00 \$
Ville de Richelieu	1 290,00 \$
Ville de Richmond	723,00 \$
Ville de Rimouski	13 701,00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	4 783,00 \$
Ville de Rivière-Rouge	1 485,00 \$
Ville de Roberval	2 669,00 \$
Ville de Rosemère	4 670,00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	10 191,00 \$
Ville de Saguenay	36 081,00 \$
Ville de Saint-Basile	921,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Saint-Basile-le-Grand	5 712,00 \$
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	8 911,00 \$
Ville de Saint-Césaire	1 489,00 \$
Ville de Saint-Colomban	4 840,00 \$
Ville de Saint-Constant	7 818,00 \$
Ville de Sainte-Adèle	4 962,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	2 786,00 \$
Ville de Sainte-Anne-de-Beaupré	753,00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Monts	2 093,00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Plaines	3 912,00 \$
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	2 515,00 \$
Ville de Sainte-Catherine	5 202,00 \$
Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	2 513,00 \$
Ville de Sainte-Julie	9 235,00 \$
Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	1 678,00 \$
Ville de Sainte-Marie	3 880,00 \$
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac	6 087,00 \$
Ville de Sainte-Thérèse	5 876,00 \$
Ville de Saint-Eustache	12 577,00 \$
Ville de Saint-Félicien	3 100,00 \$
Ville de Saint-Gabriel	806,00 \$
Ville de Saint-Georges	9 154,00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	11 545,00 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	24 690,00 \$
Ville de Saint-Jérôme	16 444,00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	1 431,00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Sorel	500,00 \$
Ville de Saint-Lambert	6 675,00 \$
Ville de Saint-Lazare	6 274,00 \$
Ville de Saint-Lin-Laurentides	5 951,00 \$
Ville de Saint-Marc-des-Carrières	899,00 \$
Ville de Saint-Ours	619,00 \$
Ville de Saint-Pamphile	785,00 \$
Ville de Saint-Pascal	1 079,00 \$
Ville de Saint-Pie	1 629,00 \$
Ville de Saint-Raymond	3 186,00 \$
Ville de Saint-Rémi	2 071,00 \$
Ville de Saint-Sauveur	4 401,00 \$
Ville de Saint-Tite	1 218,00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	9 932,00 \$
Ville de Schefferville	500,00 \$
Ville de Scotstown	500,00 \$
Ville de Senneterre	785,00 \$
Ville de Sept-Îles	7 263,00 \$
Ville de Shawinigan	12 618,00 \$
Ville de Sherbrooke	34 556,00 \$
Ville de Sorel-Tracy	9 928,00 \$
Ville de Stanstead	805,00 \$
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures	6 106,00 \$
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue	1 052,00 \$
Ville de Sutton	2 575,00 \$
Ville de Témiscaming	905,00 \$
Ville de Témiscouata-sur-le-Lac	1 614,00 \$
Ville de Terrebonne	32 431,00 \$
Ville de Thetford Mines	7 856,00 \$
Ville de Thurso	812,00 \$
Ville de Trois-Pistoles	890,00 \$
Ville de Trois-Rivières	32 361,00 \$
Ville de Valcourt	527,00 \$

PROGRAMME D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
POUR LE PAIEMENT DE LEURS TAXES MUNICIPALES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

RP 15
Annexe

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Val-d'Or	7 844,00 \$
Ville de Varennes	6 395,00 \$
Ville de Vaudreuil-Dorion	11 572,00 \$
Ville de Victoriaville	12 412,00 \$
Ville de Ville-Marie	686,00 \$
Ville de Warwick	1 319,00 \$
Ville de Waterloo	1 084,00 \$
Ville de Waterville	595,00 \$
Ville de Westmount	4 325,00 \$
Ville de Windsor	1 224,00 \$
Ville d'East Angus	900,00 \$
Ville d'Estérel	500,00 \$
Ville d'Otterburn Park	2 869,00 \$
Total au 29 février 2016	1 998 969,00 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 16

Liste des municipalités qui ont profité d'une aide financière pour se regrouper (PAFREM), en indiquant le montant de l'aide financière pour chacun des bénéficiaires en 2015-2016.

Programme d'aide financière au regroupement municipal (PAFREM) ¹

Versements annuels de l'exercice financier 2015-2016

Municipalités	Versement	Montant
Saint-Alexis	3 ^e versement	12 750 \$
Total		12 750 \$

¹ Les modalités du programme prévoient le versement de l'aide financière en cinq versements.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 17

Liste des municipalités qui ont demandé, en 2015-2016, une étude d'opportunité d'un projet de regroupement dans le cadre de la politique des regroupements municipaux; la liste des études réalisées, ainsi que les coûts et les principales conclusions de ces études.

Municipalités	Date des demandes	Coûts (1)	Conclusion et suivi
Municipalités d'Aumond, de Déléage, d'Egan-Sud, de Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau et de la Ville de Maniwaki	Juin 2015	Aucun	L'étude devrait être complétée en avril 2016.

(1) Ces études sont réalisées par le personnel du Ministère

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 18

Liste des études de regroupement produites en 2015-2016, avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat.

Études de regroupement	Date de réalisation	Coûts (1)	Nom de la firme (1)
Étude de regroupement de la Ville de Daveluyville et de la Municipalité de Sainte-Anne-du-Sault	30 juin 2015	Aucun	Aucune

(1) Cette étude a été réalisée par le personnel du Ministère

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 19

Sommes transférées (montant total et sommes ventilées) aux municipalités en vertu du pacte fiscal, en précisant les montants et catégories, en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, détaillées par municipalité.

A)	Pour l'exercice 2015-2016, sommes transférées aux municipalités en vertu du <i>Pacte fiscal transitoire concernant les transferts financiers aux municipalités</i> (Annexe 1)	185 M\$
	Pour l'exercice 2015-2016, sommes accordées aux municipalités régionales de comté en vertu du <i>Fonds de développement des territoires</i> (Annexe 3)	100 M\$
B)	Prévisions des sommes à transférer aux municipalités pour l'exercice 2016-2017 en vertu de l' <i>Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019</i> (Annexe 2)	106 M\$
	Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour l'exercice 2016-2017 (note 1).	<u>94 M\$</u>
		200 M\$
	Prévisions des sommes qui seront accordées pour l'exercice 2016-2017 aux municipalités régionales de comté en vertu de l' <i>Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019</i> pour le Fonds de développement des territoires (Annexe 3)	100 M\$

Les montants indiqués ci-dessus concernent uniquement les programmes financés par le budget de dépenses du Ministère.

Note 1 : En vertu de l'*Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019*, la mesure de bonification des compensations tenant lieu de taxes, représentant 94 M\$ en 2015, sera regroupée avec les compensations de base à partir de 2016. Des dispositions sont prévues, à cet effet, dans le projet de loi numéro 83.

**Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
Abercorn	VL	0	0	0	0
Abitibi	MRC	0	244 241	0	0
Abitibi	TR	59 660	0	11 373	2
Abitibi-Ouest	MRC	0	217 919	0	0
Abitibi-Ouest	TR	44 269	0	2 099	0
Acton	MRC	0	0	0	0
Acton Vale	V	229 900	0	0	128 124
Adstock	M	0	0	17 472	5 179
Aguanish	M	72 612	0	97 225	3 980
Albanel	M	174 273	0	19 640	15 759
Albertville	M	75 696	0	3 888	1 461
Alleyne-et-Cawood	M	0	0	47 530	0
Alma	V	0	0	1 525	525 929
Amherst	CT	0	0	54 569	3 618
Amos	V	303 036	0	32 583	294 652
Amqui	V	333 078	0	11 260	161 129
Ange-Gardien	M	0	0	0	6 013
Angliers	VL	75 987	0	24 239	0
Antoine-Labelle	MRC	0	357 180	0	0
Antoine-Labelle	TR	14 196	0	195 816	0
Argenteuil	MRC	0	100 636	0	0
Armagh	M	84 408	0	33 536	4 852
Arthabaska	MRC	0	15 650	0	0
Arundel	CT	0	0	4 711	5 501
Asbestos	V	1 008 724	0	0	0
Ascot Corner	M	0	0	0	7 063
Aston-Jonction	M	5 771	0	0	1 756
Auclair	M	67 089	0	15 032	5 155
Audet	M	4 160	0	68	4 549
Aumond	CT	18 717	0	26 973	0
Austin	M	0	0	1 542	0
Authier	M	88 642	0	8 563	0
Authier-Nord	M	77 899	0	21 892	1 625
Avignon	MRC	0	137 808	0	0
Avignon	TR	0	0	7 824	0
Ayer's Cliff	VL	0	0	0	25 391
Baie-Comeau	V	0	0	41 089	459 147
Baie-des-Sables	M	36 987	0	0	4 166
Baie-du-Febvre	M	0	0	0	5 673
Baie-D'Urfé	V	0	0	0	77 592
Baie-Johan-Beetz	M	3 771	0	24 078	1 735
Baie-Sainte-Catherine	M	30 105	0	9 042	0
Baie-Saint-Paul	V	0	0	34	110 833
Baie-Trinité	VL	202 814	0	70 945	16 640
Barkmere	V	0	0	2 836	0
Barnston-Ouest	M	0	0	0	0
Barraute	M	173 959	0	43 531	30 143
Batiscan	M	0	0	0	1 968
Beaconsfield	V	0	0	0	322 848
Béarn	M	154 011	0	48 723	6 287
Beauce-Sartigan	MRC	0	15 475	0	0
Beauceville	V	218 264	0	0	121 405
Beauharnois	V	0	0	0	147 665
Beauharnois-Salaberry	MRC	0	0	0	0
Beaulac-Garthby	M	0	0	1 888	3 914
Beaumont	M	0	0	0	7 073
Beaupré	V	0	0	0	56 580
Bécancour	MRC	0	13 448	0	0
Bécancour	V	0	0	1 006	33 378
Bedford	V	43 449	0	0	49 568
Bedford	CT	0	0	0	0
Bégin	M	47 653	0	42 725	5 950
Belcourt	M	84 270	0	36 680	3

¹ Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
Bellechasse	MRC	0	9 108	0	0
Belleterre	V	145 076	0	60 220	1 956
Beloeil	V	0	0	0	262 882
Berry	M	63 045	0	31 934	3 120
Berthier-sur-Mer	M	0	0	0	5 609
Berthierville	V	0	0	0	122 146
Béthanie	M	0	0	0	0
Biencourt	M	154 054	0	26 506	3 698
Blainville	V	0	0	0	344 495
Blanc-Sablon	M	92 561	0	37 205	67 487
Blue Sea	M	0	0	3 005	929
Boileau	M	0	0	13 698	0
Boisbriand	V	0	0	0	258 090
Boischatel	M	0	0	0	14 755
Bois-des-Filion	V	0	0	0	76 306
Bois-Franc	M	8 881	0	3 500	2 743
Bolton-Est	M	0	0	0	11
Bolton-Ouest	M	0	0	0	14
Bonaventure	MRC	0	188 365	0	0
Bonaventure	TR	3 846	0	13 566	0
Bonaventure	V	66 134	0	105	90 429
Bonne-Espérance	M	230 332	0	93 902	48 684
Bonsecours	M	0	0	34	2 297
Boucherville	V	0	0	22 858	221 864
Bouchette	M	0	0	6 812	1 314
Bowman	M	0	0	12 625	0
Brébeuf	P	0	0	1 587	0
Brigham	M	0	0	0	6
Bristol	M	0	0	22	2
Brome	VL	0	0	0	0
Brome-Missisquoi	MRC	0	0	0	0
Bromont	V	0	0	0	39 311
Brossard	V	0	0	1 216	392 731
Brownsburg-Chatham	V	0	0	0	18 354
Bryson	M	60 244	0	0	0
Bury	M	0	0	0	2 104
Cacouna	M	0	0	290	15 704
Calixa-Lavallée	M	0	0	0	0
Campbell's Bay	M	95 190	0	0	48 992
Candiac	V	0	0	0	126 846
Caniapiscou	MRC	0	27 815	0	0
Caniapiscou	TR	0	0	199 181	0
Cantley	M	0	0	0	0
Cap-Chat	V	212 273	0	6 180	35 250
Caplan	M	122 708	0	62	6 919
Cap-Saint-Ignace	M	8 463	0	39 123	13 365
Cap-Santé	V	0	0	0	12 125
Carignan	V	0	0	0	55 464
Carleton-sur-Mer	V	0	0	15 301	115 118
Cascapédia--Saint-Jules	M	49 181	0	5 295	2
Causapscal	V	518 908	0	429	90 369
Cayamant	M	0	0	72 215	986
Chambly	V	0	0	0	147 189
Chambord	M	0	0	6 582	10 619
Champlain	M	0	0	0	2 764
Champneuf	M	47 305	0	20 002	0
Chandler	V	793 438	0	43 986	140 843
Chapais	V	364 960	18 291	23 116	85 528
Charette	M	69 276	0	0	7 539
Charlemagne	V	0	0	0	21 329
Charlevoix	MRC	0	126 531	0	0
Charlevoix	TR	0	0	30 189	0
Charlevoix-Est	MRC	0	78 423	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
Charlevoix-Est	TR	13 046	0	11 773	0
Chartierville	M	0	0	6 456	0
Châteauguay	V	0	0	0	795 182
Château-Richer	V	0	0	0	12 258
Chazel	M	51 972	0	5 693	0
Chelsea	M	0	0	0	24 288
Chénéville	M	0	0	834	6 756
Chertsey	M	0	0	85 399	15 151
Chesterville	M	0	0	0	5 248
Chibougamau	V	258 666	79 671	132 232	252 979
Chichester	CT	6 718	0	37 774	13
Chute-aux-Outardes	VL	419 169	0	1 257	24 034
Chute-Saint-Philippe	M	0	0	90 846	1 727
Clarendon	M	0	0	79	89
Clermont	V	63 185	0	5 274	21 385
Clermont	CT	50 472	0	5 078	1 224
Clerval	M	12 260	0	1 726	2
Cleveland	CT	0	0	0	5 308
Cloridorme	CT	117 096	0	17 468	9 262
Coaticook	MRC	0	0	0	0
Coaticook	V	1 075	0	0	182 890
Colombier	M	244 389	0	45 294	16 575
Compton	M	0	0	0	7 437
Contrecoeur	V	0	0	0	35 578
Cookshire-Eaton	AG	0	0	0	0
Cookshire-Eaton	V	0	0	0	18 152
Coteau-du-Lac	V	0	0	0	27 606
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M	273 727	0	151 561	90 527
Côte-Saint-Luc	V	0	0	0	528 111
Courcelles	M	173 407	0	0	3 259
Cowansville	V	7 160	0	0	290 777
Crabtree	M	0	0	0	10 443
Danville	V	229 464	0	0	23 280
D'Au-tray	MRC	0	9 204	0	0
Daveluyville	V	90 373	0	0	35 116
Dégelis	V	325 378	0	208 349	110 791
Déléage	M	133 600	0	31 871	1 477
Delson	V	0	0	0	58 248
Denholm	M	0	0	36 347	0
Desbiens	V	154 192	0	360	7 598
Deschailons-sur-Saint-Laurent	M	0	0	0	9 633
Deschambault-Grondines	M	0	0	0	4 280
Deux-Montagnes	MRC	0	14 555	0	0
Deux-Montagnes	V	0	0	0	263 364
Disraeli	V	286 538	0	0	96 232
Disraeli	P	0	0	625	0
Dixville	M	0	0	0	3 481
Dolbeau-Mistassini	V	736 293	0	52 299	405 010
Dollard-Des Ormeaux	V	0	0	0	437 125
Donnacona	V	0	0	0	184 776
Dorval	V	0	0	0	299 965
Dosquet	M	0	0	0	2 179
Drummond	MRC	0	64	0	0
Drummondville	V	347 846	0	67	762 796
Dudswell	M	0	0	0	2 489
Duhamel	M	0	0	107 892	0
Duhamel-Ouest	M	0	0	0	0
Dundee	CT	0	0	0	5
Dunham	V	0	0	0	6 754
Duparquet	V	25 097	0	16 452	4 781
Dupuy	M	137 833	0	799	4 370
Durham-Sud	M	0	0	0	2 252
East Angus	V	259 872	0	0	109 746

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
East Broughton	M	299 708	0	0	13 687
East Farnham	M	0	0	0	0
East Hereford	M	19 577	0	0	1 387
Eastman	M	0	0	621	5 232
Egan-Sud	M	9 940	0	50	0
Elgin	M	0	0	0	0
Entrelacs	M	0	0	12 396	1 427
Escuminac	M	58 886	0	3 743	4 468
Esprit-Saint	M	97 974	0	31 980	1 601
Estère ¹	V	0	0	0	0
Farnham	V	0	0	0	105 355
Fassett	M	0	0	0	0
Ferland-et-Boilleau	M	0	0	54 914	4 496
Ferme-Neuve	M	0	0	297 270	14 436
Fermont	V	0	0	54 646	98 549
Forestville	V	705 080	0	21 555	88 581
Fort-Coulonge	VL	309 798	0	0	46 266
Fortierville	M	66 267	0	0	0
Fossambault-sur-le-Lac	V	0	0	190	0
Frampton	M	0	0	0	2 856
Franklin	M	0	0	0	3 275
Franquelin	M	96 067	0	62 699	4 430
Frelighsburg	M	0	0	0	3 230
Frontenac	M	0	0	40 610	19
Fugèreville	M	84 558	0	5 862	2 806
Gallichan	M	42 835	0	29	71
Gaspé	V	0	0	60 962	229 224
Gatineau	V	0	0	1 621	3 570 106
Girardville	M	209 760	0	20 051	14 177
Godbout	VL	140 086	0	21 024	5 743
Godmanchester	CT	0	0	0	37
Golfe-du-Saint-Laurent	TR	0	0	162 352	0
Gore	CT	0	0	133	60
Gouvernement de la Nation Crie		0	0	142 000	0
G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	M	139 421	20 122	890 150	7 982
Gracefield	V	0	0	28 398	19 739
Granby	V	0	0	0	490 353
Grande-Rivière	V	520 824	0	0	103 351
Grandes-Piles	VL	0	0	26 232	0
Grande-Vallée	M	77 284	0	17 431	38 595
Grand-Métis	M	0	0	0	0
Grand-Remous	M	29 240	0	62 242	2 450
Grand-Saint-Esprit	M	0	0	0	0
Grenville	VL	38 094	0	0	24 725
Grenville-sur-la-Rouge	M	0	0	12 383	30 032
Gros-Mécatina	M	153 410	0	87 396	28 115
Grosse-Île	M	79 737	0	0	9 575
Grosses-Roches	M	85 573	0	3 771	4 667
Guérin	CT	59 180	0	9 752	2 452
Ham-Nord	CT	2 321	0	0	3 239
Hampden	CT	0	0	49 458	0
Hampstead	V	0	0	0	58 296
Ham-Sud	M	0	0	8 608	0
Harrington	CT	0	0	30 857	0
Hatley	M	0	0	0	87
Hatley	CT	0	0	0	0
Havelock	CT	0	0	0	0
Havre-Saint-Pierre	M	0	0	224 917	46 026
Hébertville	M	59 965	0	42 778	48 889
Hébertville-Station	VL	99 753	0	2 093	9 224
Hemmingford	VL	0	0	0	12 661
Hemmingford	CT	0	0	0	0
Henryville	M	0	0	0	4 169

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
Hérouxville	P	42 949	0	265	5 615
Hinchinbrooke	M	0	0	0	164
Honfleur	M	0	0	0	0
Hope	CT	59 515	0	1 124	0
Hope Town	M	28 563	0	57	10
Howick	M	0	0	0	14 937
Huberdeau	M	0	0	0	2 616
Hudson	V	0	0	0	71 782
Huntingdon	V	165 875	0	0	84 789
Inverness	M	0	0	0	3 524
Irlande	M	343	0	0	0
Ivry-sur-le-Lac	M	0	0	0	0
Joliette	MRC	0	0	0	0
Joliette	V	0	0	0	434 635
Kamouraska	MRC	0	46 510	0	0
Kamouraska	TR	8 676	0	11 791	0
Kamouraska	M	0	0	0	1 975
Kazabazua	M	0	0	9 988	1 624
Kiamika	M	0	0	96 562	2 399
Kingsbury	VL	8 195	0	0	0
Kingsey Falls	V	0	0	0	10 562
Kinnear's Mills	M	0	0	0	0
Kipawa	M	0	0	2 687	0
Kirkland	V	0	0	0	102 618
Labelle	M	0	0	82 444	5 699
La Bostonnais	M	59 862	0	19 708	0
Labrecque	M	71 313	0	27 802	12 424
Lac-au-Saumon	M	167 749	0	0	8 386
Lac-aux-Sables	P	0	0	57 672	0
Lac-Beauport	M	0	0	0	20 517
Lac-Bouchette	M	87 685	0	170 506	6 480
Lac-Brome	V	0	0	0	18 264
Lac-Delage	V	0	0	0	0
Lac-des-Aigles	M	128 848	0	216	5 794
Lac-des-Écorces	M	95 647	0	23 321	6 761
Lac-des-Plages	M	0	0	30 502	0
Lac-des Seize-Îles	M	0	0	83	0
Lac-Drolet	M	0	0	0	3 494
Lac-du-Cerf	M	0	0	24 515	0
Lac-Édouard	M	0	0	41 755	0
Lac-Etchemin	M	44 912	0	5 083	17 229
Lac-Frontière	M	11 611	0	7 993	0
Lachute	V	0	0	0	317 980
Lac-Mégantic	V	56 431	0	0	152 130
Lacolle	M	0	0	0	9 283
La Conception	M	0	0	39 425	0
La Corne	M	0	0	18 356	1 780
La Côte-de-Beaupré	MRC	0	185 455	0	0
La Côte-de-Beaupré	TR	0	0	44 937	0
La Côte-de-Gaspé	MRC	0	185 245	0	0
La Côte-de-Gaspé	TR	0	0	11 285	0
Lac-Poulin	VL	0	0	0	0
Lac-Saguay	VL	0	0	35 270	0
Lac-Sainte-Marie	M	0	0	22 266	1 622
Lac-Saint-Jean-Est	MRC	0	531 899	0	0
Lac-Saint-Jean-Est	TR	0	0	13 400	0
Lac-Saint-Joseph	V	0	0	2 981	0
Lac-Saint-Paul	M	0	0	54 230	0
Lac-Sergent	V	0	0	0	0
Lac-Simon	M	0	0	11 327	0
Lac-Supérieur	M	0	0	102 621	0
Lac-Tremblant-Nord	M	0	0	610	0
La Doré	P	283 184	0	75 633	11 641

**Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
La Durantaye	P	0	0	0	5 438
Laforce	M	122 232	0	21 777	0
La Guadeloupe	VL	150 483	0	0	10 669
La Haute-Côte-Nord	MRC	0	127 435	0	0
La Haute-Côte-Nord	TR	0	0	35 545	0
La Haute-Gaspésie	MRC	0	130 003	0	0
La Haute-Gaspésie	TR	26 731	0	15 545	0
La Haute-Yamaska	MRC	0	372 690	0	0
La Jacques-Cartier	MRC	0	112 832	0	0
La Jacques-Cartier	TR	0	0	21 272	0
La Macaza	M	0	0	35 117	0
La Malbaie	V	8 218	0	61 996	212 040
Lamarche	M	14 204	0	24 447	5 979
La Martre	M	81 377	0	23 057	0
La Matanie	MRC	0	96 474	0	0
La Matapédia	MRC	0	126 517	0	0
La Matapédia	TR	7 200	0	42 373	944
Lambton	M	0	0	2 517	5 256
La Minerve	M	0	0	83 886	3 462
La Mitis	MRC	0	38 297	0	0
La Mitis	TR	8 006	0	13 428	0
La Morandière	M	86 394	0	19 221	4 758
La Motte	M	6 923	0	5 484	2 110
L'Ancienne-Lorette	V	0	0	0	157 180
Landrienne	CT	90 460	0	22 415	6 202
L'Ange-Gardien	M	0	0	0	6 302
L'Ange-Gardien	M	0	0	3 418	24
Lanoraie	M	0	0	0	11 838
La Nouvelle-Beauce	MRC	0	1	0	0
L'Anse-Saint-Jean	M	0	0	146 953	23 053
Lantier	M	0	0	894	0
La Patrie	M	0	0	74 510	4 642
La Pêche	M	0	0	34 956	57 362
La Pocatière	V	0	0	150	215 087
La Prairie	V	0	0	0	335 453
La Présentation	M	0	0	0	4 349
La Rédemption	P	109 339	0	14 349	4 417
La Reine	M	128 590	0	844	13
La Rivière-du-Nord	MRC	0	7 544	0	0
Larouche	M	0	0	9 198	13 647
La Sarre	V	420 025	0	1 124	228 257
L'Ascension	M	0	0	127 581	4 870
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P	83 368	0	22 439	12 416
L'Ascension-de-Patapédia	M	80 016	0	4 635	0
L'Assomption	MRC	0	0	0	0
L'Assomption	V	0	0	0	398 229
La Trinité-des-Monts	P	77 970	0	51 282	0
Latulipe-et-Gaboury	CU	97 630	0	20 859	10 780
La Tuque	AG	0	131 793	243 663	0
La Tuque	V	1 415 827	0	409 715	240 524
Launay	CT	41 440	0	19 595	2 199
Laurier-Station	VL	0	0	0	12 044
Laurierville	M	19 002	0	0	3 475
Laval	V	0	0	0	3 862 981
La Vallée-de-la-Gatineau	MRC	0	189 736	0	0
La Vallée-de-la-Gatineau	TR	0	0	127 815	0
La Vallée-de-l'Or	MRC	0	427 307	0	0
La Vallée-du-Richelieu	MRC	0	446	0	0
Lavaltrie	V	0	0	0	123 310
L'Avenir	M	0	0	0	1 606
Laverlochère	M	122 779	0	1 921	2 998
La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	0	0	0	0
La Visitation-de-Yamaska	M	0	0	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
Lorraine	V	0	0	0	61 298
Lorrainville	M	110 626	0	149	51 070
Lotbinière	MRC	0	22 024	0	0
Lotbinière	M	0	0	0	1 326
Louiseville	V	221 462	0	0	144 846
Low	CT	0	0	18 828	1 637
Lyster	M	18 056	0	0	3 196
Macamic	V	280 030	0	1 987	37 476
Maddington Falls	M	48 039	0	0	0
Magog	V	0	0	1 767	254 261
Malartic	V	29 589	0	31 826	172 913
Mandeville	M	0	0	128 932	1 989
Manicouagan	MRC	0	316 445	0	0
Manicouagan	TR	0	0	103 825	0
Maniwaki	V	681 982	0	3 266	194 140
Manseau	M	66 587	0	1 307	3 916
Mansfield-et-Pontefract	M	49 225	0	89 766	29 886
Marguerite-D'Youville	MRC	0	5 350	0	0
Maria	M	20 381	0	1 866	23 599
Maria-Chapdelaine	MRC	0	270 318	0	0
Maria-Chapdelaine	TR	16 106	0	283 076	0
Maricourt	M	0	0	0	0
Marieville	V	0	0	0	144 788
Marsoui	VL	120 489	0	40 888	11 965
Marston	CT	0	0	15 511	0
Martinville	M	3 003	0	0	1 881
Mascouche	V	0	0	0	444 050
Maskinongé	MRC	0	364 157	0	0
Maskinongé	M	1 498	0	0	3 773
Massueville	VL	36 691	0	0	7 748
Matagami	V	297 259	19 294	19 068	106 764
Matane	TR	5 481	0	25 949	0
Matane	V	298 740	0	283	244 108
Matapédia	M	97 533	0	49	60 203
Matawinie	MRC	0	365 094	0	0
Matawinie	TR	0	0	169 704	19
Mayo	M	0	0	1 815	0
McMasterville	M	0	0	0	88 787
Mékinac	MRC	0	131 803	0	0
Mékinac	TR	2 572	0	60 383	0
Melbourne	CT	0	0	690	19
Memphrémagog	MRC	0	12 233	0	0
Mercier	V	0	0	0	67 316
Messines	M	0	0	6 597	1 380
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	V	91 224	0	24 922	77 867
Métis-sur-Mer	V	0	0	0	7 529
Milan	M	0	0	33 120	0
Mille-Isles	M	0	0	0	0
Minganie	MRC	0	56 367	0	0
Minganie	TR	0	0	159 770	0
Mirabel	V	0	0	0	200 717
Moffet	M	54 059	0	20 691	0
Montcalm	MRC	0	150	0	0
Montcalm	M	0	0	23 213	0
Mont-Carmel	M	50 552	0	120 382	4 080
Montcerf-Lytton	M	40 169	0	53 785	3 112
Montebello	M	0	0	0	13 671
Mont-Joli	V	272 378	0	0	229 907
Mont-Laurier	AG	0	0	0	0
Mont-Laurier	V	97 543	0	189 661	316 763
Montmagny	MRC	0	45 375	0	0
Montmagny	V	209 473	0	0	275 592
Montpellier	M	0	0	64 919	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
Montréal	AG	0	0	0	0
Montréal	V	0	0	0	23 417 384
Montréal-Est	V	0	0	0	16 174
Montréal-Ouest	V	0	0	0	125 388
Mont-Royal	V	0	0	0	260 764
Mont-Saint-Grégoire	M	0	0	0	4 691
Mont-Saint-Hilaire	V	0	0	0	153 476
Mont-Saint-Michel	M	0	0	31 164	2 726
Mont-Saint-Pierre	VL	52 669	0	8 524	0
Mont-Tremblant	AG	0	0	9 782	50 751
Mont-Tremblant	V	0	0	18 750	54 003
Morin-Heights	M	0	0	2 201	6 503
Mulgrave-et-Derry	M	0	0	28 896	8
Murdochville	V	475 114	0	35 336	9 396
Namur	M	14 603	0	2 383	8 642
Nantes	M	52 842	0	0	3 803
Napierville	M	0	0	0	36 835
Natashquan	CT	82 670	0	34 201	0
Nédélec	CT	95 881	0	21 252	4 528
Neuville	V	0	0	0	15 860
New Carlisle	M	59 317	0	233	38 304
Newport	M	0	0	0	0
New Richmond	V	154 140	0	4 088	39 198
Nicolet	V	0	0	0	260 244
Nicolet-Yamaska	MRC	0	3 196	0	0
Nominigüe	M	0	0	68 744	3 167
Normandin	V	184 238	0	29 499	108 536
Normétal	M	390 808	0	8 194	18 209
North Hatley	VL	0	0	0	8 507
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	0	0	51	4 485
N.-D.-de-Bonsecours	M	0	0	0	0
Notre-Dame-de-Ham	M	30 009	0	0	0
Notre-Dame-de-la-Merci	M	0	0	118 089	1 334
Notre-Dame-de-la-Paix	M	11 668	0	0	0
Notre-Dame-de-la-Salette	M	0	0	5 534	6 543
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	V	0	0	0	22 978
Notre-Dame-de-Lorette	M	52 235	0	64 004	8
Notre-Dame-de-Lourdes	P	0	0	2 185	2 382
Notre-Dame-de-Lourdes	M	0	0	0	5 910
Notre-Dame-de-Montauban	M	0	0	23 673	7 975
Notre-Dame-de-Pontmain	M	0	0	90 561	2 150
Notre-Dame-des-Bois	M	11 724	0	54 493	3 352
Notre-Dame-des-Monts	M	86 908	0	389	4 555
Notre-Dame-des-Neiges	M	0	0	21	0
Notre-Dame-des-Pins	P	0	0	0	4 185
Notre-Dame-des-Prairies	V	0	0	0	19 378
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	P	0	0	0	0
Notre-Dame-de-Stanbridge	M	0	0	0	2 463
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	77 903	0	0	6 002
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	0	0	0	0
Notre-Dame-du-Laus	M	0	0	185 355	3 901
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P	0	0	0	8 075
Notre-Dame-du-Nord	M	129 822	0	425	46 443
Notre-Dame-du-Portage	M	0	0	0	7 091
Notre-Dame-du-Rosaire	M	0	0	60 740	0
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	P	0	0	129	0
Nouvelle	M	81 077	0	11 746	10 880
Noyan	M	0	0	0	0
Ogden	M	0	0	0	0
Oka	M	0	0	8 324	42 421
Orford	CT	0	0	65 240	0
Ormstown	M	0	0	0	45 449
Otterburn Park	V	0	0	0	33 500

1. Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
Otter Lake	M	45 046	0	57 317	2 320
Packington	P	27 342	0	14 098	5 515
Padoue	M	57 177	0	0	4 942
Palmarolle	M	128 376	0	0	7 191
Papineau	MRC	0	218 728	0	0
Papineauville	M	0	0	0	108 526
Parisville	P	11 026	0	0	1 418
Paspébiac	V	213 991	0	3 028	102 423
Percé	V	287 124	0	25 750	29 779
Péribonka	M	0	0	8 913	282
Petite-Rivière-Saint-François	M	0	0	17 024	4 167
Petite-Vallée	M	30 005	0	4 207	0
Petit-Saguenay	M	147 492	0	73 129	11 356
Piedmont	M	0	0	0	0
Pierre-De Saurel	MRC	0	0	0	0
Pierreville	M	5 132	0	1 580	12 126
Pike River	M	0	0	0	0
Pincourt	V	0	0	0	177 048
Piopolis	M	0	0	10 192	0
Plaisance	M	0	0	6 709	3 191
Plessisville	V	537 687	0	0	136 252
Plessisville	P	0	0	5 642	3 924
Pohénégamook	V	117 368	0	78 504	91 915
Pointe-à-la-Croix	M	245 848	0	39 139	14 029
Pointe-aux-Outardes	VL	86 158	0	6 249	11 342
Pointe-Calumet	M	0	0	488	39 510
Pointe-Claire	V	0	0	0	542 704
Pointe-des-Cascades	VL	0	0	0	0
Pointe-Fortune	VL	0	0	0	0
Pointe-Lebel	VL	192 155	0	8 413	23 212
Pontiac	MRC	0	152 110	0	0
Pontiac	TR	0	0	127 806	0
Pontiac	M	0	0	533	15 435
Pont-Rouge	V	0	0	0	42 197
Portage-du-Fort	VL	19 323	0	0	0
Port-Cartier	V	0	0	144 747	124 309
Port-Daniel--Gascons	M	605 446	0	18 198	21 902
Portneuf	MRC	0	115 618	0	0
Portneuf	TR	674	0	15 769	0
Portneuf	V	86 224	0	0	11 511
Portneuf-sur-Mer	M	201 379	0	32 647	16 600
Potton	CT	0	0	0	4 199
Pouliaries	M	95 842	0	5 787	3 765
Preissac	M	0	0	23 508	1 566
Prévost	V	0	0	0	60 110
Price	VL	315 483	0	0	12 059
Princeville	V	240 545	0	0	35 180
Québec	AG	0	0	0	0
Québec	V	0	0	0	7 028 035
Racine	M	0	0	23 883	2 097
Ragueneau	P	332 042	0	28 443	27 643
Rapide-Danseur	M	14 889	0	9 004	0
Rapides-des-Joachims	M	5 092	0	64 004	0
Rawdon	M	0	0	12 419	135 556
Rémigny	M	60 520	0	76 797	0
Repentigny	V	0	0	0	1 001 913
Richelieu	V	0	0	0	18 033
Richmond	V	202 568	0	0	83 782
Rigaud	V	0	0	24	151 015
Rimouski	V	0	0	20 169	528 846
Rimouski-Neigette	MRC	0	64 956	0	0
Rimouski-Neigette	TR	0	0	15 199	0
Ripon	M	0	0	8 168	4 264

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT	9 773	0	1 849	0
Rivière-à-Claude	M	51 655	0	16 669	0
Rivière-à-Pierre	M	0	0	76 669	5 456
Rivière-au-Tonnerre	M	89 461	0	42 084	7 898
Rivière-Beaudette	M	0	0	0	1 772
Rivière-Bleue	M	276 031	0	32 424	17 978
Rivière-du-Loup	MRC	0	8 665	0	0
Rivière-du-Loup	V	0	0	112	392 370
Rivière-Éternité	M	77 964	0	136 298	7 772
Rivière-Héva	M	0	0	12 510	0
Rivière-Ouelle	M	0	0	0	3 871
Rivière-Rouge	AG	0	0	0	0
Rivière-Rouge	V	0	0	102 737	40 994
Rivière-Saint-Jean	M	90 040	0	72 140	2 576
Robert-Cliche	MRC	0	16	0	0
Roberval	V	456 547	0	23 277	227 563
Rochebaucourt	M	65 144	0	15 166	10
Roquemaure	M	72 340	0	2 849	2 170
Rosemère	V	0	0	0	265 261
Rougemont	M	0	0	0	4 464
Roussillon	MRC	0	0	0	0
Rouville	MRC	0	0	0	0
Rouyn-Noranda	V	0	402 448	479 602	431 615
Roxton	CT	0	0	0	0
Roxton Falls	VL	76 940	0	0	13 415
Roxton Pond	M	0	0	7 428	15 130
Sacré-Coeur	M	137 619	0	29 514	8 747
Sacré-Coeur-de-Jésus	P	0	0	0	0
Saguenay	V	0	0	80 335	2 215 986
Saint-Adalbert	M	88 601	0	32 214	0
Saint-Adelme	P	75 696	0	1 005	4 717
Saint-Adelphe	P	0	0	0	6 224
Saint-Adolphe-d'Howard	M	0	0	17 753	60
Saint-Adrien	M	0	0	0	1 910
Saint-Adrien-d'Irlande	M	0	0	0	13
Saint-Agapit	M	0	0	0	75 575
Saint-Aimé	M	0	0	0	0
Saint-Aimé-des-Lacs	M	8 835	0	70 887	3 375
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	M	0	0	40 191	0
Saint-Alban	M	0	0	14 021	1 923
Saint-Albert	M	0	0	0	2 370
Saint-Alexandre	M	0	0	0	7 977
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M	70 219	0	390	20 823
Saint-Alexandre-des-Lacs	P	58 560	0	13 902	0
Saint-Alexis	M	0	0	0	6 958
Saint-Alexis-de-Matapédia	M	156 885	0	161	5 271
Saint-Alexis-des-Monts	P	0	0	302 634	14 312
Saint-Alfred	M	0	0	0	0
Saint-Alphonse	M	121 447	0	2 214	5 427
Saint-Alphonse-de-Granby	M	0	0	0	11 274
Saint-Alphonse-Rodriguez	M	0	0	2 653	5 707
Saint-Amable	M	0	0	0	120 287
Saint-Ambroise	M	0	0	3 921	29 433
Saint-Ambroise-de-Kildare	M	0	0	0	10 089
Saint-Anaclet-de-Lessard	P	0	0	35	9 328
Saint-André	M	0	0	4 430	4 035
Saint-André-Avellin	M	10 980	0	0	14 797
Saint-André-d'Argenteuil	M	0	0	0	8 371
Saint-André-de-Restigouche	M	58 938	0	8 317	0
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	VL	75 950	0	24 844	12 128
Saint-Anicet	M	0	0	0	3 500
Saint-Anselme	M	0	0	0	84 064
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	P	0	0	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
Saint-Antoine-de-Tilly	M	0	0	0	3 107
Saint-Antoine-sur-Richelieu	M	0	0	0	9 083
Saint-Antonin	M	0	0	30 371	16 872
Saint-Apollinaire	M	0	0	0	10 243
Saint-Armand	M	0	0	0	1 411
Saint-Arsène	P	30 072	0	0	9 291
Saint-Athanase	M	68 225	0	73 408	1 736
Saint-Aubert	M	0	0	0	2 245
Saint-Augustin	P	79 339	0	14 153	0
Saint-Augustin	M	155 664	0	119 082	20 768
Saint-Augustin-de-Desmaures	V	0	0	0	313 456
Saint-Augustin-de-Woburn	P	0	0	130 540	4 034
Saint-Barnabé	P	31 617	0	163	1 268
Saint-Barnabé-Sud	M	0	0	0	2 105
Saint-Barthélemy	P	0	0	0	8 520
Saint-Basile	V	0	0	0	6 387
Saint-Basile-le-Grand	V	0	0	0	78 895
Saint-Benjamin	M	11 742	0	43	2 255
Saint-Benoît-Labre	M	0	0	0	4 301
Saint-Bernard	M	0	0	0	8 475
Saint-Bernard-de-Lacolle	P	0	0	0	3 560
Saint-Bernard-de-Michaudville	M	0	0	0	1 303
Saint-Blaise-sur-Richelieu	M	0	0	0	3 566
Saint-Bonaventure	M	0	0	0	1 759
Saint-Boniface	M	0	0	0	15 105
Saint-Bruno	M	34 575	0	0	19 907
Saint-Bruno-de-Guigues	M	47 137	0	263	5 319
Saint-Bruno-de-Kamouraska	M	59 357	0	66	1 543
Saint-Bruno-de-Montarville	V	0	0	15 956	309 652
Saint-Calixte	M	0	0	1 543	28 939
Saint-Camille	CT	0	0	0	1 131
Saint-Camille-de-Lellis	P	189 189	0	107 184	7 263
Saint-Casimir	M	112 856	0	0	9 148
Saint-Célestin	VL	21 344	0	0	8 115
Saint-Célestin	M	0	0	0	0
Saint-Césaire	V	0	0	0	64 623
Saint-Charles-Borromée	M	0	0	0	47 978
Saint-Charles-de-Bellechasse	M	0	0	0	35 143
Saint-Charles-de-Bourget	M	0	0	984	5 743
Saint-Charles-Garnier	P	82 968	0	5 189	3 022
Saint-Charles-sur-Richelieu	M	0	0	0	2 890
Saint-Christophe-d'Arthabaska	P	0	0	0	0
Saint-Chrysostome	M	0	0	0	10 833
Saint-Claude	M	0	0	0	3 049
Saint-Clément	P	94 139	0	0	2 671
Saint-Cléophas	P	91 018	0	8 153	0
Saint-Cléophas-de-Brandon	M	0	0	0	0
Saint-Clet	M	0	0	0	3 191
Saint-Colomban	V	0	0	0	59 411
Saint-Côme	M	0	0	44 249	2 716
Saint-Côme--Linière	M	198 051	0	9 451	9 381
Saint-Constant	V	0	0	0	180 930
Saint-Cuthbert	M	0	0	0	4 987
Saint-Cyprien	M	154 796	0	22 028	9 465
Saint-Cyprien	P	100 296	0	0	3 528
Saint-Cyprien-de-Napierville	M	0	0	0	0
Saint-Cyrille-de-Lessard	P	12 488	0	64 195	2 751
Saint-Cyrille-de-Wendover	M	0	0	0	8 773
Saint-Damase	P	73 007	0	5 703	2 291
Saint-Damase	M	0	0	0	8 296
Saint-Damase-de-L'Islet	M	53 203	0	70 038	0
Saint-Damien	P	0	0	67 486	3 903
Saint-Damien-de-Buckland	P	43 294	0	0	82 114

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
Saint-David	M	0	0	0	4 103
Saint-David-de-Falardeau	M	0	0	65 491	3 086
Saint-Denis-de-Brompton	M	0	0	9 187	12 618
Saint-Denis-De La Boutellerie	M	0	0	0	1 695
Saint-Denis-sur-Richelieu	M	0	0	0	0
Saint-Didace	P	0	0	0	1 674
Saint-Dominique	M	0	0	0	5 780
Saint-Dominique-du-Rosaire	M	45 377	0	34 052	1 951
Saint-Donat	P	36 865	0	419	4 998
Saint-Donat	M	0	0	146 524	9 045
Sainte-Adèle	V	0	0	7 561	86 092
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	0	0	0	3 603
Sainte-Agathe-des-Monts	AG	0	0	24	56 389
Sainte-Agathe-des-Monts	V	0	0	42	162 468
Sainte-Angèle-de-Mérici	M	119 522	0	0	4 058
Sainte-Angèle-de-Monnoir	M	0	0	0	5 532
Sainte-Angèle-de-Prémont	M	55 172	0	0	0
Sainte-Anne-de-Beaupré	V	0	0	0	8 111
Sainte-Anne-de-Bellevue	V	0	0	0	68 215
Sainte-Anne-de-la-Pérade	M	0	0	256	9 774
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	0	0	0	0
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	M	0	0	0	2 523
Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	0	0	0	7 125
Sainte-Anne-des-Lacs	P	0	0	0	0
Sainte-Anne-des-Monts	V	549 527	0	20 969	137 797
Sainte-Anne-de-Sorel	M	0	0	0	8 996
Sainte-Anne-des-Plaines	V	0	0	0	141 120
Sainte-Anne-du-Lac	M	0	0	100 202	4 106
Sainte-Anne-du-Sault	M	44 154	0	0	0
Sainte-Apolline-de-Patton	P	60 232	0	44 249	3 721
Sainte-Aurélie	M	46 209	0	40	1 862
Sainte-Barbe	M	0	0	0	0
Sainte-Béatrix	M	0	0	0	3 652
Sainte-Brigide-d'Iberville	M	0	0	0	7 038
Sainte-Brigitte-de-Laval	V	0	0	0	15 593
Sainte-Brigitte-des-Saults	P	0	0	0	1 709
Sainte-Catherine	V	0	0	0	206 146
Sainte-Catherine-de-Hatley	M	0	0	46	2 419
Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	V	0	0	11 992	107 473
Sainte-Cécile-de-Lévrard	P	938	0	0	4 241
Sainte-Cécile-de-Milton	M	0	0	0	8 897
Sainte-Cécile-de-Whitton	M	0	0	0	3 982
Sainte-Christine	P	0	0	0	1 637
Sainte-Christine-d'Auvergne	M	0	0	599	0
Sainte-Claire	M	0	0	0	13 637
Sainte-Clotilde	M	0	0	0	6 777
Sainte-Clotilde-de-Beauce	M	0	0	0	3 866
Sainte-Clotilde-de-Horton	M	2 565	0	0	4 341
Sainte-Croix	M	0	0	0	83 781
Saint-Edmond-de-Grantham	P	0	0	0	0
Saint-Edmond-des-Plaines	M	106 237	0	14 579	3 869
Saint-Édouard	M	0	0	0	2 060
Saint-Édouard-de-Fabre	P	42 581	0	8 892	3 252
Saint-Édouard-de-Lotbinière	P	0	0	10 295	3 309
Saint-Édouard-de-Maskinongé	M	48 194	0	0	0
Sainte-Edwidge-de-Clifton	CT	0	0	0	2 666
Sainte-Élisabeth	M	0	0	0	2 026
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	M	0	0	0	0
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	M	0	0	58 618	3 020
Sainte-Eulalie	M	0	0	820	3 678
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	12 550	0	28 268	0
Sainte-Famille	P	0	0	0	0
Sainte-Félicité	M	89 454	0	1 300	7 940

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
Sainte-Félicité	M	81 949	0	2 431	2 010
Sainte-Flavie	P	0	0	0	0
Sainte-Florence	M	173 379	0	10 372	0
Sainte-Françoise	P	36 303	0	3 022	3 513
Sainte-Françoise	M	0	0	4 068	2 986
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	P	0	0	0	40 008
Sainte-Geneviève-de-Berthier	M	0	0	0	6 256
Sainte-Germaine-Boulé	M	94 071	0	1 695	3 658
Sainte-Gertrude-Manneville	M	99 208	0	9 484	2 787
Sainte-Hedwidge	M	103 411	0	120 996	2 374
Sainte-Hélène-de-Bagot	M	0	0	0	3 413
Sainte-Hélène-de-Chester	M	0	0	0	0
Sainte-Hélène-de-Kamouraska	M	53 038	0	0	4 697
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P	41 899	0	0	2 292
Sainte-Hénédine	P	0	0	0	3 439
Sainte-Irène	P	2 808	0	11 561	1 437
Sainte-Jeanne-d'Arc	P	43 423	0	52	3 515
Sainte-Jeanne-d'Arc	VL	75 609	0	26 234	5 238
Sainte-Julie	V	0	0	317	290 727
Sainte-Julienne	M	0	0	2 358	116 679
Sainte-Justine	M	111 377	0	3 051	25 524
Sainte-Justine-de-Newton	M	0	0	0	5 477
Saint-Élie-de-Caxton	M	0	0	202	3 666
Saint-Éloi	P	16 911	0	0	4 056
Sainte-Louise	P	22 514	0	0	4 438
Saint-Elphège	P	0	0	0	0
Sainte-Luce	M	0	0	970	14 146
Sainte-Lucie-de-Beauregard	M	58 138	0	26 688	0
Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	0	0	30 228	8
Saint-Elzéar	M	95 362	0	15 557	4 191
Saint-Elzéar	M	0	0	0	9 013
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	M	41 576	0	20 707	1 303
Sainte-Madeleine	VL	0	0	0	13 494
Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	103 902	0	28 944	0
Sainte-Marcelline-de-Kildare	M	0	0	117	2 418
Sainte-Marguerite	P	0	0	0	5 525
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	V	0	0	5 697	5 688
Sainte-Marguerite--Estérel	AG	0	0	0	0
Sainte-Marguerite-Marie	M	67 383	0	17 508	5
Sainte-Marie	V	0	0	0	170 021
Sainte-Marie-de-Blandford	M	0	0	6 072	1 617
Sainte-Marie-Madeleine	P	0	0	0	0
Sainte-Marie-Salomé	P	0	0	0	2 840
Sainte-Marthe	M	0	0	0	3 394
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	V	0	0	0	158 357
Sainte-Martine	M	0	0	0	15 457
Sainte-Mélanie	M	0	0	0	5 369
Saint-Émile-de-Suffolk	M	0	0	1 207	0
Sainte-Monique	M	0	0	0	5 582
Sainte-Monique	M	0	0	32 689	8 228
Sainte-Paule	M	0	0	24 930	1 401
Sainte-Perpétue	M	349 596	0	111 005	5 780
Sainte-Perpétue	P	0	0	0	3 592
Sainte-Pétronille	VL	0	0	0	0
Saint-Éphrem-de-Beauce	M	76 502	0	0	12 746
Saint-Épiphane	M	107 194	0	57	4 468
Sainte-Praxède	P	0	0	21 649	16
Sainte-Rita	M	100 500	0	7 721	5 686
Sainte-Rose-de-Watford	M	37 064	0	13 293	2 360
Sainte-Rose-du-Nord	P	0	0	14 231	5 636
Sainte-Sabine	P	36 669	0	763	0
Sainte-Sabine	M	0	0	0	8
Sainte-Séraphine	P	0	0	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
Sainte-Sophie	M	0	0	0	27 879
Sainte-Sophie-de-Lévrard	P	3 027	0	0	4 858
Sainte-Sophie-d'Halifax	M	0	0	0	2 627
Saint-Esprit	M	0	0	0	11 556
Sainte-Thècle	M	70 613	0	37 093	13 090
Sainte-Thérèse	V	0	0	0	453 627
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	232 012	0	0	10 087
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	M	0	0	4 194	1 611
Saint-Étienne-de-Beauharnois	M	0	0	0	2 801
Saint-Étienne-de-Bolton	M	0	0	0	0
Saint-Étienne-des-Grès	P	0	0	67	11 535
Saint-Eugène	M	0	0	0	1 147
Saint-Eugène-d'Argenteay	M	93 444	0	57	4 803
Saint-Eugène-de-Guigues	M	15 858	0	3 206	3 065
Saint-Eugène-de-Ladrière	P	79 036	0	51 477	1 163
Sainte-Ursule	P	37 418	0	0	5 037
Saint-Eusèbe	P	33 372	0	1 553	3 407
Saint-Eustache	V	0	0	0	238 024
Saint-Évariste-de-Forsyth	M	0	0	0	2 759
Sainte-Victoire-de-Sorel	M	0	0	0	2 627
Saint-Fabien	P	42 214	0	6 120	6 935
Saint-Fabien-de-Panet	P	197 724	0	44 071	4 536
Saint-Faustin--Lac-Carré	M	0	0	23 377	0
Saint-Félicien	V	266 614	0	28 058	173 618
Saint-Félix-de-Dalquier	M	37 797	0	3 294	3 421
Saint-Félix-de-Kingsey	M	0	0	0	3 536
Saint-Félix-de-Valois	M	0	0	0	86 363
Saint-Félix-d'Otis	M	0	0	46 625	6 055
Saint-Ferdinand	M	0	0	0	7 630
Saint-Ferréol-les-Neiges	M	0	0	0	6 564
Saint-Flavien	M	0	0	0	2 448
Saint-Fortunat	M	15 634	0	0	0
Saint-François-d'Assise	M	194 421	0	10 172	6 298
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M	0	0	3 696	10 696
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0
Saint-François-de-Sales	M	148 585	0	43 179	13 534
Saint-François-du-Lac	M	34 017	0	973	9 778
Saint-François-Xavier-Brompton	M	0	0	2 665	4 417
Saint-François-Xavier-de-Viger	M	59 587	0	18 058	2 487
Saint-Frédéric	P	13 592	0	0	4 958
Saint-Fulgence	M	0	0	68 287	11 356
Saint-Gabriel	V	391 308	0	0	18 346
Saint-Gabriel-de-Brandon	M	0	0	0	22 257
Saint-Gabriel-de-Rimouski	M	105 509	0	5 150	7 228
Saint-Gabriel-de-Valcartier	M	0	0	13 909	17 719
Saint-Gabriel-Lalemant	M	147 812	0	2 472	2 969
Saint-Gédéon	M	0	0	32	7 758
Saint-Gédéon-de-Beauce	M	196 859	0	0	9 346
Saint-Georges	V	722 447	0	0	602 646
Saint-Georges-de-Clarenceville	M	0	0	0	3 835
Saint-Georges-de-Windsor	M	0	0	0	4 323
Saint-Gérard-Majella	P	0	0	0	0
Saint-Germain	P	899	0	0	0
Saint-Germain-de-Grantham	M	0	0	0	11 421
Saint-Gervais	M	0	0	0	16 211
Saint-Gilbert	P	6 781	0	0	0
Saint-Gilles	P	0	0	0	9 596
Saint-Godefroi	CT	61 706	0	1 948	0
Saint-Guillaume	M	0	0	0	3 909
Saint-Guy	M	42 474	0	27 125	0
Saint-Henri	M	0	0	0	24 765
Saint-Henri-de-Taillon	M	0	0	994	4 220
Saint-Herménégilde	M	0	0	0	5

¹ Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
Saint-Hilaire-de-Dorset	P	12 783	0	0	0
Saint-Hilarion	P	20 152	0	83	5 511
Saint-Hippolyte	M	0	0	5 161	11 052
Saint-Honoré	M	0	0	7 621	28 267
Saint-Honoré-de-Shenley	M	0	0	0	6 187
Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	192 163	0	42 334	7 376
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M	0	0	19 377	10 934
Saint-Hugues	M	0	0	0	3 178
Saint-Hyacinthe	V	0	0	0	866 540
Saint-Ignace-de-Loyola	M	0	0	0	1 730
Saint-Ignace-de-Stanbridge	M	0	0	0	0
Saint-Irénée	P	0	0	0	2 966
Saint-Isidore	M	0	0	0	7 134
Saint-Isidore	P	0	0	0	7 729
Saint-Isidore-de-Clifton	M	0	0	0	4 025
Saint-Jacques	M	0	0	0	92 991
Saint-Jacques-de-Leeds	M	0	0	0	3 533
Saint-Jacques/Wolfestown	P	0	0	330	11
Saint-Jacques-le-Mineur	M	0	0	0	6 748
Saint-Janvier-de-Joly	M	0	0	26 089	2 661
Saint-Jean-Baptiste	M	0	0	0	12 012
Saint-Jean-de-Brébeuf	M	0	0	0	0
Saint-Jean-de-Cherbourg	P	54 446	0	29 985	986
Saint-Jean-de-Dieu	M	272 941	0	1 976	16 440
Saint-Jean-de-la-Lande	M	37 642	0	4 752	5
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0
Saint-Jean-de-Matha	M	0	0	0	9 499
Saint-Jean-Port-Joli	M	0	0	0	11 236
Saint-Jean-sur-Richelieu	V	0	0	119	843 331
Saint-Jérôme	V	0	0	0	1 054 760
Saint-Joachim	P	0	0	0	4 559
Saint-Joachim-de-Shefford	M	0	0	5 841	3 338
Saint-Joseph-de-Beauce	V	168 031	0	0	100 524
Saint-Joseph-de-Côtieraine	M	0	0	29 393	6 500
Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	20 945	0	4 216	1 588
Saint-Joseph-de-Lepage	P	0	0	0	22 434
Saint-Joseph-des-Érables	M	0	0	0	0
Saint-Joseph-de-Sorel	V	220 934	0	0	12 568
Saint-Joseph-du-Lac	M	0	0	315	13 463
Saint-Jude	M	0	0	0	5 651
Saint-Jules	P	6 289	0	0	0
Saint-Julien	M	0	0	0	0
Saint-Just-de-Bretenières	M	171 285	0	62 282	4 831
Saint-Juste-du-Lac	M	55 499	0	31 362	7 801
Saint-Justin	M	0	0	0	3 832
Saint-Lambert	V	0	0	2 688	362 182
Saint-Lambert	P	73 328	0	8 558	0
Saint-Lambert-de-Lauzon	M	0	0	0	28 135
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	4 132
Saint-Lazare	V	0	0	0	148 027
Saint-Lazare-de-Bellechasse	M	6 639	0	0	6 408
Saint-Léandre	P	37 258	0	13 156	0
Saint-Léonard-d'Aston	M	0	0	0	51 683
Saint-Léonard-de-Portneuf	M	0	0	19 328	2 017
Saint-Léon-de-Standon	P	14 864	0	1 451	5 462
Saint-Léon-le-Grand	P	224 112	0	0	7 215
Saint-Léon-le-Grand	P	0	0	0	3 715
Saint-Liboire	M	0	0	0	6 079
Saint-Liguori	P	0	0	0	4 871
Saint-Lin--Laurentides	V	0	0	0	134 250
Saint-Louis	M	0	0	0	2 489
Saint-Louis-de-Blandford	M	0	0	533	6
Saint-Louis-de-Gonzague	M	79 739	0	334	6

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
Saint-Louis-de-Gonzague	P	0	0	0	4 913
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	P	177 473	0	14 432	8 397
Saint-Luc-de-Bellechasse	M	23 674	0	38 529	0
Saint-Luc-de-Vincennes	M	6 350	0	0	0
Saint-Lucien	M	0	0	0	0
Saint-Ludger	M	56 488	0	2 953	3 624
Saint-Ludger-de-Milot	M	57 623	0	26 184	3 326
Saint-Magloire	M	80 671	0	39 230	5 275
Saint-Majorique-de-Grantham	P	0	0	0	7 471
Saint-Malachie	P	0	0	0	4 533
Saint-Malo	M	0	0	0	2 751
Saint-Marc-de-Figuery	P	0	0	507	1 973
Saint-Marc-des-Carrières	V	121 243	0	0	68 728
Saint-Marc-du-Lac-Long	P	37 186	0	15 024	3 636
Saint-Marcel	M	50 410	0	43 514	3 001
Saint-Marcel-de-Richelieu	M	0	0	0	2 911
Saint-Marcellin	P	0	0	13 187	0
Saint-Marc-sur-Richelieu	M	0	0	0	7 184
Saint-Martin	P	115 220	0	0	74 050
Saint-Mathias-sur-Richelieu	M	0	0	0	12 782
Saint-Mathieu	M	0	0	0	4 386
Saint-Mathieu-de-Beloeil	M	0	0	0	0
Saint-Mathieu-de-Rioux	P	0	0	17 177	2 299
Saint-Mathieu-d'Harricana	M	0	0	4 486	934
Saint-Mathieu-du-Parc	M	0	0	48 556	8 057
Saint-Maurice	P	0	0	0	6 078
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M	223 482	0	22 752	35 680
Saint-Médard	M	96 157	0	16 957	2
Saint-Michel	M	0	0	0	4 679
Saint-Michel-de-Bellechasse	M	0	0	0	17 822
Saint-Michel-des-Saints	M	0	0	231 460	15 105
Saint-Michel-du-Squatec	M	248 652	0	107 011	55 731
Saint-Modeste	M	0	0	11 594	6 240
Saint-Moïse	P	147 732	0	1 670	2 862
Saint-Narcisse	P	21 359	0	3 256	11 801
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P	0	0	0	3 067
Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	33 247	0	38 173	5 480
Saint-Nazaire	M	141 405	0	7 394	18 473
Saint-Nazaire-d'Acton	P	0	0	0	3 086
Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	1 142	0	0	0
Saint-Nérée-de-Bellechasse	M	0	0	0	7 167
Saint-Noël	VL	137 665	0	113	4 721
Saint-Norbert	P	0	0	0	1 798
Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	12 738	0	0	5 337
Saint-Octave-de-Métis	P	43 624	0	0	0
Saint-Odilon-de-Cranbourne	P	32 222	0	117	6 767
Saint-Omer	M	39 214	0	18 865	0
Saint-Onésime-d'Ixworth	M	39 563	0	8 926	2 832
Saint-Ours	V	0	0	0	6 086
Saint-Pacôme	M	94 377	0	0	7 142
Saint-Pamphile	V	529 460	0	49	84 409
Saint-Pascal	V	184 447	0	0	143 713
Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	0	0	0	7 556
Saint-Patrice-de-Sherrington	M	0	0	0	6 548
Saint-Paul	M	0	0	0	35 060
Saint-Paul-d'Abbotsford	M	0	0	0	5 209
Saint-Paul-de-la-Croix	P	60 491	0	27	2 668
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	M	0	0	0	3 210
Saint-Paul-de-Montminy	M	35 322	0	8 055	28 317
Saint-Paulin	M	61 491	0	17 716	7 830
Saint-Philémon	P	0	0	39 982	4 240
Saint-Philibert	M	0	0	0	0
Saint-Philippe	M	0	0	0	13 420

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
Saint-Philippe-de-Néri	P	94 738	0	0	4 283
Saint-Pie	V	0	0	0	21 629
Saint-Pie-de-Guire	P	0	0	0	0
Saint-Pierre	VL	0	0	0	0
Saint-Pierre-Baptiste	P	0	0	0	2 481
Saint-Pierre-de-Broughton	M	0	0	0	4 415
Saint-Pierre-de-Lamy	M	19 660	0	28 280	0
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	P	25 992	0	10 810	7 621
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	5 319
Saint-Pierre-les-Becquets	M	0	0	0	48 624
Saint-Placide	M	0	0	0	6 049
Saint-Polycarpe	M	0	0	0	75 293
Saint-Prime	M	115 143	0	17 971	16 901
Saint-Prosper	M	293 488	0	0	78 679
Saint-Prosper-de-Champlain	M	34 654	0	0	0
Saint-Raphaël	M	63 636	0	0	15 401
Saint-Raymond	V	0	0	60 768	84 742
Saint-Rémi	V	0	0	0	39 897
Saint-Rémi-de-Tingwick	M	0	0	0	0
Saint-René	P	16 290	0	0	0
Saint-René-de-Matane	M	163 432	0	62 377	13 454
Saint-Robert	M	0	0	0	4 683
Saint-Robert-Bellarmin	M	56 567	0	98 939	3 732
Saint-Roch-de-l'Achigan	M	0	0	0	85 034
Saint-Roch-de-Mékinac	P	0	0	26 409	1 833
Saint-Roch-de-Richelieu	M	0	0	0	3 127
Saint-Roch-des-Aulnaies	P	0	0	0	4 630
Saint-Roch-Ouest	M	0	0	0	0
Saint-Romain	M	0	0	37 495	6 891
Saint-Rosaire	P	0	0	792	2 065
Saint-Samuel	M	28 125	0	0	1 496
Saints-Anges	P	0	0	0	3 512
Saint-Sauveur	V	0	0	0	15 996
Saint-Sébastien	M	36 384	0	0	0
Saint-Sébastien	M	0	0	0	1 832
Saint-Sévère	P	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	0	0	0	13
Saint-Séverin	P	81 428	0	1 419	4 032
Saint-Siméon	P	75 147	0	134	5 892
Saint-Siméon	M	41 743	0	39 347	10 090
Saint-Simon	P	0	0	456	3 181
Saint-Simon	M	0	0	0	3 455
Saint-Simon-les-Mines	M	0	0	0	0
Saint-Sixte	M	0	0	753	0
Saints-Martyrs-Canadiens	P	0	0	8 963	0
Saint-Stanislas	M	0	0	0	6 421
Saint-Stanislas	M	41 698	0	25 903	5
Saint-Stanislas-de-Kostka	M	0	0	0	2 930
Saint-Sulpice	P	0	0	0	10 699
Saint-Sylvère	M	0	0	0	2 745
Saint-Sylvestre	M	0	0	0	5 118
Saint-Télesphore	M	0	0	0	2 086
Saint-Tharcisius	P	105 996	0	1 423	0
Saint-Théodore-d'Acton	M	0	0	0	2 489
Saint-Théophile	M	107 734	0	68 733	2 843
Saint-Thomas	M	0	0	0	5 553
Saint-Thomas-Didyme	M	102 485	0	78 374	7 785
Saint-Thuribe	P	5 525	0	0	0
Saint-Tite	V	44 671	0	614	111 377
Saint-Tite-des-Caps	M	0	0	0	0
Saint-Ubalde	M	0	0	122 948	4 915
Saint-Ulric	M	83 238	0	0	8 478
Saint-Urbain	P	6 346	0	34	7 742

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
Saint-Urbain-Premier	M	0	0	0	5 081
Saint-Valentin	M	0	0	0	0
Saint-Valère	M	16 621	0	674	3 270
Saint-Valérien	P	0	0	16 731	2 450
Saint-Valérien-de-Milton	M	0	0	0	6 137
Saint-Vallier	M	0	0	0	4 117
Saint-Venant-de-Paquette	M	0	0	0	10
Saint-Vianney	M	88 268	0	24 853	2 556
Saint-Victor	M	1 463	0	0	13 919
Saint-Wenceslas	M	0	0	0	5 689
Saint-Zacharie	M	376 250	0	19 280	6 725
Saint-Zénon	M	0	0	160 778	2 083
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	87 402	0	1 342	0
Saint-Zéphirin-de-Courval	P	0	0	0	4 681
Saint-Zotique	M	0	0	0	59 243
Salaberry-de-Valleyfield	V	0	0	0	396 512
Sayabec	M	218 439	0	33 905	33 318
Schefferville	V	285 932	0	16 025	19 381
Scotstown	V	121 864	0	0	0
Scott	M	0	0	0	7 701
Senneterre	V	718 827	0	349 526	80 561
Senneterre	P	82 216	0	33 477	0
Senneville	VL	0	0	0	25 321
Sept-Îles	V	0	0	173 198	422 976
Sept-Rivières	MRC	0	328 721	0	0
Sept-Rivières	TR	0	0	88 309	0
Shannon	M	0	0	454	23 655
Shawinigan	V	2 395 233	531 530	5 428	752 110
Shawville	M	45 722	0	0	49 369
Sheenboro	M	0	0	39 012	0
Shefford	CT	0	0	0	21
Sherbrooke	V	0	0	276	2 108 893
Shigawake	M	79 050	0	2 268	53
Sorel-Tracy	V	278 832	0	0	492 786
Stanbridge East	M	0	0	0	6
Stanbridge Station	M	0	0	0	0
Stanstead	V	134 933	0	0	88 906
Stanstead	CT	0	0	0	322
Stanstead-Est	M	0	0	0	0
Stoke	M	0	0	736	9 117
Stoneham-et-Tewkesbury	CU	0	0	66 474	35 643
Stornoway	M	0	0	59 944	2 769
Stratford	CT	0	0	32 683	3 189
Stukely-Sud	VL	0	0	0	0
Sutton	V	0	0	0	8 713
Tadoussac	VL	0	0	2 563	15 805
Taschereau	M	301 827	0	19 830	3 811
Témiscaming	V	80 768	0	48 929	45 910
Témiscamingue	MRC	0	170 462	0	0
Témiscamingue	TR	0	0	39 518	0
Témiscouata	MRC	0	81 661	0	0
Témiscouata-sur-le-Lac	V	19 541	0	33 464	119 348
Terrasse-Vaudreuil	M	0	0	0	6 622
Terrebonne	V	0	0	0	1 285 090
Thérèse-De Blainville	MRC	0	0	0	0
Thetford Mines	V	1 347 855	0	1 386	533 039
Thorne	M	0	0	1 686	0
Thurso	V	0	0	356	19 871
Tingwick	M	0	0	0	3 339
Tourville	M	210 849	0	109 227	0
Trécesson	CT	0	0	9 375	2 532
Très-Saint-Rédempteur	M	0	0	0	0
Très-Saint-Sacrement	P	0	0	0	0

**Sommes transférées en 2015-2016 aux municipalités en vertu du Pacte fiscal transitoire
concernant les transferts financiers aux municipalités (données en date du 1^{er} mars 2016)**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ¹
Tring-Jonction	VL	117 035	0	0	5 404
Trois-Pistoles	V	354 993	0	0	183 169
Trois-Rives	M	0	0	86 289	0
Trois-Rivières	V	3 059 429	0	1 937	2 311 712
Ulverton	M	0	0	0	0
Upton	M	0	0	0	4 720
Val-Alain	M	0	0	17 387	3 702
Val-Brillant	M	55 196	0	0	7 431
Valcourt	V	413	0	0	41 828
Valcourt	CT	0	0	0	0
Val-David	VL	0	0	0	16 466
Val-des-Bois	M	0	0	38 199	0
Val-des-Lacs	M	0	0	43 209	0
Val-des-Monts	M	0	0	18 488	39 601
Val-d'Or	V	0	0	388 960	321 157
Val-Joli	M	0	0	0	0
Vallée-de-l'Or	TR	74 371	0	19 239	0
Vallée-Jonction	M	73 969	0	0	6 658
Val-Morin	M	0	0	184	20 709
Val-Racine	M	0	0	35 964	0
Val-Saint-Gilles	M	51 603	0	9 563	0
Varennnes	V	0	0	0	228 670
Vaudreuil-Dorion	V	0	0	0	436 491
Vaudreuil-Soulanges	MRC	0	446	0	0
Vaudreuil-sur-le-Lac	VL	0	0	0	0
Venise-en-Québec	M	0	0	0	0
Verchères	M	0	0	0	15 319
Victoriaville	V	1 229 370	0	0	753 184
Ville-Marie	V	116 517	0	0	30 412
Villeroy	M	0	0	28 201	1 348
Waltham	M	0	0	63 005	3
Warden	VL	26 658	0	0	0
Warwick	V	89 900	0	0	62 563
Waterloo	V	202 533	0	0	93 088
Waterville	V	0	0	0	50 640
Weedon	M	0	0	0	6 265
Wentworth	CT	0	0	6 424	0
Wentworth-Nord	M	0	0	19 083	0
Westbury	CT	0	0	0	0
Westmount	V	0	0	0	515 871
Wickham	M	7 146	0	0	5 606
Windsor	V	0	0	0	113 483
Wotton	M	18 493	0	0	4 246
Yamachiche	M	0	0	0	9 634
Yamaska	M	2 092	0	0	4 668

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Abercorn	VL	0	0	0	0
Abitibi	MRC	0	604 000	0	0
Abitibi	TR	65 091	0	11 373	0
Abitibi-Ouest	MRC	0	524 000	0	0
Abitibi-Ouest	TR	48 670	0	2 099	0
Acton	MRC	0	18 000	0	0
Acton Vale	V	268 526	0	0	0
Adstock	M	0	0	17 472	0
Aguanish	M	73 907	0	97 225	0
Albanel	M	187 669	0	19 640	0
Albertville	M	78 049	0	3 888	0
Alleyn-et-Cawood	M	0	0	47 530	0
Alma	V	0	0	1 525	0
Amherst	CT	0	0	54 569	0
Amos	V	184 868	0	32 583	0
Amqui	V	260 971	0	11 260	0
Ange-Gardien	M	0	0	0	0
Angliers	VL	71 689	0	24 239	0
Antoine-Labelle	MRC	0	65 000	0	0
Antoine-Labelle	TR	15 175	0	195 816	0
Argenteuil	MRC	0	60 000	0	0
Armagh	M	74 421	0	33 536	0
Arthabaska	MRC	0	105 000	0	0
Arundel	CT	0	0	4 711	0
Asbestos	V	1 225 235	0	0	0
Ascot Corner	M	0	0	0	0
Aston-Jonction	M	0	0	0	0
Auclair	M	73 952	0	15 032	0
Audet	M	17 163	0	68	0
Aumond	CT	11 099	0	26 973	0
Austin	M	0	0	1 542	0
Authier	M	93 997	0	8 563	0
Authier-Nord	M	86 858	0	21 892	0
Avignon	MRC	0	149 000	0	0
Avignon	TR	0	0	7 824	0
Ayer's Cliff	VL	0	0	0	0
Baie-Comeau	V	0	0	41 089	0
Baie-des-Sables	M	21 318	0	0	0
Baie-du-Febvre	M	0	0	0	0
Baie-D'Urfé	V	0	0	0	0
Baie-Johan-Beetz	M	5 838	0	24 078	0
Baie-Sainte-Catherine	M	33 636	0	9 042	0
Baie-Saint-Paul	V	0	0	34	0
Baie-Trinité	VL	241 954	0	70 945	0
Barkmere	V	0	0	2 836	0
Barnston-Ouest	M	0	0	0	0
Barraute	M	198 493	0	43 531	0
Batiscan	M	0	0	0	0
Beaconsfield	V	0	0	0	0
Béarn	M	176 399	0	48 723	0
Beauce-Sartigan	MRC	0	164 000	0	0
Beauceville	V	299 839	0	0	0
Beauharnois	V	0	0	0	0
Beauharnois-Salaberry	MRC	0	75 000	0	0
Beaulac-Garthby	M	0	0	1 888	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal
2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieu de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Beaumont	M	0	0	0	0
Beaupré	V	0	0	0	0
Bécancour	MRC	0	29 000	0	0
Bécancour	V	0	0	1 006	0
Bedford	V	11 523	0	0	0
Bedford	CT	0	0	0	0
Bégin	M	63 847	0	42 725	0
Belcourt	M	92 775	0	36 680	0
Bellechasse	MRC	0	115 000	0	0
Belleterre	V	126 955	0	60 220	0
Beloeil	V	0	0	0	0
Berry	M	12 152	0	31 934	0
Berthier-sur-Mer	M	0	0	0	0
Berthierville	V	0	0	0	0
Béthanie	M	0	0	0	0
Biencourt	M	167 644	0	26 506	0
Blainville	V	0	0	0	0
Blanc-Sablon	M	111 494	0	37 205	0
Blue Sea	M	0	0	3 005	0
Boileau	M	0	0	13 698	0
Boisbriand	V	0	0	0	0
Boischatel	M	0	0	0	0
Bois-des-Filion	V	0	0	0	0
Bois-Franc	M	20 189	0	3 500	0
Bolton-Est	M	0	0	0	0
Bolton-Ouest	M	0	0	0	0
Bonaventure	MRC	0	211 000	0	0
Bonaventure	TR	0	0	13 566	0
Bonaventure	V	50 687	0	105	0
Bonne-Espérance	M	256 169	0	93 902	0
Bonsecours	M	0	0	34	0
Boucherville	V	0	0	22 858	0
Bouchette	M	0	0	6 812	0
Bowman	M	0	0	12 625	0
Brébeuf	P	0	0	1 587	0
Brigham	M	0	0	0	0
Bristol	M	0	0	22	0
Brome	VL	0	0	0	0
Brome-Missisquoi	MRC	0	67 000	0	0
Bromont	V	0	0	0	0
Brossard	V	0	0	1 216	0
Brownsburg-Chatham	V	0	0	0	0
Bryson	M	78 307	0	0	0
Bury	M	0	0	0	0
Cacouna	M	0	0	290	0
Calixa-Lavallée	M	0	0	0	0
Campbell's Bay	M	145 826	0	0	0
Candiac	V	0	0	0	0
Caniapiscou	MRC	0	76 000	0	0
Caniapiscou	TR	0	0	199 181	0
Cantley	M	0	0	0	0
Cap-Chat	V	432 191	0	6 180	0
Caplan	M	111 636	0	62	0
Cap-Saint-Ignace	M	12 535	0	39 123	0
Cap-Santé	V	0	0	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les
municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Carignan	V	0	0	0	0
Carleton-sur-Mer	V	22 795	0	15 301	0
Cascapédia--Saint-Jules	M	50 995	0	5 295	0
Causapschal	V	635 317	0	429	0
Cayamant	M	0	0	72 215	0
Chambly	V	0	0	0	0
Chambord	M	0	0	6 582	0
Champlain	M	0	0	0	0
Champneuf	M	49 993	0	20 002	0
Chandler	V	763 948	0	43 986	0
Chapais	V	366 961	39 000	23 116	0
Charette	M	73 359	0	0	0
Charlemagne	V	0	0	0	0
Charlevoix	MRC	0	61 000	0	0
Charlevoix	TR	0	0	30 189	0
Charlevoix-Est	MRC	0	74 000	0	0
Charlevoix-Est	TR	15 613	0	11 773	0
Chartierville	M	0	0	6 456	0
Châteauguay	V	0	0	0	0
Château-Richer	V	0	0	0	0
Chazel	M	55 085	0	5 693	0
Chelsea	M	0	0	0	0
Chénéville	M	0	0	834	0
Chertsey	M	0	0	85 399	0
Chesterville	M	0	0	0	0
Chibougamau	V	63 900	188 000	132 232	0
Chichester	CT	1 614	0	37 774	0
Chute-aux-Outardes	VL	441 027	0	1 257	0
Chute-Saint-Philippe	M	0	0	90 846	0
Clarendon	M	0	0	79	0
Clermont	V	106 715	0	5 274	0
Clermont	CT	48 078	0	5 078	0
Clerval	M	8 090	0	1 726	0
Cleveland	CT	0	0	0	0
Cloridorme	CT	175 988	0	17 468	0
Coaticook	MRC	0	50 000	0	0
Coaticook	V	18 732	0	0	0
Colombier	M	288 614	0	45 294	0
Compton	M	0	0	0	0
Contrecoeur	V	0	0	0	0
Cookshire-Eaton	AG	0	0	0	0
Cookshire-Eaton	V	0	0	0	0
Coteau-du-Lac	V	0	0	0	0
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M	316 300	0	151 561	0
Côte-Saint-Luc	V	0	0	0	0
Courcelles	M	186 684	0	0	0
Cowansville	V	0	0	0	0
Crabtree	M	0	0	0	0
Danville	V	240 447	0	0	0
D'Autray	MRC	0	29 000	0	0
Daveluyville	V	104 915	0	0	0
Dégelis	V	326 103	0	208 349	0
Déléage	M	134 828	0	31 871	0
Delson	V	0	0	0	0
Denholm	M	0	0	36 347	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes.

**Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les
municipalités pour la période 2016-2019**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Desbiens	V	149 441	0	360	0
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	M	4 371	0	0	0
Deschambault-Grondines	M	0	0	0	0
Deux-Montagnes	MRC	0	187 000	0	0
Deux-Montagnes	V	0	0	0	0
Disraeli	V	181 526	0	0	0
Disraeli	P	0	0	625	0
Dixville	M	0	0	0	0
Dolbeau-Mistassini	V	592 476	0	52 299	0
Dollard-Des Ormeaux	V	0	0	0	0
Donncona	V	0	0	0	0
Dorval	V	0	0	0	0
Dosquet	M	0	0	0	0
Drummond	MRC	0	151 000	0	0
Drummondville	V	6 704	0	67	0
Dudswell	M	0	0	0	0
Duhamel	M	0	0	107 892	0
Duhamel-Ouest	M	0	0	0	0
Dundee	CT	0	0	0	0
Dunham	V	0	0	0	0
Duparquet	V	23 131	0	16 452	0
Dupuy	M	136 598	0	799	0
Durham-Sud	M	8 825	0	0	0
East Angus	V	261 512	0	0	0
East Broughton	M	479 491	0	0	0
East Farnham	M	0	0	0	0
East Hereford	M	7 721	0	0	0
Eastman	M	0	0	621	0
Egan-Sud	M	12 910	0	50	0
Elgin	M	0	0	0	0
Entrelacs	M	0	0	12 396	0
Escuminac	M	98 483	0	3 743	0
Esprit-Saint	M	110 713	0	31 980	0
Estérel	V	0	0	0	0
Farnham	V	0	0	0	0
Fassett	M	0	0	0	0
Ferland-et-Boilleau	M	7 337	0	54 914	0
Ferme-Neuve	M	16 152	0	297 270	0
Fermont	V	0	0	54 646	0
Forestville	V	848 737	0	21 555	0
Fort-Coulonge	VL	332 367	0	0	0
Fortierville	M	69 014	0	0	0
Fossambault-sur-le-Lac	V	0	0	190	0
Frampton	M	0	0	0	0
Franklin	M	0	0	0	0
Franquelin	M	112 410	0	62 699	0
Frelighsburg	M	0	0	0	0
Frontenac	M	0	0	40 610	0
Fugèreville	M	48 616	0	5 862	0
Gallichan	M	32 023	0	29	0
Gaspé	V	167 477	0	60 962	0
Gatineau	V	0	0	1 621	0
Girardville	M	251 995	0	20 051	0
Godbout	VL	158 625	0	21 024	0
Godmanchester	CT	0	0	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Golfe-du-Saint-Laurent	TR	0	0	162 352	0
Gore	CT	0	0	133	0
Gouvernement de la Nation Crie		0	0	142 000	0
G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	M	158 363	49 400	890 150	0
Gracefield	V	0	0	28 398	0
Granby	V	0	0	0	0
Grande-Rivière	V	597 479	0	0	0
Grandes-Piles	VL	0	0	26 232	0
Grande-Vallée	M	72 300	0	17 431	0
Grand-Métis	M	0	0	0	0
Grand-Remous	M	13 864	0	62 242	0
Grand-Saint-Esprit	M	0	0	0	0
Grenville	VL	46 443	0	0	0
Grenville-sur-la-Rouge	M	0	0	12 383	0
Gros-Mécatina	M	174 620	0	87 396	0
Grosse-Île	M	77 889	0	0	0
Grosses-Roches	M	84 722	0	3 771	0
Guérin	CT	59 558	0	9 752	0
Ham-Nord	CT	3 854	0	0	0
Hampden	CT	0	0	49 458	0
Hampstead	V	0	0	0	0
Ham-Sud	M	0	0	8 608	0
Harrington	CT	0	0	30 857	0
Hatley	M	0	0	0	0
Hatley	CT	0	0	0	0
Havelock	CT	0	0	0	0
Havre-Saint-Pierre	M	0	0	224 917	0
Hébertville	M	29 851	0	42 778	0
Hébertville-Station	VL	103 846	0	2 093	0
Hemmingford	VL	0	0	0	0
Hemmingford	CT	0	0	0	0
Henryville	M	0	0	0	0
Hérouxville	P	20 925	0	265	0
Hinchinbrooke	M	19 457	0	0	0
Honfleur	M	0	0	0	0
Hope	CT	70 919	0	1 124	0
Hope Town	M	31 886	0	57	0
Howick	M	0	0	0	0
Huberdeau	M	0	0	0	0
Hudson	V	0	0	0	0
Huntingdon	V	176 878	0	0	0
Inverness	M	0	0	0	0
Irlande	M	0	0	0	0
Ivry-sur-le-Lac	M	0	0	0	0
Joliette	MRC	0	46 000	0	0
Joliette	V	0	0	0	0
Kamouraska	MRC	0	115 000	0	0
Kamouraska	TR	9 116	0	11 791	0
Kamouraska	M	0	0	0	0
Kazabazua	M	0	0	9 988	0
Kiamika	M	0	0	96 562	0
Kingsbury	VL	9 826	0	0	0
Kingsey Falls	V	0	0	0	0
Kinnear's Mills	M	0	0	0	0
Kipawa	M	0	0	2 687	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.
2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieu de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Kirkland	V	0	0	0	0
Labelle	M	0	0	82 444	0
La Bostonnais	M	29 392	0	19 708	0
Labrecque	M	52 183	0	27 802	0
Lac-au-Saumon	M	257 485	0	0	0
Lac-aux-Sables	P	0	0	57 672	0
Lac-Beauport	M	0	0	0	0
Lac-Bouchette	M	122 524	0	170 506	0
Lac-Brome	V	0	0	0	0
Lac-Delage	V	0	0	0	0
Lac-des-Aigles	M	146 484	0	216	0
Lac-des-Écorces	M	62 006	0	23 321	0
Lac-des-Plages	M	0	0	30 502	0
Lac-des-Seize-Îles	M	0	0	83	0
Lac-Drolet	M	0	0	0	0
Lac-du-Cerf	M	0	0	24 515	0
Lac-Édouard	M	0	0	41 755	0
Lac-Etchemin	M	41 935	0	5 083	0
Lac-Frontière	M	14 797	0	7 993	0
Lachute	V	0	0	0	0
Lac-Mégantic	V	77 594	0	0	0
Lacolle	M	0	0	0	0
La Conception	M	0	0	39 425	0
La Corne	M	0	0	18 356	0
La Côte-de-Beaupré	MRC	0	126 000	0	0
La Côte-de-Beaupré	TR	0	0	44 937	0
La Côte-de-Gaspé	MRC	0	210 000	0	0
La Côte-de-Gaspé	TR	0	0	11 285	0
Lac-Poulin	VL	0	0	0	0
Lac-Saguay	VL	0	0	35 270	0
Lac-Sainte-Marie	M	0	0	22 266	0
Lac-Saint-Jean-Est	MRC	0	1 327 000	0	0
Lac-Saint-Jean-Est	TR	0	0	13 400	0
Lac-Saint-Joseph	V	0	0	2 981	0
Lac-Saint-Paul	M	0	0	54 230	0
Lac-Sergent	V	0	0	0	0
Lac-Simon	M	0	0	11 327	0
Lac-Supérieur	M	0	0	102 621	0
Lac-Tremblant-Nord	M	0	0	610	0
La Doré	P	262 309	0	75 633	0
La Durantaye	P	0	0	0	0
Laforce	M	129 786	0	21 777	0
La Guadeloupe	VL	124 286	0	0	0
La Haute-Côte-Nord	MRC	0	274 000	0	0
La Haute-Côte-Nord	TR	0	0	35 545	0
La Haute-Gaspésie	MRC	0	139 000	0	0
La Haute-Gaspésie	TR	30 757	0	15 545	0
La Haute-Yamaska	MRC	0	103 000	0	0
La Jacques-Cartier	MRC	0	189 000	0	0
La Jacques-Cartier	TR	0	0	21 272	0
La Macaza	M	0	0	35 117	0
La Malbaie	V	30 044	0	61 996	0
Lamarche	M	8 181	0	24 447	0
La Martre	M	98 747	0	23 057	0
La Matanie	MRC	0	117 000	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.
2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
La Matapédia	MRC	0	98 000	0	0
La Matapédia	TR	9 832	0	42 373	0
Lambton	M	0	0	2 517	0
La Minerve	M	0	0	83 886	0
La Mitis	MRC	0	102 000	0	0
La Mitis	TR	9 497	0	13 428	0
La Morandière	M	89 528	0	19 221	0
La Motte	M	0	0	5 484	0
L'Ancienne-Lorette	V	0	0	0	0
Landrienne	CT	99 288	0	22 415	0
L'Ange-Gardien	M	0	0	0	0
L'Ange-Gardien	M	0	0	3 418	0
Lanoraie	M	0	0	0	0
La Nouvelle-Beauce	MRC	0	115 000	0	0
L'Anse-Saint-Jean	M	0	0	146 953	0
Lantier	M	0	0	894	0
La Patrie	M	0	0	74 510	0
La Pêche	M	0	0	34 956	0
La Pocatière	V	0	0	150	0
La Prairie	V	0	0	0	0
La Présentation	M	0	0	0	0
La Rédemption	P	133 259	0	14 349	0
La Reine	M	124 001	0	844	0
La Rivière-du-Nord	MRC	0	233 000	0	0
Larouche	M	0	0	9 198	0
La Sarre	V	393 957	0	1 124	0
L'Ascension	M	0	0	127 581	0
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P	42 905	0	22 439	0
L'Ascension-de-Patapédia	M	88 018	0	4 635	0
L'Assomption	MRC	0	85 000	0	0
L'Assomption	V	0	0	0	0
La Trinité-des-Monts	P	81 176	0	51 282	0
Latulipe-et-Gaboury	CU	96 746	0	20 859	0
La Tuque	AG	0	51 000	243 663	0
La Tuque	V	1 102 463	0	409 715	0
Launay	CT	39 097	0	19 595	0
Laurier-Station	VL	0	0	0	0
Laurièreville	M	7 596	0	0	0
Laval	V	0	0	0	0
La Vallée-de-la-Gatineau	MRC	0	77 000	0	0
La Vallée-de-la-Gatineau	TR	0	0	127 815	0
La Vallée-de-l'Or	MRC	0	1 060 000	0	0
La Vallée-du-Richelieu	MRC	0	144 000	0	0
Lavaltrie	V	0	0	0	0
L'Avenir	M	0	0	0	0
Laverlochère	M	141 914	0	1 921	0
La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	0	0	0	0
La Visitation-de-Yamaska	M	0	0	0	0
Lawrenceville	VL	3 535	0	0	0
Lebel-sur-Quévillon	V	456 672	56 000	4 252	0
Leclercville	M	0	0	45 813	0
Le Domaine-du-Roy	MRC	0	735 000	0	0
Le Domaine-du-Roy	TR	0	0	133 279	0
Lefebvre	M	0	0	0	0
Le Fjord-du-Saguenay	MRC	0	540 000	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Le Fjord-du-Saguenay	TR	10 942	0	300 601	0
Le Golfe-du-Saint-Laurent	MRC	0	98 000	0	0
Le Granit	MRC	0	59 000	0	0
Le Haut-Richelieu	MRC	0	138 000	0	0
Le Haut-Saint-François	MRC	0	59 000	0	0
Le Haut-Saint-Laurent	MRC	0	25 000	0	0
Lejeune	M	101 969	0	72 794	0
Lemieux	M	111	0	0	0
L'Épiphanie	V	0	0	0	0
L'Épiphanie	P	0	0	0	0
L'Érable	MRC	0	34 000	0	0
Le Rocher-Percé	MRC	0	208 000	0	0
Le Rocher-Percé	TR	0	0	7 039	0
Léry	V	0	0	0	0
Les Appalaches	MRC	0	134 000	0	0
Les Basques	MRC	0	-48 000	0	0
Les Basques	TR	0	0	1 916	0
Les Bergeronnes	M	83 529	0	21 981	0
Les Cèdres	M	0	0	0	0
Les Chenaux	MRC	0	85 000	0	0
Les Collines-de-l'Outaouais	MRC	0	202 000	0	0
Les Coteaux	M	0	0	0	0
Les Éboulements	M	0	0	0	0
Les Escoumins	M	149 924	0	32 212	0
Les Etchemins	MRC	0	53 000	0	0
Les Hauteurs	M	185 467	0	3 993	0
Les Îles-de-la-Madeleine	AG	0	142 000	0	0
Les Îles-de-la-Madeleine	M	316 964	0	0	0
Les Jardins-de-Napierville	MRC	0	32 000	0	0
Les Laurentides	MRC	0	85 000	0	0
Les Maskoutains	MRC	0	101 000	0	0
Les Méchins	M	151 537	0	122 947	0
Les Moulins	MRC	0	108 000	0	0
Les Pays-d'en-Haut	MRC	0	78 000	0	0
Les Sources	MRC	0	39 000	0	0
Le Val-Saint-François	MRC	0	81 000	0	0
Lévis	V	0	0	0	0
L'Île-Cadieux	V	0	0	0	0
L'Île-d'Anticosti	M	28 973	0	94 544	0
L'Île-d'Orléans	MRC	0	30 000	0	0
L'Île-Dorval	V	0	0	0	0
L'Île-du-Grand-Calumet	M	0	0	2 364	0
L'Île-Perrot	V	0	0	0	0
Lingwick	CT	0	0	10 558	0
L'Isle-aux-Allumettes	M	0	0	1 642	0
L'Isle-aux-Coudres	M	0	0	0	0
L'Islet	MRC	0	57 000	0	0
L'Islet	M	144 278	0	0	0
L'Isle-Verte	M	31 040	0	0	0
Litchfield	M	0	0	1 688	0
Lochaber	CT	0	0	2 147	0
Lochaber-Partie-Ouest	CT	0	0	0	0
Longue-Pointe-de-Mingan	M	38 514	0	72 706	0
Longue-Rive	M	290 789	0	36 920	0
Longueuil	AG	0	0	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.
2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes.

**Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les
municipalités pour la période 2016-2019**

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Longueuil	V	0	0	4 386	0
Lorraine	V	0	0	0	0
Lorrainville	M	118 603	0	149	0
Lotbinière	MRC	0	98 000	0	0
Lotbinière	M	0	0	0	0
Louiseville	V	184 947	0	0	0
Low	CT	0	0	18 828	0
Lyster	M	15 099	0	0	0
Macamic	V	296 341	0	1 987	0
Maddington Falls	M	31 685	0	0	0
Magog	V	0	0	1 767	0
Malartic	V	10 264	0	31 826	0
Mandeville	M	0	0	128 932	0
Manicouagan	MRC	0	739 000	0	0
Manicouagan	TR	0	0	103 825	0
Maniwaki	V	817 992	0	3 266	0
Manseau	M	83 121	0	1 307	0
Mansfield-et-Pontefract	M	7 241	0	89 766	0
Marguerite-D'Youville	MRC	0	91 000	0	0
Maria	M	0	0	1 866	0
Maria-Chapdelaine	MRC	0	627 000	0	0
Maria-Chapdelaine	TR	20 654	0	283 076	0
Maricourt	M	0	0	0	0
Marieville	V	0	0	0	0
Marsoui	VL	121 947	0	40 888	0
Marston	CT	0	0	15 511	0
Martinville	M	0	0	0	0
Mascouche	V	0	0	0	0
Maskinongé	MRC	0	169 000	0	0
Maskinongé	M	29 938	0	0	0
Massueville	VL	36 725	0	0	0
Matagami	V	402 230	37 000	19 068	0
Matane	TR	5 964	0	25 949	0
Matane	V	220 504	0	283	0
Matapédia	M	84 694	0	49	0
Matawinie	MRC	0	33 000	0	0
Matawinie	TR	0	0	169 704	0
Mayo	M	0	0	1 815	0
McMasterville	M	0	0	0	0
Mékinac	MRC	0	58 000	0	0
Mékinac	TR	2 289	0	60 383	0
Melbourne	CT	0	0	690	0
Memphrémagog	MRC	0	134 000	0	0
Mercier	V	0	0	0	0
Messines	M	0	0	6 597	0
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	V	70 130	0	24 922	0
Métis-sur-Mer	V	0	0	0	0
Milan	M	0	0	33 120	0
Mille-Isles	M	0	0	0	0
Minganie	MRC	0	135 000	0	0
Minganie	TR	0	0	159 770	0
Mirabel	V	0	88 000	0	0
Moffet	M	28 793	0	20 691	0
Montcalm	MRC	0	35 000	0	0
Montcalm	M	0	0	23 213	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.
2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieu de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Mont-Carmel	M	86 969	0	120 382	0
Montcerf-Lytton	M	96 360	0	53 785	0
Montebello	M	0	0	0	0
Mont-Joli	V	346 815	0	0	0
Mont-Laurier	AG	0	0	0	0
Mont-Laurier	V	23 348	0	189 661	0
Montmagny	MRC	0	71 000	0	0
Montmagny	V	167 439	0	0	0
Montpellier	M	0	0	64 919	0
Montréal	AG	0	0	0	0
Montréal	V	0	0	0	0
Montréal-Est	V	0	0	0	0
Montréal-Ouest	V	0	0	0	0
Mont-Royal	V	0	0	0	0
Mont-Saint-Grégoire	M	0	0	0	0
Mont-Saint-Hilaire	V	0	0	0	0
Mont-Saint-Michel	M	0	0	31 164	0
Mont-Saint-Pierre	VL	63 434	0	8 524	0
Mont-Tremblant	AG	0	0	9 782	0
Mont-Tremblant	V	0	0	18 750	0
Morin-Heights	M	0	0	2 201	0
Mulgrave-et-Derry	M	0	0	28 896	0
Murdochville	V	523 968	0	35 336	0
Namur	M	4 601	0	2 383	0
Nantes	M	66 531	0	0	0
Napierville	M	0	0	0	0
Natashquan	CT	71 420	0	34 201	0
Nédélec	CT	113 383	0	21 252	0
Neuveville	V	0	0	0	0
New Carlisle	M	71 815	0	233	0
Newport	M	0	0	0	0
New Richmond	V	193 094	0	4 088	0
Nicolet	V	0	0	0	0
Nicolet-Yamaska	MRC	0	33 000	0	0
Nomingue	M	0	0	68 744	0
Normandin	V	189 986	0	29 499	0
Normétal	M	427 162	0	8 194	0
North Hatley	VL	0	0	0	0
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	0	0	51	0
N.-D.-de-Bonsecours	M	0	0	0	0
Notre-Dame-de-Ham	M	24 559	0	0	0
Notre-Dame-de-la-Merci	M	0	0	118 089	0
Notre-Dame-de-la-Paix	M	0	0	0	0
Notre-Dame-de-la-Salette	M	0	0	5 534	0
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	V	0	0	0	0
Notre-Dame-de-Lorette	M	59 459	0	64 004	0
Notre-Dame-de-Lourdes	P	0	0	2 185	0
Notre-Dame-de-Lourdes	M	0	0	0	0
Notre-Dame-de-Montauban	M	24 054	0	23 673	0
Notre-Dame-de-Pontmain	M	0	0	90 561	0
Notre-Dame-des-Bois	M	6 162	0	54 493	0
Notre-Dame-des-Monts	M	84 325	0	389	0
Notre-Dame-des-Neiges	M	0	0	21	0
Notre-Dame-des-Pins	P	0	0	0	0
Notre-Dame-des-Prairies	V	0	0	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les
municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité ¹	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	P	0	0	0	0
Notre-Dame-de-Stanbridge	M	0	0	0	0
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	96 380	0	0	0
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	0	0	0	0
Notre-Dame-du-Laus	M	0	0	185 355	0
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P	146 799	0	0	0
Notre-Dame-du-Nord	M	155 146	0	425	0
Notre-Dame-du-Portage	M	0	0	0	0
Notre-Dame-du-Rosaire	M	3 350	0	60 740	0
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	P	0	0	129	0
Nouvelle	M	75 815	0	11 746	0
Noyan	M	0	0	0	0
Ogden	M	0	0	0	0
Oka	M	0	0	8 324	0
Orford	CT	0	0	65 240	0
Ormstown	M	0	0	0	0
Otterburn Park	V	0	0	0	0
Otter Lake	M	0	0	57 317	0
Packington	P	21 700	0	14 098	0
Padoue	M	73 347	0	0	0
Palmarolle	M	0	0	0	0
Papineau	MRC	0	94 000	0	0
Papineauville	M	0	0	0	0
Parisville	P	0	0	0	0
Paspébiac	V	188 021	0	3 028	0
Percé	V	258 167	0	25 750	0
Péribonka	M	0	0	8 913	0
Petite-Rivière-Saint-François	M	0	0	17 024	0
Petite-Vallée	M	28 438	0	4 207	0
Petit-Saguenay	M	195 346	0	73 129	0
Piedmont	M	0	0	0	0
Pierre-De Saurel	MRC	0	60 000	0	0
Pierreville	M	8 141	0	1 580	0
Pike River	M	0	0	0	0
Pincourt	V	0	0	0	0
Piopolis	M	0	0	10 192	0
Plaisance	M	0	0	6 709	0
Plessisville	V	476 412	0	0	0
Plessisville	P	0	0	5 642	0
Pohénégamook	V	157 765	0	78 504	0
Pointe-à-la-Croix	M	236 468	0	39 139	0
Pointe-aux-Outardes	VL	87 557	0	6 249	0
Pointe-Calumet	M	0	0	488	0
Pointe-Claire	V	0	0	0	0
Pointe-des-Cascades	VL	0	0	0	0
Pointe-Fortune	VL	0	0	0	0
Pointe-Lebel	VL	177 877	0	8 413	0
Pontiac	MRC	0	58 000	0	0
Pontiac	TR	0	0	127 806	0
Pontiac	M	0	0	533	0
Pont-Rouge	V	0	0	0	0
Portage-du-Fort	VL	29 286	0	0	0
Port-Cartier	V	0	0	144 747	0
Port-Daniel--Gascons	M	571 175	0	18 198	0
Portneuf	MRC	0	241 000	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.
2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les
municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Portneuf	TR	0	0	15 769	0
Portneuf	V	0	0	0	0
Portneuf-sur-Mer	M	189 090	0	32 647	0
Potton	CT	0	0	0	0
Pouliaries	M	112 130	0	5 787	0
Preissac	M	0	0	23 508	0
Prévost	V	0	0	0	0
Price	VL	354 646	0	0	0
Princeville	V	163 837	0	0	0
Québec	AG	0	0	0	0
Québec	V	0	0	0	0
Racine	M	0	0	23 883	0
Ragueneau	P	395 567	0	28 443	0
Rapide-Danseur	M	3 626	0	9 004	0
Rapides-des-Joachims	M	7 396	0	64 004	0
Rawdon	M	0	0	12 419	0
Rémigny	M	46 189	0	76 797	0
Repentigny	V	0	0	0	0
Richelieu	V	0	0	0	0
Richmond	V	295 115	0	0	0
Rigaud	V	0	0	24	0
Rimouski	V	0	0	20 169	0
Rimouski-Neigette	MRC	0	310 000	0	0
Rimouski-Neigette	TR	0	0	15 199	0
Ripon	M	0	0	8 168	0
Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT	10 345	0	1 849	0
Rivière-à-Claude	M	59 459	0	16 669	0
Rivière-à-Pierre	M	0	0	76 669	0
Rivière-au-Tonnerre	M	37 206	0	42 084	0
Rivière-Beaudette	M	0	0	0	0
Rivière-Bleue	M	380 495	0	32 424	0
Rivière-du-Loup	MRC	0	188 000	0	0
Rivière-du-Loup	V	0	0	112	0
Rivière-Éternité	M	90 382	0	136 298	0
Rivière-Héva	M	0	0	12 510	0
Rivière-Ouelle	M	0	0	0	0
Rivière-Rouge	AG	0	0	0	0
Rivière-Rouge	V	0	0	102 737	0
Rivière-Saint-Jean	M	58 506	0	72 140	0
Robert-Cliche	MRC	0	61 000	0	0
Roberval	V	410 282	0	23 277	0
Rochebaucourt	M	70 315	0	15 166	0
Roquemaure	M	34 131	0	2 849	0
Rosemère	V	0	0	0	0
Rougemont	M	0	0	0	0
Roussillon	MRC	0	200 000	0	0
Rouville	MRC	0	43 000	0	0
Rouyn-Noranda	V	0	1 054 000	479 602	0
Roxton	CT	0	0	0	0
Roxton Falls	VL	76 211	0	0	0
Roxton Pond	M	0	0	7 428	0
Sacré-Coeur	M	146 330	0	29 514	0
Sacré-Coeur-de-Jésus	P	0	0	0	0
Saguenay	V	0	0	80 335	0
Saint-Adalbert	M	83 069	0	32 214	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.
2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les
municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Saint-Adelme	P	69 788	0	1 005	0
Saint-Adelphe	P	0	0	0	0
Saint-Adolphe-d'Howard	M	0	0	17 753	0
Saint-Adrien	M	0	0	0	0
Saint-Adrien-d'Irlande	M	0	0	0	0
Saint-Agapit	M	0	0	0	0
Saint-Aimé	M	0	0	0	0
Saint-Aimé-des-Lacs	M	0	0	70 887	0
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	M	0	0	40 191	0
Saint-Alban	M	0	0	14 021	0
Saint-Albert	M	0	0	0	0
Saint-Alexandre	M	0	0	0	0
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M	65 574	0	390	0
Saint-Alexandre-des-Lacs	P	66 017	0	13 902	0
Saint-Alexis	M	0	0	0	0
Saint-Alexis-de-Matapédia	M	175 660	0	161	0
Saint-Alexis-des-Monts	P	0	0	302 634	0
Saint-Alfred	M	0	0	0	0
Saint-Alphonse	M	123 745	0	2 214	0
Saint-Alphonse-de-Granby	M	0	0	0	0
Saint-Alphonse-Rodriguez	M	0	0	2 653	0
Saint-Arnable	M	0	0	0	0
Saint-Ambroise	M	0	0	3 921	0
Saint-Ambroise-de-Kildare	M	0	0	0	0
Saint-Anaclet-de-Lessard	P	0	0	35	0
Saint-André	M	1 796	0	4 430	0
Saint-André-Avellin	M	43 672	0	0	0
Saint-André-d'Argenteuil	M	0	0	0	0
Saint-André-de-Restigouche	M	63 259	0	8 317	0
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	VL	78 257	0	24 844	0
Saint-Anicet	M	0	0	0	0
Saint-Anselme	M	0	0	0	0
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	P	0	0	0	0
Saint-Antoine-de-Tilly	M	0	0	0	0
Saint-Antoine-sur-Richelieu	M	0	0	0	0
Saint-Antonin	M	0	0	30 371	0
Saint-Apollinaire	M	0	0	0	0
Saint-Armand	M	0	0	0	0
Saint-Arsène	P	64 344	0	0	0
Saint-Athanase	M	66 697	0	73 408	0
Saint-Aubert	M	0	0	0	0
Saint-Augustin	P	82 207	0	14 153	0
Saint-Augustin	M	181 768	0	119 082	0
Saint-Augustin-de-Desmaures	V	0	0	0	0
Saint-Augustin-de-Woburn	P	14 535	0	130 540	0
Saint-Barnabé	P	39 790	0	163	0
Saint-Barnabé-Sud	M	0	0	0	0
Saint-Barthélemy	P	0	0	0	0
Saint-Basile	V	0	0	0	0
Saint-Basile-le-Grand	V	0	0	0	0
Saint-Benjamin	M	13 325	0	43	0
Saint-Benoît-Labre	M	0	0	0	0
Saint-Bernard	M	0	0	0	0
Saint-Bernard-de-Lacolle	P	0	0	0	0
Saint-Bernard-de-Michaudville	M	0	0	0	0

1¹ Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.
2² Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Saint-Blaise-sur-Richelieu	M	0	0	0	0
Saint-Bonaventure	M	0	0	0	0
Saint-Boniface	M	0	0	0	0
Saint-Bruno	M	0	0	0	0
Saint-Bruno-de-Guigues	M	15 338	0	263	0
Saint-Bruno-de-Kamouraska	M	47 380	0	66	0
Saint-Bruno-de-Montarville	V	0	0	15 956	0
Saint-Calixte	M	0	0	1 543	0
Saint-Camille	CT	0	0	0	0
Saint-Camille-de-Lellis	P	193 505	0	107 184	0
Saint-Casimir	M	56 481	0	0	0
Saint-Célestin	VL	26 566	0	0	0
Saint-Célestin	M	0	0	0	0
Saint-Césaire	V	0	0	0	0
Saint-Charles-Borromée	M	0	0	0	0
Saint-Charles-de-Bellechasse	M	0	0	0	0
Saint-Charles-de-Bourget	M	0	0	984	0
Saint-Charles-Garnier	P	98 346	0	5 189	0
Saint-Charles-sur-Richelieu	M	0	0	0	0
Saint-Christophe-d'Arthabaska	P	0	0	0	0
Saint-Chrysostome	M	0	0	0	0
Saint-Claude	M	0	0	0	0
Saint-Clément	P	107 196	0	0	0
Saint-Cléophas	P	105 090	0	8 153	0
Saint-Cléophas-de-Brandon	M	0	0	0	0
Saint-Clet	M	0	0	0	0
Saint-Colomban	V	0	0	0	0
Saint-Côme	M	0	0	44 249	0
Saint-Côme--Linière	M	185 128	0	9 451	0
Saint-Constant	V	0	0	0	0
Saint-Cuthbert	M	0	0	0	0
Saint-Cyprien	M	176 802	0	22 028	0
Saint-Cyprien	P	128 507	0	0	0
Saint-Cyprien-de-Napierville	M	0	0	0	0
Saint-Cyrille-de-Lessard	P	8 911	0	64 195	0
Saint-Cyrille-de-Wendover	M	0	0	0	0
Saint-Damase	P	97 142	0	5 703	0
Saint-Damase	M	0	0	0	0
Saint-Damase-de-L'Islet	M	58 933	0	70 038	0
Saint-Damien	P	0	0	67 486	0
Saint-Damien-de-Buckland	P	11 865	0	0	0
Saint-David	M	0	0	0	0
Saint-David-de-Falardeau	M	0	0	65 491	0
Saint-Denis-de-Brompton	M	0	0	9 187	0
Saint-Denis-De La Bouteillerie	M	0	0	0	0
Saint-Denis-sur-Richelieu	M	0	0	0	0
Saint-Didace	P	0	0	0	0
Saint-Dominique	M	0	0	0	0
Saint-Dominique-du-Rosaire	M	41 724	0	34 052	0
Saint-Donat	P	51 586	0	419	0
Saint-Donat	M	0	0	146 524	0
Sainte-Adèle	V	0	0	7 561	0
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	0	0	0	0
Sainte-Agathe-des-Monts	AG	0	0	24	0
Sainte-Agathe-des-Monts	V	0	0	42	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Sainte-Angèle-de-Mérici	M	145 167	0	0	0
Sainte-Angèle-de-Monnoir	M	0	0	0	0
Sainte-Angèle-de-Prémont	M	53 503	0	0	0
Sainte-Anne-de-Beaupré	V	0	0	0	0
Sainte-Anne-de-Bellevue	V	0	0	0	0
Sainte-Anne-de-la-Pérade	M	0	0	256	0
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	2 724	0	0	0
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	M	0	0	0	0
Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	0	0	0	0
Sainte-Anne-des-Lacs	P	0	0	0	0
Sainte-Anne-des-Monts	V	553 719	0	20 969	0
Sainte-Anne-de-Sorel	M	0	0	0	0
Sainte-Anne-des-Plaines	V	0	0	0	0
Sainte-Anne-du-Lac	M	0	0	100 202	0
Sainte-Anne-du-Sault	M	52 163	0	0	0
Sainte-Apolline-de-Patton	P	64 254	0	44 249	0
Sainte-Aurélie	M	1 941	0	40	0
Sainte-Barbe	M	0	0	0	0
Sainte-Béatrix	M	0	0	0	0
Sainte-Brigide-d'Iberville	M	0	0	0	0
Sainte-Brigitte-de-Laval	V	0	0	0	0
Sainte-Brigitte-des-Saults	P	0	0	0	0
Sainte-Catherine	V	0	0	0	0
Sainte-Catherine-de-Hatley	M	0	0	46	0
Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	V	0	0	11 992	0
Sainte-Cécile-de-Lévrard	P	1 403	0	0	0
Sainte-Cécile-de-Milton	M	0	0	0	0
Sainte-Cécile-de-Whitton	M	0	0	0	0
Sainte-Christine	P	0	0	0	0
Sainte-Christine-d'Auvergne	M	0	0	599	0
Sainte-Claire	M	0	0	0	0
Sainte-Clotilde	M	0	0	0	0
Sainte-Clotilde-de-Beauce	M	0	0	0	0
Sainte-Clotilde-de-Horton	M	6 784	0	0	0
Sainte-Croix	M	0	0	0	0
Saint-Edmond-de-Grantham	P	0	0	0	0
Saint-Edmond-les-Plaines	M	109 659	0	14 579	0
Saint-Édouard	M	0	0	0	0
Saint-Édouard-de-Fabre	P	46 529	0	8 892	0
Saint-Édouard-de-Lotbinière	P	0	0	10 295	0
Saint-Édouard-de-Maskinongé	M	54 956	0	0	0
Sainte-Edwidge-de-Clifton	CT	0	0	0	0
Sainte-Élisabeth	M	0	0	0	0
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	M	0	0	0	0
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	M	0	0	58 618	0
Sainte-Eulalie	M	0	0	820	0
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	51 562	0	28 268	0
Sainte-Famille	P	0	0	0	0
Sainte-Félicité	M	97 974	0	1 300	0
Sainte-Félicité	M	81 231	0	2 431	0
Sainte-Flavie	P	4 322	0	0	0
Sainte-Florence	M	195 761	0	10 372	0
Sainte-Françoise	P	39 697	0	3 022	0
Sainte-Françoise	M	0	0	4 068	0
Sainte-Genève-de-Batiscan	P	0	0	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.
2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Sainte-Geneviève-de-Berthier	M	0	0	0	0
Sainte-Germaine-Boulé	M	106 939	0	1 695	0
Sainte-Gertrude-Manneville	M	58 461	0	9 484	0
Sainte-Hedwidge	M	109 679	0	120 996	0
Sainte-Hélène-de-Bagot	M	0	0	0	0
Sainte-Hélène-de-Chester	M	0	0	0	0
Sainte-Hélène-de-Kamouraska	M	58 012	0	0	0
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P	36 865	0	0	0
Sainte-Hénédine	P	0	0	0	0
Sainte-Irène	P	11 743	0	11 561	0
Sainte-Jeanne-d'Arc	P	45 290	0	52	0
Sainte-Jeanne-d'Arc	VL	81 371	0	26 234	0
Sainte-Julie	V	0	0	317	0
Sainte-Julienne	M	0	0	2 358	0
Sainte-Justine	M	120 619	0	3 051	0
Sainte-Justine-de-Newton	M	0	0	0	0
Saint-Élie-de-Caxton	M	0	0	202	0
Saint-Éloi	P	6 670	0	0	0
Sainte-Louise	P	44 265	0	0	0
Saint-Elphège	P	0	0	0	0
Sainte-Luce	M	0	0	970	0
Sainte-Lucie-de-Beauregard	M	58 889	0	26 688	0
Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	0	0	30 228	0
Saint-Elzéar	M	97 354	0	15 557	0
Saint-Elzéar	M	0	0	0	0
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	M	59 583	0	20 707	0
Sainte-Madeleine	VL	0	0	0	0
Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	116 057	0	28 944	0
Sainte-Marcelline-de-Kildare	M	0	0	117	0
Sainte-Marguerite	P	0	0	0	0
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	V	0	0	5 697	0
Sainte-Marguerite--Estérel	AG	0	0	0	0
Sainte-Marguerite-Marie	M	67 668	0	17 508	0
Sainte-Marie	V	0	0	0	0
Sainte-Marie-de-Blandford	M	1 807	0	6 072	0
Sainte-Marie-Madeleine	P	0	0	0	0
Sainte-Marie-Salomé	P	0	0	0	0
Sainte-Marthe	M	0	0	0	0
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	V	0	0	0	0
Sainte-Martine	M	0	0	0	0
Sainte-Mélanie	M	0	0	0	0
Saint-Émile-de-Suffolk	M	0	0	1 207	0
Sainte-Monique	M	0	0	0	0
Sainte-Monique	M	0	0	32 689	0
Sainte-Paule	M	0	0	24 930	0
Sainte-Perpétue	M	390 657	0	111 005	0
Sainte-Perpétue	P	0	0	0	0
Sainte-Pétronille	VL	0	0	0	0
Saint-Éphrem-de-Beauce	M	81 437	0	0	0
Saint-Épiphane	M	62 533	0	57	0
Sainte-Praxède	P	0	0	21 649	0
Sainte-Rita	M	103 685	0	7 721	0
Sainte-Rose-de-Watford	M	40 481	0	13 293	0
Sainte-Rose-du-Nord	P	0	0	14 231	0
Sainte-Sabine	P	72 125	0	763	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.
2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Sainte-Sabine	M	0	0	0	0
Sainte-Séraphine	P	0	0	0	0
Sainte-Sophie	M	0	0	0	0
Sainte-Sophie-de-Lévrard	P	0	0	0	0
Sainte-Sophie-d'Halifax	M	0	0	0	0
Saint-Esprit	M	0	0	0	0
Sainte-Thècle	M	24 577	0	37 093	0
Sainte-Thérèse	V	0	0	0	0
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	166 028	0	0	0
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	M	0	0	4 194	0
Saint-Étienne-de-Beauharnois	M	0	0	0	0
Saint-Étienne-de-Bolton	M	0	0	0	0
Saint-Étienne-des-Grès	P	0	0	67	0
Saint-Eugène	M	0	0	0	0
Saint-Eugène-d'Argentenay	M	86 778	0	57	0
Saint-Eugène-de-Guigues	M	9 844	0	3 206	0
Saint-Eugène-de-Ladrière	P	33 761	0	51 477	0
Sainte-Ursule	P	19 300	0	0	0
Saint-Eusèbe	P	35 269	0	1 553	0
Saint-Eustache	V	0	0	0	0
Saint-Évariste-de-Forsyth	M	0	0	0	0
Sainte-Victoire-de-Sorel	M	0	0	0	0
Saint-Fabien	P	17 839	0	6 120	0
Saint-Fabien-de-Panet	P	211 229	0	44 071	0
Saint-Faustin--Lac-Carré	M	0	0	23 377	0
Saint-Félicien	V	51 530	0	28 058	0
Saint-Félix-de-Dalquier	M	22 715	0	3 294	0
Saint-Félix-de-Kingsey	M	0	0	0	0
Saint-Félix-de-Valois	M	0	0	0	0
Saint-Félix-d'Otis	M	0	0	46 625	0
Saint-Ferdinand	M	0	0	0	0
Saint-Ferréol-les-Neiges	M	0	0	0	0
Saint-Flavien	M	0	0	0	0
Saint-Fortunat	M	1 043	0	0	0
Saint-François-d'Assise	M	208 211	0	10 172	0
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M	0	0	3 696	0
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0
Saint-François-de-Sales	M	160 825	0	43 179	0
Saint-François-du-Lac	M	15 497	0	973	0
Saint-François-Xavier-Brompton	M	0	0	2 665	0
Saint-François-Xavier-de-Viger	M	59 634	0	18 058	0
Saint-Frédéric	P	6 737	0	0	0
Saint-Fulgence	M	0	0	68 287	0
Saint-Gabriel	V	512 782	0	0	0
Saint-Gabriel-de-Brandon	M	0	0	0	0
Saint-Gabriel-de-Rimouski	M	79 720	0	5 150	0
Saint-Gabriel-de-Valcartier	M	0	0	13 909	0
Saint-Gabriel-Lalemant	M	138 091	0	2 472	0
Saint-Gédéon	M	0	0	32	0
Saint-Gédéon-de-Beauce	M	137 191	0	0	0
Saint-Georges	V	435 091	0	0	0
Saint-Georges-de-Clarenceville	M	0	0	0	0
Saint-Georges-de-Windsor	M	0	0	0	0
Saint-Gérard-Majella	P	0	0	0	0
Saint-Germain	P	0	0	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Saint-Germain-de-Grantham	M	0	0	0	0
Saint-Gervais	M	0	0	0	0
Saint-Gilbert	P	6 451	0	0	0
Saint-Gilles	P	0	0	0	0
Saint-Godefroi	CT	66 962	0	1 948	0
Saint-Guillaume	M	0	0	0	0
Saint-Guy	M	40 795	0	27 125	0
Saint-Henri	M	0	0	0	0
Saint-Henri-de-Taillon	M	0	0	994	0
Saint-Herménégilde	M	0	0	0	0
Saint-Hilaire-de-Dorset	P	13 835	0	0	0
Saint-Hilarion	P	8 495	0	83	0
Saint-Hippolyte	M	0	0	5 161	0
Saint-Honoré	M	0	0	7 621	0
Saint-Honoré-de-Shenley	M	729	0	0	0
Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	195 518	0	42 334	0
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M	0	0	19 377	0
Saint-Hugues	M	0	0	0	0
Saint-Hyacinthe	V	0	0	0	0
Saint-Ignace-de-Loyola	M	0	0	0	0
Saint-Ignace-de-Stanbridge	M	0	0	0	0
Saint-Irénée	P	0	0	0	0
Saint-Isidore	M	0	0	0	0
Saint-Isidore	P	0	0	0	0
Saint-Isidore-de-Clifton	M	0	0	0	0
Saint-Jacques	M	0	0	0	0
Saint-Jacques-de-Leeds	M	0	0	0	0
Saint-Jacques/Wolfestown	P	0	0	330	0
Saint-Jacques-le-Mineur	M	0	0	0	0
Saint-Janvier-de-Joly	M	0	0	26 089	0
Saint-Jean-Baptiste	M	0	0	0	0
Saint-Jean-de-Brébeuf	M	0	0	0	0
Saint-Jean-de-Cherbourg	P	58 645	0	29 985	0
Saint-Jean-de-Dieu	M	279 912	0	1 976	0
Saint-Jean-de-la-Lande	M	28 301	0	4 752	0
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0
Saint-Jean-de-Matha	M	0	0	0	0
Saint-Jean-Port-Joli	M	0	0	0	0
Saint-Jean-sur-Richelieu	V	0	0	119	0
Saint-Jérôme	V	0	0	0	0
Saint-Joachim	P	0	0	0	0
Saint-Joachim-de-Shefford	M	0	0	5 841	0
Saint-Joseph-de-Beauce	V	156 233	0	0	0
Saint-Joseph-de-Coleraine	M	0	0	29 393	0
Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	20 221	0	4 216	0
Saint-Joseph-de-Lepage	P	0	0	0	0
Saint-Joseph-des-Érables	M	0	0	0	0
Saint-Joseph-de-Sorel	V	251 423	0	0	0
Saint-Joseph-du-Lac	M	0	0	315	0
Saint-Jude	M	0	0	0	0
Saint-Jules	P	3 956	0	0	0
Saint-Julien	M	0	0	0	0
Saint-Just-de-Bretenières	M	184 364	0	62 282	0
Saint-Juste-du-Lac	M	86 359	0	31 362	0
Saint-Justin	M	0	0	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.
2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Saint-Lambert	V	0	0	2 688	0
Saint-Lambert	P	79 602	0	8 558	0
Saint-Lambert-de-Lauzon	M	0	0	0	0
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0
Saint-Lazare	V	0	0	0	0
Saint-Lazare-de-Bellechasse	M	0	0	0	0
Saint-Léandre	P	41 491	0	13 156	0
Saint-Léonard-d'Aston	M	0	0	0	0
Saint-Léonard-de-Portneuf	M	0	0	19 328	0
Saint-Léon-de-Standon	P	0	0	1 451	0
Saint-Léon-le-Grand	P	192 868	0	0	0
Saint-Léon-le-Grand	P	0	0	0	0
Saint-Liboire	M	0	0	0	0
Saint-Liguori	P	0	0	0	0
Saint-Lin--Laurentides	V	0	0	0	0
Saint-Louis	M	0	0	0	0
Saint-Louis-de-Blandford	M	0	0	533	0
Saint-Louis-de-Gonzague	M	97 479	0	334	0
Saint-Louis-de-Gonzague	P	0	0	0	0
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	P	239 017	0	14 432	0
Saint-Luc-de-Bellechasse	M	23 146	0	38 529	0
Saint-Luc-de-Vincennes	M	8 380	0	0	0
Saint-Lucien	M	0	0	0	0
Saint-Ludger	M	97 513	0	2 953	0
Saint-Ludger-de-Milot	M	28 936	0	26 184	0
Saint-Magloire	M	32 901	0	39 230	0
Saint-Majorique-de-Grantham	P	0	0	0	0
Saint-Malachie	P	0	0	0	0
Saint-Malo	M	0	0	0	0
Saint-Marc-de-Figuery	P	0	0	507	0
Saint-Marc-des-Carrières	V	139 354	0	0	0
Saint-Marc-du-Lac-Long	P	71 510	0	15 024	0
Saint-Marcel	M	57 965	0	43 514	0
Saint-Marcel-de-Richelieu	M	0	0	0	0
Saint-Marcellin	P	0	0	13 187	0
Saint-Marc-sur-Richelieu	M	0	0	0	0
Saint-Martin	P	111 596	0	0	0
Saint-Mathias-sur-Richelieu	M	0	0	0	0
Saint-Mathieu	M	0	0	0	0
Saint-Mathieu-de-Beloeil	M	0	0	0	0
Saint-Mathieu-de-Rioux	P	0	0	17 177	0
Saint-Mathieu-d'Harricana	M	0	0	4 486	0
Saint-Mathieu-du-Parc	M	0	0	48 556	0
Saint-Maurice	P	0	0	0	0
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M	238 936	0	22 752	0
Saint-Médard	M	101 774	0	16 957	0
Saint-Michel	M	0	0	0	0
Saint-Michel-de-Bellechasse	M	0	0	0	0
Saint-Michel-des-Saints	M	0	0	231 460	0
Saint-Michel-du-Squatec	M	305 925	0	107 011	0
Saint-Modeste	M	0	0	11 594	0
Saint-Moïse	P	137 505	0	1 670	0
Saint-Narcisse	P	19 124	0	3 256	0
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P	0	0	0	0
Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	13 971	0	38 173	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieu de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Saint-Nazaire	M	0	0	7 394	0
Saint-Nazaire-d'Acton	P	0	0	0	0
Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	866	0	0	0
Saint-Nérée-de-Bellechasse	M	0	0	0	0
Saint-Noël	VL	160 631	0	113	0
Saint-Norbert	P	0	0	0	0
Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	8 492	0	0	0
Saint-Octave-de-Métis	P	43 061	0	0	0
Saint-Odilon-de-Cranbourne	P	16 940	0	117	0
Saint-Omer	M	36 893	0	18 865	0
Saint-Onésime-d'Ixworth	M	43 058	0	8 926	0
Saint-Ours	V	0	0	0	0
Saint-Pacôme	M	106 760	0	0	0
Saint-Pamphile	V	633 603	0	49	0
Saint-Pascal	V	193 430	0	0	0
Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	0	0	0	0
Saint-Patrice-de-Sherrington	M	0	0	0	0
Saint-Paul	M	0	0	0	0
Saint-Paul-d'Abbotsford	M	0	0	0	0
Saint-Paul-de-la-Croix	P	66 538	0	27	0
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	M	0	0	0	0
Saint-Paul-de-Montminy	M	29 544	0	8 055	0
Saint-Paulin	M	56 774	0	17 716	0
Saint-Philémon	P	0	0	39 982	0
Saint-Philibert	M	0	0	0	0
Saint-Philippe	M	0	0	0	0
Saint-Philippe-de-Néri	P	99 278	0	0	0
Saint-Pie	V	0	0	0	0
Saint-Pie-de-Guire	P	0	0	0	0
Saint-Pierre	VL	0	0	0	0
Saint-Pierre-Baptiste	P	0	0	0	0
Saint-Pierre-de-Broughton	M	0	0	0	0
Saint-Pierre-de-Lamy	M	13 765	0	28 280	0
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	P	0	0	10 810	0
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0
Saint-Pierre-les-Becquets	M	0	0	0	0
Saint-Placide	M	0	0	0	0
Saint-Polycarpe	M	0	0	0	0
Saint-Prime	M	135 208	0	17 971	0
Saint-Prosper	M	295 288	0	0	0
Saint-Prosper-de-Champlain	M	35 386	0	0	0
Saint-Raphaël	M	44 732	0	0	0
Saint-Raymond	V	0	0	60 768	0
Saint-Rémi	V	0	0	0	0
Saint-Rémi-de-Tingwick	M	0	0	0	0
Saint-René	P	14 133	0	0	0
Saint-René-de-Matane	M	224 298	0	62 377	0
Saint-Robert	M	0	0	0	0
Saint-Robert-Bellarmin	M	64 685	0	98 939	0
Saint-Roch-de-l'Achigan	M	0	0	0	0
Saint-Roch-de-Mékinac	P	0	0	26 409	0
Saint-Roch-de-Richelieu	M	0	0	0	0
Saint-Roch-des-Aulnaies	P	0	0	0	0
Saint-Roch-Ouest	M	0	0	0	0
Saint-Romain	M	0	0	37 495	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.
2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Saint-Rosaire	P	0	0	792	0
Saint-Samuel	M	14 976	0	0	0
Saints-Anges	P	0	0	0	0
Saint-Sauveur	V	0	0	0	0
Saint-Sébastien	M	18 401	0	0	0
Saint-Sébastien	M	0	0	0	0
Saint-Sévère	P	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	33 776	0	1 419	0
Saint-Siméon	P	73 633	0	134	0
Saint-Siméon	M	15 867	0	39 347	0
Saint-Simon	P	0	0	456	0
Saint-Simon	M	0	0	0	0
Saint-Simon-les-Mines	M	2 245	0	0	0
Saint-Sixte	M	0	0	753	0
Saints-Martyrs-Canadiens	P	0	0	8 963	0
Saint-Stanislas	M	0	0	0	0
Saint-Stanislas	M	19 787	0	25 903	0
Saint-Stanislas-de-Kostka	M	0	0	0	0
Saint-Sulpice	P	0	0	0	0
Saint-Sylvère	M	15 811	0	0	0
Saint-Sylvestre	M	0	0	0	0
Saint-Télesphore	M	0	0	0	0
Saint-Tharcisius	P	123 890	0	1 423	0
Saint-Théodore-d'Acton	M	0	0	0	0
Saint-Théophile	M	135 563	0	68 733	0
Saint-Thomas	M	0	0	0	0
Saint-Thomas-Didyme	M	89 641	0	78 374	0
Saint-Thuribe	P	3 319	0	0	0
Saint-Tite	V	22 858	0	614	0
Saint-Tite-des-Caps	M	0	0	0	0
Saint-Ubalde	M	0	0	122 948	0
Saint-Ulric	M	59 445	0	0	0
Saint-Urbain	P	0	0	34	0
Saint-Urbain-Premier	M	0	0	0	0
Saint-Valentin	M	0	0	0	0
Saint-Valère	M	0	0	674	0
Saint-Valérien	P	33 364	0	16 731	0
Saint-Valérien-de-Milton	M	0	0	0	0
Saint-Vallier	M	0	0	0	0
Saint-Venant-de-Paquette	M	0	0	0	0
Saint-Vianney	M	113 832	0	24 853	0
Saint-Victor	M	6 589	0	0	0
Saint-Wenceslas	M	0	0	0	0
Saint-Zacharie	M	313 404	0	19 280	0
Saint-Zénon	M	0	0	160 778	0
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	86 836	0	1 342	0
Saint-Zéphirin-de-Courval	P	0	0	0	0
Saint-Zotique	M	0	0	0	0
Salaberry-de-Valleyfield	V	0	0	0	0
Sayabec	M	235 356	0	33 905	0
Schefferville	V	285 932	0	16 025	0
Scotstown	V	129 512	0	0	0
Scott	M	0	0	0	0
Senneterre	V	768 818	0	349 526	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieu de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Senneterre	P	84 047	0	33 477	0
Senneville	VL	0	0	0	0
Sept-Îles	V	0	0	173 198	0
Sept-Rivières	MRC	0	814 000	0	0
Sept-Rivières	TR	0	0	88 309	0
Shannon	M	0	0	454	0
Shawinigan	V	2 626 766	229 000	5 428	0
Shawville	M	39 252	0	0	0
Sheenboro	M	0	0	39 012	0
Shefford	CT	0	0	0	0
Sherbrooke	V	0	0	276	0
Shigawake	M	92 146	0	2 268	0
Sorel-Tracy	V	538 958	0	0	0
Stanbridge East	M	0	0	0	0
Stanbridge Station	M	0	0	0	0
Stanstead	V	114 830	0	0	0
Stanstead	CT	0	0	0	0
Stanstead-Est	M	0	0	0	0
Stoke	M	0	0	736	0
Stoneham-et-Tewkesbury	CU	0	0	66 474	0
Stornoway	M	0	0	59 944	0
Stratford	CT	0	0	32 683	0
Stukely-Sud	VL	0	0	0	0
Sutton	V	0	0	0	0
Tadoussac	VL	0	0	2 563	0
Taschereau	M	266 018	0	19 830	0
Témiscaming	V	7 320	0	48 929	0
Témiscamingue	MRC	0	385 000	0	0
Témiscamingue	TR	0	0	39 518	0
Témiscouata	MRC	0	109 000	0	0
Témiscouata-sur-le-Lac	V	61 258	0	33 464	0
Terrasse-Vaudreuil	M	0	0	0	0
Terrebonne	V	0	0	0	0
Thérèse-De Blainville	MRC	0	295 000	0	0
Thetford Mines	V	1 346 916	0	1 386	0
Thorne	M	0	0	1 686	0
Thurso	V	0	0	356	0
Tingwick	M	0	0	0	0
Tourville	M	235 732	0	109 227	0
Trécesson	CT	0	0	9 375	0
Très-Saint-Rédempteur	M	0	0	0	0
Très-Saint-Sacrement	P	0	0	0	0
Tring-Jonction	VL	108 504	0	0	0
Trois-Pistoles	V	468 827	0	0	0
Trois-Rives	M	0	0	86 289	0
Trois-Rivières	V	2 606 184	0	1 937	0
Ulverton	M	0	0	0	0
Upton	M	0	0	0	0
Val-Alain	M	0	0	17 387	0
Val-Brillant	M	42 454	0	0	0
Valcourt	V	22 683	0	0	0
Valcourt	CT	0	0	0	0
Val-David	VL	0	0	0	0
Val-des-Bois	M	0	0	38 199	0
Val-des-Lacs	M	0	0	43 209	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.
2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes.

Prévision des sommes à transférer en 2016-2017 en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ²
Val-des-Monts	M	0	0	18 488	0
Val-d'Or	V	0	0	388 960	0
Val-Joli	M	0	0	0	0
Vallée-de-l'Or	TR	88 273	0	19 239	0
Vallée-Jonction	M	62 490	0	0	0
Val-Morin	M	0	0	184	0
Val-Racine	M	0	0	35 964	0
Val-Saint-Gilles	M	50 698	0	9 563	0
Varennnes	V	0	0	0	0
Vaudreuil-Dorion	V	0	0	0	0
Vaudreuil-Soulanges	MRC	0	173 000	0	0
Vaudreuil-sur-le-Lac	VL	0	0	0	0
Venise-en-Québec	M	0	0	0	0
Verchères	M	0	0	0	0
Victoriaville	V	819 168	0	0	0
Ville-Marie	V	69 938	0	0	0
Villeroy	M	0	0	28 201	0
Waltham	M	0	0	63 005	0
Warden	VL	0	0	0	0
Warwick	V	39 492	0	0	0
Waterloo	V	215 935	0	0	0
Waterville	V	0	0	0	0
Weedon	M	0	0	0	0
Wentworth	CT	0	0	6 424	0
Wentworth-Nord	M	0	0	19 083	0
Westbury	CT	0	0	0	0
Westmount	V	0	0	0	0
Wickham	M	8 482	0	0	0
Windsor	V	97 676	0	0	0
Wotton	M	45 564	0	0	0
Yamachiche	M	9 993	0	0	0
Yamaska	M	0	0	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

2: Programme regroupé avec le programme des compensations tenant lieux de taxes.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Annexe 3

Demande n° 19

Sommes transférées (montant total et sommes ventilées) aux municipalités en vertu du pacte fiscal, en précisant les montants et catégories, en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, détaillées par municipalité.

Fonds de développement des territoires

RÉGION	MRC	TOTAL FDT 2015-2016
Bas-St-Laurent	La Matapédia	1 213 044 \$
Bas-St-Laurent	Matanie	992 634 \$
Bas-St-Laurent	La Mitis	1 060 034 \$
Bas-St-Laurent	Rimouski-Neigette	806 613 \$
Bas-St-Laurent	Les Basques	913 503 \$
Bas-St-Laurent	Rivière-du-Loup	766 692 \$
Bas-St-Laurent	Témiscouata	1 189 449 \$
Bas-St-Laurent	Kamouraska	976 492 \$
Saguenay-Lac-St-Jean	Le Domaine-du-Roy	979 529 \$
Saguenay-Lac-St-Jean	Maria-Chapdelaine	1 131 322 \$
Saguenay-Lac-St-Jean	Lac-Saint-Jean-Est	1 056 029 \$
Saguenay-Lac-St-Jean	Saguenay	998 404 \$
Saguenay-Lac-St-Jean	Le Fjord-du-Saguenay	1 010 777 \$
Capitale-Nationale	Charlevoix-Est	874 298 \$
Capitale-Nationale	Charlevoix	858 999 \$
Capitale-Nationale	L'Île-d'Orléans	502 942 \$
Capitale-Nationale	La Côte-de-Beaupré	571 192 \$
Capitale-Nationale	La Jacques-Cartier	562 907 \$
Capitale-Nationale	Québec	1 671 655 \$
Capitale-Nationale	Portneuf	1 051 045 \$
Mauricie	Mékinac	961 629 \$
Mauricie	Shawinigan	870 403 \$
Mauricie	Maskinongé	1 258 771 \$
Mauricie	La Tuque	833 481 \$
Mauricie	Trois-Rivières	819 839 \$
Mauricie	Les Chenaux	795 451 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Annexe 3

Demande n° 19

Sommes transférées (montant total et sommes ventilées) aux municipalités en vertu du pacte fiscal, en précisant les montants et catégories, en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, détaillées par municipalité.

Fonds de développement des territoires

RÉGION	MRC	TOTAL FDT 2015-2016
Estrie	Le Granit	754 821 \$
Estrie	Les Sources	891 374 \$
Estrie	Le Haut-Saint-François	939 557 \$
Estrie	Le Val-Saint-François	749 216 \$
Estrie	Sherbrooke	691 045 \$
Estrie	Coaticook	614 027 \$
Estrie	Memphrémagog	741 142 \$
Montréal	Montréal	8 550 489 \$
Outaouais	Papineau	1 043 860 \$
Outaouais	Gatineau	733 950 \$
Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais	710 484 \$
Outaouais	La Vallée-de-la-Gatineau	1 160 089 \$
Outaouais	Pontiac	986 841 \$
Abitibi-Témiscamingue	Témiscamingue	1 007 919 \$
Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda	852 829 \$
Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Ouest	1 258 566 \$
Abitibi-Témiscamingue	Abitibi	1 018 625 \$
Abitibi-Témiscamingue	Vallée-de-l'Or	1 048 670 \$
Côte-Nord	La Haute-Côte-Nord	996 659 \$
Côte-Nord	Manicouagan	851 014 \$
Côte-Nord	Sept-Rivières	824 230 \$
Côte-Nord	Caniapiscou	570 918 \$
Côte-Nord	Minganie	815 379 \$
Côte-Nord	Golfe-du-Saint-Laurent	925 819 \$
Nord-du-Québec	Baie-James	2 330 354 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Les Îles-de-la-Madeleine	949 516 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Annexe 3

Demande n° 19

Sommes transférées (montant total et sommes ventilées) aux municipalités en vertu du pacte fiscal, en précisant les montants et catégories, en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, détaillées par municipalité.

Fonds de développement des territoires

RÉGION	MRC	TOTAL FDT 2015-2016
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Le Rocher-Percé	1 391 231 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	La Côte-de-Gaspé	1 161 333 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	La Haute-Gaspésie	1 199 838 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	1 244 314 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Avignon	1 083 728 \$
Chaudière-Appalaches	L'Islet	898 559 \$
Chaudière-Appalaches	Montmagny	868 301 \$
Chaudière-Appalaches	Bellechasse	808 308 \$
Chaudière-Appalaches	La Nouvelle-Beauce	677 308 \$
Chaudière-Appalaches	Robert-Cliche	680 644 \$
Chaudière-Appalaches	Les Etchemins	899 972 \$
Chaudière-Appalaches	Beauce-Sartigan	713 347 \$
Chaudière-Appalaches	Les Appalaches	882 226 \$
Chaudière-Appalaches	Lotbinière	734 788 \$
Chaudière-Appalaches	Lévis	498 399 \$
Laval	Laval	1 764 451 \$
Lanaudière	D'Autray	982 328 \$
Lanaudière	L'Assomption	619 923 \$
Lanaudière	Joliette	700 679 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 20

État de situation du régime de financement des centres d'urgence 9-1-1.

L'Entente 2007-2013 sur un partenariat fiscal et financier avec les municipalités a prévu une mesure visant à faire en sorte que tous les clients d'un service téléphonique soient désormais tenus de contribuer au financement des centres d'urgence 9-1-1, y compris ceux qui sont desservis par des fournisseurs de téléphonie sans fil, qui ne contribuaient pas jusqu'alors. Il a été décidé que cette mesure prendrait la forme d'une taxe municipale.

Les dispositions législatives requises pour la mise en œuvre de la mesure ont été adoptées par l'Assemblée nationale en 2008 et 2009 (projet de loi 45). Le règlement gouvernemental encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 est entré en vigueur le 26 juin 2009. Au cours de l'été et de l'automne 2009, les municipalités ont adopté leur règlement imposant la taxe. Le ministre a désigné, le 2 novembre 2009, l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec (Agence) comme l'organisme chargé de recevoir et de gérer le produit de la taxe municipale imposée aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1. Enfin, le conseil d'administration de l'Agence a adopté, le 13 novembre 2009, la formule de répartition du produit de cette taxe entre les municipalités.

La taxe municipale a commencé à s'appliquer le 1^{er} décembre 2009. Cette taxe, qui est de 0,40 \$ par mois par numéro de téléphone, remplace le tarif municipal mensuel de 0,47 \$, qui était appliqué depuis 1995. Les clients (utilisateurs des services de téléphonie filaire et sans fil) qui doivent maintenant payer cette taxe sont deux fois plus nombreux que ceux qui payaient le tarif municipal (i.e. les utilisateurs des services de téléphonie filaire), le nombre passant de 4,4 millions à plus de 8 millions. Les montants versés aux municipalités par l'Agence en 2010 (29,7 M\$ pour 11 mois), en 2011 (36,6 M\$), 2012 (37,1 M\$), 2013 (37,0 M\$), en 2014 (40,7 M\$) et en 2015 (37,6 M\$) constituent une majoration importante des sommes mises à la disposition des centres d'urgence 9-1-1 par rapport au régime antérieur (21,1 M\$ en 2009), permettant ainsi d'améliorer le service. Toutefois, le montant de la taxe 9-1-1 versé aux municipalités de 40,7 M\$ en 2014 ne constitue pas un comparatif valable, car il incorpore des corrections liées aux années précédentes par Revenu Québec, qui ne sont pas réparties annuellement.

En octobre 2013, le MAMOT a entrepris une démarche de révision de la taxe municipale pour le 9-1-1, dont le montant est de 0,40 \$ par mois depuis 2009. Conformément à l'obligation de consultation prévue par l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1), le Ministère a consulté, du 10 novembre au 8 décembre 2014, l'Union des municipalités du Québec, la Fédération québécoise des municipalités et la Ville de Montréal, les représentants des fournisseurs de services téléphoniques et les exploitants des centres d'urgence 9-1-1 sur l'option d'ajuster le montant mensuel de la taxe pour le 9-1-1, sans modifier aucune autre modalité de perception ou de gestion de la taxe. La Ville de Québec a aussi été consultée bien qu'il ne s'agissait pas d'une obligation légale.

La démarche a abouti à la prépublication à la Gazette officielle du Québec (G.O.Q.), le 16 décembre 2015, d'un projet de règlement pour augmenter, dès le 1^{er} août 2016, à 0,46 \$ le montant de la taxe pour le 9-1-1, suivi le 24 février 2016 de l'adoption par le Conseil des ministres du décret d'édiction du règlement qui a été publié le 9 mars 2016 à la G.O.Q. Le MAMOT informera alors les municipalités de la nécessité de modifier leur règlement pour ajuster le montant de la taxe prélevée et de le soumettre à l'approbation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Des revenus municipaux additionnels d'environ 6 M\$ seront générés par la majoration du montant de la taxe pour le 9-1-1.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 21

Liste des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement. Indiquer le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.

Municipalité de Saint-Augustin contre Procureur général du Québec

Réclamation sur contrat.

Municipalité de Sainte-Anne-de-Beaupré contre Procureure générale du Québec

Requête introductive d'instance en injonction.

Le dossier est à l'étape des procédures écrites et, à ce jour, aucune mesure n'a été prise par les parties pour s'entendre.

Ville de Chambly c. PGO, 500-17-088821-155

Requête en nullité de la décision de la ministre de la Sécurité publique de refuser que la Ville de Chambly crée son propre corps de police, et d'une décision du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire de maintenir la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent et de prolonger l'entente intermunicipale, jusqu'au 31 décembre 2020, à laquelle est partie la Ville de Chambly.

Promotion Saguenay inc. c. la Procureure générale du Québec et l'Honorable Pierre Moreau

Requête en jugement déclaratoire visant à faire interpréter les articles 7.1, 9, 84, 93 et 94 de la Loi sur les compétences municipales (Chapitre C-47.1). Requête présentée, à la suite de la publication du « Rapport du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire concernant la vérification de Promotion Saguenay inc. », en septembre 2013.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 22

Pour 2015-2016, fournir la liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, d'un rôle, d'une résolution ou d'une autre ordonnance du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal, présentées par le procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes.

La Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) contre la Municipalité de Saint-Henri-de-Taillon et la Procureure générale du Québec

Recours en annulation de règlements de la Municipalité de Saint-Henri-de-Taillon. Tarification abusive de la Sépaq pour les immeubles dont elle est propriétaire dans le « Parc national de la Pointe-Taillon ».

La PGQ demande aussi la nullité des règlements visés.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 23

Pour 2015-2016, fournir la liste des recours exercés par le procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer ses fonctions. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.

Aucun.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 24

Pour 2015-2016, fournir la liste des actions en déclaration d'incapacité ou des requêtes en *quo warranto* intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions électives.

Aucune action en déclaration d'incapacité ou des requêtes en quo warranto.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 25

Pour 2015-2016, fournir la liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat du membre d'un conseil municipal présentées par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leurs fonctions électives.

Le Ministère n'a eu aucun dossier à cet effet.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 26

Pour 2015-2016, fournir la liste des vérifications effectuées par le ministère dans des municipalités. Indiquer les motifs des vérifications (soupçons d'inefficacité, de malversation, etc.), les objets visés par ces vérifications (contrats, avantages reçus par des élus, etc.), les suites de ces vérifications (recommandation à une municipalité, transfert d'un dossier au procureur général, etc.) et les dates prévues pour le dépôt des rapports à venir.

Travaux effectués par le Service de la vérification du Ministère en matière de gestion contractuelle (projet de loi n° 76 de 2010, chapitre I)

Depuis 2010, le Ministère effectue des vérifications (audits) portant principalement sur la gestion contractuelle faite par les organismes municipaux. Les travaux réalisés visent à s'assurer du respect des dispositions législatives pertinentes et des principes de saine gestion. L'équipe de vérification en gestion contractuelle est sous la responsabilité du Ministère et fait également partie de l'Unité permanente anticorruption (UPAC), ce qui permet l'échange de renseignements.

Les organismes municipaux faisant l'objet d'un audit sont sélectionnés à partir d'une analyse de risque qui tient compte des plaintes soumises au Ministère, de l'information recueillie en matière de gestion des programmes d'aide portant sur les infrastructures et des autres directions du Ministère, des partenaires de l'UPAC, ainsi que des informations diffusées par les médias ou toute autre source.

Les rapports produits incluent les commentaires des organismes municipaux audités et sont publiés sur le site Web du Ministère. Les recommandations formulées aux organismes municipaux, et les directives émises, s'il y a lieu, font l'objet d'un suivi et visent à guider les responsables municipaux dans l'amélioration de la gestion municipale. De tels suivis ont été effectués dans huit municipalités et un rapport synthèse a été publié. Le suivi des recommandations concernant deux municipalités ainsi que le suivi d'une directive sont en cours de réalisation.

Au cours de 2015-2016, le Ministère a publié des rapports concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, la MRC du Haut-Saint-Laurent et la Cité de la culture et du sport de Laval. Un mandat d'accompagnement a également été effectué à la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. Les audits réalisés ont permis de constater, dans certains cas, le non-respect de dispositions législatives, notamment, la division de contrats, l'absence d'appels d'offres et un processus d'attribution inadéquat. Au 29 février 2016, quatre mandats d'audit sont en cours de réalisation, en plus d'un mandat d'accompagnement à la Ville de Lac-Mégantic.

L'équipe de vérification effectue également, à la demande de l'UPAC, des vérifications ponctuelles. Celles-ci concernent généralement l'analyse du processus d'attribution des contrats ou d'un aspect spécifique de la gestion d'une municipalité ayant fait l'objet d'un signalement à l'UPAC. Dans ces cas, un rapport interne est produit et destiné au Commissaire associé aux vérifications administratives de l'UPAC. Au cours de la période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016, onze vérifications ponctuelles ont été complétées. Au 29 février 2016, vingt-et-une vérifications ponctuelles sont en cours de réalisation.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 27

Liste des subventions versées aux différentes associations municipales en 2015-2016.

Aucune subvention versée aux associations municipales en 2015-2016.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 28

État de la révision des schémas d'aménagement au Québec, fournir la liste complète des schémas complétés en 2015-2016 et la liste complète des schémas dont la révision connaît un retard, en précisant les raisons du retard. Indiquer la nature et l'objet des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales. Indiquer quels schémas sont en cours d'analyse et n'ont pas fait l'objet d'un avis gouvernemental à ce jour.

Pour l'ensemble des 101 MRC, en date du 29 février 2016, la situation est la suivante (voir le tableau détaillé fourni à l'**annexe 1**) :

- 77 MRC disposent d'un schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) en vigueur;
- 12 MRC ont adopté leur SADR, mais celui-ci n'est pas en vigueur;
- 10 MRC ont adopté leur projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR) sans avoir franchi d'autres étapes;
- 2 autres MRC, soit la MRC de La Côte-de-Beaupré et l'Agglomération de Montréal, n'ont pas encore entrepris la révision de leur schéma d'aménagement et de développement (SAD). Pour la MRC de La Côte-de-Beaupré, il s'agit d'une situation particulière puisque le SAD de cette MRC fut le dernier à être entré en vigueur, le 30 septembre 2002, à la suite du règlement d'un litige qui a porté sur la délimitation de la ligne des hautes eaux naturelles et qui a requis l'adoption d'une législation spéciale. La MRC de La Côte-de-Beaupré a, par ailleurs, adopté une modification qui remplace intégralement le contenu de son SAD dans le cadre de la concordance au plan d'aménagement et de développement (PMAD) de la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ). L'Agglomération de Montréal n'a pas entrepris la révision de son SAD, mais a respecté l'obligation qui lui était faite d'adopter un plan d'urbanisme unifié pour son territoire, ce dernier ayant été adopté le 23 novembre 2004.

Par ailleurs, les PMAD de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et de la CMQ sont entrés en vigueur le 12 mars 2012 et le 15 juin 2012 respectivement.

La révision des SAD a été entreprise par la plupart des MRC en 1994. Le processus de révision prévoit l'adoption du PSADR (1^{er} projet) dans un délai de 2 ans de la date du début de la révision. La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) ne fixe aucun délai pour les étapes suivantes, soit l'adoption du second PSADR (2^e projet), la période des assemblées publiques de consultation et l'adoption finale du SADR.

En vertu de la LAU, la responsabilité du processus de révision des SAD appartient aux MRC. Le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire doit pour sa part statuer sur la conformité des SAD aux orientations gouvernementales en aménagement du territoire.

ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA RÉVISION
DES SCHÉMAS D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT
Au 29 février 2016

Note : La trame grisée indique qu'il s'agit d'un territoire compris en totalité ou en partie dans le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) ou de la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) selon le cas. Le terme MRC désigne ici les 87 MRC et les 14 villes ou agglomérations exerçant certaines compétences de MRC.

- 77 MRC disposent d'un schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) en vigueur. S'ajoutent également à ce total les 2 plans métropolitains d'aménagement et de développement (PMAD) de la CMM et de la CMQ qui sont entrés en vigueur le 12 mars 2012 et le 15 juin 2012 respectivement.

MRC et communauté métropolitaine	Date d'entrée en vigueur SADR/PMAD
Ville de Mirabel ¹	1996-04-30
Les Collines-de-l'Outaouais ²	1998-02-04
Papineau ³	1998-02-26
Le Haut-Saint-François	1998-06-16
Memphrémagog ⁴	1998-12-22
Agglomération de Longueuil ⁵	1999-02-25
Antoine-Labelle	1999-03-24
Les Sources	1999-04-14
Ville de Shawinigan ⁶	1999-07-30
Agglomération de La Tuque	2000-03-24
Coaticook	2000-06-22
Beauharnois-Salaberry	2000-06-28
Les Laurentides	2000-06-29
Bellechasse	2000-08-08
Le Haut-Saint-Laurent	2000-11-01
Acton	2000-12-15
Pontiac	2001-02-23
La Matapédia	2001-05-09
Lac-Saint-Jean-Est	2001-06-27
La Matanie	2001-07-13
L'Île-d'Orléans	2001-08-22
Le Val-Saint-François	2002-08-09
Les Appalaches	2002-10-10
Les Moulins	2002-12-18
Maskinongé	2002-12-20
Le Granit ⁷	2003-04-25
Les Maskoutains	2003-09-18
La Côte-de-Gaspé	2004-03-31
Le Haut-Richelieu	2004-06-23
La Jacques-Cartier	2004-07-15
Vaudreuil-Soulanges	2004-10-22
Rouville	2005-02-04
Thérèse-De Blainville	2005-03-10
Beauce-Sartigan	2005-04-01
La Vallée-de-l'Or	2005-05-20
La Nouvelle-Beauce	2005-05-20
Lotbinière	2005-06-22
Les Pays-d'en-Haut	2005-10-27
Marguerite-D'Youville	2006-02-14
Les Etchemins	2006-03-22

¹ La Ville de Mirabel a adopté un projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR) de 3^e génération le 7 mars 2005.
² La MRC des Collines-de-l'Outaouais a adopté un PSADR de 3^e génération le 18 avril 2013.
³ La MRC de Papineau a adopté un SADR de 3^e génération le 18 février 2015.
⁴ La MRC de Memphrémagog a adopté un PSADR de 3^e génération le 15 avril 2009.
⁵ L'Agglomération de Longueuil a adopté un PSADR de 3^e génération le 10 juillet 2014.
⁶ La Ville de Shawinigan a adopté un PSADR de 3^e génération le 8 juillet 2014.
⁷ La MRC du Granit a adopté un PSADR de 3^e génération le 21 mai 2014.

MRC et communauté métropolitaine	Date d'entrée en vigueur SADR/PMAD
Roussillon	2006-03-22
Arthabaska	2006-04-04
La Vallée-du-Richelieu	2007-02-02
Les Chenaux	2007-06-21
Maria-Chapdelaine	2007-06-27
La Mitis	2007-07-05
Bécancour	2007-12-18
Mékinac	2008-02-27
La Rivière-du-Nord	2008-03-18
Ville de Lévis	2008-09-16
Brome-Missisquoi	2008-09-23
Bonaventure	2008-10-10
Portneuf	2009-03-09
Montcalm	2009-05-08
Argenteuil	2009-06-01
Le Rocher-Percé	2010-01-14
Rimouski-Neigette	2010-03-25
Agglomération des Îles-de-la-Madeleine	2010-06-25
Robert-Cliche	2011-02-09
Témiscouata	2010-10-14
Abitibi	2010-10-18
L'Islet	2010-10-19
Ville de Rouyn-Noranda	2010-07-27
Nicolet-Yamaska	2011-05-19
Ville de Saguenay	2011-10-18
Charlevoix-Est	2012-01-10
Le Fjord-du-Saguenay	2012-03-02
Manicouagan	2012-04-03
Témiscamingue	2012-10-10
Communauté métropolitaine de Montréal (PMAD)	2012-03-12
Communauté métropolitaine de Québec (PMAD)	2012-06-15
L'Assomption ⁸	2012-12-19
L'Érable	2013-11-06
Les Jardins-de-Napierville	2014-12-16
Ville de Sherbrooke	2014-11-25
La Haute-Yamaska	2014-12-19
Charlevoix	2015-05-06
Le Domaine-du-Roy	2015-10-01
Ville de Gatineau ⁹	2015-12-04

⁸ La MRC de L'Assomption a adopté son SADR de 3^e génération qui est entré en vigueur le 19 décembre 2012.

⁹ La Ville de Gatineau a adopté son SADR de 3^e génération qui est entré en vigueur le 4 décembre 2015.

- 12 MRC ont adopté leur SADR mais celui-ci n'est pas en vigueur, soit en raison des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales, soit parce qu'il est en cours d'analyse et que l'avis gouvernemental n'a pas été signifié à ce jour.

MRC	Date d'adoption du dernier SADR de remplacement
Avignon	2010-11-24
Joliette	2012-10-16
Matawinie	2014-07-09
Caniapiscau	2015-09-25
Abitibi-Ouest	2015-12-03
Kamouraska	2016-02-19
	Date d'adoption du SADR
Deux-Montagnes	2006-03-22
D'Autray	2009-10-21
Rivière-du-Loup	2013-10-03
La Haute-Gaspésie	2014-10-14
Le Golfe-du-Saint-Laurent ¹⁰	2015-07-21
	Date d'adoption du SADR
Drummond	2015-09-16

- 10 MRC ont adopté leur projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR) sans avoir franchi d'autres étapes.

MRC	Date d'adoption du PSADR
Pierre-De Saurel	2000-08-09
Agglomération de Québec	2001-02-27
Les Basques	2001-10-18
Sept-Rivières	2002-02-19
Ville de Laval	2002-06-19
Montmagny	2002-07-09
Minganie	2009-05-19
La Haute-Côte-Nord	2011-08-16
La Vallée-de-la-Gatineau ¹¹	2015-08-18
Ville de Trois-Rivières	2015-10-19

- 2 MRC n'ont pas entrepris la révision de leur schéma d'aménagement et de développement (SAD).

MRC	Date d'entrée en vigueur du SAD de 1 ^{re} génération
La Côte-de-Beaupré ¹²	2002-09-30
Agglomération de Montréal	1987-12-31

¹⁰ La MRC du Golfe-du-Saint-Laurent a été créée le 7 juillet 2010. Elle a adopté un règlement édictant son SAD qui, en vertu du décret de création de la MRC, correspond à un SADR.

¹¹ La MRC de La Vallée-de-la-Gatineau avait adopté un PSADR le 29 octobre 1999 pour lequel elle a reçu un avis de non-conformité. Elle a décidé d'abandonner ce projet et de recommencer le processus avec l'adoption d'un nouveau PSADR le 18 août 2015.

¹² La MRC de La Côte-de-Beaupré a adopté une modification à son SAD qui fait la concordance au PMAD de la CMQ. Entré en vigueur le 17 janvier 2014, ce règlement remplace intégralement le contenu de son SAD de 1^{re} génération.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 29	Pour 2015-2016, fournir la liste des schémas d'aménagement révisés envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le Ministère. Indiquer le nombre de schémas approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de schémas révisés qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque schéma révisé non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du schéma révisé.
---------------	--

Projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR)									
	Nombre	MRC*	N° de règlement	Date de réception	Date de l'avis	Motifs du refus	Date de réception du SAD de remplacement	Avis sur remplacement	Date de l'avis
Signifiés	2								
Non conformes	1	Trois-Rivières	74/2015	15-10-22	16-02-15	Voir avis annexés (Annexe 1)	S. O.		
	1	La Vallée-de-la-Gatineau	S.O.	15-11-02	16-02-29				
Schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR)									
	Nombre	MRC *	N° de règlement	Date de signification	Date de l'avis	Motifs du refus	Date de réception du SAD de remplacement	Avis sur remplacement	Date de l'avis
Signifiés	3								
Non conformes	1	Papineau	144-2015	15-04-17	15-08-06	Voir avis annexé (Annexe 2)	S. O.		
	1	Le Golfe-du-St-Laurent	07-AR982-2015	15-07-27	15-09-24				
	1	Drummond	MRC-773	15-09-16	16-01-14				
Remplacement de schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR)									
	Nombre	MRC *	N° de règlement	Date de signification	Date de l'avis	Motifs du refus	Date de réception du SAD de remplacement	Avis sur remplacement	Date de l'avis
Signifiés	6								
Conformes	1	Le Domaine-du-Roy	239-2015	15-07-20	15-10-01	S. O.			
	1	Gatineau	2050-2016	15-10-29	15-12-04				
Non conformes	1	Gatineau	2050-2015	15-04-30	15-08-13	Voir avis annexé (Annexe 3)	15-10-29	Conforme	15-12-04
	1	Caniapiscau	99	15-09-25	16-01-21		aucune nouvelle demande en date du 28 février 2016		
En analyse	1	Abitibi-Ouest	06-2015	15-12-03	Échéance légale le : 16-04-01				
	1	Kamouraska	191	16-02-19	Échéance légale le : 16-06-18				

* Le terme MRC désigne ici les 87 MRC et les 14 villes ou agglomérations exerçant certaines compétences de MRC.

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Occupation
du territoire

Québec

Le sous-ministre

Québec, le 15 février 2016

Monsieur Yves Lévesque
Maire
Ville de Trois-Rivières
1325, place de l'Hôtel-de-Ville
Trois-Rivières (Québec) G9A 5H3

Monsieur le Maire,

Le 19 octobre 2015, la Ville de Trois-Rivières a adopté son premier projet de schéma d'aménagement et de développement révisé. Ainsi que le prévoit la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, je vous transmets l'avis gouvernemental sur ce projet.

Je tiens d'abord à souligner le travail de la Ville de Trois-Rivières afin de se doter d'un outil de planification structurant, qui guidera son développement pour les prochaines années. Ce travail témoigne de la volonté de votre ville d'orienter l'aménagement du territoire selon une perspective de développement durable et d'améliorer la qualité de vie des citoyens. Il permet également de répondre à certains enjeux d'aménagement dans le respect des particularités de ce territoire.

Dans l'ensemble, les orientations, les objectifs et les mesures de votre projet de schéma d'aménagement et de développement révisé rejoignent les orientations gouvernementales en aménagement du territoire. Cependant, certains aspects du document doivent être précisés ou révisés afin d'être conformes à celles-ci. Ces éléments, présentés à l'annexe ci-jointe, devront être ajustés avant l'adoption de la version finale du schéma d'aménagement et de développement révisé.

... 2

Québec
Aile Chauveau, 4^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9663
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9663

À cet égard, il est important de poursuivre la réflexion en vue d'apporter les modifications nécessaires notamment en matière de gestion de l'urbanisation, de planification des infrastructures, des équipements et services publics, de contribution à la santé, à la sécurité et au bien-être publics, de conservation, protection et mise en valeur des territoires d'intérêt et de protection du territoire et des activités agricoles.

Les ministères et les organismes mandataires de l'État, qui ont participé à la réalisation du présent avis, ont exprimé le désir de poursuivre le travail de concertation amorcé avec votre ville dans le cadre des étapes à venir pour l'adoption du schéma d'aménagement et de développement révisé.

Je suis confiant, Monsieur le Maire, que la Ville de Trois-Rivières pourra adopter un schéma d'aménagement et de développement révisé qui respectera les orientations du gouvernement.

Madame Sandra Baron, de la Direction régionale de la Mauricie du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre ville dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 819 371-6653, poste 80403.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

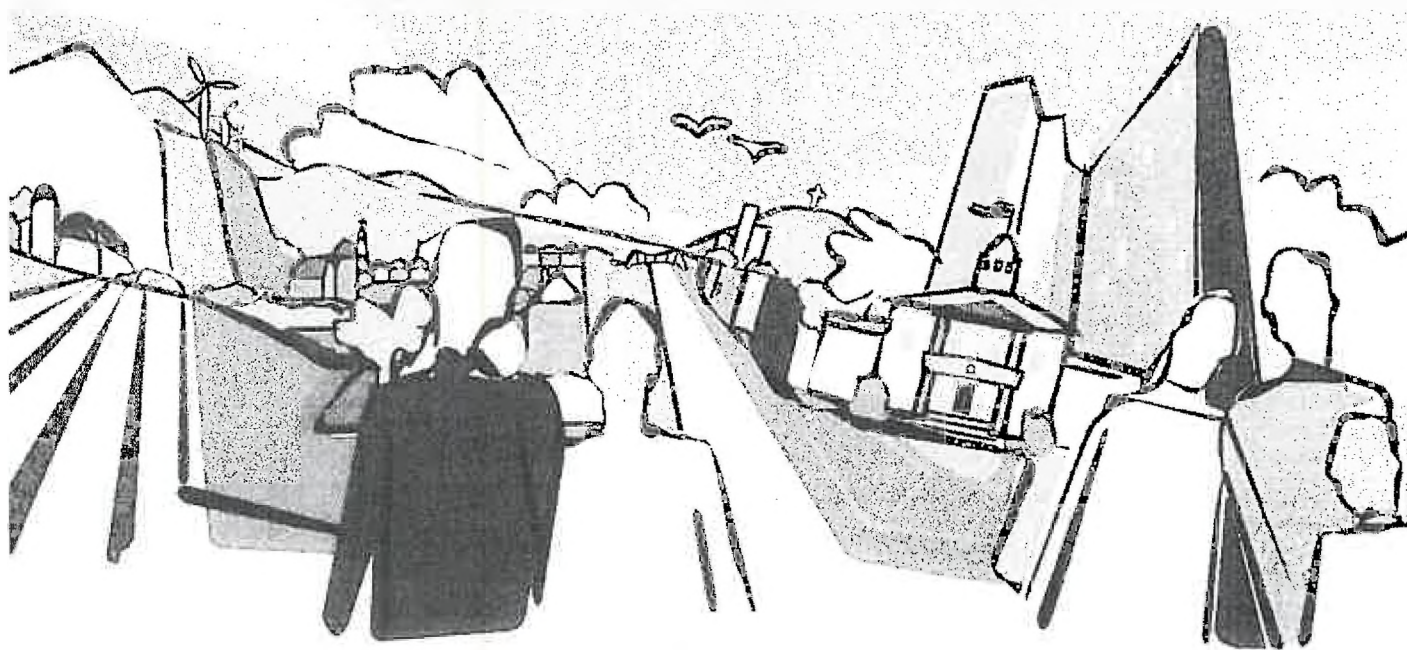
Le sous-ministre,



Sylvain Boucher

***Annexe de l'avis sur le
projet de schéma
d'aménagement et de
développement révisé***

Ville de Trois-Rivières



Février 2016

Québec 

Avis gouvernemental en vertu de l'article 56.4 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme

Ce document a été réalisé par la Direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire (DGUAT) du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT).

© Gouvernement du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, 2016

ISBN : 978-2-550-75111-3 (imprimé)

Dépôt légal – 2016

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

Tous droits réservés. La reproduction de ce document par quelque procédé que ce soit et sa traduction, même partielles, sont interdites sans l'autorisation des Publications du Québec.

Table des matières

Liste des principaux acronymes utilisés dans le document	8
Notes au lecteur	8
Présentation	8
1 La vision stratégique	11
2 La gestion de l'urbanisation	13
2.1 Le concept d'organisation spatiale	13
2.2 Les orientations en matière de gestion de l'urbanisation	13
2.3 Les priorités d'urbanisation	14
2.4 La revitalisation des noyaux urbains et villageois	16
2.5 Les usages complémentaires	16
2.6 Les usages permis à l'extérieur des PU	17
2.7 Les espaces commerciaux et industriels	18
3 La planification des infrastructures, des équipements et services publics	21
3.1 Les équipements et les services collectifs	21
3.1.1 L'habitat	21
3.1.2 Les services aux personnes	21
3.2 Les équipements et les infrastructures de transport terrestres, maritime et aérien	22
3.2.1 Le transport collectif des personnes, le réseau cyclable, le transport ferroviaire, maritime et aérien	23
3.2.2 Le réseau de transport hors route	25
3.3 L'occupation du sol à proximité des infrastructures et équipements de transport	25
3.3.1 Le long du réseau routier	25
3.3.2 À proximité du port et de l'aéroport	25
3.4 Les équipements et les infrastructures de transport d'électricité	26
4 La contribution à la santé, à la sécurité et au bien-être publics ainsi qu'à la protection de l'environnement	27
4.1 Les risques d'origine naturelle	27
4.1.1 Les plaines inondables	27
4.1.2 Les zones exposées aux glissements de terrain	27
4.2 Les risques d'origine anthropique et les nuisances	28
4.2.1 Les immeubles, ouvrages et activités à risques	28
4.2.2 Les matières résiduelles	29

4.2.3	Les terrains contaminés	29
4.2.4	Les nuisances sonores reliées aux voies de circulation	30
4.2.5	Les nuisances sonores reliées aux postes de transformation d'énergie	31
4.2.6	Les usages à proximité des prises de captage d'eau	32
4.2.7	La salubrité publique et les normes de lotissement	33
5	La conservation, la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt	35
5.1	Les rivières et le littoral des lacs et des zones d'eau	35
5.2	Le milieu naturel	35
5.2.1	Le patrimoine naturel	35
5.2.2	Les habitats des espèces fauniques menacées ou vulnérables	36
5.2.3	Les habitats et les refuges fauniques	36
6	La protection du territoire et des activités agricoles	39
6.1	La caractérisation de la zone agricole	39
6.2	La cohabitation des usages en zone agricole	40
6.3	Les ilots déstructurés	40
6.4	Le contingentement des élevages	41
	Les commentaires généraux	42
	Liste des interlocuteurs des ministères et organismes mandataires de l'État	43

Liste des principaux acronymes utilisés dans ce document

Acronymes techniques

CPTAQ :	Commission de protection du territoire agricole du Québec
DJME :	Débit journalier moyen estival
DJMA :	Débit journalier moyen annuel
LAU :	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
PATP :	Plan d'affectation du territoire public
PDZA :	Plan de développement de la zone agricole
PU :	Périmètre d'urbanisation
PSADR :	Projet de schéma d'aménagement et de développement révisé
PPRLPI :	Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables
RCI :	Règlement de contrôle intérimaire
SADR :	Schéma d'aménagement et de développement révisé
VHR :	Véhicule hors route
ZPA :	Zone prioritaire d'aménagement
ZR :	Zone de réserve

Ministères et organismes mandataires de l'État

MAMOT :	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
MAPAQ :	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
MCC :	Ministère de la Culture et des Communications
MDDELCC :	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MERN :	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
MFFP :	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
MSP :	Ministère de la Sécurité publique
MSSS :	Ministère de la Santé et des Services sociaux
MTMDET :	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports
SHQ :	Société d'habitation du Québec
Société HQ :	Société Hydro-Québec

Annexe 1 : Lexique

Dans le présent avis gouvernemental, l'utilisation des termes a son importance. La Loi impose un contenu obligatoire et propose un contenu facultatif au schéma d'aménagement et de développement. De même, le gouvernement, les ministères et les organismes publics administrent des lois et des politiques qui peuvent avoir un caractère obligatoire eu égard au contenu du schéma d'aménagement et de développement révisé. Ainsi, lorsque l'avis gouvernemental précise que « le gouvernement demande... », le ministère demande... » ou que « la Ville doit..., devra... », il s'agit d'un élément obligatoire pour l'entrée en vigueur du schéma.

De plus, le gouvernement, les ministères et les organismes publics souhaitent transmettre à la Ville des informations qu'ils trouvent pertinentes, proposer des bonifications au contenu du schéma, sensibiliser la Ville à une problématique particulière. En conséquence, lorsque le texte précise qu'un « ministère incite..., souhaite..., invite..., informe... » ou que « la Ville devrait... , pourrait... », il s'agit là soit d'une information, soit d'une amélioration, soit d'un élément de sensibilisation que la Ville aurait avantage à considérer ou bénéficierait de son inclusion au schéma, tout en étant libre de le faire ou non.

PROJET DE SCHÉMA

Le présent document constitue une annexe à l'avis gouvernemental sur le projet de schéma d'aménagement et de développement révisé, ci-après appelé projet de schéma révisé, adopté par la Ville de Trois-Rivières le 19 octobre 2015. Préparé conformément à l'article 56.4 de la LAU, il indique les orientations que le gouvernement, ses ministères, ses mandataires et les organismes publics poursuivent en matière d'aménagement sur le territoire de la ville de Trois-Rivières ainsi que les projets d'équipements, d'infrastructures et d'aménagement qu'ils entendent réaliser sur ce territoire.

Le projet de schéma de la Ville de Trois-Rivières est analysé eu égard aux orientations relatives à l'ensemble du territoire québécois inscrites dans le document intitulé « *Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement - Pour un aménagement concerté du territoire* », auquel se sont ajoutés quatre documents complémentaires¹.

Plusieurs orientations d'aménagement énoncées dans le projet de schéma révisé rejoignent les préoccupations gouvernementales. Cependant, certains objectifs, affectations du territoire et mesures de mise en œuvre ne concordent pas avec ces orientations. Les ministères et les organismes consultés sur le projet sont désireux de poursuivre les échanges avec la Ville. Plusieurs apportent des commentaires, soulignent certaines lacunes et certains formulent des objections dont la Ville doit tenir compte avant d'adopter le second projet de schéma d'aménagement et de développement révisé. La liste des représentants des ministères et des organismes du gouvernement est présentée à la fin du présent document.

¹ Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement - Pour un aménagement concerté du territoire, Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires municipales, Document complémentaire, 1995, 32 pages.

Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement - La protection du territoire et des activités agricoles, Document complémentaire révisé, Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires municipales et de la Métropole, 2001, 52 pages.

Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement - La protection du territoire et des activités agricoles. Précisions relatives à l'encadrement des élevages à forte charge d'odeur, particulièrement porcins, et à la protection du milieu naturel, Addenda au document complémentaire révisé, Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires municipales et des Régions, 2005, 61 pages.

Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement - Pour un développement durable de l'énergie éolienne, Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires municipales et des Régions, 2007, 20 pages.

1 La vision stratégique

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville de Trois-Rivières a adopté un énoncé de vision stratégique dans lequel elle détermine sa vision d'avenir pour le développement de son territoire d'ici 2030. Celle-ci oriente l'ensemble du schéma d'aménagement autour de quatre grands concepts : le carrefour, l'histoire, l'innovation et la qualité de vie.

Huit énoncés sectoriels accompagnés d'orientations déterminent le cadre pour sa mise en œuvre autour des thématiques suivantes : la planification et le développement urbain, le transport et la mobilité, l'environnement et la biodiversité, le développement économique, la vitalité du centre-ville, la culture et les loisirs, le développement social et communautaire, l'agriculture et la foresterie. Par sa vision, la Ville montre le type de milieu qu'elle veut aménager, les moyens pour y parvenir et la population à qui cet aménagement est destiné.

Le gouvernement est d'avis que la Ville de Trois-Rivières a démontré sa volonté d'adhérer à une planification stratégique, en adoptant l'énoncé de sa vision en amont de son processus de planification territoriale, tel que demandé à l'article 5 de la LAU.

2 La gestion de l'urbanisation

Orientations du gouvernement

Privilégier la consolidation des zones urbaines existantes et prioriser la revitalisation des centres-villes et des secteurs anciens.

Orienter l'extension urbaine dans les parties de territoire (à l'intérieur du périmètre d'urbanisation) pouvant accueillir le développement de façon économique et acceptable au plan environnemental.

Favoriser une approche intégrée du développement pour l'ensemble d'une agglomération urbaine.

2.1 Le concept d'organisation spatiale

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville de Trois-Rivières présente un concept d'organisation spatiale basé sur trois grands secteurs (les secteurs prioritaires d'urbanisation, le territoire agricole et le territoire rural) et sur six pôles d'importance présentant une concentration d'activités à rayonnement régional existantes ou projetées. Avec ce concept de multipolarité, la Ville vise à mieux structurer le développement sur son territoire et à répartir équitablement les coûts associés aux équipements de portée régionale. Le gouvernement souligne le travail de la Ville dans sa présentation du concept d'organisation spatiale. Les éléments de ce concept (pôles, noyaux, liens, etc.) jouent un rôle structurant en termes d'aménagement du territoire et répondent aux orientations gouvernementales.

2.2 Les orientations en matière de gestion de l'urbanisation

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville se dote de deux grandes orientations en matière de gestion de l'urbanisation qui visent à orienter le développement des activités urbaines dans une logique de proximité des grands pôles d'emplois et de services, à favoriser la consolidation des milieux construits et à orienter les nouveaux développements dans une logique de proximité des pôles et de réduction des coûts. La Ville y associe des objectifs qui visent, entre autres, à concentrer le développement urbain autour des grands pôles, favoriser la densification des secteurs résidentiels et la mixité des usages, ce qui répond aux attentes gouvernementales. La Ville favorise donc une approche intégrée et durable du développement à l'échelle de l'ensemble de son agglomération urbaine.

7.3 Les périmètres d'urbanisation

Attentes gouvernementales

Consolider le tissu bâti existant (occuper les lots vacants des villes et villages) en y dirigeant en priorité les fonctions urbaines.

Gérer son extension de façon durable, notamment :

- en vouant au développement urbain concentré les secteurs qui sont contigus au tissu bâti et déjà pourvu d'infrastructures, d'équipements et de services de base ;
- ou en ouvrant au développement urbain les secteurs contigus pouvant être équipés à des coûts municipaux et gouvernementaux acceptables pour la collectivité.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville de Trois-Rivières définit trois PU sur son territoire, le PU central, celui de Pointe-du-Lac et celui de Saint-Louis-de-France. Le gouvernement souligne l'effort de la Ville pour resserrer son développement urbain par rapport à son schéma en vigueur. La Ville délimite 16 affectations sur son territoire dont huit se retrouvent dans les PU : « Noyau urbain central », « Urbaine », « Noyau villageois », « Industrielle », « Industrielle différée », « Aéroportuaire », « Récréative », « Conservation ».

La Ville de Trois-Rivières a identifié clairement la délimitation des trois PU, les zones prioritaires de développement, les zones d'expansion urbaine, les zones de réserve, les densités brutes, les limites de la zone agricole et les affectations. Cependant, au sein des affectations « Noyau urbain central » et « Urbaine », certains secteurs ne sont pas identifiés comme faisant partie des zones prioritaires de développement, des zones d'expansion urbaine ou encore des zones de réserve. Bien que quelques-uns semblent correspondre aux espaces industriels et commerciaux, les intentions d'aménagement pour les secteurs restants n'ont pas été précisées, ce qui ne permet pas de s'assurer que la capacité d'accueil des zones urbaines existantes correspond à la croissance prévisible du développement urbain de la Ville sur le plan résidentiel, industriel et commercial. Aussi, la Ville n'indique pas si les secteurs présentant des contraintes au développement sont soustraits ou non de la comptabilisation des espaces disponibles au développement.

Au sein des trois PU, la Ville répartit les espaces développables à des fins résidentielles dans les zones prioritaires de développement, les zones d'expansion urbaine et les zones de réserve. Elle base son estimation des besoins en matière de logement sur la moyenne de l'historique des permis de construction (de 1996 à 2013) et sur les prévisions de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Selon ses calculs, elle évalue à 7 507 logements ses besoins anticipés pour la période 2015 à 2030, ce qui correspond à peu près aux prévisions basées sur la combinaison des données provenant de l'historique des permis et de l'ISQ (7 400). Elle prévoit répartir son développement résidentiel au sein des zones prioritaires de développement. Ensuite, les superficies disponibles au sein de ses PU dépassant ses besoins anticipés, la Ville identifie des zones d'expansion urbaine et des zones de réserve pour lesquelles elle définit des critères de développement. Elle calcule que les premières zones pourraient accueillir 3 105 logements et les secondes, 794 logements. Pour les zones de

réserve, elle précise qu'elles pourront faire l'objet d'un développement uniquement suite à une modification de schéma. Pour les zones d'expansion urbaine, seuls les règlements d'urbanisme pourront être modifiés. Or, pour le gouvernement, le fait de permettre le développement des zones d'expansion urbaine sans qu'il soit nécessaire de faire une modification au schéma, ouvre de tels secteurs au développement à court terme. Le nombre de logements projetés par la Ville dans les zones prioritaires et les zones d'expansion urbaine (10 612), sur un horizon de 10 à 15 ans, dépasserait donc les besoins estimés (7 400).

Par ailleurs, le gouvernement souligne l'effort de la Ville de Trois-Rivières de « favoriser la densification des nouveaux secteurs de développement résidentiel et des quartiers existants. ». Dans ce cadre, elle présente les densités moyennes des secteurs résidentiels. Cependant, elle identifie le plan et les règlements d'urbanisme comme outils les plus appropriés afin de favoriser une augmentation de la densité des secteurs résidentiels. De plus, le MAMOT remarque que la Ville indique qu'un lot, localisé dans la zone prioritaire de développement, est considéré comme développé lorsque le bâtiment a un coefficient d'emprise au sol (CES) supérieur ou égal à 0,05. Or, un tel CES ne permet pas d'optimiser l'utilisation efficiente du territoire et de consolider les espaces dans les PU.

Enfin, la SHQ constate que la Ville n'a pas dressé de portrait des besoins futurs en matière d'habitation. Couplées aux caractéristiques socio-économiques de sa population, ces données permettraient de relier la croissance prévisible des types de logements et la capacité d'accueil des PU.

Demande du gouvernement

La Ville devra justifier l'évaluation de ses besoins en fonction de la croissance planifiée des diverses activités urbaines (résidentielle, industrielle et commerciale) sur un horizon de 10 à 15 ans, selon les espaces disponibles au développement dans ses PU, sinon elle devra vouer ces espaces à d'autres usages. Si certains secteurs présentent des contraintes au développement, la Ville devra les identifier et préciser s'ils sont soustraits ou non de la comptabilisation des espaces disponibles au développement.

Afin d'assurer la consolidation des zones urbaines existantes sur son territoire, la Ville devra préciser que l'ouverture des zones d'expansion urbaine au développement nécessite une modification du schéma, comme elle le fait déjà pour les zones de réserve.

Recommandation du gouvernement

Afin de favoriser la consolidation urbaine sur son territoire, la Ville pourrait fixer des seuils de densité résidentielle pour les nouveaux secteurs de développement. De plus, le gouvernement recommande à la Ville de revoir les critères de développement fixés dans les zones prioritaires, notamment le CES, afin de consolider ces dernières. Enfin, la Ville pourrait documenter davantage la problématique évolutive de l'habitation sur son territoire afin de mieux anticiper ses besoins futurs en habitation et d'évaluer les espaces requis en conséquence.

2.4 La revitalisation des noyaux urbains et villageois

Attente gouvernementale

Soutenir la revitalisation et le renforcement des centres-villes et des noyaux villageois, des quartiers anciens et des pôles de services, notamment en y maintenant, améliorant et implantant les équipements structurants.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville cible 10 territoires dévitalisés au sein de ses quartiers centraux devant faire l'objet d'une intervention particulière en matière de revitalisation et de redéveloppement. À ce titre, la Ville a prévu divers moyens inscrits à son plan d'action, entre autres, l'élaboration d'un guide d'aménagement et de développement urbain pour favoriser l'intégration harmonieuse des nouveaux développements et des projets de redéveloppement.

Toutefois, la Ville prévoit peu de mesures incitatives à la conservation, la restauration ou la mise en valeur des secteurs centraux. En effet, elle souhaite revoir la vocation des différents territoires sans toutefois encadrer les différentes actions à mettre en place. De plus, la SHQ remarque que les grandes orientations de réaménagement de ces secteurs sont essentiellement à vocations commerciale et institutionnelle, ce qui laisse peu de place à l'habitation. Elle souligne que cette vision pourrait entraîner une gentrification de ces quartiers.

Recommandation du gouvernement

Le gouvernement invite la Ville à se doter de critères ou de règles de réaménagement urbain, de rénovation du cadre bâti et de développement afin de tenir compte du caractère architectural et patrimonial spécifique à chaque secteur identifié comme devant faire l'objet d'une revitalisation. Le gouvernement recommande également à la Ville d'apporter une attention particulière à la fonction de l'habitation, et non seulement aux fonctions commerciale et institutionnelle, ceci afin d'éviter la gentrification de ces quartiers.

2.5 Les usages complémentaires

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

Dans le document complémentaire, le MAMOT constate que la Ville intègre une disposition afin de prévoir des règles particulières applicables aux usages complémentaires. Celle-ci s'applique à l'ensemble de la grille de compatibilité des usages et à tout type d'usage complémentaire. Bien que le gouvernement reconnaisse que certains usages complémentaires puissent être autorisés en dehors des PU, la Ville ne prévoit pas de disposition afin de s'assurer qu'ils demeurent accessoires aux usages principaux, ce qui pourrait engendrer la multiplication de services en dehors des PU.

Demande du gouvernement

Afin de limiter les usages urbains en dehors des PU, la Ville devra prévoir des dispositions afin de s'assurer que les usages complémentaires demeurent accessoires aux usages principaux. Pour les usages complémentaires associés à la résidence, la Ville pourrait notamment préciser le nombre d'employés, la superficie de la résidence, le pourcentage d'occupation, etc. dédiés à ce type d'usage. Si la Ville souhaite permettre des usages complémentaires associés à d'autres types d'usage, elle devra également prévoir un encadrement approprié.

2.6 Les usages permis à l'extérieur des PU

Attente gouvernementale

Contrôler l'urbanisation diffuse à l'extérieur des PU par l'autorisation d'activités et d'usages en lien avec la vocation et les caractéristiques des différentes affectations du territoire.

➤ L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville de Trois-Rivières délimite huit grandes affectations à l'extérieur des PU : « Agricole », « Agroforestière », « Industrielle agricole », « Résidentielle agricole », « Rurale », « Industrielle rurale », « Résidentielle rurale », « Revalorisation » et « Conservation ». Cette dernière se retrouve aussi dans les PU.

L'affectation « Résidentielle rurale » correspond aux grandes concentrations de résidences situées hors des PU. Le gouvernement comprend que ces secteurs sont pour la plupart déjà construits et sont tous situés à proximité des PU. La Ville mentionne dans son document argumentaire que cette affectation totaliserait 161 terrains vacants. Elle y permet aussi la réalisation de trois projets de développement résidentiel (Écodomaine des Forges, Lac-des-Forges ainsi que Rue du Bosquet et Saint-Hilaire) qui pourront être complétés à l'extérieur des PU et qui ne semblent pas comptabilisés dans l'évaluation des besoins résidentiels. Selon la Ville, ils représenteraient un potentiel de 321 logements. Le potentiel de développement de cette affectation, à proximité des PU, pourrait donc nuire à la consolidation des zones urbaines existantes.

De plus, le MAMOT constate que la Ville autorise, dans l'affectation « Résidentielle rurale » et dans le document complémentaire du PSADR, les duplex et l'implantation de nouveaux réseaux d'aqueduc et d'égout et de nouvelles rues, bien qu'elle spécifie dans le document argumentaire que le prolongement des rues et des réseaux existants est permis uniquement afin de faciliter le bouclage des réseaux existants. Le gouvernement est d'avis que cette possibilité pourrait nuire à la consolidation des réseaux existants ainsi qu'à la rentabilisation des investissements publics consentis pour la mise en place de ces derniers, notamment à l'intérieur des PU. De plus, autoriser des duplex et des réseaux permet une densification du développement, ce qui ne favorise pas la consolidation des zones urbaines existantes. Ainsi, le gouvernement considère que ces secteurs s'apparentent davantage à des développements résidentiels de nature urbaine.

Enfin, le MAMOT constate que la Ville permet l'usage « récréation intensive » au sein de l'affectation « Rurale ». Cette catégorie d'usage réfère à des activités sportives, éducatives ou de loisirs incluant les bâtiments et constructions qui s'y rattachent, tel que précisé dans sa définition. Les piscines, arénas, terrains de soccer pourraient donc être assimilés à cet usage, sans précision supplémentaire. Or, autoriser des équipements de loisirs et de sport, qui représentent des infrastructures structurantes, en dehors des PU ne permet pas d'assurer le maintien, l'amélioration et l'implantation des équipements et des services collectifs dans les PU et pourrait nuire à la consolidation de ces derniers.

Demande du gouvernement

Le gouvernement comprend que la Ville souhaite compléter le développement résidentiel amorcé hors des PU, dans l'affectation « Résidentielle rurale ». Cependant, si celle-ci souhaite continuer à différencier ces secteurs des PU, elle devra tout de même les considérer dans l'évaluation de ses besoins liés à la détermination de ses PU. Elle devra aussi indiquer le potentiel total de développement dans cette affectation en incluant les trois projets de développement résidentiel. Enfin, elle devra limiter les usages résidentiels aux résidences unifamiliales isolées et se doter de mécanismes concrets qui lui permettront de contrôler le développement résidentiel dans cette affectation. Elle pourrait préciser que l'implantation et le prolongement des réseaux d'aqueduc et d'égout y sont autorisés uniquement pour des raisons de salubrité publique et que l'ouverture de nouvelles rues est interdite, en ne permettant les nouvelles constructions que sur les rues existantes au moment de l'entrée en vigueur du SADR.

Enfin, la Ville devra s'assurer que l'usage « récréation intensive » qu'elle souhaite permettre en dehors des PU n'inclue pas d'infrastructures structurantes qui se retrouvent normalement dans les PU, telles que les équipements de loisirs et de sport (aréna, piscine, etc.).

2.7 Les espaces commerciaux et industriels

Orientation du gouvernement

Optimiser, par la planification des espaces commerciaux et industriels, les retombées des investissements publics et privés consentis.

Attentes gouvernementales

Les espaces commerciaux

Assurer la rentabilisation des investissements consentis par une planification structurée du développement commercial qui :

- privilégie la consolidation et la valorisation des pôles commerciaux, des centres-villes, des artères commerciales et de rues commerciales traditionnelles existantes ;
- favorise la complémentarité des nouvelles implantations commerciales au regard de ces milieux ;
- optimise les répercussions du développement commercial sur la structure commerciale d'ensemble, sur l'organisation urbaine et sur les transports.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville de Trois-Rivières identifie six pôles commerciaux régionaux qu'elle détaille plus précisément dans son document argumentaire et qu'elle localise sur la carte 7 de son PSADR. Ceux-ci représentent les grandes concentrations de commerces de vente au détail. La Ville délimite deux affectations au sein des PU où devront être orientés ce type de commerces structurants : « Noyau urbain central » et « Urbaine ». Quatre pôles sont existants (Vachon-Barkoff, boulevard des Forges, centre-ville et boulevard des Récollets), un pôle est en développement (District 55) et un autre est à restructurer (Premiers quartiers de Cap-de-la-Madeleine). Toutefois, la Ville ne présente pas d'analyse des tendances et des besoins, mis en relation avec les espaces existants voués à ce type d'usage, ce qui ne permet pas de s'assurer de la consolidation des pôles commerciaux existants et de justifier le développement du pôle du District 55.

Demande du gouvernement

La Ville devra démontrer que les secteurs voués aux commerces structurants sur son territoire assurent la rentabilisation et la consolidation des pôles commerciaux existants en s'assurant que les espaces disponibles correspondent à ses besoins pour ce type d'usage pour les 10 à 15 prochaines années. La Ville pourrait notamment s'appuyer sur un portrait des tendances récentes et de la situation actuelle du commerce sur son territoire et une description des principaux enjeux de développement et d'aménagement des zones commerciales.

Recommandation du gouvernement

Le gouvernement invite la Ville à prévoir des moyens pour appuyer les éléments de sa structure commerciale régionale, notamment la localisation des commerces régionaux au sein des pôles commerciaux identifiés au PSADR, des activités commerciales exclusives à certains pôles ciblés, la vocation attribuée à chaque composante en lien avec des seuils de superficies minimales de plancher, etc.

Les espaces industriels

Assurer la rentabilisation des investissements consentis en privilégiant une planification du développement industriel qui :

- donne la priorité à la consolidation des espaces industriels importants qui existent et la primauté aux secteurs viabilisés et qui protège l'intégrité de ces espaces ;
- tient compte de ses répercussions notamment sur les transports, sur la structure industrielle régionale, sur l'organisation urbaine et sur l'environnement.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville de Trois-Rivières identifie 14 secteurs industriels qu'elle localise sur la carte 6 de son PSADR. Elle délimite trois affectations qui accueillent ces secteurs : « Industrielle », « Industrielle différée » et « Aéroportuaire ». Elle y permet tous les types d'industries et certains types de commerces. La Ville base ses besoins en espaces industriels pour les 15 prochaines années sur les terrains industriels vendus entre 2003 et 2013, ce qui correspond à 252 hectares. Ensuite, elle détaille les différentes superficies disponibles dans ses secteurs industriels en évaluant que 411,1 hectares seraient

développables à court terme. Dans l'affectation « Industrielle différée », 429,4 hectares seraient développables à plus long terme.

Ainsi, la Ville prévoit environ 150 hectares de plus que les besoins qu'elle a évalués, ce qui répondrait, selon l'analyse du gouvernement, à un horizon de développement d'environ 30 ans, ce qui va au-delà de l'horizon de planification de 10 à 15 ans auquel s'attend le gouvernement. De plus, la Ville ne caractérise pas et ne hiérarchise pas ses secteurs industriels en vue de préciser leur vocation ou leur spécialisation au regard de la structure industrielle retenue

Demande du gouvernement

Afin d'optimiser, par la planification des espaces industriels, les retombées des investissements publics ou privés consentis, la Ville de Trois-Rivières devra s'assurer que ses espaces industriels correspondent à ses besoins sur un horizon de 10 à 15 ans.

Aussi, le gouvernement recommande à la Ville de caractériser et de hiérarchiser ses espaces industriels en fonction d'une structure industrielle propre aux spécificités de son territoire.

La Ville devra donc poursuivre sa réflexion concernant la planification des activités industrielles sur son territoire.

3 La planification des infrastructures, des équipements et services publics

3.1 Les équipements et les services collectifs

3.1.1 L'habitat

Orientation du gouvernement

Améliorer les conditions de l'habitat et les adapter au contexte socio-économique.

Attente gouvernementale

S'assurer d'une offre de logements de qualité, variés, abordables et faciles d'accès répondant aux capacités financières et aux besoins diversifiés de la population.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville présente les principaux faits saillants en matière d'habitation pour caractériser la situation de son parc résidentiel. Cependant, la SHQ remarque que la Ville se concentre presque exclusivement sur l'évolution de la construction résidentielle sur son territoire et sur les proportions des typologies existantes. Or, en prenant en compte le déclin industriel de la région de Trois-Rivières, un portrait plus complet serait pertinent (propriétaires versus locataires, besoin pour du logement social, logements ayant besoin de réparations, etc.).

Recommandation du gouvernement

Le gouvernement invite la Ville à documenter davantage la problématique de l'habitation sur son territoire en analysant les besoins en logements selon les caractéristiques socio-économiques de sa population.

3.1.2 Les services aux personnes

Orientation du gouvernement

Maintenir et améliorer les équipements et les services nécessaires à la vie de la collectivité en maximisant leurs retombées sur le milieu urbanisé.

Attente gouvernementale

Assurer le maintien, l'amélioration et l'implantation des équipements et des services collectifs dans les milieux urbanisés (villes et villages) par une planification qui :

- ▣ favorise leur utilisation et leur accessibilité ;
- ▣ privilégie leur localisation optimale en termes de réponse aux besoins sociaux, de support au développement, d'appui à la consolidation des réseaux existants ainsi qu'à la consolidation et à la revitalisation des centres-villes et des noyaux villageois et de rationalisation des dépenses publiques.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

Les équipements culturels

La Ville identifie les différents équipements culturels (bibliothèques, amphithéâtre, centres culturels, musées, salle de spectacles, etc.) qui se trouvent sur son territoire à l'annexe VII : Équipements et infrastructures.

Les équipements de santé et services sociaux

Dans son PSADR, la Ville aborde la question des équipements de santé et de services sociaux. Elle dresse notamment la liste des équipements présents sur son territoire et poursuit l'orientation visant à consolider les milieux construits des PU et réaliser le développement à proximité des pôles d'emploi et de services et des équipements collectifs existants, ce qui rejoint les préoccupations du gouvernement.

Les équipements scolaires

Dans le PSADR, la Ville de Trois-Rivières liste les équipements et infrastructures d'éducation au tableau 22 et les localise à l'annexe VII : Équipements et infrastructures, et ce, conformément aux attentes du gouvernement.

3.2 Les équipements et les infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien

Orientations du gouvernement

Arrimer aux objectifs d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement la planification des infrastructures et des équipements à caractère public et assurer leur viabilité.

Préserver les infrastructures de transport, maintenir les services adéquats à l'utilisateur et soutenir le développement socio-économique des différentes régions du Québec en optimisant les acquis des différents modes de transport.

Attentes gouvernementales

Le transport terrestre

Privilégier une approche intégrée en matière de planification des transports terrestres et d'aménagement du territoire qui :

- donne la priorité au transport collectif et plus particulièrement au transport en commun ;
- favorise l'intermodalité ;
- optimise l'utilisation des équipements et infrastructures, des systèmes et des réseaux existants ;
- assure la conservation du réseau routier tout en soutenant le développement régional et en protégeant l'environnement et le cadre bâti.

Le transport maritime et aérien

Mettre à profit les équipements et les infrastructures de transport maritime et aérien en :

- assurant la qualité et l'efficacité de leur desserte routière;
- préservant leur capacité d'expansion;
- concourant à leur potentiel de développement par la mise en place et l'utilisation de services intermodaux.

3.2.1 Le transport collectif des personnes, le réseau cyclable, le transport ferroviaire, maritime et aérien

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville de Trois-Rivières dresse un portrait du transport sur son territoire en détaillant les différents réseaux de transport terrestre, maritime et aérien dans le chapitre 10 Organisation du transport. Elle se donne comme orientation majeure d'élaborer un plan de transport et de mobilité et définit quatre orientations à l'intention de la Société de transport de Trois-Rivières. Cependant, la seule mention d'établir un plan de transport ne suffit pas à faire ressortir des problématiques et à en décliner des enjeux stratégiques. C'est ainsi que le MTMDET constate que la Ville n'analyse pas les problématiques de déplacement et les enjeux qui y sont associés de manière à établir la demande prévisible en matière de transport terrestre des personnes et des marchandises. Également, elle ne détermine pas la part anticipée du transport devant être assurée par les divers modes de transport, ce qui ne permet pas de privilégier une approche intégrée en matière de planification des transports terrestres et de l'aménagement du territoire.

Par ailleurs, le MTMDET constate des imprécisions dans le PSADR quant aux classes de routes et aux responsabilités de gestion du réseau routier identifiées par la Ville en comparaison avec la classification fonctionnelle du réseau routier supérieur établie par celui-ci.

Ensuite, ce dernier constate que la Ville ne dresse pas le portrait du transport scolaire sur son territoire.

Enfin, il constate que la Ville ne fait pas une description adéquate de l'organisation du transport maritime et des modalités de son intégration avec le transport routier et ferroviaire.

Demandes du gouvernement

Afin de préserver les infrastructures de transport, maintenir les services adéquats à l'usager et soutenir le développement socio-économique en optimisant les acquis des différents modes de transport, la Ville devra compléter son analyse de tous les modes de transport et en dégager les enjeux structurants en évaluant l'adéquation des infrastructures et équipements existants de transport terrestre des personnes et des marchandises au regard des besoins actuels et futurs ainsi que des problématiques de nuisances et de sécurité. Elle devrait mettre en relation cette évaluation avec les pôles d'activités d'importance régionale qu'elle a identifiés dans son concept d'organisation spatiale et des grands axes de développement.

Ensuite, la Ville devra s'assurer d'intégrer la classification fonctionnelle du réseau routier supérieur conformément à celle du MTMDET notamment en identifiant les tronçons de route du réseau supérieur suivants sous la gestion de la municipalité : une partie de la route nationale 138 (de l'intersection avec le chemin Denys-Baron jusqu'à environ 33 mètres après l'intersection de la rue Alice), une partie de la route régionale 157 (de la route nationale 138 jusqu'à l'autoroute 40 et de cet endroit sur une distance d'environ 2 720 mètres).

Enfin, la Ville devra intégrer à sa planification une description du transport scolaire présent sur son territoire.

Recommandations du gouvernement

Le gouvernement recommande à la Ville de documenter davantage les réseaux de camionnage supérieur et local afin d'en assurer l'harmonisation, ainsi que la cohabitation avec le transport des personnes.

Au chapitre du transport maritime, la Ville pourrait inclure les précisions suivantes au paragraphe 229 portant sur le port de Trois-Rivières :

- 2,7 km de quais, 15 postes commerciaux à quais, dont huit offrant une profondeur de 10,7 m;
- un terminal céréalier, 17 réservoirs et un réseau de conduites les reliant aux quais;
- une rampe de type ro-ro (*roll-on/roll off*) fixe, 2 grues portuaires, un réseau de voies ferrées portuaires et un parc portuaire accessible à la population et aux touristes.

Ainsi que l'information suivante :

- depuis 2009, le port de Trois-Rivières a entrepris un important programme de modernisation de ses installations baptisé « CAP sur 2020 », prévoyant des investissements totalisant près de 200 M\$, afin d'augmenter sa capacité, sa productivité et d'assurer une meilleure intégration de ses installations dans son environnement urbain. Les travaux de la phase 1 (2009-2013) ont permis un accroissement, estimé à 23 %, de la capacité d'entreposage et de manutention du port. La planification de ce projet a fait l'objet d'une concertation étroite avec le milieu.

3.2.2 Le réseau de transport hors route

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville identifie à la carte 18 le réseau des véhicules hors route, notamment les sentiers de motoneige et de quad (VTT) présents sur son territoire. Toutefois, le MTMDET remarque que la description de ce réseau est absente du PSADR.

Demande du gouvernement

La Ville devra intégrer à sa planification la description et la localisation du réseau des véhicules hors route, motoneige et quad (VTT).

3.3 L'occupation du sol à proximité des infrastructures et équipements de transport

3.3.1 Le long du réseau routier

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

Le document complémentaire du PSADR ne prévoit pas de normes minimales permettant de gérer adéquatement les corridors du réseau routier supérieur.

Recommandation du gouvernement

Le gouvernement recommande à la Ville d'adopter des mesures concrètes de gestion des accès et des intersections, et d'implantation des bâtiments le long des routes du réseau routier supérieur. Il recommande aussi à la Ville d'assurer la mise en place d'usages compatibles en bordure de ces routes.

3.3.2 À proximité du port et de l'aéroport

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville prévoit des normes de protection pour la navigation aérienne de l'aéroport au paragraphe 308 du document complémentaire, ce qui constitue une mesure pertinente afin de gérer l'occupation du sol à proximité de ce type d'infrastructure.

Cependant, le MTMDET remarque que la Ville n'identifie pas l'aéroport de Trois-Rivières à l'annexe VI (carte des contraintes anthropiques et naturelles).

Recommandation du gouvernement

Le gouvernement recommande à la Ville de localiser l'aéroport de Trois-Rivières à l'annexe VI afin qu'il soit identifié comme une contrainte anthropique, les déplacements des avions générant un niveau sonore élevé.

2.2 Les équipements et les infrastructures de transport et d'électricité

Attente gouvernementale

Contribuer à une planification et à une rationalisation des infrastructures et des équipements électriques en conciliant les préoccupations du milieu et du gouvernement.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville identifie les principaux équipements et infrastructures électriques présents sur son territoire à l'annexe VI : Contraintes anthropiques et naturelles et à l'annexe VII : Équipements et infrastructures, notamment les tours de télécommunication, les postes et les lignes de transport d'électricité, ce qui rejoint les préoccupations du gouvernement et celles d'Hydro-Québec.

4 La contribution à la santé, à la sécurité et au bien-être publics ainsi qu'à la protection de l'environnement

Orientation du gouvernement

Contribuer à la santé, à la sécurité et au bien-être publics ainsi qu'à la protection de l'environnement par une meilleure harmonisation des usages.

4.1 Les risques d'origine naturelle

4.1.1 Les plaines inondables

Attente gouvernementale

Assurer la sécurité des personnes et des biens et viser la réduction des dommages causés par les inondations aux équipements et infrastructures publics en exerçant un contrôle adéquat de l'occupation du sol dans les zones de contraintes naturelles que constituent les plaines d'inondation.

➤ **L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR**

La Ville de Trois-Rivières intègre la cartographie des zones inondables à l'annexe VI : Contraintes anthropiques et naturelles ainsi que les cotes de crues. Elle inclut aussi au document complémentaire des normes particulières respectant celles inscrites à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI) et visant à assurer la sécurité des personnes et des biens, ce qui rejoint les orientations gouvernementales

4.1.2 Les zones exposées aux glissements de terrain

Attente gouvernementale

Assurer la sécurité des personnes et de leurs biens et viser la réduction des dommages causés par les glissements de terrain aux équipements et aux infrastructures publics en exerçant un contrôle adéquat de l'occupation du sol dans les zones soumises à des contraintes en raison des risques de glissements de terrain²

² Définition: Un glissement de terrain peut être défini sommairement comme le mouvement d'une masse de sol ou de roc le long d'une surface de rupture sous l'effet de la gravité, qui s'amorce essentiellement où il y a un talus. Dans la plupart des cas, le mouvement de masse est soudain et rapide

► **L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR**

La Ville de Trois-Rivières intègre deux cartographies des zones exposées aux glissements de terrain à l'annexe VI : Contraintes anthropiques et naturelles et deux cadres normatifs propres à chacune au document complémentaire. L'une a été réalisée en 2011 par la Ville de Trois-Rivières et l'autre par le MTMDET en 2015. Ces cartographies ainsi que les cadres normatifs associés respectent les orientations gouvernementales.

4.2 Les risques d'origine anthropique et les nuisances

La Ville identifie les activités qui peuvent présenter des contraintes significatives aux usages et à l'occupation du territoire en raison des risques et des nuisances qu'elles représentent pour la sécurité publique. Elle établit aussi des orientations, des objectifs, ainsi que des mesures de réciprocité dans ses moyens de mise en œuvre pour encadrer convenablement les risques d'origine anthropique. Cependant, plusieurs ministères constatent que certains éléments relatifs aux contraintes anthropiques n'ont pas été identifiés au PSADR notamment en ce qui concerne les immeubles, ouvrages et activités à risques, les terrains contaminés, les nuisances sonores et les prises de captage d'eau.

4.2.1 Les immeubles, ouvrages et activités à risques

Attente gouvernementale

Contribuer à assurer la santé et la sécurité publiques en prenant en considération, dans la planification de l'occupation du sol, les sources de contraintes majeures de nature anthropique que constituent les immeubles, les ouvrages et les activités à risques présents ou futurs sur le territoire.

► **L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR**

La Ville identifie plusieurs contraintes anthropiques à la carte de l'annexe VI telles que les équipements et infrastructures de transport d'énergie et de télécommunication, les secteurs de niveau sonore élevé, les terrains contaminés, les dépôts à neige, les zones de protection élargie des puits municipaux, etc. Elle établit des dispositions au document complémentaire pour certaines de ces contraintes anthropiques.

Cependant, le MSP, le MSSS et le MDDELCC constatent que certains immeubles, ouvrages et activités à risques pourraient être identifiés au schéma afin d'assurer une meilleure sécurité, notamment les entreprises inscrites à la Base de données des urgences environnementales, les établissements industriels à risque connu. De plus, le MDDELCC remarque que, pour certaines dispositions du document complémentaire, la Ville déterminera au plan d'urbanisme des normes particulières visant l'atténuation des impacts de ces contraintes anthropiques sur la population et l'environnement, notamment pour les corridors ferroviaires, etc.

Recommandations du gouvernement

Afin de contribuer à la santé et la sécurité publiques, le gouvernement recommande à la Ville de déterminer et d'identifier les autres contraintes anthropiques sur son territoire, notamment les installations et équipements utilisant des matières dangereuses.

En outre, le gouvernement recommande à la MRC d'encadrer l'implantation de tous les usages sensibles, tels les usages résidentiels, institutionnels, et récréatifs, à proximité des sources fixes de contraintes pour la sécurité publique et des équipements de transport de matières dangereuses. Elle devrait aussi s'assurer d'appliquer le principe de réciprocité lors de l'implantation d'une source de contrainte anthropique à proximité de ces usages sensibles.

4.2.2 Les matières résiduelles

Attente gouvernementale

Réduire les risques pour la santé et la sécurité publiques et les nuisances au bien-être général qui sont associés aux activités et aux équipements reliés à la gestion des déchets notamment en favorisant une planification concertée de leur implantation et une harmonisation des usages à proximité des équipements et de leur exploitation dans le respect du milieu environnant.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville définit une orientation qui est d'améliorer la gestion des matières résiduelles et identifie 16 équipements et infrastructures de gestion des matières résiduelles sur son territoire au tableau 24 et à la carte de l'annexe VII : Équipements et infrastructures conformément aux orientations gouvernementales. De plus, la Ville prohibe l'implantation de lieux d'enfouissement technique sur son territoire puisque la desserte est déjà assurée par la Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie (RGMRM) qui possède toutes les installations appropriées.

4.2.3 Les terrains contaminés

Attente gouvernementale

Contribuer à la réduction des risques pour la santé et la sécurité publiques et des nuisances ainsi qu'à la protection de la faune, la flore et de l'environnement associés aux terrains contaminés constituant des contraintes majeures notamment par une planification du sol adéquate.

Le gouvernement souhaite que les MRC contribuent à la réduction des risques pour la santé et la sécurité publiques ainsi qu'à la protection de la faune, de la flore et de l'environnement, par une planification adéquate des sols à proximité des terrains contaminés qui constituent une contrainte majeure à l'aménagement du territoire.

► **L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR**

La Ville identifie les terrains contaminés à l'annexe IV. Cependant, le MDDELCC constate que la Ville n'identifie pas comme zones de contraintes anthropiques certains lieux de dépôt de sol et de résidus industriels et n'indique pas leur niveau de risque, ce qui ne permet pas de réduire les nuisances et les risques pour la santé et la sécurité publiques ni d'assurer la protection de l'environnement.

Demande du gouvernement

Le gouvernement demande à la Ville d'intégrer les lieux de dépôt de sol et de résidus industriels suivants comme contraintes anthropiques :

Nom	Adresse	Nature des résidus
Reynolds Aluminium (Alcoa -Ancien lieu d'enfouissement)	4270, rang Saint-Malo Trois-Rivières	Barils, colle, déchets dangereux, matériaux secs, métal, mixte industriel
Sablière Trois-Rivières inc.	Rue Jules-Vachon Trois-Rivières	Boues, dépôt de pâtes et papiers
Ville de Trois-Rivières - Site de la rue de l'Émissaire	Rue de l'Émissaire Trois-Rivières	Dépôt de pâtes et papiers

4.2.4 Les nuisances sonores reliées aux voies de circulation

Attente gouvernementale

Concourir à la réduction des nuisances sonores associées aux voies de circulation et aux réseaux de véhicules hors route qui constituent des contraintes majeures à la santé et au bien-être général en favorisant une planification concertée de leur implantation et une harmonisation des usages à proximité dans le respect du milieu environnant.

► **L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR**

La Ville de Trois-Rivières identifie les isophones 55 dBA_{Leq, 24h} des tronçons routiers et autoroutiers générant des niveaux de bruit susceptibles d'affecter la santé et le bien-être de la population à l'annexe VI : Contraintes anthropiques et naturelles et à la carte 22. Cette identification a été faite suivant un modèle théorique non précisé par la Ville. Or, le gouvernement s'attend à ce que l'identification des voies de circulation soit basée sur l'utilisation des données de circulation du débit journalier moyen estival (DJME). Ainsi, pour qu'un tronçon de route soit reconnu comme une contrainte majeure à l'occupation du sol, il doit avoir un DJME de plus de 5 000 véhicules et une limite de vitesse supérieure à 50 km/h. L'identification des voies de circulation doit également prendre en considération un pourcentage moyen de camions de 10 %. Or, le MTMDET est d'avis que la méthode utilisée pour la définition des isophones doit être clairement indiquée et les données sur les DJME servant à cette identification doivent correspondre à celles du relevé le plus récent.

De plus, la Ville adopte des dispositions permettant d'établir des cas d'exception pour l'application de la Politique sur le bruit routier. Selon le MTMDET, les cas d'exception de l'application de la Politique sur le bruit routier doivent être précisés et, le cas échéant, être assortis de mesures d'atténuation du

bruit. Enfin, les usages sensibles au bruit ne sont ni prohibés ni régis adéquatement par des règles minimales en matière de zonage et de lotissement, tel que le prévoit la Politique sur le bruit routier du MTMDET. En effet, selon cette politique, les usages considérés comme sensibles aux abords des voies de circulation constituant des contraintes majeures regroupent les usages résidentiels, institutionnels et récréatifs. Or, le MTMDET remarque que la Ville n'inclut pas l'usage récréatif dans ces usages au paragraphe 307.

Demandes du gouvernement

Afin de concourir à la réduction des nuisances sonores associées aux voies de circulation qui constituent des contraintes majeures à la santé et au bien-être général en favorisant une planification concertée de leur implantation et une harmonisation des usages à proximité dans le respect du milieu environnant, la Ville de Trois-Rivières devra identifier les isophones 55 dBA_{Leq, 24h} pour chaque tronçon du réseau routier supérieur considéré comme une contrainte majeure à l'aide de l'annexe D de la Politique sur le bruit routier présentée dans le guide intitulé Planification des transports et révision des schémas d'aménagement. Elle devra également indiquer les vitesses affichées et les DJME les plus récents pour ces tronçons.

De plus, elle devra prévoir des règles minimales, notamment des distances adéquates entre les usages sensibles (usages résidentiels, institutionnels et récréatifs) et la ligne médiane des voies de circulation ou des mesures d'atténuation visant, dans les deux cas, à assurer un niveau de bruit inférieur ou égal à 55 dBA_{Leq, 24h} le long des tronçons identifiés.

Ensuite, la Ville devra revoir sa définition des usages prohibés au sein des secteurs de niveau sonore élevé en y incluant les usages récréatifs, et ce, afin de respecter la Politique sur le bruit routier.

Enfin, elle devra identifier clairement les secteurs, en milieu construit existant, où une exception dans l'application de la Politique sur le bruit routier est souhaitée et faire la démonstration que ces exceptions n'aggravent en rien l'exposition de la population aux nuisances sonores afin que le MTMDET puisse évaluer la recevabilité de ces cas.

4.2.5 Les nuisances sonores reliées aux postes de transformation d'énergie

Attente gouvernementale

Veiller à la réduction des nuisances sonores entravant la santé et le bien-être général associées aux postes de transformation d'énergie notamment en favorisant une planification concertée de leur implantation et une harmonisation des usages à proximité au regard de leur exploitation dans le respect du milieu environnant.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville identifie les équipements et infrastructures de transport d'énergie et de télécommunication à la carte de l'annexe VII : Équipements et infrastructures. De plus, elle localise les postes et les lignes de transport d'électricité à la carte de l'annexe VI : Contraintes anthropiques et naturelles

Cependant, Hydro-Québec constate que, bien que la Ville ait localisé les postes de transport d'électricité à l'annexe VI, elle ne les reconnaît pas comme contrainte anthropique en fonction des bruits possibles qu'ils peuvent engendrer et ne prévoit pas de mesures visant à encadrer le développement à proximité. Bien que les postes de transformation existants sur le territoire de la ville ne soient pas, de manière générale, à risque de rapprochement urbain, il est préférable de les identifier et de prévoir des dispositions visant à encadrer le développement à proximité.

Recommandation du gouvernement

Les postes de transformation peuvent constituer une nuisance en raison des niveaux sonores possibles. Il est donc pertinent que des choix judicieux soient faits afin d'éviter tout conflit d'usage. Le gouvernement invite donc la Ville à ajouter les postes de transformation d'énergie d'Hydro-Québec en tant que contrainte anthropique qu'ils peuvent engendrer et à y prévoir des mesures afin d'éviter que des usages sensibles viennent s'installer à proximité de ces installations.

4.2.6 Les usages à proximité des prises de captage d'eau

Attente gouvernementale

Contribuer à assurer aux populations actuelles et aux générations futures l'accès à des approvisionnements sûrs et abordables en eau potable de bonne qualité notamment par une planification des usages à proximité qui protège les prises de captage d'eau.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville indique la localisation des puits municipaux sur son territoire à l'annexe VI : Contraintes anthropiques et naturelles. Aussi, elle adopte au document complémentaire un cadre normatif relatif à la protection des eaux souterraines autour de ces puits municipaux afin d'interdire certains usages d'établir certaines restrictions pour des usages commerciaux ou industriels souhaitant s'implanter dans une des zones de protection élargie des puits municipaux. Ces éléments sont conformes à l'attente gouvernementale.

Cependant, le MDDELCC constate que la Ville n'a pas identifié le site de prélèvement d'eau potable de surface de catégorie 1 qui est présent sur le territoire de la ville de Trois-Rivières.

Demande du gouvernement

Le gouvernement demande donc à la Ville d'identifier et de localiser le site de prélèvement d'eau potable de surface de catégorie 1 dont l'adresse est le 1200, rue de l'usine de filtration et dont les coordonnées géographiques sont les suivantes : 46,381002 ; -72,611529.

Recommandation du gouvernement

La Ville pourrait prescrire une aire de protection immédiate pour les sites de prélèvement d'eau potable de surface de catégorie 1 ou 2, en conformité avec l'article 70 du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP).

4.2.7 La salubrité publique et les normes de lotissement

Attente gouvernementale

Dans un contexte de développement durable, assurer la salubrité publique et diminuer la pression sur le milieu naturel lors du lotissement, par une planification adéquate de l'occupation du sol dans une perspective d'ensemble à long terme.

L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville a intégré au document complémentaire du PSADR, au tableau 26 du paragraphe 264, l'ensemble des normes de lotissement véhiculées par le gouvernement. De plus, la Ville prévoit des dispositions particulières à l'intérieur des PU afin de mieux encadrer le développement. Toutefois, le MIDDELCC constate que la Ville prévoit 45 mètres comme distance minimale entre une rue et un cours d'eau ou un lac, une distance inférieure aux normes de lotissement véhiculées par le gouvernement qui prévoient 75 mètres dans le cas où un lot serait partiellement desservi ou non desservi, à l'intérieur du corridor riverain.

Demande du gouvernement

Par conséquent, afin d'assurer la salubrité publique et de diminuer la pression sur le milieu naturel lors du lotissement, dans l'éventualité où un lot localisé à l'intérieur du PU et du corridor riverain serait partiellement desservi ou non desservi, le gouvernement demande à la Ville d'appliquer une distance minimale de 75 mètres entre une rue et un cours d'eau ou un lac.

5 La conservation, la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt

5.1 Orientations du gouvernement

Protéger, réhabiliter et mettre en valeur le cadre bâti, les espaces publics et les éléments du milieu naturel.

Assurer la protection du patrimoine naturel ainsi que le maintien des espèces fauniques et floristiques et de leurs habitats.

5.1 Les rives et le littoral des lacs et des cours d'eau

Attente gouvernementale

Contribuer à la survie des composantes écologiques et biologiques des rives et du littoral indispensables à la préservation de la qualité des lacs et des cours d'eau en assurant, par des choix en matière d'occupation du sol, une protection minimale adéquate au milieu riverain, tout en favorisant leur mise en valeur et, le cas échéant, leur restauration.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville prévoit, dans le document complémentaire, des mesures particulières de protection relatives aux rives et au littoral. Celles-ci respectent la PPRLPI et sont conformes aux orientations gouvernementales.

5.2 Le milieu naturel

5.2.1 Le patrimoine naturel

Attente gouvernementale

Participer à la conservation d'échantillons de milieux terrestres et de milieux humides représentant la diversité et la richesse écologique et génétique du patrimoine naturel et contribuer à leur protection notamment en reconnaissant leur statut particulier.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville décrit et localise plusieurs sites d'intérêt naturel présents sur son territoire en les reconnaissant à titre de territoires d'intérêt écologique à la carte 14, notamment les espaces boisés, les milieux humides, les habitats fauniques, les cours d'eau, etc.

De plus, elle se dote d'une orientation qui vise à protéger la biodiversité et mettre en valeur les écosystèmes et le document complémentaire prévoit des dispositions particulières applicables aux territoires d'intérêt écologique et aux milieux humides, ce qui rejoint les préoccupations du gouvernement et du MFFP.

5.2.2 Les habitats et les refuges fauniques

Attente gouvernementale

Contribuer à la sauvegarde et au rétablissement des espèces floristiques et fauniques menacées ou vulnérables notamment en assurant la reconnaissance de l'intérêt écologique de leur habitat.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville de Trois-Rivières compte de nombreuses espèces fauniques et floristiques à statut particulier sur son territoire qu'elle identifie aux tableaux 16 et 17. À ce titre, les habitats de la tortue des bois et de la salamandre à quatre orteils sont listés, mais la Ville ne prévoit pas de protection particulière pour ceux-ci.

Recommandation du gouvernement

Le MFFP recommande à la Ville de Trois-Rivières de prévoir des mesures pour assurer la conservation de l'habitat de la tortue des bois au ruisseau Baromé, reconnue comme espèce faunique vulnérable et des habitats connus de la salamandre à quatre orteils, reconnue comme espèce susceptible d'être désignée espèce menacée ou vulnérable.

5.2.3 Les habitats et les refuges fauniques

Attentes gouvernementales

Participer à la conservation et à la mise en valeur et contribuer à la protection des habitats fauniques notamment par la planification reconnaissant l'intérêt écologique de ceux-ci.

Participer à la préservation de la valeur exceptionnelle de certains habitats de qualité notamment par une planification reconnaissant l'intérêt écologique des refuges fauniques.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville identifie deux types d'habitat faunique reconnus et présents sur son territoire : aire de concentration d'oiseaux aquatiques et habitat du rat musqué. Elle localise ces habitats à la carte 12 et exprime sa volonté de conserver et de protéger ces milieux, en les identifiant à titre de territoires d'intérêt écologique, répondant ainsi à l'attente gouvernementale. Cependant, le MFFP remarque que la Ville de Trois-Rivières n'identifie pas comme territoire d'intérêt le refuge faunique de Pointe-du-Lac reconnu par l'Arrêté numéro 2005-021 du ministre des Ressources naturelles et de la Faune en date du 10 mai 2005. De plus, le SADR devra prévoir des mesures pour favoriser la protection complète de ce refuge.

Demande du gouvernement

La Ville devra reconnaître et identifier le refuge faunique de Pointe-du-Lac à titre de refuge faunique et de territoire d'intérêt écologique. De plus, le SADR devra prévoir des mesures pour favoriser la protection complète de ce refuge.

6 La protection du territoire et des activités agricoles

Orientation du gouvernement

Planifier l'aménagement et le développement du territoire agricole en accordant la priorité aux activités et aux exploitations agricoles en zone agricole, dans le respect des particularités du milieu, de manière à favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique des régions.

Attentes gouvernementales

Acquérir une connaissance factuelle du territoire, de ses particularités et de ses enjeux.

Reconnaître la zone agricole comme la base territoriale pour la pratique et le développement des activités agricoles et y assurer l'utilisation prioritaire du sol à des fins agricoles.

Planifier l'aménagement de la zone agricole et y contrôler les usages non agricoles afin de créer un cadre propice au maintien et au développement des activités et des exploitations agricoles.

Freiner l'empiétement et l'expansion de l'urbanisation en zone agricole.

Concilier, dans une perspective de développement durable, les responsabilités de la MRC à l'égard du développement des activités et des entreprises agricoles en zone agricole et celles relatives à la cohabitation harmonieuse des usages agricoles et non agricoles et évaluer sommairement si les solutions envisagées permettent de favoriser l'atteinte de ce résultat.

Favoriser la cohabitation harmonieuse des utilisations agricoles et non agricoles en zone agricole et à l'interface entre la zone agricole et les secteurs bâtis en déterminant des distances séparatrices et en recourant au zonage des productions.

6.1 La caractérisation de la zone agricole

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville de Trois-Rivières divise le territoire agricole en quatre grandes affectations qui correspondent dans leur ensemble à la zone agricole décrétée par la LPTAA : « Agricole », « Agroforestière », « Résidentielle agricole » et « Industrielle agricole ».

Le contexte de planification du PSADR comprend une partie décrivant les faits saillants du territoire agricole. Cet état de situation dresse un portrait juste du territoire et des activités agricoles qui est étayé dans l'énoncé de vision stratégique de la Ville et dans son PDZA adopté le 5 octobre 2015.

Cependant, le MAPAQ remarque que les usages autorisés dans les affectations « Agricole » et « Agroforestière » s'appliquent de façon identique, à l'exception de l'usage extraction qui est autorisé seulement dans l'affectation « Agroforestière ». Ainsi, elles ne sont pas délimitées avec exactitude en fonction des caractéristiques propres à chacune. Selon ce ministère, certains secteurs identifiés en

affectation « Agroforestière » devraient être identifiés en affectation « Agricole », notamment le secteur des Vieilles Forges et une partie du secteur Pointe-du-lac Nord-Ouest.

Demande du gouvernement

La Ville devra revoir la planification et le découpage des affectations « Agricole » et « Agroforestière » en fonction d'une caractérisation de sa zone agricole qui reflète le dynamisme des activités qui s'y trouvent. Notamment, le secteur des Vieilles Forges et une partie du secteur Pointe-du-lac Nord-Ouest devront être inclus dans l'affectation « Agricole ». Le MAPAQ est disponible pour accompagner la Ville dans sa démarche.

6.2 La cohabitation des usages en zone agricole

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville définit au sein de la grille de compatibilité les usages autorisés au sein des affectations « Agricole », « Agroforestière », « Résidentielle agricole » et « Industrielle agricole ». Le MAPAQ constate que les usages autorisés dans ces affectations permettent de reconnaître la zone agricole comme la base territoriale pour la pratique et le développement des activités agricoles et y assurer l'utilisation prioritaire du sol à des fins agricoles. De plus, les usages non agricoles qui sont permis sont bien encadrés.

La Ville définit au document complémentaire du PSADR plusieurs dispositions réglementaires particulières applicables en zone agricole, notamment les distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs, les dispositions relatives aux élevages à forte charge d'odeur, etc. Le MAPAQ reconnaît que ces dispositions sont conformes aux orientations gouvernementales.

Cependant, le MAPAQ remarque que la Ville autorise, dans l'affectation « Résidentielle agricole », l'usage « Fermette » qui regroupe des activités de garde ou d'élevage d'animaux. Or, autoriser des élevages dans cette affectation, qui correspond à la délimitation des îlots déstructurés, pourrait nuire à la cohabitation des usages agricoles et non agricoles, notamment à l'égard des résidences qui y sont autorisées.

Demande du gouvernement

La Ville devra s'assurer que les usages agricoles compatibles dans l'affectation « Résidentielle agricole » ne comprennent pas d'activité susceptible de générer des inconvénients pouvant nuire à la cohabitation.

6.3 Les îlots déstructurés

► L'avis du gouvernement sur le contenu du PSADR

La Ville de Trois-Rivières identifie l'affectation « Résidentielle agricole » qui correspond à 20 îlots déstructurés potentiels. Le plan d'action du PSADR prévoit le dépôt d'une demande à portée collective auprès de la CPTAQ à court terme. Au document complémentaire, des dispositions sont prévues afin d'autoriser uniquement les résidences unifamiliales isolées dans cette affectation.

Dans le document argumentaire accompagnant le PSADR, la Ville détaille les 20 îlots déstructurés en évaluant, à l'intérieur de ces derniers, le nombre de résidences existantes, les espaces vacants et les potentiels de développement résidentiel. Ensuite, les critères ayant conduit à la délimitation de ces îlots déstructurés sont énumérés. Selon le MAPAQ et le MAMOT, ces îlots correspondent à la définition d'un îlot déstructuré et sont donc reconnus conformes.

La Ville de Trois-Rivières prévoit des zones de protection contre les odeurs dans lesquelles sont interdites les installations d'élevage à forte charge d'odeur. Celles-ci sont toutefois autorisées dans trois secteurs de la zone agricole. Cependant, le MAPAQ remarque que la Ville de Trois-Rivières n'a pas précisé ses intentions quant à l'utilisation du contingentement des élevages à forte charge d'odeur comme outil de gestion de la cohabitation en zone agricole.

Le gouvernement tient à rappeler que les règles de contingentement ne peuvent être établies que par une MRC dans le cadre d'une planification régionale. Par conséquent, en l'absence de dispositions au schéma à cet effet, la Ville ne pourra se prévaloir de son pouvoir de contingerer sans qu'une modification au schéma ou l'adoption d'un RCI ne soit faite.

Demande du gouvernement

La Ville devra inscrire au schéma ses intentions quant à l'utilisation du contingentement des élevages à forte charge d'odeur sur son territoire, qu'elle souhaite ou non se prévaloir de ce pouvoir.

LES INTERVENTIONS PRÉVUES

Plan d'action

La LAU demande aux MRC de préparer un plan d'action décrivant de façon complète les projets d'intervention définis au schéma. Le plan d'action de la Ville de Trois-Rivières vise à appuyer son rôle dans la réalisation de projets d'aménagement à titre de promoteur, de partenaire ou de catalyseur et à renforcer le schéma comme outil d'intervention et de mise en œuvre des actions concrètes qui y sont prévues.

Les commentaires des ministères et organismes publics

Plusieurs ministères et organismes publics souhaitent transmettre à la Ville des commentaires en vue de bonifier son schéma. Certains de ces commentaires font état des informations qu'ils possèdent et qui sont mises à la disposition de la Ville, tandis que d'autres réfèrent à des informations que la Ville devrait préciser dans son SADR. Le gouvernement est d'avis que la Ville aurait avantage à contacter les ministères et organismes publics afin d'obtenir des précisions supplémentaires sur les sujets visés par le schéma.

Liste des interlocuteurs des ministères et organismes mandataires de l'État

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

Direction régionale de la Mauricie

Madame Sandra Baron
Coordonnatrice de l'assistance technique auprès de la Ville de Trois-Rivières
Direction régionale de la Mauricie
100, rue Laviolette, bureau 302
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
Téléphone : 819 371-6653, poste 80403
Télécopieur : 819 371-6953
sandra.baron@mamot.gouv.qc.ca

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

Madame Isabelle Lessard
Conseillère en aménagement du territoire et développement rural
Direction régionale de la Mauricie
5195, boulevard des Forges, bureau 102
Trois-Rivières (Québec) G8Y 4Z3
Téléphone : 819 371-6761 poste 4630
Télécopieur: 819 371-6976
isabelle.lessard@mapaq.gouv.qc.ca

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Monsieur Olivier Thériault
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec
100, rue Laviolette, bureau 315
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
Téléphone: 819 371-6001 poste 27
Télécopieur: 819 371-6984
olivier.theriault@mcc.gouv.qc.ca

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Monsieur Hubert Plamondon
Direction régionale de l'analyse et de l'expertise de la Mauricie et du Centre-du-Québec
100, rue Laviolette, 1er étage
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
Téléphone: 819 371-6581 poste 2007
Télécopieur: 819 371-6987
hubert.plamondon@mddelcc.gouv.qc.ca

**MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES**

Madame Mireille Côté
Direction de la connaissance et des affaires
régionales de la Mauricie et du Centre-du-Québec
100, rue Laviolette, bureau 207
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
Téléphone : 819 371-6151 poste 253
Télécopieur: 819 371-6978
mireille.cote@mem.gouv.qc.ca

**MINISTÈRE DE LA FORÊT, DE LA FAUNE ET
DES PARCS**

Madame Véronique Arvisais, biologiste
Direction de la gestion de la faune Mauricie et
Centre-du-Québec
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
100, rue Laviolette, bureau 207
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
Téléphone: 819 371-6151 poste 269
Télécopieur: 819 371-6978
veronique.arvisais@mffp.gouv.qc.ca

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES
SOCIAUX**

Madame Karine Martel
Direction de la santé publique de la Mauricie et du
Centre-du-Québec
550, rue Bonaventure, 3^{ème} étage
Trois-Rivières (Québec) G9A 2B5
Téléphone : 819 693-3921
karine.martel.agence04@ssss.gouv.qc.ca

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Madame Marielle Langlois
Conseillère en sécurité civile
Direction régionale de la sécurité civile et de la
sécurité incendie de la Mauricie et du Centre-du-
Québec
4000, rue Louis-Pinard
Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9
Téléphone : 819 371-6703, poste 42411
Télécopieur : 819 371-6983
marielle.langlois@mssp.gouv.qc.ca

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA
MOBILITÉ DURABLE ET DE
L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS**

Madame Danielle Tremblay, M.A.P
Direction de la Mauricie et du Centre du Québec
Service des inventaires et du Plan
100, rue Laviolette, 4^{ème} étage
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
Tél.: 819 371-6896 poste 344
danielle.tremblay@mta.gouv.qc.ca

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

Monsieur Wail Aazari
Direction des programmes, de la recherche et du
partenariat
500, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : 514 873-8775, poste 3085
Télécopieur : 514 873-7067
wail.aazari@shq.gouv.qc.ca

SOCIÉTÉ HYDRO-QUÉBEC

Madame Élisabeth Gladu
Conseillère responsable des avis
Direction régionale de la Mauricie
Tél. : 819 378-4581, poste 3052
gladu.elisabeth@hydro.qc.ca



**Ministère des
Affaires municipales
et de l'Occupation
du territoire**

Québec



Québec, le 29 février 2016

Monsieur Michel Merleau
Préfet
Municipalité régionale de comté de La Vallée-de-la-Gatineau
7, rue de la Polyvalente
Gracefield (Québec) J0X 1W0

Monsieur le Préfet,

Le 18 août 2015, la Municipalité régionale de comté de La Vallée-de-la-Gatineau a adopté son premier projet de schéma d'aménagement et de développement révisé. Ainsi que le prévoit la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, je vous transmets l'avis gouvernemental sur ce projet.

Je tiens d'abord à souligner le travail de la Municipalité régionale de comté de La Vallée-de-la-Gatineau afin de se doter d'un outil de planification structurant, qui guidera son développement pour les prochaines années. Ce travail témoigne de la volonté de votre municipalité régionale de comté d'orienter l'aménagement du territoire selon une perspective de développement durable et d'améliorer la qualité de vie des citoyens. Il permet également de répondre à certains enjeux d'aménagement dans le respect des particularités de ce territoire.

Dans l'ensemble, les orientations, les objectifs et les mesures de votre projet de schéma d'aménagement et de développement révisé rejoignent les orientations gouvernementales en aménagement du territoire. Cependant, certains aspects du document doivent être précisés ou révisés afin d'être conformes à celles-ci. Ces éléments, présentés à l'annexe ci-jointe, devront être ajustés avant l'adoption de la version finale du schéma d'aménagement et de développement révisé.

... 2

À cet égard, il est important de poursuivre la réflexion en vue d'apporter les modifications nécessaires notamment en matière de gestion de l'urbanisation, de planification des infrastructures, des équipements et services publics, de protection des personnes et des biens, de conservation, protection et mise en valeur des territoires d'intérêt, de protection du territoire et des activités agricoles, de gestion des terres du domaine de l'État, de planification des activités minières et de développement de l'énergie éolienne.

Les ministères et les organismes mandataires de l'État, qui ont participé à la réalisation du présent avis, ont exprimé le désir de poursuivre le travail de concertation amorcé avec votre municipalité régionale de comté dans le cadre des étapes à venir pour l'adoption du schéma d'aménagement et de développement révisé.

Je suis confiant, Monsieur le Préfet, que la Municipalité régionale de comté de La Vallée-de-la-Gatineau pourra adopter un schéma d'aménagement et de développement révisé qui respectera les orientations du gouvernement.

Monsieur Ludovic Arès, de la Direction régionale de l'Outaouais du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 819 772-3006, poste 80704.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

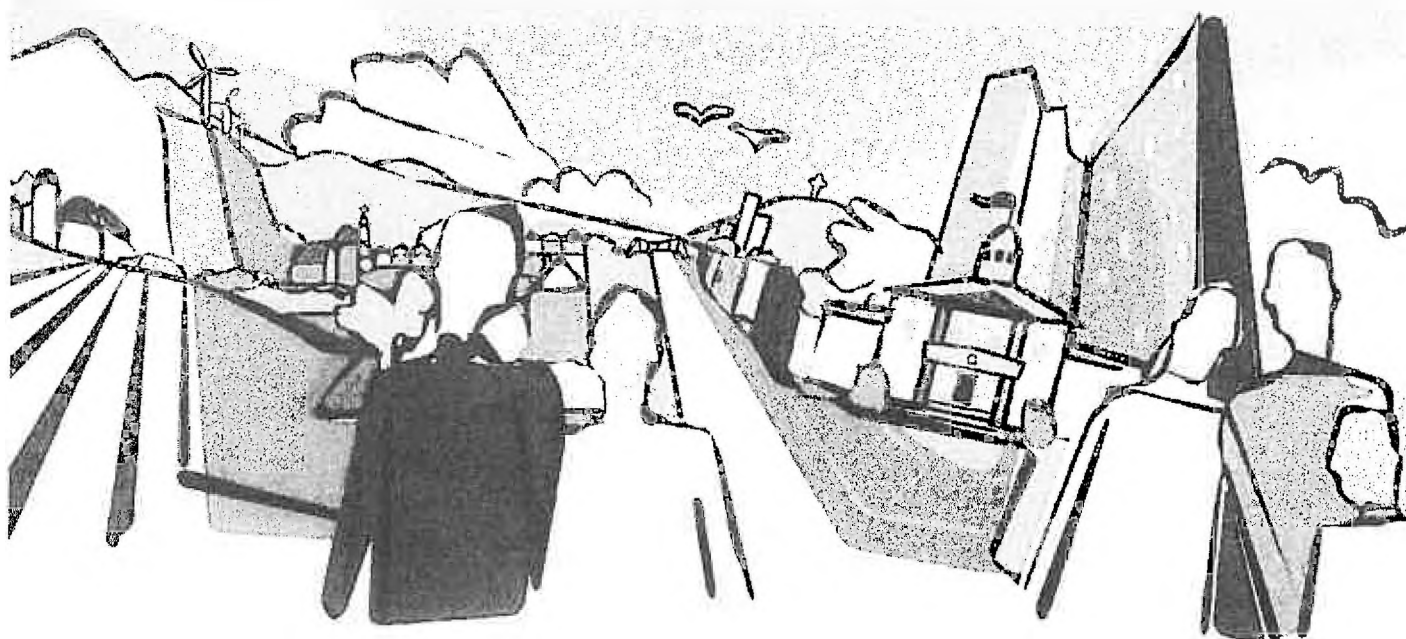
Le sous-ministre,



Sylvain Boucher

***Annexe à l'avis sur le
projet de schéma
d'aménagement et de
développement révisé***

Municipalité régionale de comté
de La Vallée-de-la-Gatineau



Mars 2016

Québec 

Avis gouvernemental en vertu de l'article 56.4 de la Loi sur
l'aménagement et l'urbanisme.

Ce document a été réalisé par la Direction générale de
l'urbanisme et de l'aménagement du territoire (DGUAT) du
ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
(MAMOT).

© Gouvernement du Québec, ministère des Affaires municipales
et de l'Occupation du territoire, 2016

ISBN (imprimé) : 978-2-550-75224-0

Dépôt légal – 2016

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

Tous droits réservés. La reproduction de ce document par
quelque procédé que ce soit et sa traduction, même partielles,
sont interdites sans l'autorisation des Publications du Québec.

Table des matières

Notes de lecture	18
Préface	23
1 La gestion de l'urbanisation	13
1.1 Le mandat d'urbanisme (commune)	13
1.2 Les interventions en matière de gestion de l'urbanisation	14
1.3 Les politiques d'urbanisation	15
1.4 La réhabilitation des noyaux urbains et villages	16
1.5 Les espaces commerciaux et industriels	16
1.5.1 Les espaces commerciaux	17
1.5.2 Les espaces industriels	17
1.6 Les usages et activités à l'extérieur des PU	19
1.7 Les secteurs résidentiels vides par le villageisme	21
2 La planification des infrastructures, des équipements et services publics	25
2.1 Les équipements et les services collectifs	25
2.1.1 L'habitat	25
2.1.2 Les services aux personnes	25
2.2 Les infrastructures et équipements de transport terrestre	27
2.2.1 Les équipements et infrastructures routières	27
2.2.2 Le transport collectif des personnes	29
2.2.3 Le réseau de camionnage	30
2.2.4 Le réseau cyclable	30
2.2.5 Le réseau de transport hors route	31
2.2.6 Les équipements de transport aérien	31
2.3 L'occupation du sol à proximité des infrastructures et équipements de transport	32
2.4 Les équipements et les infrastructures de transport d'électrifié	32
3 La protection des personnes et des biens	35
3.1 Les risques d'origine naturelle	35
3.1.1 Les zones inondables	35
3.1.2 Les glissements de terrain et autres mouvements du sol	35
3.1.3 Les autres risques naturels	36
3.2 Les risques d'origine anthropique et les nuisances	36
3.2.1 Les immeubles, les ouvrages et les activités à risque	36

3.2.2	Les matières résiduelles	37
3.2.3	Les terrains contaminés	37
3.2.4	Les nuisances sonores reliées au bruit routier	38
3.2.5	Les nuisances sonores reliées aux postes de transformation d'énergie	39
3.2.6	Les usages à proximité des prises de captage d'eau	40
3.2.7	La salubrité publique et les normes de lotissement	41
4	La conservation, la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt	43
4.1	Le patrimoine bâti et paysager	43
4.2	Le milieu naturel	43
4.2.1	Les rives, le littoral et les plaines inondables	43
4.2.2	Le patrimoine naturel et les milieux humides	44
4.2.3	Les habitats et les refuges fauniques	45
5	La protection du territoire et des activités agricoles	47
5.1	Les orientations en matière agricole	47
5.2	Les usages non agricoles en zone agricole	48
5.3	Les usages agricoles en zone agricole	49
5.4	Les flots désignés	50
5.5	La cohabitation des usages en zone agricole	50
6	La gestion des terres du domaine de l'état	53
6.1	L'affectation des terres de l'état	53
6.2	La villégiature sur les terres publiques	53
7	La planification des activités minières	55
8	Le développement de l'énergie éolienne	56
9	Les commentaires généraux	57
10	Liste des interlocuteurs des ministères et organismes mandataires de l'État	58
Annexe 1		61
Les équipements d'Hydro-Québec		61

Annexe 2	64
Entreprises dépositaires de produits à déclaration obligatoire répertoriées sur le territoire de la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau	64
Annexe 3	65
Liste des prises de captage d'eau potable	65
Annexe 4	66
Synthèse des normes minimales de lotissement véhiculées par le gouvernement du Québec dans le cadre de l'application de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	66

Liste des principaux acronymes utilisés dans ce document

Acronymes techniques

LPTAA :	Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles
CPTAQ :	Commission de protection du territoire agricole
DJME :	Débits journaliers moyens d'été
LAU :	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
MRC :	Municipalité régionale de comté
PATP :	Plan d'affectation du territoire public
PDZA :	Plan de développement de la zone agricole
PPRLPI :	Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables
PSADR :	Projet de schéma d'aménagement et de développement révisé
PU :	Périmètre d'urbanisation
RCI :	Règlement de contrôle intérimaire
SADR :	Schéma d'aménagement et de développement révisé
VHR :	Véhicule hors route

Ministères et organismes mandataires de l'État

CISSS :	Centre intégré de santé et de services sociaux
MAMOT :	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
MAPAQ :	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
MCC :	Ministère de la Culture et des Communications
MDDELCC :	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MERN :	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
MFFP :	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
MSP :	Ministère de la Sécurité publique
MTMDET :	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports
Société HQ :	Société Hydro-Québec

Dans le présent avis gouvernemental, l'utilisation des termes et des temps des verbes a son importance. La Loi impose un contenu obligatoire et propose un contenu facultatif au schéma d'aménagement et de développement. De même, le gouvernement, les ministères et les organismes publics administrent des lois et des politiques qui peuvent avoir un caractère obligatoire sur le contenu du schéma d'aménagement et de développement révisé. Ainsi, lorsque l'avis gouvernemental précise que « le gouvernement demande..., le ministère demande... » ou que « la MRC doit..., devra... », il s'agit donc d'un élément obligatoire primordial à l'entrée en vigueur du schéma.

De plus, le gouvernement, les ministères et les organismes publics souhaitent transmettre à la MRC des informations qu'ils trouvent pertinentes, proposer des bonifications au contenu du schéma, sensibiliser la MRC à une problématique particulière. En conséquence, lorsque le texte précise qu'un « ministère incite..., souhaite..., invite..., informe... » ou que « la MRC devrait... , pourrait... », il s'agit là d'une information, d'une amélioration, ou d'un élément de sensibilisation que la MRC aurait avantage à considérer ou bénéficierait de son inclusion au schéma, tout en étant libre de le faire ou pas.



Le présent document constitue une annexe à l'avis gouvernemental sur le projet de schéma d'aménagement et de développement révisé adopté par la MRC de La Vallée-de-la-Gatineau le 18 août 2015 et signifié au ministre le 2 novembre suivant. Préparé conformément à l'article 56.4 de la LAU, il indique les orientations que le gouvernement, ses ministères, ses mandataires et les organismes publics poursuivent en matière d'aménagement sur le territoire de la MRC ainsi que les projets d'équipements, d'infrastructures et d'aménagement qu'ils entendent réaliser sur ce territoire.

Le projet de schéma révisé de la MRC de La Vallée-de-la-Gatineau est analysé eu égard aux orientations relatives à l'ensemble du territoire québécois inscrites dans le document intitulé « *Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement — Pour un aménagement concerté du territoire* », auquel se sont ajoutés quatre documents complémentaires¹.

Plusieurs orientations d'aménagement énoncées dans le projet de schéma révisé reprennent les préoccupations gouvernementales. Cependant, certains objectifs, affectations du territoire et mesures de mise en œuvre ne concordent pas toujours avec ces orientations. Les ministères et les organismes consultés sur le projet sont désireux de poursuivre les échanges avec la MRC. Plusieurs apportent des commentaires, soulignent certaines lacunes et quelques-uns formulent des objections dont la MRC doit tenir compte avant d'adopter le second projet de schéma d'aménagement et de développement révisé. La liste des représentants des ministères et des organismes du gouvernement est présentée au chapitre 10 du présent avis.

Le gouvernement rappelle que la révision du schéma d'aménagement et de développement de la MRC de La Vallée-de-la-Gatineau est une occasion privilégiée de favoriser la concertation entre les intervenants municipaux et les ministères et organismes gouvernementaux dans la planification des diverses facettes de l'urbanisation et de l'occupation du milieu rural.

¹ Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement — Pour un aménagement concerté du territoire, Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires municipales, Document complémentaire, 1995, 32 pages.
Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement - La protection du territoire et des activités agricoles, Document complémentaire révisé, Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires municipales et de la Métropole, 2001, 52 pages.
Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement - La protection du territoire et des activités agricoles. Précisions relatives à l'encadrement des élevages à forte charge d'odeur, particulièrement porcins, et à la protection du milieu naturel, Addenda au document complémentaire révisé, Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires municipales et des Régions, 2005, 61 pages.
Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement — Pour un développement durable de l'énergie éolienne, Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires municipales et des Régions, 2007, 20 pages

1 La gestion de l'urbanisation

Orientation du gouvernement

Privilégier la consolidation des zones urbaines existantes et prioriser la revitalisation des centres-villes et des secteurs anciens.

Orienter l'extension urbaine dans les parties de territoire (à l'intérieur du périmètre d'urbanisation) pouvant accueillir le développement de façon économique et acceptable au plan environnemental.

Favoriser une approche intégrée du développement pour l'ensemble d'une agglomération urbaine.

1.1 Le concept d'organisation territoriale

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC de La Vallée-de-la-Gatineau présente un concept d'organisation territoriale s'articulant autour des principales fonctions structurantes de son territoire. En raison de son vaste territoire, elle distingue d'abord six districts d'aménagement pour lesquels elle reconnaît différentes vocations spécifiques dominantes découlant des secteurs d'activité qui se démarquent pour chacun de ces districts. À partir de ce constat, elle identifie, par une représentation visuelle, trois pôles majeurs d'activités : un pôle de « Ressources et récréation » localisé au nord de son territoire, un pôle « Corridor récréatif de la rivière Gatineau » situé le long de cette rivière, et un pôle de « Ressources et protection » localisé à l'est du territoire de la MRC.

Le gouvernement désire souligner le travail de la MRC. En effet, en établissant un concept d'organisation territoriale, la MRC vise à mieux structurer le type d'aménagement et de développement qu'elle envisage sur son territoire.

1.2 Les orientations en matière de gestion de l'urbanisation

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC se dote d'une orientation en matière de gestion de l'urbanisation qui vise à prioriser la consolidation et la densification des activités à l'intérieur des agglomérations urbaines et des zones identifiées « faubourgeoises » du territoire de la MRC.

Bien que cette orientation du projet de schéma révisé traduise la volonté de la MRC à privilégier la consolidation des zones urbaines, le MAMOT constate toutefois que les secteurs dits « faubourgeois » ne sont pas caractéristiques d'un milieu urbain qui se définit par une concentration et une mixité des usages existants.

Demande du gouvernement

Le gouvernement demande à la MRC de revoir cette orientation de manière à privilégier la consolidation et la densification des activités à caractère urbain uniquement dans les zones urbaines existantes caractérisées par une concentration et une mixité des usages, et d'y diriger le développement.

1.3 Les périmètres d'urbanisation

Attentes gouvernementales

Consolider le tissu bâti existant (occuper les lots vacants des villes et villages) en y dirigeant en priorité les fonctions urbaines.

Gérer son extension de façon durable, notamment :

- en vouant au développement urbain concentré les secteurs qui sont contigus au tissu bâti et déjà pourvu d'infrastructures, d'équipements et de services de base ;
- ou en ouvrant au développement urbain les secteurs contigus pouvant être équipés à des coûts municipaux et gouvernementaux acceptables pour la collectivité.

Favoriser une approche intégrée et durable du développement urbain de l'ensemble d'une agglomération, entre autres, en :

- privilégiant la consolidation des acquis plutôt que d'implanter de nouveaux équipements, infrastructures et services;
- donnant la priorité à la revitalisation du tissu bâti plutôt que d'ouvrir de nouveaux secteurs au développement
- établissant les priorités d'urbanisation à l'échelle de l'agglomération et selon une approche de complémentarité entre les municipalités.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma

La MRC a revu la délimitation de ses 17 PU en fonction de huit critères liés notamment à la nature du sol, aux contraintes naturelles, à la présence de services publics ainsi qu'à des indicateurs de développement basés sur les émissions de permis et de certificats au cours des dix dernières années dans les aires urbaines et leur entourage. De plus, la MRC inclut au projet de schéma, pour chacune des municipalités, une carte présentant les limites de PU qu'elle considère en vigueur ainsi que celles souhaitées. Enfin, la MRC laisse aux municipalités le soin de déterminer les usages qui seront autorisés à l'intérieur des PU.

Bien que la MRC mentionne, dans son document, quels critères et quels indicateurs ont été utilisés pour évaluer les besoins en espace et la délimitation de chacun des PU, le MAMOT constate que la MRC n'inclut aucune de ces données. De plus, elle ne fait aucune démonstration des besoins en espaces des PU pour les 10 à 15 prochaines années, ni ne justifie la délimitation de ceux-ci. Une telle démonstration permet d'établir une adéquation entre les prévisions et les espaces disponibles à l'intérieur des PU existants et est nécessaire pour justifier adéquatement la délimitation de ces zones urbaines ou noyaux villageois. Aussi, la MRC ne tient pas compte des PU contigus tels que ceux des municipalités de Maniwaki, de Egan-Sud et de Déléage qui doivent être considérés comme un seul ensemble urbain dans l'évaluation des besoins puisqu'ils forment une agglomération.

De plus, le MTMDET constate que plusieurs PU incluent des secteurs linéaires le long de certaines routes, notamment dans les municipalités de Denholm, de Kazabazua, de Gracefield, de Cayamant, de Bouchette, de Maniwaki et de Egan-Sud. Ce type de développement linéaire ne contribue pas à une saine gestion des corridors routiers et favorise la dispersion de l'habitat plutôt que la concentration autour des noyaux urbains et villageois.

Enfin, la MRC laisse aux municipalités le soin de déterminer quels usages seront autorisés dans leur PU en leur précisant uniquement d'éviter les occupations du sol et les activités pouvant générer des contraintes à leur voisinage. Bien que cette préoccupation générale rejoigne celles du gouvernement, il est de la responsabilité de la MRC de planifier l'aménagement de son territoire.

Par ailleurs, le MAMOT note également que plusieurs cartes de PU sont erronées. En effet, les limites de PU considérées en vigueur sur ces cartes incluent certains agrandissements qui ont été présentés lors d'un premier PSADR adopté et ensuite abandonné il y a près de vingt ans. Ces agrandissements ne sont donc jamais entrés en vigueur.

En l'absence des éléments et des données de base nécessaires à une analyse adéquate des besoins en espaces pour chaque PU de la MRC, le gouvernement ne peut apprécier convenablement les choix retenus par la MRC en matière de délimitation des PU, et s'assurer que la MRC consolide les zones urbaines existantes et oriente l'extension urbaine dans les parties du territoire pouvant accueillir le développement urbain de façon économique et acceptable au plan environnemental. La MRC doit démontrer que la délimitation de ses PU correspond aux besoins de la croissance planifiée des diverses activités urbaines à l'intérieur d'un horizon de développement de 10 à 15 ans.

Pour appuyer ses choix en matière de gestion de l'urbanisation, il est essentiel que la MRC fournisse un dossier argumentaire de base qui présente, entre autres, et pour chacun des PU, les tendances récentes de développement, les prévisions de croissance des ménages ou des permis de construction, la capacité résiduelle du PU visé, une analyse des tendances et des besoins mis en relation avec les superficies disponibles², l'explication des choix quant aux limites retenues des PU, ainsi qu'une cartographie identifiant de façon claire les limites de PU, les réseaux d'aqueduc et d'égout, les aires déjà occupées, les zones de contraintes et tout autre élément permettant une meilleure compréhension des choix de la MRC. D'ailleurs, il est à noter que des dispositions interdisant la construction dans les zones de contrainte à l'occupation du sol doivent être précisées au schéma afin que celles-ci ne soient pas considérées dans les superficies disponibles au développement.

Demande du gouvernement

Le gouvernement demande à la MRC de revoir la délimitation de tous ses PU en fonction de ses besoins en espace pour les 10 à 15 prochaines années et d'éviter leur agrandissement le long du réseau routier supérieur. Elle devra aussi considérer, comme un seul ensemble urbain, les PU contigus des municipalités de Maniwaki, de Egan-Sud et de Délage qui forment une agglomération.

Pour appuyer ses choix, la MRC devra fournir toutes les informations essentielles à l'analyse des besoins en espaces à l'intérieur de chacun des PU pour les 10 à 15 prochaines années. Elle devra aussi démontrer l'adéquation entre les prévisions des besoins en espaces et la capacité d'accueil des PU, et justifier adéquatement la délimitation de ces périmètres d'urbanisation. Dans l'éventualité où les limites de certains PU excèdent l'espace requis pour le développement des municipalités selon un horizon de 10 à 15 ans, la MRC devra réduire les limites du PU en conséquence. Si la municipalité souhaite les conserver, elle devra cependant prévoir un encadrement adéquat afin de s'assurer du respect de

² **Superficies disponibles** : Le MAMOT entend par « superficies disponibles » toutes les superficies non construites (excluant les parcs et espaces verts à conserver) adjacentes ou non à une rue publique, qu'elles soient disponibles ou non à la vente, et qui ne sont affectées par aucune contrainte naturelle ou anthropique identifiée au schéma (par exemple : terrains contaminés, emplacement de matières résiduelles).

l'orientation visant la consolidation des zones habitées et la gestion de leur extension. Sinon, la MRC devra en revoir la délimitation. Par ailleurs, un agrandissement de PU ne pourra être possible que si l'espace requis à l'intérieur de celui-ci est insuffisant pour un développement pour les 10 à 15 prochaines années. Cet agrandissement doit correspondre à la superficie manquante pour cet horizon de développement.

Enfin, le gouvernement demande à la MRC d'identifier les usages compatibles à l'intérieur des PU et de s'assurer qu'aucun usage incompatible avec une vocation urbaine ne puisse s'implanter dans ces zones.

Recommandation du gouvernement

Le gouvernement recommande à la MRC de fournir une cartographie avérée concernant les PU en vigueur actuellement et d'être plus explicite quant à ses choix, notamment en y ajoutant les aires déjà occupées, les réseaux d'aqueduc et d'égout, les zones de contraintes et tout autre élément permettant une meilleure compréhension des choix de la MRC.

1.4 La revitalisation des noyaux urbains et villageois

Attente gouvernementale

Soutenir la revitalisation et le renforcement des centres-villes et des noyaux villageois, des quartiers anciens et des pôles de services.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

Le MAMOT constate que la MRC ne fait aucun état de la situation relative à la revitalisation ou la dévitalisation de ses noyaux urbains, et n'établit aucune orientation, mesure ou critère qui viseraient spécifiquement à revitaliser les secteurs qui pourraient présenter ces problématiques.

Recommandation du gouvernement

Afin de favoriser la revitalisation des noyaux urbains et villageois, le gouvernement invite la MRC à amorcer une réflexion sur cette problématique et à énoncer, en plus d'une orientation, des objectifs et des moyens de mise en œuvre appropriés. À cet effet, elle pourrait identifier les secteurs dévitalisés, prévoir des stratégies d'intervention et inscrire au schéma, le cas échéant, les mesures retenues en fonction des lacunes à combler. À ce titre, la MRC dispose de divers moyens, entre autres, l'élaboration de critères de réaménagement et de rénovation du cadre bâti ou l'identification d'usages à privilégier selon la vocation des secteurs.

1.5 Les espaces commerciaux et industriels

Orientation du gouvernement

Optimiser, par la planification des espaces commerciaux et industriels, les retombées des investissements publics et privés consentis.

1.5.1 Les espaces commerciaux

Attentes gouvernementales

Assurer la rentabilisation des investissements consentis par une planification structurée du développement commercial qui :

- privilégie la consolidation et la valorisation des pôles commerciaux, des centres-villes, des artères commerciales et de rues commerciales traditionnelles existantes ;
- favorise la complémentarité des nouvelles implantations commerciales au regard de ces milieux ;
- optimise les répercussions du développement commercial sur la structure commerciale d'ensemble, sur l'organisation urbaine et sur les transports.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC n'aborde pas la question de la planification des espaces commerciaux sur son territoire.

Demande du gouvernement

La MRC devra se doter d'une orientation traduisant sa volonté d'assurer la rentabilisation des investissements consentis par une planification structurée du développement commercial et par une optimisation des répercussions de ce développement sur l'organisation du territoire. Elle devra aussi indiquer la nature et la localisation des équipements commerciaux importants existants sur son territoire et localiser les espaces destinés à accueillir le développement commercial dans ses pôles régionaux, en tenant compte notamment de la vitalité économique des noyaux existants, des axes de communication et de la desserte en aqueduc et égout.

1.5.2 Les espaces industriels

Attentes gouvernementales

Assurer la rentabilisation des investissements consentis en privilégiant une planification du développement industriel qui :

- donne la priorité à la consolidation des espaces industriels importants qui existent et la primauté aux secteurs viabilisés et qui protègent l'intégrité de ces espaces ;
- tient compte de ses répercussions notamment sur les transports, sur la structure industrielle régionale, sur l'organisation urbaine et sur l'environnement.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC désire renforcer et développer les zones vouées aux activités industrielles sur son territoire. Elle vient donc introduire cinq nouvelles affectations industrielles afin de structurer ce type d'activité économique dans la région : « prépondérante », « multiple modulée », « spécifique régionale », « spécifique locale » et « prépondérante locale ».

L'affectation « Industrielle prépondérante » vise une reconnaissance industrielle au niveau régional dont les usages autorisés sont liés à la fabrication. L'affectation « Industrielle multiple modulée », localisée en bordure de l'aéroport de Maniwaki, s'inscrit dans la volonté de la MRC d'y développer des activités liées au transport aérien. L'affectation « Industrielle spécifique régionale » est liée à des activités de

transformation de la ressource forestière. L'affectation « Industrielle spécifique locale » vise à renforcer la vocation économique des municipalités et est liée à des industries légères. Finalement, la MRC localise sur la carte des grandes affectations, une affectation « Industrielle prépondérante locale ». Celle-ci n'est toutefois pas incluse au PSADR et aucune grille des usages n'y est rattachée.

Le schéma traduit la volonté de la MRC à développer et structurer les activités industrielles sur son territoire. Toutefois, la MRC ne présente aucun portrait de la situation actuelle des activités industrielles et des projets concrets à venir. À cet effet, la MRC affecte des centaines d'hectares à titre industriel, dont une infime partie seulement est présentement occupée, sans faire une démonstration de ses besoins réels en cette matière. De plus, elle laisse à certaines municipalités la possibilité d'ouvrir des zones industrielles sur leur territoire, sans égard à la capacité d'occupation des zones industrielles déjà présentes.

Le gouvernement comprend que l'identification des zones industrielles dans le schéma permettra à la MRC de se doter d'espaces industriels diversifiés afin de se positionner et d'offrir des secteurs intéressants pour les industries. Toutefois, la multiplication de ces zones et la quantité importante de superficies vacantes risquent de nuire à la consolidation des secteurs industriels déjà présents sur le territoire, et leur localisation, souvent en bordure du réseau routier supérieur, pourrait engendrer des problèmes de circulation et de sécurité.

En matière de planification du développement industriel, il est essentiel que la MRC s'assure que les espaces réservés au développement des activités industrielles se basent sur une analyse appropriée de ses besoins.

Demande du gouvernement

Afin d'optimiser les retombées des investissements publics et privés consentis et de donner la priorité à la consolidation des espaces industriels existants, la MRC devra revoir l'ensemble de ses zones industrielles. Elle devra notamment appuyer ses choix en matière de planification en présentant un portrait de la situation industrielle actuelle et une analyse des tendances et des besoins industriels mis en relation avec les espaces industriels disponibles selon leurs vocations ou particularités, et ce, dans une perspective de développement industriel sur un horizon de 10 à 15 ans.

Enfin, la MRC devra définir son affectation « Industrielle prépondérante locale » qui est manquante au schéma et indiquer les usages qui y seront autorisés.

Recommandation du gouvernement

Le gouvernement recommande à la MRC d'éviter de localiser ses espaces industriels directement en bordure du réseau routier supérieur afin d'éviter des problèmes de sécurité des usagers et de fluidité de circulation.

1.5 Les usages et activités à l'extérieur des PU

Attente gouvernementale

Contrôler l'urbanisation diffuse à l'extérieur des PU par l'autorisation d'activités et d'usages en lien avec la vocation et les caractéristiques des différentes affectations du territoire.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC présente d'abord un historique très élaboré de l'établissement et de l'évolution de sa population et fait état des nombreux potentiels de son territoire et des principales problématiques qui ont caractérisé celui-ci au cours des dernières années.

La MRC détermine aussi 30 grandes affectations sur son territoire, qu'on peut facilement regrouper sous neuf vocations distinctes : agricole, conservation, faubourgeoise, forestière, industrielle, récréative, services publics, urbaine, et villégiature. Elle définit chacune de ces affectations et spécifie les usages qui seront autorisés à l'intérieur de celles-ci. À l'exception de l'affectation urbaine, qui correspond aux limites des PU, toutes ces affectations sont situées hors des zones urbaines. Aussi, elle impose des densités maximales pour les usages résidentiels dans l'affectation « Faubourgeoise » et celles à vocation villégiature.

Cependant, la MRC ne présente aucune donnée en ce qui concerne la répartition des constructions résidentielles récentes à l'extérieur des zones urbaines et le type de développement qui s'y est effectué. De plus, bien qu'elle énonce dans son orientation 1 certains objectifs et moyens de mise en œuvre qui rejoignent en bonne partie les orientations du gouvernement en matière de gestion de l'urbanisation, celui-ci constate que la MRC n'appuie pas toujours ses objectifs et intentions par des mesures visant le contrôle des usages à l'extérieur des PU. Ainsi, la MRC ne contribue pas à l'atteinte de l'orientation gouvernementale visant un meilleur contrôle de l'urbanisation diffuse et la consolidation des zones bâties existantes.

Le MAMOT est notamment préoccupé par plusieurs usages à caractère urbain autorisés dans l'affectation « Faubourgeoise » et les affectations à vocation villégiature, récréative, agricole et forestière.

Affectation « Faubourgeoise »

D'abord, la MRC introduit une affectation « Faubourgeoise » qui vise à reconnaître le développement d'agglomérations complémentaires à un centre urbain ou villageois, tout en soutenant la croissance et la consolidation de ces secteurs afin de confirmer leur rôle en tant que sous-centres locaux de services. Cependant, ces secteurs sont très peu habités et ne possèdent pas les caractéristiques d'un milieu urbain qui se définit notamment par une mixité des usages, une certaine densité et des usages structurants. La MRC y autorise toutefois une variété d'usages à caractère urbain qui devrait plutôt être dirigés vers les PU, notamment les habitations de type multifamilial. Ces habitations sont cependant des bâtiments structurants qui doivent être dirigés vers les zones urbaines afin d'éviter de nuire à la consolidation de celles-ci.

Aussi, la MRC y permet l'implantation de résidences pour personnes âgées ainsi que des installations de types ressources intermédiaires rattachées à un établissement public. Ces dernières sont définies, selon le CISSS, comme des appartements supervisés, des maisons de chambres, ou des résidences de groupe qui procurent un milieu de vie adapté aux besoins de certains individus. Bien que la MRC définisse les résidences pour personnes âgées à son schéma révisé, elle n'établit aucune mesure

d'encadrement pour ces deux types de résidences à l'extérieur des PU. De plus, il n'y a aucune définition au schéma pour les installations de type ressources intermédiaires. Cependant, certains de ces établissements pourraient s'implanter sous forme de multifoyers dans cette affectation hors PU. Or ces habitations sont de type urbain et doivent être dirigées vers les PU, tout comme les services à la population en matière de santé.

La MRC autorise également l'implantation de commerces locaux de proximité sans préciser ce qu'elle entend par « local de proximité ». Sans encadrement, ce type de commerces suppose un large éventail d'usages commerciaux de toutes superficies. De plus, elle autorise un usage industriel léger. Or, même léger, un usage industriel est un usage à caractère urbain structurant et il doit se localiser dans les aires urbaines ou dans les secteurs dédiés à des fins industrielles afin de favoriser l'optimisation des retombées et des investissements industriels publics et privés consentis.

Enfin, la MRC autorise les parcs et les terrains de jeux sans les définir. Cependant, ces équipements sont des équipements collectifs qui peuvent s'avérer structurants et doivent plutôt être dirigés vers les PU.

Affectations à vocation villégiature

La MRC autorise aussi dans ces affectations des résidences pour personnes âgées ainsi que des installations de types ressources intermédiaires rattachées à un établissement public. Tout comme énoncé précédemment, sans encadrement, ces usages doivent être dirigés vers les PU.

Affectations à vocation récréative

La MRC autorise également des résidences pour personnes âgées ainsi que des installations de types ressources intermédiaires rattachées à un établissement public. Plusieurs autres usages à caractère urbain sont aussi présents dans ces affectations. En effet, la MRC autorise tous les établissements touristiques tels que défini à l'article 7 du Règlement sur les établissements d'hébergements touristiques. Cependant, les hébergements touristiques visés par cet article incluent aussi les hôtels sans égard à leur vocation ou leur superficie. La MRC y autorise aussi des établissements de restauration et des commerces locaux de proximité de tous types, ainsi que des résidences pouvant comprendre de 6 à 20 logements. Ces usages sont tous des usages à caractère urbain en raison de leur envergure possible et leur rôle structurant, et doivent se localiser dans les zones urbaines. Sans autres encadrements, la MRC ne s'assure pas de limiter au minimum les usages à caractère urbain à l'extérieur des périmètres d'urbanisation.

Affectations à vocation agricole

La MRC permet des résidences pour personnes âgées sans encadrement adéquat. De plus, le MAMOT et le MAPAQ constatent que la MRC permet l'implantation de cliniques vétérinaires dans ce milieu. Bien que des services vétérinaires puissent être liés à certaines activités agricoles, une telle clinique est plutôt caractérisée par un usage urbain, à moins d'être spécifiquement prévue pour les soins aux animaux de ferme. Sans encadrement adéquat, ces usages à caractère urbain ne permettent pas d'assurer un contrôle adéquat de l'urbanisation diffuse, ni d'assurer l'utilisation prioritaire du sol à des fins agricoles.

Affectations à vocation forestière

Enfin, tout comme dans les affectations à vocation récréative, la MRC autorise dans l'affectation à vocation forestière « multiple modulée » tous les établissements touristiques tels que définis à l'article 7 du Règlement sur les établissements d'hébergements touristiques, ainsi que les résidences pour personnes âgées. L'encadrement de ces usages est cependant insuffisant pour assurer un contrôle des usages à caractère urbain.

En conséquence, dans des affectations non urbaines telles que l'affectation « Faubourgeoise » et les affectations à vocations villégiature, récréative, agricole et forestière, les usages doivent se limiter à des usages résidentiels de faible densité, à l'hébergement touristique en lien avec la vocation de l'affectation visée ainsi qu'à de petits commerces en soutien à l'usage résidentiel ou en lien aussi avec la vocation de l'affectation.

Il est important que la MRC dirige de façon prioritaire les usages à caractère urbain vers les PU. Ainsi, elle favorisera l'instauration et le maintien d'une masse critique de population qui participera à la survie des secteurs urbains et villageois, et aidera à freiner la dévitalisation. En fait, les choix en matière d'usages autorisés à l'extérieur des PU doivent garantir à la fois la consolidation des noyaux urbains ou villageois et une occupation du territoire qui assurera la préservation et la mise en valeur des caractéristiques des milieux agricole, rural, de villégiature, récréatif et forestier.

Enfin, le MAMOT désire souligner les mesures très intéressantes que la MRC applique en matière de densités maximales à respecter à l'extérieur des zones urbaines. Cependant, la MRC permet tout de même l'implantation de réseaux d'aqueduc et d'égout et leur prolongement dans plusieurs affectations à l'extérieur des PU, notamment dans les affectations à vocation villégiature, récréative et forestière. Ce choix pourrait avoir des impacts directs en matière de consolidation des zones urbaines et en ce qui concerne la rentabilisation des investissements publics consentis.

Demande du gouvernement

Le gouvernement demande à la MRC d'assurer un meilleur contrôle de l'urbanisation diffuse afin de limiter au strict minimum les usages urbains et les équipements collectifs à l'extérieur des PU et des zones dédiées aux industries.

À cet effet, il demande à la MRC d'assurer un meilleur encadrement de l'implantation des résidences, des commerces, restaurants et services, de l'hébergement touristique, et des usages industriels à l'extérieur des PU, tout en respectant le maintien du caractère existant et de la vocation de chacun des milieux visés.

Plus précisément, la MRC devra limiter l'implantation de résidences à l'extérieur des PU aux résidences unifamiliales et encadrer celles-ci de manière à ne pas nuire au développement résidentiel à l'intérieur des PU. Elle pourrait, par exemple, y limiter l'ouverture de nouvelles ou exiger la présence d'une rue publique existante à l'entrée en vigueur du schéma révisé pour l'émission d'un permis de construction. Aussi, afin de mieux appuyer ses choix en matière de contrôle de l'urbanisation diffuse à l'extérieur des PU, la MRC devrait documenter le développement résidentiel récent à l'extérieur des zones urbaines.

Aussi, la MRC devra définir et restreindre les commerces locaux de proximité ainsi que les restaurants à l'extérieur des PU et s'assurer que ces usages soient en lien avec la vocation du secteur visé. Ces usages ne doivent pas être générateurs d'un achalandage ou de fréquentations accrues.

La MRC devra également revoir la définition d'hébergement touristique en ne permettant que les types d'hébergement en lien avec la vocation des affectations visées, soient celles de villégiature, récréative et forestière. De plus, elle devra retirer les usages industriels qui sont autorisés dans l'affectation « Faubourgeoise ». Enfin, elle devra encadrer adéquatement les services vétérinaires dans les affectations à vocation agricole de manière à ne permettre ces usages que lorsque ceux-ci sont en lien avec l'activité agricole

Enfin, le gouvernement demande à la MRC de prévoir que l'implantation de réseaux d'aqueduc et d'égout ne soit permise à l'extérieur des PU que pour des raisons de salubrité publique.

Attente gouvernementale

Orienter et planifier le développement de la villégiature selon des modalités qui optimisent ses retombées positives et minimisent ses inconvénients aux plans économique, social et environnemental tout en favorisant la consolidation des zones vouées à cette vocation et en contribuant à celle des noyaux villageois et des milieux urbains existants.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

Dans les affectations à vocation villégiature, la MRC associe les usages résidentiels unifamiliaux à des usages de villégiature. Pour y limiter ce type d'activité et s'assurer de ne pas mettre en péril la fragilité du milieu et la qualité de vie du cadre bâti, la MRC prévoit des densités allant de 1,25 à 2,5 bâtiments à l'hectare et met en place certaines dispositions qui obligent à construire le long de chemins privés ou publics existants.

La MRC souligne dans son schéma que « Le développement de la villégiature, sous la forme d'agglomérations vouées à des fonctions résidentielles de faible densité, entraîne (...) une demande accrue en services publics (voirie, électricité, téléphone, gestion des déchets domestiques, etc.) sur des parcelles du territoire municipal éloignées du milieu structuré, diluant l'efficacité de ces mêmes services et réduisant du coup la rentabilité de ces équipements. » (p.152). Le MAMOT salue la sensibilité de la MRC à la problématique de la villégiature sur son territoire, et sa volonté de resserrer les règles en matière de villégiature, notamment en attribuant des densités résidentielles maximales à respecter dans ces secteurs.

Bien que la MRC encadre les usages résidentiels dans les affectations vouées à la villégiature, le MAMOT constate que de nombreux secteurs sur son territoire sont dédiés à cette activité et que plusieurs d'entre eux possèdent des centaines d'espaces vacants. De plus, la MRC ne présente aucune démonstration de ses besoins pour le développement résidentiel dans cette affectation à vocation villégiature, notamment en ce qui concerne les tendances récentes pour ce type de développement sur son territoire, de même que les perspectives de développement en cette matière. Elle souligne que la villégiature est liée à une activité résidentielle de faible densité et localisée dans un cadre majoritairement riverain à un cours d'eau. Elle précise également qu'il existe un potentiel élevé pour cette activité sur son territoire et souhaite mettre en valeur ce potentiel.

En permettant le développement de la villégiature sur de grands espaces vacants, sans démontrer ses besoins en espaces pour ce type de développement, la MRC n'assure pas la consolidation des zones urbaines existantes.

Demande du gouvernement

Afin de mieux planifier la villégiature sur son territoire, le gouvernement demande à la MRC de dresser un portrait plus détaillé de ce type d'activité. Elle devra aussi faire la démonstration que ses besoins en espace pour la villégiature correspondent aux potentiels développables des secteurs visés, notamment en évaluant les tendances récentes de ce type de développement sur son territoire, de même que les perspectives de développement sur un horizon de 10 à 15 ans. La MRC devra donc établir une planification du développement de la villégiature en fonction de ses besoins réels et prioriser les endroits où elle désire développer ce type d'activité, notamment en tenant compte des superficies bâties et vacantes à l'intérieur de chacun des secteurs voués à la villégiature.

La MRC peut se référer, dans sa démarche, au guide " Planification et gestion des lieux de villégiature " disponible sur le site Internet du MAMOT.

2 La planification des infrastructures, des équipements et services publics

2.1 Les équipements et les services collectifs

2.1.1 L'habitat

L'habitation est une fonction importante du paysage urbanisé et une composante majeure du patrimoine collectif, ainsi qu'une source de revenus significative pour les municipalités. Préoccupé par l'amélioration du cadre de vie des milieux urbanisés, le gouvernement préconise la protection, la réhabilitation et la mise en valeur du cadre bâti.

Orientation du gouvernement

Améliorer les conditions de l'habitat et les adapter au contexte socio-économique.

Attente gouvernementale

S'assurer d'une offre de logements de qualité, variés, abordables et faciles d'accès répondant aux capacités financières et aux besoins diversifiés de la population.

► **L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé**

La MRC n'aborde pas la question de l'amélioration de l'habitat dans son schéma ni ne présente de grande orientation, de mesure particulière ou de ligne directrice allant dans le sens de l'amélioration des conditions générales de l'habitat et d'un accès au logement convenable et abordable pour la population.

Recommandation du gouvernement

Le gouvernement rappelle que l'amélioration de l'habitation et l'accès général à un logement adéquat sont des objectifs à poursuivre par des actions régionales et locales, pouvant se traduire par la revitalisation des noyaux villageois et urbains. Il invite donc la MRC à documenter la problématique de l'habitation sur son territoire et à orienter des actions en ce sens. Dans cette optique, la MRC pourrait étudier les besoins de clientèles particulières, par exemple les personnes âgées, en examinant les besoins de réhabilitation des logements, en déterminant les secteurs où ces besoins sont les plus marqués et en prévoyant des actions requises à son plan d'action.

2.1.2 Les services aux personnes

Orientation du gouvernement

Maintenir et améliorer les équipements et les services nécessaires à la vie de la collectivité en maximisant leurs retombées sur le milieu urbanisé.

Attentes gouvernementales

Assurer le maintien, l'amélioration et l'implantation des équipements et des services collectifs dans les milieux urbanisés (villes et villages) par une planification qui :

- favorise leur utilisation et leur accessibilité ;
- privilégie leur localisation optimale en termes de réponse aux besoins sociaux, de support au développement, d'appui à la consolidation des réseaux existants ainsi qu'à la consolidation et à la revitalisation des centres-villes et des noyaux villageois et de rationalisation des dépenses publiques.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

Les équipements culturels

Le gouvernement entend assurer l'accès et la participation des citoyens à la vie culturelle et artistique. Dans cette optique, le MCC favorise l'expression et la démocratisation d'une culture dynamique respectueuse de ses créateurs et de son patrimoine et accessible aux citoyens dans leur milieu de vie dans une perspective de développement durable. Pour en maximiser l'accessibilité, le gouvernement privilégie une localisation optimale des nouveaux équipements culturels sur le territoire, lorsqu'un recyclage de bâtiment n'est pas envisageable.

Recommandation du gouvernement

Dans un esprit de consolidation des interventions, de maillage et de partenariat ainsi que d'élargissement de l'accessibilité de la culture, le gouvernement invite la MRC à bonifier son schéma en intégrant aussi les équipements et éléments culturels des autres secteurs d'intervention du MCC. Ces équipements sont le Centre d'interprétation de l'histoire de la protection de la forêt contre le feu (CIPFF), la Maison de la Culture de La Vallée-de-la-Gatineau et la Radio communautaire de la Haute Gatineau (CHGA).

Les équipements de santé et de services sociaux

Le schéma est muet quant à l'identification et la localisation des équipements de santé et de services sociaux existantes sur son territoire. Or, en vertu de l'article 5, paragraphe 8 de la LAU, la MRC doit indiquer la nature des infrastructures et des équipements importants qui existent sur son territoire ainsi que l'endroit où ils sont situés. Les équipements de santé et de services sociaux font partie des équipements qui doivent être identifiés au schéma.

Demande du gouvernement

Le gouvernement demande à la MRC d'identifier les équipements de santé et de services sociaux présents sur son territoire.

Les équipements scolaires

Tout comme pour les équipements de santé et services sociaux, le schéma reste muet en ce qui conserve l'identification et la localisation des équipements scolaires.

Demande du gouvernement

La MRC devra identifier et localiser au schéma révisé tous les équipements scolaires importants et présents sur son territoire.

2.2 Les infrastructures et équipements de transport terrestre

Orientations du gouvernement

Arrimer aux objectifs d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement la planification des infrastructures et des équipements à caractère public et assurer leur viabilité.

Préserver les infrastructures de transport, maintenir les services adéquats à l'usager et soutenir le développement socio-économique des différentes régions du Québec en optimisant les acquis des différents modes de transport.

Attentes gouvernementales

Privilégier une approche intégrée en matière de planification des transports terrestres et d'aménagement du territoire qui :

- donne la priorité au transport collectif et plus particulièrement au transport en commun ;
- favorise l'intermodalité ;
- optimise l'utilisation des équipements et infrastructures, des systèmes et des réseaux existants ;
- assure la conservation du réseau routier tout en soutenant le développement régional et en protégeant l'environnement et le cadre bâti.

2.2.1 Les équipements et infrastructures routières

► **L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé**

La classification fonctionnelle du réseau supérieur

La MRC décrit de façon satisfaisante le réseau supérieur de son territoire. En effet, elle identifie les routes nationales, régionales et collectrices présentes sur son territoire et les localise sur une carte.

Le MTMDDET note cependant que la route collectrice connue sous le nom de chemin des Voyageurs et sa prolongation sur le chemin du Poisson-Blanc dans la municipalité de Denholm est identifiée sur la carte 30, mais absente de la liste.

Demande du gouvernement

La MRC devra ajouter le chemin des Voyageurs et sa prolongation sur le chemin du Poisson-Blanc dans la municipalité de Denholm à la liste des infrastructures routières présentes sur le territoire de la MRC.

Les demandes de modification au réseau routier

La MRC mentionne dans son schéma révisé, la nécessité de reconfigurer la route Transoutaouaise dans le secteur du Lac Brochet dans la municipalité de Lac-Sainte-Marie. En effet, elle stipule que celle-ci est une route panoramique qui constitue le lien entre l'est et l'ouest de la partie sud du territoire. Elle souligne que la reconfiguration de la géométrie de cette route permettra une meilleure fluidité vers la MRC notamment pour les touristes provenant de la grande région montréalaise. La MRC identifie d'ailleurs, dans son plan d'action accompagnant le schéma, ce projet de reconfiguration de la route Transoutaouaise.

La MRC désire aussi réaménager l'intersection de la route 105 et du chemin Bertrand dans la ville de Gracefield afin de faciliter la mise en place d'activités commerciales vers le nord dans le secteur de Lacroixville. Dans la partie nord du chemin Bertrand, la MRC souhaite fermer l'intersection avec la route 105 afin de réduire la dangerosité de celle-ci. En effet, la MRC prévoit une augmentation du trafic par l'arrivée de commerces à cet endroit.

Le MTMDET constate cependant l'absence d'informations importantes lui permettant de déterminer les principales caractéristiques de ces projets. En effet, la MRC n'en précise pas le tracé, la géométrie ni l'ampleur de l'implication des partenaires. De plus, ces projets ne se basent pas sur une démonstration de la demande prévisible, de la part anticipée et du caractère adéquat ou non de l'infrastructure visée. Aussi, dans le cas du réaménagement de l'intersection de la route 105 et du chemin Bertrand, la MRC n'identifie aucune mesure assurant l'optimisation de la sécurité et de la fluidité sur le lien routier existant.

Enfin, le MTMDET souligne que des analyses réalisées dans le cadre du Plan de transport de l'Outaouais de 1996 avaient permis de constater que les besoins pour certains projets routiers, dont ceux de la route Transoutaouaise, n'étaient pas assez importants pour justifier leur réalisation. La situation n'ayant pas évolué depuis, la même conclusion s'applique aujourd'hui.

Par ailleurs, dans les moyens de mise en œuvre de l'orientation 5 qui vise la fluidité des déplacements et la sécurité des usagers, la MRC propose d'effectuer une demande au MTMDET afin de réaménager l'intersection des routes 117 et 105 dans la municipalité de Grand-Remous. Or, cette demande a déjà été transmise au MTMDET par la municipalité de Grand-Remous et a reçu une réponse défavorable de ce ministère en janvier 2015.

Demande du gouvernement

Afin d'assurer la viabilité de ces projets, la MRC devra compléter les informations nécessaires à la justification du projet de reconfiguration de la route Transoutaouaise du secteur du Lac Brochet dans la municipalité de Lac-Sainte-Marie et du projet de réaménagement de l'intersection de la rue Bertrand et de la route 105 dans la ville de Gracefield. Notamment, la MRC devra fournir le tracé, la géométrie, l'ampleur de l'implication des partenaires et les coûts prévisibles envisagés pour chacun de ces deux projets. De plus, elle devra baser ses besoins sur une démonstration de la demande prévisible en matière de transport et sur le caractère adéquat ou non des reconfigurations souhaitées.

Recommandations du gouvernement

La MRC devrait aussi compléter, pour son projet de réaménagement de l'intersection de la rue Bertrand et de la route 105 dans la ville de Gracefield, les informations techniques nécessaires à l'identification des mesures assurant l'optimisation de la sécurité et de la fluidité sur ce lien routier provincial existant. Le gouvernement souhaite notamment que la MRC assujettisse ce projet à la complétion d'une étude de sécurité et de circulation approuvée par le MTMDET.

Par ailleurs, plutôt que d'inscrire ce projet jugé défavorable dans les moyens de mise en œuvre de l'orientation 5, le gouvernement invite la MRC à y énoncer sa volonté d'effectuer une veille sur l'évolution des problématiques de circulation et de sécurité des réseaux routiers présents sur son territoire.

Gestion des corridors routiers

La MRC prévoit au chapitre 15 de son schéma révisé un ensemble de mesures réglementaires pour les différentes routes présentes sur son territoire. Elle souhaite ainsi assurer une saine gestion du réseau routier selon les caractéristiques des différentes affectations de son territoire. Notamment, la MRC désire gérer les conditions d'acceptabilité des accès, les paramètres financiers et les vitesses affichées sur le réseau routier québécois.

Le MTMDET constate cependant que ces mesures réglementaires sont incompatibles avec les lois et règlements s'appliquant aux transports, et contraires à la planification du réseau de transport du MTMDET. Il soutient que ces mesures pourraient avoir un impact sur la planification du réseau de transport du MTMDET. En effet, ces dispositions pourraient impliquer des changements au niveau des vitesses autorisées par le MTMDET et des modifications majeures à la géométrie des axes routiers existants, ce qui implique des coûts importants pour le gouvernement.

Le MTMDET rappelle à la MRC que le réseau routier provincial est assujéti aux normes provinciales qui visent une uniformisation des réseaux routiers à l'échelle interprovinciale et même internationale. Ainsi, le réseau routier du MTMDET est conforme à des exigences élevées de construction et de gestion qui assurent la sécurité routière et la fluidité des déplacements.

Demande du gouvernement

Par conséquent, afin d'arrimer la planification des infrastructures et des équipements à caractère public aux objectifs d'aménagement du territoire, et d'assurer la viabilité de ces infrastructures et équipements, le gouvernement demande à la MRC de retirer de son schéma révisé toutes les dispositions incompatibles avec les lois et règlements s'appliquant aux transports et contraires à la planification du réseau de transport du MTMDET. Ces dispositions visent notamment l'identification des normes ou des mesures concernant l'acceptabilité ou non d'un accès, la détermination des vitesses affichées et le maintien du programme d'amélioration.

2.2.2 Le transport collectif des personnes

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC décrit l'organisation du transport collectif en identifiant trois types de transport collectif présents sur son territoire, soit le transport adapté pour les personnes handicapées, le transport collectif en milieu rural réalisé par l'entremise d'un service de bénévoles accompagnateurs, et enfin le transport par autobus interurbain. De plus, elle identifie certains défis en matière de transport collectif sur son territoire.

Le gouvernement constate cependant que la MRC ne fait pas état des autres modes de transport qui peuvent être présents sur son territoire, notamment le transport par taxi et le transport scolaire. Le gouvernement s'attend à ce que la MRC prenne en considération ces transports collectifs, particulièrement le transport scolaire. En effet, il importe que celui-ci soit pris en considération dans la planification des transports, car les choix de la MRC peuvent avoir un impact sur les coûts du transport scolaire ainsi que sur l'accessibilité aux infrastructures et équipements scolaires.

Demande du gouvernement

Afin d'assurer un meilleur arrimage de la planification des infrastructures de transport collectif avec les objectifs d'aménagement du territoire, le gouvernement demande à la MRC de décrire et identifier les infrastructures importantes de transport scolaire et par taxi présentes sur son territoire.

Recommandation du gouvernement

Par ailleurs, le MTMDET est préoccupé par l'accroissement prévisible des pressions immobilières à moyen terme dans le secteur méridional de la MRC dû au prolongement de l'autoroute 5. Ainsi, le gouvernement invite la MRC à adopter une orientation qui privilégie une approche intégrée en matière de planification des transports et d'aménagement du territoire qui favoriserait l'intermodalité, notamment en priorisant le transport collectif (et actif) pour les noyaux villageois et urbain ainsi que pour l'agglomération de Maniwaki.

2.2.3 Le réseau de camionnage

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

En référence à la classification fonctionnelle du réseau routier supérieur, la MRC identifie le réseau de camionnage et ses particularités. Toutefois, le MTMDET note qu'aucune description, analyse ou planification n'aborde le réseau municipal de camionnage. De plus, l'approche par corridors routiers ne permet pas de dégager la planification de l'aménagement versus le transport des marchandises qui est un élément majeur pour le développement régional.

Recommandation du gouvernement

Le gouvernement recommande à la MRC d'inclure une description du réseau de camionnage sur le réseau routier local afin de fournir une vue d'ensemble complète du transport des marchandises sur le territoire de la MRC.

2.2.4 Le réseau cyclable

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma

Bien que la MRC attribue une grande importance au concept de la Véloroute des Draveurs pour le développement de son territoire, notamment dans le corridor récréatif de la rivière Gatineau, elle ne localise pas cette piste cyclable qui s'étend de la municipalité de Low jusqu'à celle de Messines, ni les projets reliés au réseau cyclable sur son territoire.

Par ailleurs, la MRC prévoit plusieurs améliorations à cette infrastructure. Parmi ces améliorations, le MTMDET note la volonté de la MRC d'aménager une aire de stationnement dans la municipalité de Low et localisée soit à proximité de l'agglomération de Brennan's Hill sur un terrain appartenant au MTMDET ou soit à proximité du PU de la municipalité de Low. Or, aucune autorisation préalable n'a été émise pour l'utilisation de ce terrain.

Demandes du gouvernement

Le gouvernement demande à la MRC d'identifier et de localiser tous les réseaux cyclables régionaux existants et projetés sur son territoire, puisque cette identification sert de base de discussion pour l'application de la Politique sur le vélo. De plus, il s'agit aussi d'un préalable à la planification de projets lorsque des routes du réseau routier supérieur sont empruntées par des voies cyclables.

La MRC devra aussi retirer la prescription qui impose l'utilisation d'un terrain appartenant au MTMDET pour l'aménagement d'une aire de stationnement dans la municipalité de Low. Ce ministère est cependant ouvert à étudier la faisabilité du projet de la MRC si celle-ci lui en fait la demande.

2.2.5 Le réseau de transport hors route

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC aborde la question des sentiers récréatifs en identifiant et en localisant l'ensemble des sentiers de motoneige et de quad présents sur son territoire. De plus, elle intègre des mesures d'aménagement, notamment des distances séparatrices adéquates qui permettent d'atténuer le bruit généré par ces véhicules, tel que prescrit par la loi mentionnée précédemment.

2.2.6 Les équipements de transport aérien

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC de La Vallée-de-la-Gatineau possède une seule infrastructure régionale de transport aérien soit l'aérodrome de Maniwaki. Celui-ci se situe sur le territoire de la municipalité de Messines et est géré par la Régie intermunicipale de l'aéroport de Maniwaki. Une des plus importantes utilisations de cette infrastructure reste la desserte d'un immense territoire pour la protection contre les incendies de forêt.

Par ailleurs, la MRC intègre à son schéma des dispositions particulières pour limiter l'implantation de résidences à proximité de l'aérodrome de Maniwaki. Le MTMDET constate toutefois que la MRC utilise dans ces dispositions le terme « cône d'envol » pour désigner une surface d'approche. Il s'agit d'une surface qui fait plutôt partie des « surfaces de limitation d'obstacles » dans les normes et pratiques recommandées par Transports Canada.

Recommandations du gouvernement

Le gouvernement invite la MRC à décrire l'organisation du transport aérien sur son territoire et les modalités d'intégration de ce système de transport avec le transport routier (problèmes de circulation, de géométrie, incompatibilités de l'utilisation du sol avec la circulation, etc.)

De plus, il recommande à la MRC d'utiliser les termes officiels de Transport Canada afin d'éviter toute confusion relative aux distances et hauteurs à respecter pour les surfaces d'approches.

2.3 L'occupation du sol à proximité des infrastructures et équipements de transport

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

Le document complémentaire identifie des conditions d'émission de permis de construction qui exigent, lorsqu'une construction doit être érigée sur un terrain adjacent à une route relevant du MTMDET, l'obtention préalable de ce ministère pour un accès privé seulement. Or, peu importe la nature de l'accès demandée, une autorisation préalable du MTMDET est nécessaire.

De plus, le MTMDET est préoccupé par l'ampleur et le nombre de zones industrielles projetées, et par le volume de circulation qui pourrait être généré dans les secteurs visés. En effet, le projet de schéma révisé prévoit l'aménagement de plusieurs zones industrielles sur son territoire, souvent localisées en bordure du réseau routier supérieur. Ce ministère est notamment préoccupé par ce vaste espace industriel prévu à proximité de l'intersection des routes 117 et 105 dans la municipalité de Grand-Remous.

En effet, la MRC souhaite établir une nouvelle zone industrielle à cet endroit sur une superficie d'environ 650 hectares majoritairement vacante sans évaluer l'impact qu'un tel développement pourrait avoir sur la circulation et la sécurité routière. Le MTMDET souligne qu'il ne favorise pas le développement en bordure du réseau routier supérieur, particulièrement où la vitesse affichée est de 90 km/h, étant donné les problèmes de sécurité des usagers et de fluidité de la circulation que cela peut occasionner.

Demande du gouvernement

Le gouvernement demande à la MRC de retirer des conditions d'émission d'un permis de construction la condition « pour un accès privé » pour l'obtention d'une autorisation préalable du MTMDET, lorsqu'une construction est adjacente à une route relevant du MTMDET.

Recommandation du gouvernement

Afin d'assurer le maintien de la fonctionnalité du réseau routier supérieur et ainsi éviter des problèmes de sécurité et de fluidité du réseau, le gouvernement recommande à la MRC de faire une étude de circulation et de déplacements pour les zones industrielles prévues en bordure du réseau routier supérieur, et ce, préalablement à l'émission d'un permis de lotissement ou de construction. À cet effet, la MRC devra tenir compte des effets de l'augmentation de la circulation là où elle désire créer des parcs industriels en bordure des axes routiers principaux, notamment pour celui localisé à proximité de l'intersection des routes 117 et 105.

2.4 Les équipements et les infrastructures de transport d'électricité

Adhésité gouvernementale

Contribuer à une planification et à une rationalisation des infrastructures et des équipements électriques en conciliant les préoccupations du milieu et du gouvernement.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC inclut à son schéma une carte localisant les principales lignes de transport d'électricité et les postes de transformation électrique présents sur son territoire. La société Hydro-Québec note cependant que la MRC n'a pas inclus la liste de ces différents équipements et infrastructures d'importance

existantes, conformément à ce que prévoit l'article 5 de la LAU. De plus, certains éléments sont manquants sur la carte (centrales, réservoirs et barrages).

Aussi, la société Hydro-Québec constate que la MRC prévoit, dans son concept de corridor récréatif de la rivière Gatineau, certains projets sur ses propriétés sans que ceux-ci aient fait l'objet d'échanges entre HQ et la MRC. Or, toute utilisation des équipements ou des biens immobiliers appartenant à la société Hydro-Québec doit d'abord faire l'objet d'une autorisation écrite de sa part. De plus, la MRC ne peut émettre des conditions qui impliquent les installations d'HQ.

D'ailleurs, la société Hydro-Québec désire souligner à la MRC que le projet concernant une traversée cyclable sur le barrage de Paugan ne peut être envisagé pour des raisons de sécurité. En effet, le barrage et l'évacuateur ne sont pas configurés pour recevoir de façon sécuritaire une piste cyclable. Il s'agit d'une voie publique d'une largeur insuffisante à l'emplacement du barrage et de l'évacuateur (une voie à passage unidirectionnel sans contresens). La sécurité des usagers obligerait l'entreprise à revoir certaines composantes (ex. : remplacement des garde-corps, érection d'une voie de roulement en porte-à-faux), ce qui représente des investissements importants. Pour ces raisons, Hydro-Québec considère que ce projet n'est pas envisageable et que sa mention doit être spécifiquement retirée du schéma d'aménagement.

De plus, HQ constate que le réseau électrique n'est pas compatible dans l'ensemble des affectations du schéma, puisque les usages reliés aux équipements électriques ne sont autorisés que dans certaines affectations, notamment celles à vocation forestière. De plus, la MRC permet aux municipalités d'adopter, à leur réglementation d'urbanisme, des mesures plus restrictives pour protéger certains éléments n'apparaissant pas au schéma et qui sont de nature notamment patrimoniale, paysagère à ou environnementale.

Enfin, HQ souhaite rappeler à la MRC que l'entreprise doit pouvoir implanter ses équipements sur l'ensemble du territoire pour desservir ses clients et répondre à ses obligations de desserte fiable et sécuritaire de sa clientèle. Une interdiction ou une restriction pourrait empêcher la Société d'accomplir sa mission.

Demande du gouvernement

Afin de répondre à l'exigence de la LAU, le gouvernement demande à la MRC de compléter l'identification et la localisation de toutes les infrastructures et tous les équipements électriques importants concernant la production et le transport d'énergie. À cette fin, elle pourra se référer à la liste des équipements fournie par la société Hydro-Québec se trouvant à l'annexe 1 du présent document. De plus, la MRC devra compléter en conséquence la carte localisant les infrastructures et équipements électriques.

De plus, afin de concilier la planification et la viabilité des infrastructures et équipements de la société Hydro-Québec, le gouvernement demande à la MRC d'inclure au schéma uniquement les projets pour lesquels la MRC aura reçu une autorisation écrite d'HQ pour l'utilisation de ses équipements ou biens immobiliers, et de retirer tous les autres projets prévus sur ses propriétés ou aux endroits où HQ a des droits.

Recommandation du gouvernement

Afin d'éviter toute ambiguïté et d'assurer l'arrimage aux objectifs d'aménagement du territoire de la planification des infrastructures et des équipements à caractère public et de la protection de l'environnement, le gouvernement recommande à la MRC de préciser que l'ensemble de son réseau électrique est compatible dans toutes les affectations du territoire.

3 La protection des personnes et des biens

Orientation du gouvernement

Contribuer à la santé, à la sécurité et au bien-être publics ainsi qu'à la protection de l'environnement par une meilleure harmonisation des usages.

3.1 Les risques d'origine naturelle

3.1.1 Les zones inondables

Attente gouvernementale

Assurer la sécurité des personnes et de leurs biens et viser la réduction des dommages causés par les inondations aux équipements et infrastructures publics en exerçant un contrôle adéquat de l'occupation du sol dans les zones de contraintes naturelles que constituent les plaines inondables.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC aborde dans son schéma les risques associés aux inondations. En effet, en plus d'énoncer une grande orientation en matière de réduction des impacts de certains phénomènes naturels tels que les inondations, la MRC identifie les zones inondables officielles sur son territoire et inclut des normes applicables à l'intérieur de ces zones conformément à la PPRLPI. Ainsi, la MRC démontre sa volonté d'assurer la sécurité des personnes et des biens là où se situent ces zones inondables.

3.1.2 Les glissements de terrain et autres mouvements du sol

Attente gouvernementale

Assurer la sécurité des personnes et de leurs biens et viser la réduction des dommages causés par les glissements de terrains et autres mouvements du sol aux équipements et infrastructures publics en exerçant un contrôle adéquat de l'occupation du sol dans les zones soumises à des contraintes en raison des risques de glissements de terrain et autres mouvements du sol.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC identifie aussi dans son schéma les risques associés aux mouvements du sol. En effet, en plus de sa grande orientation en matière de réduction des impacts de certains phénomènes naturels, la MRC identifie les zones à risques de mouvements du sol, soit celles avec des pentes sujettes à décrochement et celles sujettes à des coulées argileuses. De plus, elle prescrit des normes d'aménagement applicables à l'intérieur de ces aires de mouvements de sol assurant la réduction des risques associés à ces phénomènes naturels. Ainsi, la MRC démontre sa volonté d'assurer la sécurité des personnes et des biens dans les secteurs à risque de glissements de terrain et de mouvements de sol.

Le MSP est cependant préoccupé par certaines normes du document complémentaire relatives aux risques de mouvements de sol. En effet, il constate que les normes incluses ne correspondent pas à celles du nouveau cadre relatif aux zones exposées aux glissements de terrain et développé par le gouvernement au cours des dernières années. Bien qu'avec ses normes actuelles, la MRC assure la

sécurité des personnes et des biens dans ces zones, les nouvelles normes gouvernementales permettent d'assurer une meilleure protection.

Recommandation du gouvernement

À cet égard, le gouvernement recommande fortement à la MRC d'ajuster ces dispositions relatives aux zones exposées aux glissements de terrain en conformité avec le nouveau cadre normatif développé par le gouvernement. Certains commentaires et informations ont d'ailleurs déjà été fournis à la MRC à ce sujet.

3.1 Les risques naturels

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC identifie aussi plusieurs éléments de risques liés à des phénomènes naturels comportant des risques pour la santé et la sécurité publique tels que le radon, les tremblements de terre, les tornades et vents violents, et énonce des mesures et des normes associées à la construction même des bâtiments.

Bien que de telles mesures ne fassent pas partie des préoccupations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire, notamment parce qu'il est difficile de réduire leur impact par des mesures en aménagement du territoire, les intentions de la MRC face à ces risques sont toutefois louables.

3.2 Les risques d'origine anthropique et les nuisances

La MRC identifie les activités qui peuvent présenter des contraintes significatives aux usages et à l'occupation du territoire en raison des risques et des nuisances qu'elles représentent pour la sécurité publique. Elle établit aussi des orientations, des objectifs, ainsi que des mesures de réciprocité dans ses moyens de mise en œuvre pour encadrer convenablement les risques d'origine anthropique. Cependant, plusieurs ministères constatent que certains éléments relatifs aux contraintes anthropiques n'ont pas été identifiés au projet de schéma révisé notamment en ce qui concerne les immeubles, ouvrages et activités à risques, les matières résiduelles, les terrains contaminés, les nuisances sonores ainsi que les prises de captage d'eau.

3.2.1 Les immeubles, les ouvrages et les activités à risque

Attente gouvernementale

Contribuer à assurer la santé et la sécurité publiques en prenant en considération, dans la planification de l'occupation du sol, les sources de contraintes majeures de nature anthropique que constituent les immeubles, les ouvrages et les activités à risques présents ou futurs sur le territoire.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC détermine certains sites, ouvrages et activités de son territoire qui peuvent présenter des contraintes majeures à l'occupation du sol à proximité en raison des risques et des nuisances qu'ils représentent pour la sécurité publique. De plus, elle énonce des mesures visant à assurer la sécurité des personnes et des biens à proximité de ces sources de risque. Ainsi, la MRC contribue à la santé, à la sécurité et au bien-être publics.

D'ailleurs, le MSP souligne que la MRC présente des initiatives intéressantes en matière de prise en compte des risques industriels comme la mise en place d'une zone tampon de 500 mètres entre les sites de traitement des matières résiduelles où sont entreposées des matières dangereuses résiduelles, et les zones à vocation résidentielle. À cet effet, il désire informer la MRC que quatre entreprises utilisant ou produisant des matières dangereuses en grande quantité sont recensées sur le territoire de la MRC de La Vallée-de-la-Gatineau. Ces entreprises sont répertoriées comme étant dépositaire de produits à déclaration obligatoire en lien avec leur dangerosité potentielle à l'extérieur de leur site d'exploitation et sont présentées à l'annexe 2 du présent document.

Recommandation du gouvernement

Afin de réduire encore plus les risques pour la santé et la sécurité publiques et d'établir un meilleur contrôle de l'utilisation du sol au pourtour de ces entreprises à risque, le gouvernement recommande à la MRC d'identifier ces quatre entreprises comptant des sites d'entreposage de matières dangereuses résiduelles, localisées sur le territoire de la MRC et inscrites à la base de données des urgences environnementales. La MRC pourrait aussi exiger une zone tampon aux pourtours de ces entreprises tel qu'elle le prévoit pour les sites de traitement des matières résiduelles.

3.2.2 Les matières résiduelles

Attente gouvernementale

Réduire les risques pour la santé et la sécurité publiques et les nuisances au bien-être général qui sont associés aux activités et aux équipements reliés à la gestion des déchets notamment en favorisant une planification concertée de leur implantation et une harmonisation des usages à proximité des équipements et de leur exploitation dans le respect du milieu environnant.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC identifie et localise les différents sites de traitement des matières résiduelles tels que les sites d'entreposage, d'élimination et de traitement des déchets solides, les sites de traitement de boues et de fosses septiques, les sites contaminés par des résidus d'activités industrielles ainsi que les anciens dépôts en tranchée. En localisant tous ces lieux, la MRC favorise une meilleure harmonisation des usages à proximité de ces équipements et répond ainsi aux préoccupations du gouvernement.

De plus, la MRC régit l'implantation de nouvelles sources d'alimentation en eau potable à proximité de ces installations en imposant différentes distances séparatrices entre un puits et le site à risque. Les distances exigées par la MRC ont été évaluées à partir d'un indice de vulnérabilité basé sur l'indice DRASTIC de l'eau souterraine. Le gouvernement salue la volonté de la MRC de réduire certains risques associés à ces lieux.

3.2.3 Les terrains contaminés

Attente gouvernementale

Contribuer à la réduction des risques pour la santé et la sécurité publiques et des nuisances ainsi qu'à la protection de la faune, de la flore et de l'environnement, associés aux terrains contaminés constituant des contraintes majeures notamment par une occupation du sol adéquate.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC a localisé plusieurs sites contaminés présents sur son territoire, notamment ceux contaminés par des résidus d'activités industrielles. Elle applique aussi différentes mesures d'atténuation relatives à ces sites et qui visent à réduire les risques et les nuisances pour la santé.

Cependant, la MRC n'a pas identifié ni localisé tous les terrains contaminés présents sur son territoire et inscrits dans le répertoire des terrains contaminés du MDDELCC, communément appelé la liste GERLED.

Demande du gouvernement

Le gouvernement demande à la MRC d'identifier et de localiser tous les terrains contaminés dont ceux inscrits dans le répertoire des terrains contaminés du MDDELCC. Cette liste se trouve sur le site internet de ce ministère à l'adresse suivante : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca>, dans le répertoire des terrains contaminés.

Recommandation du gouvernement

Aussi, le gouvernement recommande à la MRC de prévoir, par le moyen des affectations, les usages qui sont compatibles avec ce type d'activité.

3.2.4 Les nuisances sonores liées au bruit routier

Attente gouvernementale

Concourir à la réduction des nuisances sonores associées aux voies de circulation, aux réseaux de véhicules hors route qui constituent des contraintes majeures à la santé et au bien-être général, en favorisant une planification concertée de leur implantation et une harmonisation des usages à proximité dans le respect du milieu environnant.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC se préoccupe de la gestion du bruit routier en bordure du réseau routier supérieur et souligne l'importance de tenir compte de cette nuisance lors de l'aménagement du territoire. À cet effet, elle introduit à son document complémentaire l'identification des tronçons routiers assujettis aux normes sur le bruit routier, les distances à respecter pour des isophones 55 dBA $L_{eq, 24h}$ ainsi que des dispositions visant à régir les constructions et lotissements dans ces zones.

Les usages résidentiel, institutionnel et récréatif sont des usages sensibles au bruit et leur implantation le long de voies de circulation doit être régie en fonction de normes de distances minimales à respecter selon la Politique sur le bruit routier du MTMDDET. La MRC impose de telles distances aux bâtiments et dépendances relatives à l'habitation, à l'hébergement, aux activités institutionnelles et aux activités récréotouristiques. Le MTMDDET constate cependant que la MRC n'inclut pas les espaces extérieurs qui requièrent un climat sonore propice aux activités humaines (ex : la cour d'une habitation ou d'une garderie, un parc de quartier, etc.) Ces espaces extérieurs sont aussi des usages sensibles.

Demande du gouvernement

Afin d'assurer la réduction des nuisances sonores associées aux voies de circulation partout où s'exercent des usages sensibles au bruit routier (résidentiels, institutionnels et récréatifs), le gouvernement demande à la MRC d'inclure aussi à ces dispositions tous les espaces extérieurs sensibles qui requièrent un climat sonore propice aux activités humaines.

Recommandations du gouvernement

Le gouvernement encourage aussi la MRC à inclure des dispositions limitant le bruit routier, notamment pour les tronçons de certaines routes du réseau local ou supérieur ayant un DJME inférieur à 5 000 véhicules par jour, mais avec un très fort taux de camionnage, par exemple pour la route 117. En effet, le camionnage est une source importante de bruit routier.

Enfin, le gouvernement note que la MRC omet à plusieurs occasions dans son texte d'indiquer que l'indicateur de performance 55 dBA est du niveau équivalent sur 24 heures. Il souligne que celui-ci devrait plutôt être libellé comme suit : 55 dBA $L_{eq, 24h}$.

3.2.5 Les nuisances sonores liées aux postes de transformation d'énergie

Attente gouvernementale

Veiller à la réduction des nuisances sonores entravant la santé et le bien-être général associées aux postes de transformation d'énergie notamment en favorisant une planification concertée de leur implantation et une harmonisation des usages à proximité au regard de leur exploitation dans le respect du milieu environnant.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC se préoccupe des contraintes que peuvent engendrer certains équipements électriques. En effet, la société HQ constate que la MRC régit l'implantation de bâtiments à vocation résidentielle et institutionnelle à proximité de ses postes de transformations électriques et des lignes électriques, en imposant certaines bandes de dégagement.

La société HQ appuie cette démarche lorsqu'elle permet de veiller à la réduction des nuisances sonores associées aux postes de transformation électrique, puisque ceux-ci émettent effectivement des bruits suffisamment gênants pour la santé et le bien-être général. HQ souligne toutefois que la norme de 60 mètres imposée par la MRC ne peut être applicable pour l'ensemble des postes de la société HQ. En effet, chaque poste est distinct et les zones tampons à respecter diffèrent selon plusieurs facteurs tels que la configuration du poste, sa tension, son environnement immédiat, etc.

La MRC identifie aussi les lignes de transport électrique comme des contraintes à l'occupation du sol en raison des risques pour la santé et régit l'implantation des usages sensibles à proximité. Or, HQ reconnaît que ses postes de transformation électrique peuvent constituer des contraintes à cause des nuisances sonores qu'ils génèrent, mais pas ses lignes de transport électrique. En effet, HQ souligne qu'il n'y a pas de distances tampons nécessaires à prévoir autour des lignes de transport d'énergie, puisque le respect des emprises est suffisant pour assurer la sécurité de la population.

Recommandation du gouvernement

Le gouvernement recommande à la MRC de revoir les mesures de protection en fonction de la particularité de chacun de ces postes. HQ est disponible pour collaborer avec la MRC. De plus, HQ désire souligner à la MRC qu'il n'est pas nécessaire de prévoir des distances tampons autour des lignes de transport pour assurer la sécurité de la population.

Attente gouvernementale

Contribuer à assurer aux populations actuelles et aux générations futures l'accès à des approvisionnements sûrs et abordables en eau potable de bonne qualité notamment par une planification des usages à proximité qui protège les prises de captage d'eau.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC énonce, dans sa grande orientation 7, son intention d'assurer une meilleure protection de la ressource en eau sur son territoire. Elle intègre aussi certaines mesures visant à fournir un approvisionnement sûr et de bonne qualité. Notamment, elle exige une distance séparatrice entre l'implantation d'un puits de captage d'eau potable et certains sites à risque. Cependant, la MRC ne localise et n'identifie aucune des prises de captage d'eau potable présentes sur son territoire.

Demande du gouvernement

Afin de contribuer adéquatement à la protection de cette ressource et d'assurer aux populations actuelles et aux générations futures l'accès à des approvisionnements sûrs et abordables en eau potable de bonne qualité, le gouvernement demande à la MRC d'identifier et de localiser toutes les prises de captage d'eau potable souterraine ou de surface, prises d'eau municipales comme privées, aux fins d'alimentation en eau, alimentant plus de 20 personnes, y compris les prises desservant des institutions d'enseignement et des établissements à clientèle vulnérable (santé et services sociaux) et celles alimentant des sites récréatifs (camping, camp de plein air familial, etc.) À cette fin, elle pourra se référer à l'annexe 3 du présent document.

Recommandation du gouvernement

Par ailleurs, le MDDELCC souligne l'initiative très intéressante de la MRC qui exige que les nouvelles sources d'alimentation en eau potable desservant moins de 20 personnes ne puissent s'installer à des distances moindres que celles prescrites au tableau 47 relativement aux sites à risque. Le gouvernement recommande cependant à la MRC d'augmenter les distances séparatrices entre une prise de captage d'eau potable et les sites d'enfouissement de matières résiduelles non étanchéifiées, en exploitation ou non, ainsi que les anciens lieux de dispositions de boue de fosses septiques en tranchée. En effet, ces sites représentent un risque de contamination plus important pour les prises de captage d'eau potable.

Afin de réduire encore plus les risques possibles de contamination des prises d'eau potable, le gouvernement préconise une distance séparatrice de 500 mètres entre ces sites à risque et ces prises de captage. Cette distance séparatrice était exigée autrefois entre les sites en tranchée qui ne sont plus autorisés sur le territoire, et certains usages sensibles tels que des prises de captage d'eau potable.

3.2.7 La salubrité publique et les normes de lotissement

Attente gouvernementale

Dans un contexte de développement durable, assurer la salubrité publique et diminuer la pression sur le milieu naturel lors du lotissement, par une planification adéquate de l'occupation du sol dans une perspective d'ensemble à long terme

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC a intégré au document complémentaire des normes de lotissement répondant en partie à celles véhiculées par le gouvernement du Québec. En effet, le MDDELCC constate que certaines normes sont en deçà des normes minimales véhiculées par le gouvernement. Notamment, les secteurs partiellement desservis à l'intérieur des PU et de l'affectation « Faubourgeoise » (section 3.2.1 et 3.2.2) ne comportent pas de distinction quant à leur localisation à l'intérieur ou à l'extérieur du corridor riverain (points D et E).

Demande du gouvernement

Afin d'assurer la salubrité publique et diminuer la pression sur le milieu naturel lors du lotissement, par une planification adéquate de l'occupation du sol, le gouvernement demande à la MRC de rectifier les normes minimales de lotissement, particulièrement celles relatives aux secteurs partiellement desservis, en distinguant clairement celles localisées à l'intérieur d'un corridor riverain et celles localisées à l'extérieur d'un corridor riverain. De plus, elle devra s'assurer que toutes ses normes minimales de lotissement soient au moins équivalentes aux normes minimales véhiculées par le gouvernement et précisées au tableau « Synthèse des normes minimales de lotissement véhiculées par le gouvernement du Québec dans le cadre de l'application de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme ». Ce tableau est disponible à l'annexe 4 de ce document.

4 La conservation, la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt

Préambules du gouvernement

Protéger, réhabiliter et mettre en valeur le cadre bâti, les espaces publics et les éléments du milieu naturel.

Assurer la protection du patrimoine naturel ainsi que le maintien des espèces fauniques et floristiques et de leurs habitats.

Améliorer la contribution du réseau des parcs québécois à la protection des milieux naturels et à la satisfaction des besoins de la population en espaces récréatifs.

4.1 Le patrimoine bâti et paysager

Attente gouvernementale

Concourir à la protection, la réhabilitation et la mise en valeur des territoires d'intérêt historique, culturel et esthétique et confirmer l'intérêt qu'ils représentent notamment en leur accordant un statut particulier.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC identifie les différents sites d'intérêt patrimonial et les sites d'intérêt archéologique qui se trouvent sur son territoire, et inclut certaines mesures visant la conservation et la mise en valeur de ce patrimoine.

La MRC reconnaît aussi une quarantaine de sites d'intérêt esthétique qui sont notamment constitués de paysages dont les caractéristiques visuelles sont hors du commun. Enfin, la MRC identifie et localise huit corridors panoramiques pour lesquelles, elle encourage les municipalités à élaborer des plans de mise en valeur pour ces circuits panoramiques.

La MRC concourt à la protection et la mise en valeur de ce patrimoine bâti et paysager, ce qui rejoint les préoccupations du gouvernement.

4.2 Le milieu naturel

4.2.1 Les rives, le littoral et les plaines inondables

Attente gouvernementale

Contribuer à la survie des composantes écologiques et biologiques des rives et du littoral indispensables à la préservation de la qualité des lacs et des cours d'eau en assurant, par les choix en matière d'occupation du sol, une protection minimale adéquate au milieu riverain, tout en favorisant leur mise en valeur, et le cas échéant, leur restauration.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC intègre à son document complémentaire les normes de la plus récente version de la Politique de protection des rives, du littoral et de plaines inondables du gouvernement du Québec (PPRLPI). Elle y apporte toutefois une certaine modulation fondée sur une plus grande protection du milieu hydrique et sur ses grandes orientations visant notamment un développement durable de ce milieu.

Le MDDELCC souligne les efforts mis de l'avant par la MRC visant la protection de ces milieux sensibles dont certaines dispositions vont au-delà des prescriptions contenues dans la PPRLPI. Ce ministère constate toutefois qu'à l'intérieur des affectations agricoles, les activités agricoles pourront être réalisées à 3 mètres de la rive. Or, bien que ces activités puissent être réalisées dans la rive, les autres activités doivent respecter une plus grande distance de la rive.

Aussi, le MDDELCC et le MSP notent que la MRC souhaite étudier la possibilité d'autoriser des ouvrages de génie pour remblayer la zone inondable de grand courant (20 ans) jusqu'au niveau de la cote de référence centennale pour permettre la construction résidentielle lorsque les réseaux d'aqueduc et d'égout sont présents. Ces deux ministères soulignent cependant que de tels travaux ne sont pas conformes à la PPRLPI. Le MDDELCC et le MSP précise que ces travaux devront faire l'objet d'un plan de gestion répondant aux critères établis de cette politique, et que ce plan de gestion devra aussi faire l'objet d'une approbation des ministères concernés avant la modification de son schéma révisé.

Par ailleurs, la société HQ est préoccupée par la profondeur de 22 mètres exigée sur différents types de sol lorsqu'une pente de plus de 20 % est présente. En effet, cette distance prévue à la protection des rives est plus sévère que celles contenues dans la PPRLPI. Cette exigence pourrait cependant avoir un impact important et contraindre le déroulement de certains projets de l'entreprise.

Demande du gouvernement

Afin de contribuer à la survie des composantes écologiques et biologiques des rives et du littoral indispensable à la préservation de la qualité des lacs et des cours d'eau, la MRC devra ajuster la profondeur spécifique à la protection des rives, à un minimum de 10 ou 15 mètres, dépendamment du type de pente, même lorsque cette rive est localisée à l'intérieur d'une zone agricole.

Recommandation du gouvernement

Puisque la MRC souhaite éventuellement inclure à son schéma révisé un plan de gestion, le gouvernement lui recommande d'intégrer les objectifs, tous les critères et le contenu d'un plan de gestion tels que prévus à la section 5 de la PPRLPI.

Aussi, afin de ne pas nuire à la planification des infrastructures et des équipements, le gouvernement recommande à la MRC de ne pas appliquer aux projets d'HQ des mesures de protections plus sévères que celles de la PPRLPI.

4.2.2 Le patrimoine naturel et les milieux humides

Attente gouvernementale

Participer à la conservation d'échantillons de milieux terrestres et de milieux humides représentant la diversité et la richesse écologique et génétique du patrimoine naturel et contribuer à leur protection notamment en reconnaissant leur statut particulier.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC identifie et localise les différents types de sites d'intérêt écologique présents sur son territoire. Bien que la MRC ne se dote pas d'une orientation visant à protéger la biodiversité et la mise en valeur de ces sites, elle souligne toutefois l'importance de protéger ces sites tant pour leur valeur environnementale et leur fragilité, ce qui rejoint les préoccupations du gouvernement.

De plus, la MRC identifie plusieurs milieux humides sur ces cartes délimitant les périmètres d'urbanisation. Cependant, elle n'établit aucune mesure de protection pour ces milieux sensibles.

Recommandation du gouvernement

Considérant l'importance de ces milieux pour la gestion et le développement durable du territoire, le gouvernement encourage la MRC à tenir compte des milieux humides d'intérêt présents sur son territoire et d'adopter des mesures appropriées pour assurer leur conservation.

4.2.3 Les habitats et les refuges fauniques

Attentes gouvernementales

Participer à la conservation et à la mise en valeur de la faune et contribuer à la protection des habitats fauniques notamment par la planification reconnaissant l'intérêt écologique de ceux-ci

Participer à la préservation de la valeur exceptionnelle de certains habitats de qualité notamment par une planification reconnaissant l'intérêt écologique des refuges fauniques.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC inclut à son schéma une cartographie des sites d'intérêt relatifs à la faune. Elle y identifie plusieurs sites fauniques d'intérêt notamment des tourbières, des habitats du lynx, du pygargue et de la tortue des bois, des héronnières, des aires de confinement du cerf de Virginie et des aires fauniques communautaires. De plus, la MRC invite les municipalités à adopter des mesures de protection dans ces sites fauniques. Ces mesures concordent avec les préoccupations gouvernementales en matière de protection des habitats et refuges fauniques.

5 La protection du territoire et des activités agricoles

Orientation du gouvernement

Planifier l'aménagement et le développement du territoire agricole en accordant la priorité aux activités et aux exploitations agricoles en zone agricole, dans le respect des particularités du milieu, de manière à favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique des régions.

Objectifs du gouvernement

Assurer la pérennité d'une base territoriale pour la pratique de l'agriculture.

Privilégier une démarche consensuelle avec les acteurs concernés par l'aménagement et le développement du territoire agricole afin de trouver des solutions adaptées aux particularités du milieu et acceptables localement.

Attentes gouvernementales

- Acquérir une connaissance factuelle du territoire, de ses particularités et de ses enjeux.
- Reconnaître la zone agricole comme la base territoriale pour la pratique et le développement des activités agricoles et y assurer l'utilisation prioritaire du sol à des fins agricoles.
- Planifier l'aménagement de la zone agricole et y contrôler les usages non agricoles afin de créer un cadre propice au maintien et au développement des activités et des exploitations agricoles.
- Freiner l'empiétement et l'expansion de l'urbanisation en zone agricole
- Concilier, dans une perspective de développement durable, les responsabilités de la MRC à l'égard du développement des activités agricoles et des entreprises agricoles en zones agricole et celles relatives à la cohabitation harmonieuse des usages agricoles et non agricoles et évaluer sommairement si les solutions envisagées permettent de favoriser l'atteinte de ce résultat.

5.1 Les orientations en matière agricole

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma

Le schéma révisé inclut plusieurs grandes orientations, dont l'orientation 6 qui est relative au développement de l'espace agricole. La MRC y annonce son intention de revoir le découpage de la zone agricole sur son territoire. Elle souhaite notamment soustraire de cette zone les terres présentant des sols de moindre qualité pour la production agricole, et permettre une plus grande diversité des usages complémentaires à l'activité agricole.

Le MAPAQ comprend que la MRC souhaite adapter ses orientations au contexte agricole de sa région, toutefois il souligne que l'orientation de la MRC ne rejoint pas les préoccupations gouvernementales en matière agricole qui sont notamment de planifier l'aménagement de la zone agricole en priorisant les activités et les exploitations agricoles en zone agricole, et d'assurer leur pérennité.

Demande du gouvernement

Le gouvernement demande à la MRC de revoir son orientation 6 relative aux activités agricoles, en tenant compte des préoccupations gouvernementales qui sont spécifiées dans les orientations gouvernementales en matière de protection du territoire et des activités agricoles.

Recommandation du gouvernement

Par ailleurs, le MAPAQ rappelle à la MRC qu'elle s'est dotée d'un plan de développement de la zone agricole (PDZA). Compte tenu de l'importance de la réflexion et du travail qui a été fait pour arriver à une vision et à un plan d'action qui permettra le développement de l'agriculture, le gouvernement juge important que la MRC reprenne certains éléments essentiels du PDZA pour bonifier son orientation en matière agricole.

Les usages non agricoles en zone agricole

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma

La majorité de la zone agricole telle que définie par la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAA) se répartit dans quatre des cinq affectations agricoles de la MRC. L'essentiel de la zone agricole active se situe dans l'affectation « Agricole spécifique ». L'affectation « Agricole prioritaire » se caractérise par des terrains boisés à fort potentiel acéricole. L'affectation « Agricole multiple modulée » se localise principalement en bordure des PU, tandis que l'affectation « Agricole modulée » est restreinte à quelques endroits en bordure de la rivière Gatineau. Ces derniers endroits sont d'ailleurs caractérisés par la présence d'eau vive et se distinguent par leur potentiel aussi récréotouristique.

Plusieurs usages sont autorisés dans ces affectations. Outre les activités permises en zone agricole, la MRC y autorise aussi plusieurs usages non agricoles, notamment des habitations unifamiliales « apparentées à l'agriculture » et des résidences pour personnes âgées. Or, mis à part les résidences de l'exploitant, les autres usages résidentiels peuvent induire des contraintes pour les activités et les exploitations agricoles. Elle y autorise également les cliniques vétérinaires sans condition.

La MRC permet aussi plusieurs autres usages non agricoles à la condition que ceux-ci soient rattachés à une exploitation agricole, tels que les campings rustiques, les usages liés à l'agrotourisme, les étangs de pêche, les sites d'observation de la faune, les sentiers récréatifs non motorisés, les abris sommaires, les centres équestres, les élevages et la garde d'animaux de compagnie, et les carrières et sablières. Elle autorise également les ateliers de maréchal ferrant sans condition.

La MRC ne peut toutefois pas autoriser, dans les zones agricoles décrétées, des activités autres qu'agricoles à moins que celles-ci n'engendrent pas d'impact négatif sur la pratique de l'agriculture. Cependant, les usages mentionnés précédemment et visés par la MRC ne sont pas suffisamment encadrés pour assurer une utilisation prioritaire des activités agricoles et sans impact négatif sur ceux-ci.

Demande du gouvernement

Afin de créer un cadre propice au maintien et au développement des activités et des exploitations agricoles dans la zone agricole permanente, le gouvernement demande à la MRC de contrôler adéquatement les usages non agricoles dans les affectations visées par cette zone. Notamment, elle devra préciser ce qu'elle entend par « maisons apparentées à l'agriculture » et par « résidences pour personnes âgées », et encadrer ces usages de manière à ce qu'ils ne nuisent pas aux activités et exploitations agricoles.

Recommandation du gouvernement

Le gouvernement recommande à la MRC de mieux encadrer les campings rustiques, l'agrotourisme, les étangs de pêche, les sites d'observation de la faune, les sentiers récréatifs non motorisés, les abris sommaires, les centres équestres, les élevages et la garde d'animaux de compagnie, les sablières et carrières, ainsi que les cliniques vétérinaires et les ateliers de maréchal ferrant afin que ces activités n'aient pas d'impact négatif sur les activités agricoles.

3.3 Les usages agricoles en zone agricole

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma

Par ailleurs, la MRC encadre certains usages agricoles d'une manière trop restrictive, de sorte qu'elle n'en permet pas le plein potentiel, particulièrement en ce qui concerne la sylviculture, les fermes cynégétiques et les fermes équestres.

En effet, la MRC permet la sylviculture sur des sols de potentiel 5, 6 et 7 en dehors des sols de culture, en jachère et en pâturage. Le MAPAQ salue l'initiative de la MRC pour l'encadrement du reboisement sur les terres agricoles. Malheureusement, cette mesure vient limiter les plantations d'arbres de Noël et des peuplements affectés à la récolte de la biomasse qui sont également des activités agricoles au sens de la LPTAA.

Aussi, la MRC limite l'implantation des fermes cynégétiques à l'affectation « Agricole modulée ». Or, cette affectation ne couvre que peu d'espace agricole, ce qui, selon le MAPAQ, restreint beaucoup l'implantation de ce type d'élevage.

Enfin, la MRC émet des conditions très contraignantes quant à l'implantation de fermes équestres dans l'affectation « Agricole modulée », notamment en exigeant une quantité minimale de juments mises en reproduction et des caractéristiques spécifiques liées à ces animaux.

Toutes ces mesures contraignantes relatives aux activités de sylviculture, aux fermes cynégétiques et aux fermes équestres ne sont pas de nature à créer un cadre propice au développement de ces activités agricoles.

Par ailleurs, le MAPAQ souligne que la MRC utilise à quelques reprises l'expression « sols de classe 5 ou inférieure » dans ses grilles de compatibilités des usages. Toutefois, ce libellé porte à confusion sur le sens donné à « inférieure ». En effet, les sols de classe 1, 2, 3, 4 et 5 sont des sols de classe inférieure ou égale à la classe 5 mais de meilleur potentiel, tandis que les sols de classe 5, 6 et 7 sont des sols de classe égale ou supérieure à la classe 5 mais de potentiel inférieur. Une mauvaise interprétation de ce

libellé pourrait permettre l'implantation d'usages non agricoles sur les meilleures terres agricoles de la MRC.

Demande du gouvernement

Le gouvernement demande à la MRC de revoir les mesures encadrant la sylviculture, les fermes cynégétiques et les fermes équestres, de manière à ne pas restreindre ces activités dans les affectations agricoles. Si toutefois la MRC souhaite limiter ces usages dans certaines parties de sa zone agricole ou d'en restreindre l'envergure, elle devra justifier adéquatement ses choix.

Recommandation du gouvernement

Aussi, pour éviter toute ambiguïté sur la possibilité d'implanter des usages non agricoles sur les meilleures terres agricoles, le gouvernement recommande à la MRC de clarifier ce qu'elle entend par « sols de classe 5 ou inférieure ».

5.4 Les îlots déstructurés

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma

La MRC n'identifie pas d'îlots déstructurés dans son schéma révisé. Cependant, dans les énoncés de ses orientations et de son plan d'action, elle indique qu'elle réalisera une étude de caractérisation de la zone agricole et qu'elle procédera à l'identification et à la reconnaissance des îlots déstructurés à l'intérieur de la zone agricole décrétée de son territoire.

Recommandation du gouvernement

Le gouvernement invite la MRC à amorcer sa réflexion dans le cadre d'une demande prévue à l'article 59 dans la LPTAA (îlots déstructurés) en amont de la décision de la CPTAQ. Le MAPAQ est disponible pour aider la MRC à entreprendre cette réflexion.

5.5 La cohabitation des usages en zone agricole

Attente gouvernementale

Favoriser la cohabitation harmonieuse des utilisations agricoles et non agricoles en zone agricole et à l'interface entre la zone agricole et les secteurs bâtis en déterminant des distances séparatrices et en recourant au zonage de production.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma

La MRC utilise différents moyens pour éviter les problèmes de cohabitation en zone agricole, notamment en incluant les paramètres des distances séparatrices tels que ceux prévus dans les orientations gouvernementales et elle ajoute un facteur de 0,5 pour les affectations à vocation dominante villégiature ou récréative. Cependant, le MAPAQ constate que la MRC n'aborde pas la question du contingentement des élevages porcins.

Le gouvernement tient à rappeler que les règles de contingentement ne peuvent être établies que par une MRC dans le cadre d'une planification régionale. Par conséquent, en l'absence de dispositions au schéma à cet effet, une municipalité locale ne pourra se prévaloir de son pouvoir de continger sans

qu'une modification au schéma ou l'adoption d'un RCI ne soit faite par la MRC. Ainsi, celle-ci doit préciser ses intentions dans son schéma même si elle ne souhaite pas se prévaloir de ce pouvoir.

Par ailleurs, le MAPAQ note que la liste des immeubles protégés présente plusieurs éléments non inclus à la définition d'« immeubles protégés » que l'on retrouve dans les orientations gouvernementales. La MRC y inclut notamment les logements autres que ceux rattachés à une exploitation agricole, les commerces, les vignobles, les établissements de production artisanale de boissons alcoolisées associés à un restaurant de 20 places à l'année, les sites patrimoniaux ainsi que les PU.

La plupart de ces éléments, normalement non protégés, viennent ajouter des distances séparatrices que doivent respecter les entreprises agricoles, notamment au niveau des bâtiments d'élevage et de l'épandage du fumier. Par contre, pour les PU qui ne sont pas considérés comme de simples immeubles protégés et dont le facteur d'usage (paramètre G) est plus élevé que pour les immeubles protégés, la MRC vient diminuer les distances séparatrices. En associant ces éléments aux immeubles protégés, la MRC ne s'assure pas de contrôler adéquatement les usages non agricoles et de créer un cadre propice au maintien et au développement des activités et des exploitations agricoles.

Demandes du gouvernement

Le gouvernement demande à la MRC d'inscrire au schéma ses intentions quant à l'utilisation du contingentement des élevages porcins comme outil de gestion de la cohabitation en zone agricole, qu'elle souhaite se prévaloir ou non de ce pouvoir. Si elle considère que le contingentement de ces élevages peut être approprié sur son territoire, elle devra l'encadrer en précisant les parties du territoire où cet outil pourra être utilisé et les modalités applicables à cet encadrement. Elle devra aussi évaluer sommairement l'impact des mesures proposées.

Aussi, afin de créer un cadre propice au maintien et au développement des activités et des exploitations agricoles, le gouvernement demande à la MRC de retirer les éléments identifiés précédemment de sa liste des immeubles protégés.

6 La gestion des terres du domaine de l'état

6.1 Orientations du gouvernement

Développer une approche de gestion globale visant une utilisation polyvalente du patrimoine foncier québécois, l'harmonisation des divers usages et la concertation des différents partenaires.

6.1.1 L'affectation des terres de l'État

Attente gouvernementale

Favoriser les activités de conservation, de protection et de mise en valeur de l'ensemble des ressources et de leurs potentiels sur les terres publiques notamment en assurant l'harmonisation des affectations et des usages.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma

La MRC identifie des affectations à vocation conservation, forestière et villégiature sur l'ensemble des terres publiques de son territoire.

Les affectations et usages autorisés par la MRC sur le territoire public vont dans le sens du développement d'une approche de gestion globale visant l'utilisation polyvalente du patrimoine foncier québécois et l'harmonisation des usages. Ainsi, la MRC respecte les orientations gouvernementales en cette matière.

6.2 La villégiature sur les terres publiques

Attente gouvernementale

Favoriser le développement de la villégiature et des activités connexes sur les terres du domaine public notamment en assurant l'harmonisation des affectations et des usages.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma

La MRC attribue une affectation « Villégiature spécifique » sur le pourtour d'une quarantaine de lacs localisés sur les terres du domaine public. Elle n'autorise dans cette affectation que des habitations de type unifamilial isolé, les accès à l'eau, les équipements de télécommunication, les travaux d'aménagement faunique ainsi que les réseaux d'aqueduc et d'égout.

Le MERN souligne qu'il a procédé à l'élaboration de la Stratégie de développement de la villégiature privée sur le territoire public de l'Outaouais (SDVO). Cette stratégie, élaborée en concertation avec les MRC de la région a été adoptée en décembre 2014. Elle consiste à planifier et gérer, de manière durable, l'émission des droits fonciers à des fins de villégiature privée sur le territoire public.

Ce ministère constate que les territoires que la MRC voue à l'affectation « Villégiature spécifique » sur les terres publiques correspondent aux secteurs visés à la SDVO. Ainsi, la MRC favorise le développement de la villégiature sur les terres du domaine public tel que prévu dans les orientations gouvernementales.

Le gouvernement rappelle toutefois à la MRC que, tel que spécifié à la section 1.6 de cette annexe, celle-ci doit toutefois prévoir que l'implantation de réseaux d'aqueduc et l'égout n'est permise à l'extérieur des PU que pour des raisons de salubrité publique.

7 La planification des activités minières

Orientation du gouvernement

Contribuer au développement du secteur minier en favorisant la protection et la mise en valeur des ressources minérales par une meilleure planification territoriale.

Attente gouvernementale

Assurer l'harmonisation des activités de mise en valeur des ressources minérales et celles relatives à la protection et au développement des autres ressources et potentiels sur l'ensemble du territoire par la planification d'affectations et d'usages compatibles.

➤ **L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé**

La MRC ne spécifie pas toujours clairement dans quelles affectations elle autorise les activités liées au domaine minier. Le MERN constate cependant qu'elle précise que ces activités sont incompatibles dans presque toute l'affectation « Faubourgeoise » à l'exception du secteur de Venosta dans la municipalité de Low, dans toutes les affectations à vocation villégiature et récréative, et dans tous les PU à l'exception de celui-ci de la municipalité de Sainte-Marie.

Ainsi, la MRC empêche dans ces secteurs le jalonnement ou la désignation sur carte d'un claim, l'exploration, la recherche, la mise en valeur ou l'exploitation de substances minérales et de réservoirs souterrains, ce qui n'a pas pour effet de contribuer au développement du secteur minier.

Le 10 décembre 2013, la Loi modifiant la Loi sur les mines est entrée en vigueur. Cette Loi a aussi modifié l'article 6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme qui permet aux MRC de délimiter tout territoire incompatible avec l'activité minière au sens de l'article 304.1.1 de la Loi sur les mines. En vertu de l'article 304.1.1 de la Loi sur les mines, les MRC pourront soustraire des territoires de l'activité minière. Toutefois, cet article n'est toujours pas en vigueur. À titre de disposition transitoire, seuls les PU en vigueur des municipalités et reproduits sur la carte des titres miniers, sont actuellement soustraits à l'activité minière, à l'exception des terrains faisant l'objet d'un droit minier obtenu avant le 10 décembre 2013. Ainsi, avant de déterminer des territoires incompatibles avec l'activité minière à son schéma révisé, la MRC doit attendre l'entrée en vigueur de l'article 304.1.1 de la Loi sur les mines.

Demande du gouvernement

En conséquence, le gouvernement demande à la MRC d'établir clairement que les activités minières telles que définies à l'article 246 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme sont compatibles sur tout son territoire à l'exception des PU identifiés. En ce sens, elle devra notamment retirer des territoires incompatibles avec l'activité minière, l'affectation « Faubourgeoise » ainsi que les autres affectations à l'extérieur des PU.

8 Le développement de l'énergie éolienne

Orientation de l'énergie éolienne

Privilegier la mise en valeur et l'utilisation efficace et rentable de toutes les ressources énergétiques et en maximiser les retombées.

Attente gouvernementale

Favoriser la mise en valeur du potentiel éolien du territoire d'une manière qui respecte les particularités du milieu et qui contribue à l'acceptabilité sociale de cette filière énergétique.

► L'avis du gouvernement sur le contenu du projet de schéma révisé

La MRC identifie les différents potentiels éoliens sur son territoire et spécifie que les municipalités de Lac-Sainte-Marie et de Denholm devront régir l'utilisation du sol sur les terres privées situées à proximité des secteurs ayant un potentiel éolien. De plus, elle intègre à son document complémentaire certaines mesures relatives à l'implantation d'éoliennes.

Le MERN est cependant préoccupé par la disposition fixant la largeur maximale d'une emprise d'un chemin d'accès pour l'accès à une éolienne. En effet, il considère que limiter l'emprise d'un chemin d'accès à une largeur de 15 à 18 mètres risque de diminuer les possibilités d'installation d'un projet sur le territoire de la municipalité, et pourrait restreindre la mise en valeur du potentiel éolien sur le territoire de la MRC.

Recommandation du gouvernement

Afin de ne pas nuire au possible développement du potentiel éolien sur le territoire de la MRC, le gouvernement recommande à la MRC de supprimer la largeur maximale de 15 à 18 mètres imposée à une emprise pour un chemin d'accès à des éoliennes.

9 Les commentaires généraux

Le plan d'action et le document sur les coûts

La LAU demande aux MRC de préparer un plan d'action décrivant de façon complète les projets d'intervention définis au schéma révisé ainsi qu'un document sur les coûts associés à ces projets.

La MRC de La Vallée-de-la-Gatineau inclut un tel plan décrivant les projets prévus sur son territoire ainsi que les coûts approximatifs qui y sont associés. Avec ce plan, la MRC vise à appuyer son rôle dans la réalisation des projets d'aménagement prévus sur son territoire, et ce, à titre de promoteur, de partenaire ou de catalyseur, et à renforcer le schéma révisé comme outil d'intervention et de mise en œuvre des actions concrètes qui y sont prévues.

Les commentaires des ministères et organismes publics

Plusieurs ministères et organismes publics souhaitent transmettre à la MRC des commentaires en vue de bonifier son schéma. Certains de ces commentaires font état des informations qu'ils possèdent et qui sont mises à la disposition de la MRC, tandis que d'autres réfèrent à des informations que la MRC devrait préciser dans son SADR.

10 Liste des interlocuteurs des ministères et organismes mandataires de l'État

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

Monsieur Ludovic Arès
Coordonnateur de l'assistance technique auprès de la MRC
Direction régionale de l'Outaouais
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 9.300
Gatineau (Québec) J8X 4C2
Téléphone : 819 772-3006, poste 80704
Télécopieur : 819 772-3989
ludovic.ares@mamot.gouv.qc.ca

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

Monsieur François Biron, M.Sc. agr.
Direction régionale de l'Outaouais
999, rue Dollard, local 01
Gatineau (Québec) J8L 3E6
Téléphone : 819 986-8544 poste 2409
Télécopieur : 819 986-9299
francois.biron@mapaq.gouv.qc.ca

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATION

Madame Catalina Gonzalez
Direction de l'Outaouais
170, rue de l'Hôtel de ville, bureau 4.140
Gatineau (Québec) J8X 4C2
Téléphone: 819 772-3287
Télécopieur: 819 772-3950
catalina.gonzalez@mcc.gouv.qc.ca

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE
CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

Monsieur Daniel Dubuc, ing. et agr., M.Ing.
Direction de l'Outaouais
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 7.340
Gatineau (Québec) J8X 4C2
Téléphone : 819 772-3434, poste 209
Télécopieur : 819 772-3952
daniel.dubuc@mddelcc.gouv.qc.ca

**MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES**

Monsieur Steve Lussier, conseiller en aménagement du territoire
Direction de la connaissance et des affaires régionales de l'Outaouais
16, impasse de la Gare-Talon
Gatineau (Québec) J8T 0B1
Téléphone: 819 246-4827 poste 272
stephen.lussier@mem.gouv.qc.ca

**MINISTÈRE DE LA FORÊT, DE LA FAUNE ET
DES PARCS**

Monsieur Jean Provost, biologiste
Direction régionale de la faune de l'Outaouais
16, impasse de la Gare-Talon
Gatineau (Québec) J8T 0B1
Téléphone: 819 246-4827 poste 294
Télécopieur: 819 246-5049
jean.provost@mffo.gouv.qc.ca

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES
SOCIAUX**

Louis-Marie Poissant
Agent de planification, de programmation et de recherche en santé environnementale
Direction de la santé publique de l'Outaouais
104, rue Lois
Gatineau (Québec) J8Y 3R7
Téléphone : 819 776-7669
louis-marie_poissant@ssss.gouv.qc.ca

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Monsieur Marc-André Périard
Direction régionale de la Sécurité civile de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec
817, boulevard Saint-René Ouest
Gatineau (Québec) J8T 8M3
Téléphone : 819 772-3737 poste 42702
Télécopieur : 819 772-3954
marc-andre.periard@msssp.gouv.qc.ca

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA
MOBILITÉ DURABLE ET DE
L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS**

Monsieur Jean-Michel Seguin
Direction de l'Outaouais
Module circulation, planification des transports et études
d'opportunité
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, 5^e étage
Gatineau (Québec) J8X 4C2
Téléphone : 819 772-3107, poste 331
jean-michel.seguin@mtq.gouv.qc.ca

SOCIÉTÉ HYDRO-QUÉBEC

Madame Julie Léonard
Direction régionale Laurentides
333, boulevard Jean-Paul-Hogue
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 6Y3
1 800 465-1521, poste 6471
leonard.julie@hydro.qc.ca

Annexe 1

Les équipements d'Hydro-Québec

LIGNES DE TRANSPORT D'ÉNERGIE			
Ligne	Tension (kV)	Type	Longueur (km)
654	69	aérien	20
655	69	aérien	22
656	69	aérien	19
657	69	aérien	14
700	69	aérien	34
701	69	aérien	21
1100	120	aérien	65
1100-1359	120	aérien	4
1108-1377	120	aérien	5
1146	120	aérien	5
1359-1359(P)	120	aérien	17
8122	230	aérien	5
POSTES			
Nom	Tension (kV)	Municipalité	
Poste de Gracefield	69	Gracefield, V	
Poste de Grand-Remous	69	Grand-Remous, M	
Poste de Kazabazua	69	Kazabazua, M	
Poste Mercier	69	Grand-Remous, M	
Poste de Messines	69	Messines, M	
Poste de Maniwaki	120	Egan-Sud, M	
Poste de Paugan	230	Low, CT	

BARRAGES		
Aménagement	Nom	Municipalité
Dozois	Digue de la Baie-des-Seize	Lac-Pythonga, NO
	Barrage Cabonga	Lac-Pythonga, NO
Paugan	Barrage Canavan	Denholm, M
	Barrage McGoey	Low, CT
	Barrage de Paugan	Denholm, M
	Barrage de Paugan	Low, CT
	Évacuateur de crues (Paugan)	Denholm, M
	Barrage du Quai-de-Paugan	Low, CT
Réservoir Baskatong	Digue du Bitobi-1	Grand-Remous, M
	Digue du Bitobi-2	Montcerf-Lytton, M
	Digue du Bitobi-3	Grand-Remous, M
	Barrage du Castor	Grand-Remous, M
	Barrage Lacroix-1	Montcerf-Lytton, M
	Digue Lacroix-2	Montcerf-Lytton, M
	Barrage Mercier	Grand-Remous, M
	Digue Philémon-1	Grand-Remous, M
	Digue Philémon-2	Grand-Remous, M
	Digue Philémon-3	Grand-Remous, M
	Digue Philémon-4	Grand-Remous, M

CENTRALES		
Nom	Type	Municipalité
Centrale Mercier	Hydraulique	Grand-Remous, M
Centrale de Paugan	Hydraulique	Low, CT
RÉSEROIRS		
Nom	Superficie dans la MRC (km ²)	Proportion du réservoir dans la MRC (%)
Réservoir Baskatong	176	56
Réservoir Cabonga	263	62
Réservoir de Paugan	35	100

Annexe 2

Entreprises dépositaires de produits à déclaration obligatoire répertoriées sur le territoire de la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau

Nom d'installation	Latitude	Longitude
Louisiana Pacific - Maniwaki-OSB 1012 Chemin du Parc Industriel Bois-Franc, (Quebec) J9E 3A9	46.5077°	-75.9838°
Propane Levac Propane Inc - kazabazua 15 Route 301 Kazabazua, (Quebec) J0X1X0	45.9518°	-76.0240°
Bowater produits forestiers du Canada 200 de Montcerf Maniwaki, (Quebec) J9E 1A1	46.3900°	-75.9988°
Les Huiles HLH (Maniwaki) 218 McDougall Maniwaki, (Quebec) J9E 1V6	46.3711°	-75.9768°

Source : Base de données sur les urgences environnementales d'environnement Canada, 22 février 2016 (<https://cepae2-icpeue.ec.gc.ca/cepae2.cfm?screen=Search/search&Language=fr>)

Annexe 3

Liste des prises de captage d'eau potable

Nom de la municipalité	Numéro du réseau	Nom du réseau	Nombre de personnes desservies	Type d'approvisionnement du réseau
Bouchette	134336951701	Bouchette	375	eau souterraine
Déléage	134335520701	Déléage	200	eau souterraine
Gracefield	114640390701	Gracefield	867	rivière
Lac-Sainte-Marie	134338830701	Lac Sainte-Marie	543	eau souterraine
Low	134339251702	Low (Brennans Hill)	30	eau souterraine
Low	134339251703	Low (Fieldville)	40	eau souterraine
Low	134339251701	Low (Low)	300	eau souterraine
Low	134339251704	Low (Venosta)	36	eau souterraine
Maniwaki	134334790701	Maniwaki	4527	eau souterraine
Montcerf-Lytton	134332711701	Montcerf-Lytton	238	eau souterraine

Dernière mise à jour : 21 août 2012

Annexe 4

Synthèse des normes minimales de lotissement véhiculées par le gouvernement du Québec dans le cadre de l'application de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme

Localisation et types de service d'aqueduc et d'égout	Superficie (m ²)	Largeur sur la ligne avant (m)	Profondeur ⁽¹⁾ (m)	Distance entre une route et un cours d'eau ou un lac ⁽¹⁾ (m)	Distance entre les puits (m)
Lot situé à l'extérieur du corridor riverain					
Sans aqueduc et sans égout	3 000 (2 800)	50 (45)	---	---	---
Sans aqueduc et sans égout en zone agricole permanente ⁽²⁾	3 000 (2 500)	50 (45)	---	---	---
Avec aqueduc ou égout ⁽³⁾	1 500 (1 400)	25 (22,5)	---	---	---
Avec égout municipal ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾	1 500 (1 000)	25 (20)	---	---	30
Avec aqueduc et égout	---	---	---	---	---
Avec un plan d'ensemble ⁽⁶⁾	À déterminer	À déterminer	À déterminer	À déterminer	À déterminer

Localisation et types de service d'aqueduc et d'égout	Superficie (m ²)	Largeur sur la ligne avant (m)	Profondeur ⁽¹⁾ (m)	Distance entre une route et un cours d'eau ou un lac ⁽¹⁾ (m)	Distance entre les puits (m)
Lot situé à l'intérieur du corridor riverain					
Lot riverain sans aqueduc et égout	4 000 (3 700)	50 (45)	75 (60)	75 (60) ⁽⁸⁾	---
Lot non riverain sans aqueduc et sans égout	4 000 (3 700)	50 (45)	---	---	---
Lot riverain avec aqueduc ou égout	2 000 (1 875)	30	75 (60)	75 (60) ⁽⁸⁾	---
Lot non riverain avec aqueduc ou égout	2 000 (1 875)	25	---	---	---
Lot riverain avec aqueduc et égout	---	---	45 ⁽⁷⁾	45 ⁽⁸⁾	---
Lot non riverain avec aqueduc et égout	---	---	---	---	---

- (1) Dans le cas des lots riverains, la profondeur ou la distance entre une route et un cours d'eau ou un lac se mesure à partir de la ligne des hautes eaux.

Le corridor riverain est une bande de terre qui borde les lacs et les cours d'eau et qui s'étend vers l'intérieur des terres à partir de la ligne des hautes eaux. La largeur du corridor se mesure horizontalement. La largeur du corridor est de 300 mètres en bordure des lacs et de 100 mètres en bordure des cours d'eau à débit régulier.

- (2) La zone agricole permanente est la zone décrétée en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles. Les particularités associées à cette zone tiennent compte de la reconnaissance des droits acquis donnée à l'exploitant en ce qui a trait au morcellement de lot sur une superficie maximale d'un demi-hectare (5 000 m²).
- (3) Lorsqu'on réfère aux services d'aqueduc et d'égout, il s'agit d'infrastructures privées ou publiques érigées conformément à la Loi sur la qualité de l'environnement.

- (4) Un système d'égout municipal est une infrastructure publique.
- (5) L'objectif de salubrité publique est généralement atteint en fonction de la présence d'un réseau d'égout. Par contre, la MRC doit s'assurer d'une distance suffisante entre les puits pour s'assurer d'une quantité d'eau suffisante et pour éviter le surpompage des formations.
- (6) Le plan d'ensemble doit faire la démonstration que l'on pourrait réduire les normes minimales de lotissement tout en assurant la salubrité publique et en garantissant l'approvisionnement en eau.

Les principes du plan d'ensemble :

- l'élaboration du plan d'ensemble doit s'appuyer sur une étude qui porte sur l'ensemble du territoire pouvant être affecté par le projet de dérogation aux normes minimales de lotissement. Il ne s'agit donc pas d'une étude terrain par terrain mais d'une étude qui porte minimalement sur la portion de territoire où la municipalité projette déroger aux normes minimales de lotissement;
- la dérogation aux normes minimales de lotissement n'est admissible qu'à l'extérieur du corridor riverain;
- la mise en commun d'une installation septique ou d'un puits d'alimentation individuel ne constitue pas une mesure acceptable pour déroger aux normes minimales de lotissement.

Les conditions :

- l'inclusion aux orientations du schéma d'un objectif de salubrité publique qui devra intégrer les deux volets suivants :
- s'assurer que les superficies de terrain sur lesquels sont projetées des constructions garantissent un mode d'alimentation en eau potable en quantité et en qualité satisfaisantes ainsi qu'un mode de disposition des eaux usées qui soit conforme au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r.8);
- intégrer d'une façon adéquate, au projet de morcellement domiciliaire, les besoins en eau potable et les rejets d'eaux usées des développements existants et futurs situés à proximité;
- l'inclusion au document complémentaire des modalités à respecter pour le remplacement du cadre réglementaire général en matière de lotissement. Ainsi, si la MRC a l'intention de laisser aux municipalités la possibilité de remplacer le cadre réglementaire général en

matière de lotissement, elle doit inscrire que les normes minimales concernant les terrains non desservis par un réseau d'aqueduc ou d'égout peuvent être remplacées, par des règles d'aménagement différentes, dans la mesure où le territoire concerné a fait l'objet d'une étude technique qui tient compte des éléments suivants :

- les zones où s'appliqueront ces nouvelles règles devront satisfaire les exigences du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r.8) et devront être délimitées de façon à tenir compte des critères suivants :
 - hors de toute zone d'inondation (0-20 ans) reconnue dans le schéma d'aménagement et à l'extérieur des corridors riverains (300 mètres d'un lac, 100 mètres d'un cours d'eau);
 - la perméabilité du sol naturel permet l'installation d'éléments épurateurs;
 - une pente générale de moins de 30 % permet des espaces propices à l'installation des éléments épurateurs;
 - le niveau des eaux souterraines, du roc ou de toute couche imperméable, doit être mesuré et cartographié. De façon générale, ces mesures s'effectuent jusqu'à une profondeur de 1,8 mètres sous la surface du sol;
- les règles de lotissement à l'intérieur des zones délimitées devront tenir compte des résultats d'une étude des caractéristiques biophysiques du territoire attestant que l'alimentation en eau potable peut se faire adéquatement à partir de puits individuels et que la disposition des eaux usées peut se faire sans problème pour l'ensemble du secteur où l'on désire réduire les superficies minimales de terrain.

(7) Dans le cas où la route est déjà construite et où les services d'aqueduc et d'égout sont déjà en place au moment de l'entrée en vigueur du R.C.I., la profondeur minimale des lots pourra être réduite à 30 mètres ou à une profondeur non spécifiée pour des secteurs identifiés comme présentant des contraintes physiques particulières dont la présence d'une voie ferrée et le zonage parcellaire.

(8) La distance entre une route et un cours d'eau ou un lac peut être réduite à 20 mètres si une telle route passe sur des terrains zonés à des fins de parc public, et ce jusqu'à une distance de 20 mètres.

La distance entre une route et un cours d'eau ou un lac peut être réduite à 15 mètres si une telle route constitue le parachèvement d'un réseau et dans la mesure où l'espace compris entre la route et le plan d'eau ne fasse l'objet d'une construction. Toutefois, la route ne devra en aucun cas empiéter sur la bande riveraine de 15 mètres.

Le sous-ministre

Québec, le 6 août 2015

Madame Paulette Lalande
Préfète
Municipalité régionale de comté de Papineau
266, rue Viger
Papineauville (Québec) J0V 1R0

Madame la Préfète,

Le 18 février 2015, la Municipalité régionale de comté de Papineau adoptait le règlement numéro 144-2015 édictant le schéma d'aménagement et de développement révisé.

Avec l'adoption de ce document, votre municipalité régionale de comté a franchi une étape déterminante dans la planification de l'aménagement de son territoire. Plusieurs des orientations énoncées et des dispositions prévues dans votre schéma d'aménagement et de développement révisé rejoignent les préoccupations gouvernementales. Cependant, certains éléments fondamentaux du schéma révisé ne respectent pas les orientations que le gouvernement, ses ministères, ses mandataires et les organismes publics poursuivent.

En conséquence, en vertu de l'article 56.15 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Municipalité régionale de comté de Papineau doit remplacer le schéma d'aménagement et de développement révisé dans les 120 jours. Le contenu du schéma devra être revu en ce qui concerne les éléments suivants décrits en annexe :

- la gestion de l'urbanisation;
- la planification des infrastructures, des équipements et des services publics;
- la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt;
- la contribution à la santé, à la sécurité et au bien-être publics;
- la gestion intégrée des ressources;
- la protection du territoire et des activités agricoles.

... 2

Le gouvernement est confiant, Madame la Préfète, que votre municipalité régionale de comté saura tenir compte des demandes formulées dans le présent avis afin de mener à terme la révision de son schéma d'aménagement et de développement. Votre municipalité régionale de comté devra donc poursuivre sa réflexion à cet effet afin de faire de son schéma révisé un outil de planification et de développement traduisant non seulement les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire, mais surtout présentant une planification à l'image de sa région.

Les représentants des ministères et organismes concernés par les demandes formulées sont disponibles pour vous rencontrer et vous fournir toutes les précisions nécessaires. Madame Gisèle Demers, de la Direction régionale de l'Outaouais du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, est également disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche. Vous pouvez la joindre au 819 772-3006, poste 80701.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'S. Boucher', with a long horizontal stroke extending to the right.

Sylvain Boucher

ANNEXE 2

SCÉNARIO D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT RÉVISÉ DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Demandes et recommandations du gouvernement

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Juillet 2015

1.2 La gestion de l'urbanisation

Plusieurs éléments contenus dans le schéma révisé ne concordent pas avec les orientations gouvernementales visant la consolidation et la gestion de l'extension des zones urbaines existantes ou sont absents. Ce qui suit précise les modifications que la MRC de Papineau devra apporter au contenu de son SADR notamment à l'égard des orientations en matière de gestion de l'urbanisation dont l'analyse socioéconomique du territoire, la détermination des périmètres d'urbanisation (PU) et les usages et activités à caractère urbain à l'extérieur des PU.

Dans l'avis sur le projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR) transmis à la MRC en 2013, le gouvernement demandait à la MRC d'approfondir l'analyse de son territoire et de compléter celle concernant l'évolution de sa population.

Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) remarque que le portrait du territoire de la MRC, de ses municipalités, de l'évolution démographique ainsi que différents aspects socioéconomiques sont toujours incomplets. Il est d'avis que la MRC devra compléter cet exercice afin que le SADR puisse mener à un ensemble cohérent de moyens de gestion de l'urbanisation.

Demandes du gouvernement

Afin de répondre aux attentes gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation, le gouvernement réitère sa demande à la MRC d'approfondir l'analyse de son territoire et de compléter celle concernant l'évolution de sa population.

À cet effet, elle devrait faire état des tendances récentes à l'échelle de la MRC et des municipalités à l'aide de données significatives concernant la taille des ménages, la construction domiciliaire (mises en chantier, projets) et les perspectives démographiques, le territoire occupé, le navettage (déplacements des travailleurs vers les pôles d'emplois), les équipements et les infrastructures, dont le transport, les services et les valeurs foncières. Ces données devraient, notamment, servir à évaluer les besoins en espaces et en infrastructures pour chacune des municipalités et pour chacune des fonctions urbaines du territoire.

1.2.1 Les périmètres d'urbanisation

Dans l'avis sur le PSADR, le gouvernement demandait à la MRC de démontrer que les agrandissements de PU prévus pour les municipalités de Thurso, de Papineauville, de Saint-André-Avelin, de Plaisance, de Fassett, de Ripon et de Duhamel étaient nécessaires afin de répondre aux besoins spécifiquement envisagés par ces municipalités selon un horizon de 10 à 15 ans. Pour ce faire, il demandait d'actualiser les projections de population et de ménages, de compléter l'analyse des besoins en espace et des tendances notamment en évaluant l'ensemble des espaces vacants constructibles et en faisant état de la capacité résiduelle des PU à accueillir le développement. De plus, il demandait de revoir les limites de chacun des PU de manière à ce qu'ils correspondent aux besoins actuels ou anticipés de croissance des différentes activités urbaines.

La MRC inclut à son SADR deux documents afin de justifier les agrandissements des PU de Chénéville, Plaisance, Ripon, Saint-André-Avellin, Thurso et Duhamel.

Le premier document présente les cinq premiers agrandissements de PU en détaillant les superficies disponibles en fonction des contraintes de développement, des données relatives au nombre de permis de construction émis entre 2003 et 2014, une carte de chaque PU localisant les agrandissements demandés ainsi qu'une analyse sommaire des terrains en zone agricole permanente qui nécessiteraient une exclusion de cette zone.

Toutefois, bien que la MRC présente différentes données et décrive les modifications apportées aux limites des PU, elle ne fait aucune démonstration des besoins en espace de ces municipalités, ni ne justifie la délimitation de ceux-ci. En effet, la MRC ne fait qu'énoncer des données statistiques relatives aux constructions résidentielles sur les dix dernières années, aux superficies constructibles et aux contraintes naturelles et anthropiques présentes dans les PU, sans toutefois réaliser l'adéquation entre les besoins en espace et les superficies disponibles à l'intérieur des PU actuels. Or, selon l'analyse du MAMOT réalisée à partir des données présentes au SADR, les agrandissements prévus pour les PU de Chénéville, Plaisance, Ripon, Saint-André-Avellin et Duhamel sont supérieurs aux besoins en espace. D'ailleurs, certains seraient déjà suffisamment grands afin d'accueillir la croissance des 10 à 15 prochaines années. De plus, une analyse complète des besoins en espace des PU nécessite un examen basé sur certains éléments essentiels qui sont absents du schéma ou imprécis, par exemple, l'identification cartographique de toutes les zones de contraintes à l'occupation du sol, les espaces occupés et vacants à l'intérieur des PU, etc.

Enfin, dans le cadre de l'agrandissement du PU de Saint-André-Avellin en bordure de la route 321, le MTQ remarque que la forme linéaire de certains secteurs voués à l'extension urbaine serait susceptible d'engendrer une multiplication des accès qui nuirait à la fluidité de la circulation et à la sécurité des usagers.

Le deuxième document présente l'agrandissement de PU de Duhamel sans justification adéquate de l'agrandissement de ses limites.

Ensuite, concernant le PU de Fassett, ses limites sont agrandies par rapport à celles du schéma en vigueur mais la MRC n'explique pas cette reconfiguration dans son SADR. Quant au PU de Papineauville, la MRC a retiré l'agrandissement prévu au PSADR de façon à ce que le PU conserve les limites actuelles.

Par ailleurs, concernant la municipalité de Saint-André-Avellin, la MRC indique que son PU est agrandi à des fins industrielles sur 16 hectares et à des fins commerciales sur 9 hectares sans apporter de justification des besoins pour ces types d'usages. Pour l'agrandissement du PU de Thurso, la MRC y prévoit une affectation industrielle qui correspond au parc industriel régional vert de Papineau, localisé sur la carte 17-1 du SADR. Cette dernière détaille les usages tels que commercial, commercial autoroutier, commercial lourd, industriel léger et lourd, de conservation qui sont prévus sur une superficie totale de 90 hectares. Toutefois, le MAMOT et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) constatent que la MRC ne justifie pas les besoins industriels et commerciaux pour ce secteur. De plus, les usages commerciaux ne sont pas autorisés dans l'affectation « Industrie » de la section 6.10.10 du SADR contrairement à ce qu'indique la carte 17-1.

Par ailleurs, le MAMOT remarque une incohérence entre les limites des PU des cartes de l'annexe 9 et celles des cartes de l'annexe 9.1 (par exemple, pour la municipalité de Plaisance).

En l'absence de certains éléments de base nécessaires à une analyse adéquate des besoins en espaces pour chaque PU de la MRC, le MAMOT ne peut apprécier convenablement les choix retenus par la MRC en matière de délimitation des PU, et s'assurer que la MRC consolide les zones urbaines existantes et oriente l'extension urbaine dans les parties de territoire pouvant accueillir le développement urbain, tant résidentiel, commercial, qu'industriel, de façon économique et acceptable au plan environnemental.

Enfin, bien que la MRC ait présenté un document justificatif concernant les empiètements en zone agricole, le MAPAQ constate que la MRC n'a pas justifié les besoins ni fait la démonstration que les sites visés par les agrandissements des PU de Plaisance, Ripon, Saint-André-Avellin et Thurso sont ceux de moindre impact eu égard à la protection du territoire et des activités agricoles. Pour ce ministère, ces agrandissements de PU vont à l'encontre de l'attente gouvernementale visant à freiner l'empiètement et l'expansion de l'urbanisation en zone agricole.

Demandes du gouvernement

Le gouvernement demande à la MRC de démontrer que la délimitation des PU de Chénéville, Plaisance, Ripon, Saint-André-Avellin, Thurso, Duhamel et Fassett correspond aux besoins de la croissance planifiée des diverses activités résidentielles, commerciales et industrielles à l'intérieur d'un horizon de développement de 10 à 15 ans. Pour ce faire, elle devra fournir un dossier argumentaire de base qui présente, pour chacun des PU, une analyse des superficies disponibles¹ pour la construction et la croissance prévisible de manière à correspondre aux besoins de la croissance planifiée des diverses activités urbaines pour un horizon de développement de 10 à 15 ans. Elle devra aussi présenter une cartographie identifiant de façon claire les limites des PU, les superficies déjà occupées, les zones de contraintes et tout autre élément permettant une meilleure compréhension des choix de la MRC. Ce n'est que si la superficie d'un PU est moindre que les besoins anticipés nécessaires pour un horizon de développement de 10 à 15 ans que la MRC pourra agrandir celui-ci pour le faire correspondre à cet horizon de développement.

Concernant l'agrandissement du PU de Thurso à des fins industrielles, le gouvernement demande à la MRC de démontrer que la délimitation du parc régional industriel vert n'a pas pour effet de nuire à la rentabilisation et la consolidation des pôles industriels régionaux existants et donc qu'elle correspond à des besoins, tant industriels que commerciaux, pour les 10 à 15 prochaines années et pour l'ensemble de l'affectation « Industrielle » sur le territoire de la MRC. Si celle-ci souhaite permettre des usages commerciaux au sein du parc régional industriel vert, elle devra s'assurer de les autoriser au sein de l'affectation « Industrielle ».

Advenant que la MRC justifie de tels agrandissements et que ces derniers empiètent en zone agricole, le gouvernement lui demande de démontrer que les secteurs concernés sont ceux de moindre impact pour le territoire et les activités agricoles, notamment en ciblant les lots avec les

¹ Superficies disponibles : le MAMOT entend par " superficies disponibles " toutes les superficies non construites (excluant les parcs et espaces verts à conserver) adjacentes ou non à une rue publique, qu'elles soient disponibles ou non à la vente, et qui ne sont affectées par aucune contrainte naturelle ou contrainte anthropique identifiée au schéma (par exemple : terrains contaminés, emplacement de matières résiduelles)

potentiels ARDA les plus faibles, les lots les plus éloignés des entreprises agricoles existantes et les lots dont le potentiel de développement de nouvelles entreprises agricoles est le plus faible. De plus, la MRC devra préalablement à l'entrée en vigueur du SADR obtenir les exclusions requises de la zone agricole auprès de la Commission de protection du territoire agricole (CPTAQ).

Recommandation

Le gouvernement recommande à la MRC de revoir l'extension linéaire du PU prévue à Saint-André-Avellin le long de la route 321, afin d'éviter la multiplication des accès sur le réseau routier supérieur.

Dans l'avis sur le PSADR, le gouvernement demandait à la MRC de se doter de mesures appropriées pour contrôler le développement de la villégiature sur son territoire et de revoir les types d'usages autorisés dans l'affectation « Villégiature » afin de ne pas y autoriser des usages à caractère urbain.

Dans le SADR, la MRC apporte diverses modifications aux types d'usages autorisés dans l'affectation « Villégiature » afin de répondre aux demandes formulées dans l'avis sur le PSADR. Cependant, la MRC ajoute la possibilité de construire des résidences jusqu'à un maximum de 4 logements dans les affectations « Villégiature » et « Forestière ». Or, cet usage, incluant les résidences de type multilogement, constitue un usage de type urbain devant se localiser dans les PU et non à l'extérieur de ceux-ci. En effet, en permettant l'implantation d'usages à caractère urbain à l'extérieur des PU, la MRC ne privilégie pas la consolidation de ses zones urbaines existantes, ni la revitalisation de celles-ci.

Par ailleurs, le MAMOT considère qu'aucune analyse n'a été présentée par la MRC quant au développement de la villégiature sur son territoire, tel que demandé à l'étape précédente, si bien qu'il est toujours impossible de bien comprendre les choix de cette dernière en ce domaine. De plus, le MAMOT remarque qu'au plan des grandes affectations, la MRC ajoute des secteurs à l'affectation « Villégiature » qui étaient au PSADR en affectation « Forestière » et ce, sans aucune justification de ces agrandissements. Or, bien que l'affectation « Forestière » permette des usages similaires à l'affectation « Villégiature », cette dernière autorise également les restaurants et les hôtels. Ces modifications contribuent donc à multiplier ces types d'usages urbains hors des zones urbaines existantes.

Demandes du gouvernement

Afin de ne pas nuire à la consolidation des zones urbaines existantes, le gouvernement demande à la MRC de revoir les usages autorisés dans les affectations « Villégiature » et « Forestière » de manière à limiter les usages résidentiels aux résidences unifamiliales uniquement.

Le gouvernement demande également à la MRC de se doter de mécanismes concrets qui lui permettront de contrôler le développement de la villégiature sur son territoire. À cette fin, elle devrait établir, à l'aide de données pertinentes, quels seront ses besoins en matière de développement de la villégiature pour les 10 à 15 prochaines années et déterminer, en :

conséquence, les secteurs qui répondront à cette demande. Elle pourrait aussi interdire l'ouverture de nouvelles rues en dehors des PU en ne permettant les nouvelles constructions que sur les rues existantes au moment de l'entrée en vigueur du schéma révisé ainsi que limiter l'implantation de réseaux d'aqueduc et d'égout uniquement dans les PU et prévoir qu'une telle implantation est permise à l'extérieur de ceux-ci, uniquement lorsque des problématiques liées à la salubrité publique l'obligent.

Si la MRC souhaite agrandir l'affectation « Villégiature », elle devra démontrer que les superficies actuelles sont insuffisantes pour répondre à ses besoins.

2 La planification des infrastructures, des équipements et des services publics

Dans l'avis sur le PSADR, le gouvernement demandait à la MRC de décrire et de localiser les voies ferrées, le transport collectif en milieu rural, le transport scolaire, le transport par taxi, le réseau de transport hors route, de retirer les dispositions qui auraient pour effet de contraindre l'implantation d'une aire de service du MTQ aux abords des échangeurs situés dans le corridor de l'autoroute 50 et enfin, d'apporter les corrections nécessaires à la description du réseau routier supérieur et du réseau de camionnage.

Dans le SADR, la MRC a fait un bon exercice de détermination des infrastructures et des équipements afin de répondre aux demandes gouvernementales.

Cependant, le MTQ constate que la MRC n'a toujours pas ajouté de description et de localisation du transport scolaire.

Par ailleurs, le MTQ remarque que la MRC définit à la section 10.1.8 le terme « voie de circulation » en excluant les routes dont la gestion lui incombe. Cette exclusion a pour effet de contraindre les travaux sur de tels routes car ceux-ci ne pourraient donc pas être autorisés en vertu de la section 10.8.1.1 ou faire l'objet d'une dérogation selon la section 18.1.2.1.

Demandes du gouvernement

Le gouvernement demande à la MRC de décrire et localiser le transport scolaire sur son territoire.

La MRC devra également enlever, à la définition de « voie de circulation », la mention que les routes dont la gestion incombe au MTQ sont exclues et d'exclure les routes dont la gestion incombe au MTQ à la section 10.4.3 du document complémentaire.

2 La protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt

La MRC identifie à la carte 15 les territoires d'intérêt ayant un statut particulier, les habitats des espèces fauniques légalement désignés et cartographiés et les territoires d'intérêt écologique

Cependant, le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) et le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) constatent que la MRC n'a pas pris en compte le projet de refuge faunique comprenant les terres humides bordant la rivière des Outaouais dans le SADR alors que celui-ci est inclus au Plan d'affectation du territoire public (PATP) de l'Outaouais. De plus, le MFFP remarque que certains territoires d'intérêt localisés à la carte 15 présentent des limites approximatives qui ne correspondent pas aux limites officielles décrétées, notamment pour certaines héronnières, l'aire de concentration d'oiseaux aquatiques, le parc national de Plaisance, l'habitat du rat musqué, certaines pourvoiries, etc.

Recommandation

Le gouvernement recommande à la MRC de localiser le projet de refuge faunique comprenant les terres humides bordant la rivière des Outaouais sur la carte 15 et de le mentionner à la section 5.1 du SADR. Puisque cette même carte présente certaines limites de territoires d'intérêt qui divergent de celles du MFFP, le gouvernement recommande à la MRC de mettre à jour sa cartographie. Le MFFP est disponible pour fournir à la MRC les fichiers vectoriels les plus récents. Il est à noter que de nouvelles héronnières répertoriées en 2012 ont été publiées à la Gazette officielle du Québec en mai 2015. Des fichiers vectoriels devraient être disponibles sous peu auprès du MFFP.

4 La contribution à la santé, à la sécurité et au bien-être publics

Dans son avis sur le PSADR, le gouvernement demandait à la MRC de déterminer les tronçons des voies de circulation constituant des contraintes majeures à l'occupation du sol en raison des nuisances sonores, et de prévoir, à l'égard des tronçons identifiés, des normes minimales pour prohiber ou régir les usages sensibles au bruit (résidentiel, institutionnel et récréatif) en fonction de normes de distance à respecter ou de standards de performance à atteindre. Le gouvernement lui demandait également de localiser ces voies de circulation génératrices de nuisances sonores sur une carte.

La MRC a ajouté le tableau 21.1 dans le SADR et le tableau 10.13 dans le document complémentaire dans lesquels elle identifie des corridors routiers susceptibles d'engendrer des nuisances sonores et des distances minimales à respecter pour les projets d'implantation de tout bâtiment résidentiel, institutionnel et récréatif. Cependant, le MTQ constate que les corridors routiers susceptibles d'engendrer des nuisances sonores ne sont pas précisés.

De plus, le MTQ remarque que ces distances minimales ne sont pas accompagnées de dispositions réglementaires pour encadrer les usages autorisés le long des tronçons problématiques.

Demandes du gouvernement

Afin de réduire les nuisances sonores associées aux voies de circulation, le gouvernement demande à la MRC de localiser sur une carte les corridors routiers susceptibles d'engendrer des nuisances sonores et de prévoir des normes minimales pour prohiber ou régir les usages sensibles au bruit en fonction de distances minimales à respecter ou de standards de performance visant à assurer un niveau de bruit extérieur acceptable de 55 dBA_{Leq 24h}. Le MTQ est disponible pour soutenir la MRC dans sa démarche d'analyse.

5 La gestion intégrée des ressources

Le MERN constate que le SADR présente des dispositions contraignantes à l'égard de l'exploitation de la ressource minérale en contrevenant à l'article 246 de la LAU. En vertu de cet article, une MRC ne peut réglementer les substances minérales de surface (sable, gravier et pierre à construire) qu'en territoire privé. Or, le SADR n'autorise pas l'extraction des substances minérales de surface dans les affectations « Écotourisme », « Récréotourisme », « Foresterie » et « Villégiature » qui comprennent des terres publiques.

Demande du gouvernement

Le gouvernement demande à la MRC de modifier les affectations « Écotourisme », « Récréotourisme », « Foresterie » et « Villégiature » afin d'y autoriser l'extraction des substances minérales de surface sur le territoire public.

6 La protection du territoire et des activités agricoles

Il était demandé à la MRC dans l'avis sur le PSADR de préciser et de prévoir un encadrement adéquat des usages industriels en zone agricole, en n'autorisant que les usages industriels agricoles visant la première transformation.

Toutefois, la MRC autorise toujours, au sein des affectations agricoles, les « activités et usages industriels de transformation et de conditionnement de produits agricoles et forestiers et les industries artisanales ou semi-artisanales liées au secteur agroalimentaire ». Elle précise que « les produits doivent provenir de l'entreprise agricole ou forestière, là où les activités industrielles se situent ». Cependant, le fait que les produits doivent provenir de l'entreprise n'est pas un critère suffisant afin d'encadrer ces industries. En effet, autoriser ces types d'industries en zone agricole, même sous ces conditions, ne permet pas d'assurer la pérennité d'une base territoriale pour la pratique de l'agriculture.

Demandes du gouvernement

Si la MRC désire autoriser les usages industriels en zone agricole, elle devra prévoir des critères d'encadrement de ces usages, appropriés à cette zone, de façon à donner la priorité aux activités et aux exploitations agricoles et à éviter que les usages autorisés nuisent à la pérennité des activités agricoles existantes et à venir. Mentionnons que seuls les usages industriels agricoles visant la première transformation devront être autorisés. Le MAPAQ est disponible afin d'assister la MRC dans sa démarche.

6.2 La cohabitation harmonieuse des usages agricoles et non agricoles

Dans l'avis sur le PSADR, le gouvernement demandait à la MRC de corriger le tableau 3 « Paramètre C Potentiel d'odeur » et le tableau 4 « Paramètre D Type de fumier », du document complémentaire, relatifs aux paramètres pour la détermination des distances séparatrices vis-à-vis des bâtiments d'élevage afin de les rendre conformes aux orientations gouvernementales.

Cependant, le MAPAQ note que la MRC n'a pas modifié ces tableaux comme demandé à l'étape précédente. En effet, le tableau 3 réduit toujours le paramètre C pour les porcs sur fumier solide ce qui restreint les distances séparatrices qu'un élevage porcin doit respecter pour s'implanter à proximité d'usages non agricoles en zone agricole. Pour le tableau 4, le fait de modifier le paramètre D « Facteur attribuable au type de fumier » augmente les distances séparatrices qu'un élevage de porcs, renards ou visons doit respecter pour s'implanter, ce qui est jugé trop restrictif. Or, ces paramètres concernent les éléments fondamentaux de la méthode de calcul des distances séparatrices et ne peuvent faire l'objet d'une adaptation. Ces modifications apportées aux paramètres C et D ne permettent donc pas de favoriser la cohabitation harmonieuse des utilisations agricoles et non agricoles en zone agricole.

Demande du gouvernement

Le gouvernement demande à la MRC de modifier les tableaux présentant les paramètres C et D dans le document complémentaire afin que les paramètres respectent ceux établis par le gouvernement. Ainsi, le paramètre C pour les porcs doit être équivalent à 1 et le paramètre D pour les porcs, renards et visons devra être équivalent à 0,8 pour la gestion solide et à 1 pour la gestion liquide.

Québec, le 24 septembre 2015

Monsieur Armand Joncas
Préfet
Municipalité régionale de comté du Golfe-du-Saint-Laurent
Case postale 77
Chevery (Québec) G0G 1G0

Monsieur le Préfet,

Le 21 juillet 2015, la Municipalité régionale de comté du Golfe-du-Saint-Laurent adoptait le règlement numéro 07-AR982-2015 édictant le schéma d'aménagement et de développement.

Avec l'adoption de ce document, votre municipalité régionale de comté a franchi une étape déterminante dans la planification de l'aménagement de son territoire. Plusieurs des orientations énoncées et des dispositions prévues dans votre schéma d'aménagement et de développement rejoignent les préoccupations gouvernementales.

Cependant, certains éléments fondamentaux du schéma ne respectent pas les orientations que le gouvernement, ses ministères, ses mandataires et les organismes publics poursuivent.

En conséquence, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Municipalité régionale de comté du Golfe-du-Saint-Laurent doit remplacer le schéma d'aménagement et de développement. Le contenu du schéma devra être revu en ce qui concerne les éléments suivants décrits en annexe :

- La gestion de l'urbanisation;
- La conservation, la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt;
- La planification des équipements et des infrastructures;
- La mise en valeur intégrée des ressources.

... 2

Je suis confiant, Monsieur le Préfet, que votre municipalité régionale de comté saura tenir compte des demandes formulées dans le présent avis. Votre municipalité régionale de comté devra donc poursuivre sa réflexion à cet effet afin de faire de son schéma un outil de planification et de développement traduisant non seulement les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire mais aussi ses intentions et les moyens qu'elle entend adopter pour les mettre en œuvre.

Les représentants des ministères et organismes concernés par les demandes formulées sont disponibles pour vous rencontrer et vous fournir toutes les précisions nécessaires.

Madame Julie Samuel, de la Direction régionale de la Côte-Nord du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, est également disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche. Vous pouvez la joindre au 418 295-4241, poste 80907.

Pour ma part, je puis vous assurer de la volonté du gouvernement de poursuivre un échange constructif avec votre municipalité régionale de comté.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

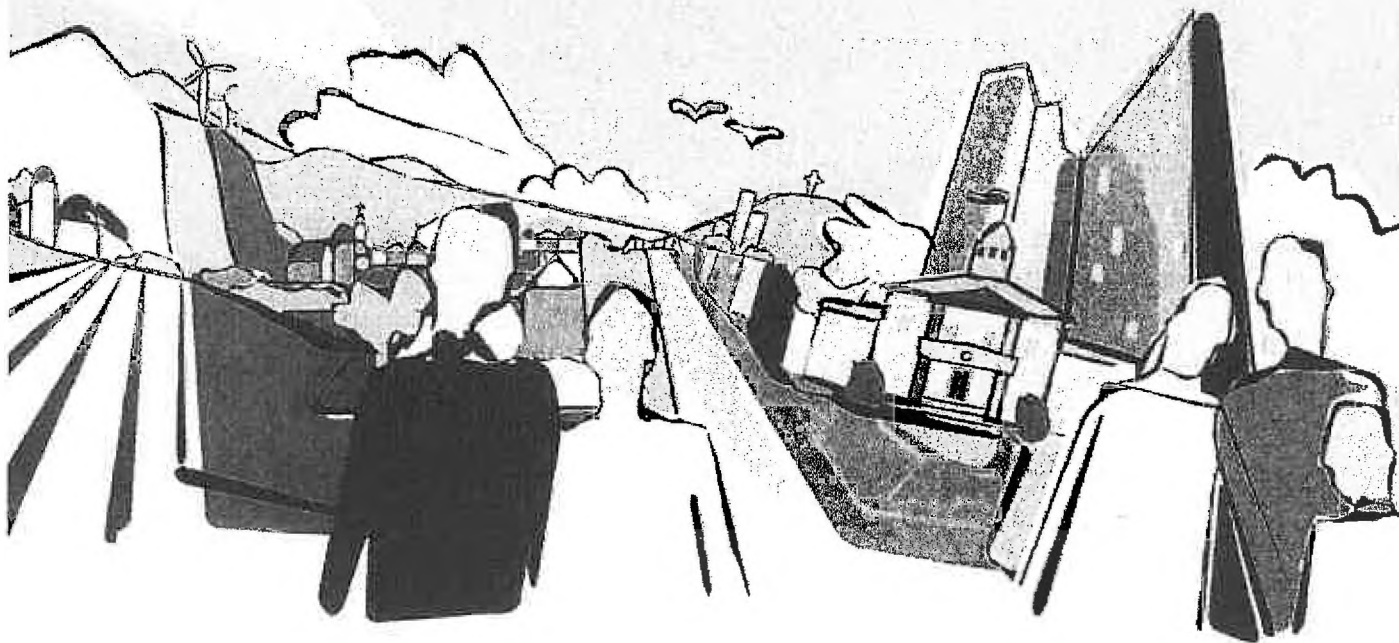
Le sous-ministre,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'S. Boucher', with a long horizontal stroke extending to the right.

Sylvain Boucher

Les orientations gouvernementales en aménagement du territoire

MRC du Golfe-du-Saint-Laurent



Septembre 2015

Québec 

Liste des principaux acronymes utilisés dans ce document

Acronymes techniques

LAU :	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
MRC :	Municipalité régionale de comté
PU :	Périmètre d'urbanisation
PPRLPI :	Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables
SAD :	Schéma d'aménagement et de développement
VTT :	Véhicules tout terrain

Ministères, organismes mandataires de l'État et entités municipales

HQ :	Hydro-Québec
MAMOT :	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
MAPAQ :	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
MDDELCC :	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MERN :	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
MCC :	Ministère de la Culture et des Communications
MSP :	Ministère de la Sécurité publique
MTQ :	Ministère des Transports du Québec

Présentation

Le présent document constitue une annexe à l'avis gouvernemental sur le schéma d'aménagement et de développement (SAD), adopté par la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent le 21 juillet 2015. Cet avis est préparé conformément au décret numéro 516-2010, lequel prévoit l'application des articles 48 à 53.9 et de l'article 53.11 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* pour l'adoption et l'entrée en vigueur du premier SAD de la MRC. Il indique les orientations que le gouvernement, ses ministères, ses mandataires et les organismes publics poursuivent en matière d'aménagement sur le territoire de la MRC ainsi que les projets d'équipements, d'infrastructures et d'aménagement qu'ils entendent réaliser sur ce territoire.

Le SAD de la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent est analysé eu égard aux orientations inscrites dans le document intitulé « *Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement - Pour un aménagement concerté du territoire* », auquel se sont ajoutés quatre documents complémentaires¹.

Plusieurs orientations d'aménagement énoncées dans le SAD reprennent les préoccupations gouvernementales. Cependant, certains objectifs, affectations du territoire et mesures de mise en œuvre ne concordent pas avec ces orientations. Les ministères et les organismes consultés sont désireux de poursuivre les échanges avec la MRC. Plusieurs formulent des objections dont la MRC devra tenir compte avant d'adopter le remplacement du SAD. D'autres soulignent certaines lacunes et apportent des commentaires pour bonifier le contenu de ce document. La liste des représentants des ministères et des organismes du gouvernement est présentée à la fin du présent document.

¹ Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement - Pour un aménagement concerté du territoire, Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires municipales, Document complémentaire, 1995, 32 pages.

Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement - La protection du territoire et des activités agricoles, Document complémentaire révisé, Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires municipales et de la Métropole, 2001, 52 pages.

Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement - La protection du territoire et des activités agricoles, Précisions relatives à l'encadrement des élevages à forte charge d'odeur, particulièrement porcins, et à la protection du milieu naturel, Addenda au document complémentaire révisé, Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires municipales et des Régions, 2005, 61 pages.

Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement - Pour un développement durable de l'énergie éolienne, Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires municipales et des Régions, 2007, 20 pages.

Table des matières

1	La gestion de l'urbanisation	9
1.1	La planification du développement du milieu bâti	9
1.1.1	Les périmètres d'urbanisation	9
1.2	La qualité des milieux de vie	11
1.2.1	L'habitat	11
1.2.2	Les espaces industriels	11
1.2.3	Les risques d'origine naturelle	12
1.2.4	Les risques d'origine anthropique et les nuisances	13
2	La conservation, la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt.....	17
2.1	Le cadre bâti	17
2.2	Le milieu naturel	17
2.2.1	Les rives et le littoral des lacs et des cours d'eau.....	17
2.2.2	Les habitats des espèces floristiques et fauniques.....	18
3	La planification des équipements et des infrastructures	19
3.1.	Les équipements et les infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien	19
3.2	Les équipements et les infrastructures de transport de l'électricité	20
4	La mise en valeur intégrée des ressources	22
4.1	Les activités agricoles	22
4.4	La planification des activités minières	22
	Annexes.....	24
	Annexe 1 : Liste des lots soumis à des risques d'avalanche.....	24
	Annexe 2 : Liste des équipements de gestion des matières résiduelles	25
	Annexe 3 : Liste des terrains contaminés.....	27
	Annexe 4 : Liste des prises d'eau potable	28
	Annexe 5 : Liste des systèmes de traitement des eaux usées.....	29
	Annexe 6 : Liste des équipements et infrastructures d'Hydro-Québec.....	30
	Interlocuteurs du gouvernement	31

1 La gestion de l'urbanisation

1.1 La planification du développement du milieu bâti

Orientation du gouvernement

Privilégier la consolidation des zones urbaines existantes et prioriser la revitalisation des centres-villes et des secteurs anciens.

1.1.1 Les périmètres d'urbanisation

Attentes

Gérer l'extension du tissu urbain de façon durable, notamment en vouant au développement urbain concentré les secteurs qui sont contigus au tissu bâti et déjà pourvus d'infrastructures, d'équipements et de services de base.

► Le contenu du SAD

La MRC délimite des PU pour l'ensemble des municipalités sur son territoire. Selon ses calculs, elle dispose des espaces nécessaires dans les PU pour répondre à ses besoins de développement futur.

Ainsi, au chapitre 3.3 du SAD, la MRC crée deux affectations à l'intérieur des PU. D'une part, une affectation « Multifonctionnelle » est donnée aux PU des communautés de Blanc-Sablon, Brador et Lourdes-de-Blanc-Sablon dans la municipalité de Blanc-Sablon, aux PU des communautés de Middle Bay, Rivière-Saint-Paul et Vieux-Fort dans la municipalité de Bonne-Espérance et au PU de la communauté de Kegaska dans la municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent.

D'autre part, une affectation « Villageoise » est donnée aux PU des communautés Chevery, Harrington Harbour et Tête-à-la-Baleine dans la municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent, aux PU des communautés de La Tabatière et Mutton Bay dans la municipalité de Gros-Mécatina et au PU de la communauté de Saint-Augustin dans la municipalité de Saint-Augustin. Cette affectation est aussi donnée au PU de la réserve Unamen Shipu de La Romaine.

La MRC adopte un mode de gestion pour ces affectations consistant à y autoriser l'implantation des usages à caractère urbain, lesquels sont regroupés en une « Fonction dominante » et sept « Fonctions complémentaires ». Pour la fonction dominante, soit l'habitation, elle attribue un facteur de dominance qui consiste à allouer 50 % de la superficie brute disponible dans le PU à cette fonction. Ce facteur de dominance varie d'une affectation à une autre. De plus, au chapitre 4.3.1 du document complémentaire, la MRC adopte des conditions pour l'émission des permis de construction pour les PU de l'affectation « Multifonctionnelle ». Ces conditions consistent à exiger que les nouvelles constructions soient desservies par les réseaux d'aqueduc et d'égout, qu'elles se situent sur des lots conformes aux normes de lotissement et que la construction se situe sur un terrain adjacent à une rue publique ou privée. Pour l'émission de permis dans l'affectation « Villageoise », au chapitre 4.3.2 du document complémentaire, la MRC permet aux municipalités d'adopter certains assouplissements.

Ces dispositions sont conformes aux orientations gouvernementales, car elles concourent à la consolidation des zones urbaines existantes et à prioriser la revitalisation des centres villes et des secteurs anciens.

Toutefois, la fiche 4, au chapitre 2.5 du SAD, indique que les PU de la municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent disposent de superficies dépassant l'horizon de planification de 10 à 15 ans. En effet, les communautés de cette municipalité montrent une cadence de 5,4 constructions par année entre 2003 et 2012. Elles auraient donc besoin de quelques 54 à 80 espaces pour les 10 à 15 prochaines années. Or, ces PU disposent de 185 espaces, soit plus de deux fois la demande, ce qui ne concourt pas à l'attente gouvernementale visant à gérer l'extension du tissu urbain de façon durable, notamment en vouant au développement urbain concentré des secteurs qui sont contigus au tissu bâti et déjà pourvus d'infrastructures, d'équipements et de services de base.

Par ailleurs, le MAMOT a constaté certaines divergences entre les usages autorisés dans les tableaux des affectations du territoire et la grille d'usages qui résume ces autorisations. Cela peut avoir pour effet d'autoriser certains usages dans des affectations à l'encontre de la planification de la MRC et des orientations gouvernementales. Par exemple, la colonne « Récréation extensive » est en double, mais les usages diffèrent d'une colonne à l'autre. Également, les fonctions autorisées dans les affectations « Ressources » et « Aéroportuaire – Maritime » ne correspondent pas à celles indiquées dans la grille d'usages.

Enfin, la MRC autorise l'activité « Habitation forestière de pêche ou de chasse » dans les affectations « Récréotouristique » et « Ressources » en spécifiant que « seuls les chalets de villégiature privés sont autorisés ». Toutefois, il n'y a pas de définition d'« Habitation forestière de pêche ou de chasse » dans le document complémentaire. La MRC semble référer à l'activité « Camps forestiers, de chasse, de pêche ou campements », mais cette dernière ne comprend pas les chalets de villégiature privés.

Demandes du gouvernement

Dans le but de concourir à une gestion durable de l'extension du tissu urbain, notamment en vouant au développement urbain concentré des secteurs qui sont contigus au tissu bâti et déjà pourvus d'infrastructures, d'équipements et de services de base, la MRC devra, à l'étape du remplacement du SAD, revoir la délimitation des PU de la municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent de manière à ce que les espaces disponibles pour le développement correspondent à la demande sur un horizon de 10 à 15 ans.

Cependant, si la MRC souhaite conserver la délimitation de ces PU trop grands, elle peut créer, à l'intérieur de ceux-ci, des zones d'aménagement prioritaire correspondant aux besoins de cet horizon et des zones de réserve pour les espaces excédant l'horizon de planification. Dans un tel cas, elle devra adopter des mesures pour la gestion de ces zones.

Enfin, la MRC devra corriger la grille des usages pour que celle-ci corresponde aux fonctions autorisées dans les tableaux des grandes affectations du territoire, notamment pour les affectations « Ressources » et « Aéroportuaire – Maritime ». Elle devra également adopter une définition pour l'activité « Habitation forestière de pêche ou de chasse » afin de ne pas créer d'ambiguïté avec l'activité « Habitation », laquelle n'est autorisée qu'à l'intérieur des PU ou avec les chalets de villégiature privés qui sont autorisés dans les affectations « Récréotouristique » et « Ressources ». Le MAMOT peut assister la MRC dans cette démarche.

1.2 La qualité des milieux de vie

1.2.1 L'habitat

Orientation gouvernementale

Améliorer les conditions de l'habitat et les adapter au contexte socioéconomique.

Attente

S'assurer d'une offre de logements de qualité, variés, abordables et faciles d'accès répondant aux capacités financières et aux besoins diversifiés de la population.

► Le contenu du SAD

La MRC présente un portrait du cadre bâti au chapitre 2.5 du SAD en s'appuyant sur des données relatives aux mises en chantier résidentielles, aux typologies résidentielles, aux périodes de construction, à la tenure, à la valeur moyenne des logements et à l'adéquation entre les espaces disponibles et les besoins en espace. Elle n'établit cependant pas de portrait qualitatif sur les conditions de l'habitat montrant les caractéristiques des logements.

Bien que les pouvoirs d'une MRC en cette matière soient limités, il est opportun d'établir un tel portrait dans le but de s'assurer d'une offre de logements de qualité permettant de mieux encadrer les municipalités dans l'adoption d'outils d'urbanisme.

Recommandations du gouvernement

Afin de s'assurer d'une offre de logements de qualité, la MRC devrait compléter le portrait du cadre bâti du chapitre 2.5, à l'étape du remplacement du SAD, avec des renseignements qualitatifs portant sur une évaluation de l'état actuel des logements. Elle pourrait également baliser, par des critères généraux, l'adoption des outils réglementaires d'urbanisme par les municipalités tels que des règlements sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale, des règlements sur les programmes particuliers d'urbanisme ou tout autre outil institué en vertu de la LAU.

1.2.2 Les espaces industriels

Orientation gouvernementale

Optimiser, par la planification des espaces industriels, les retombées des investissements publics et privés consentis.

Attentes

Assurer la rentabilisation des investissements consentis en privilégiant une planification du développement industriel qui donne la priorité à la consolidation des espaces industriels importants qui existent et la primauté aux secteurs viabilisés et qui protège l'intégrité de ces espaces et qui tient compte de ses répercussions notamment sur les transports, sur la structure industrielle régionale, sur l'organisation urbaine et sur l'environnement.

► **Le contenu du SAD**

La MRC dresse, au chapitre 2.6 du SAD, un portrait du développement et du profil économique de son territoire. Elle y décrit les activités industrielles pratiquées constituant la base de l'économie de la région. Au chapitre 3.3, elle détermine une affectation « Services industriels » pour regrouper les espaces occupés actuellement à des fins industrielles.

Toutefois, la MRC ne fait pas d'adéquation entre les espaces disponibles et les besoins à des fins de développement industriel dans un horizon de 10 à 15 ans. Elle omet également de définir et d'illustrer cette affectation dans les cartes des grandes affectations du territoire.

Le MAMOT est donc d'avis que le chapitre 2.6 du SAD n'est pas conforme aux orientations gouvernementales, car l'absence d'information sur l'offre et la demande en espace à des fins industrielles ne lui permet pas de planifier correctement les activités industrielles.

Demandes du gouvernement

Afin d'optimiser, par la planification des espaces industriels, les retombées des investissements publics et privés consentis, la MRC devra, à l'étape du remplacement du SAD, compléter le portrait présenté au chapitre 2.6 en présentant les superficies occupées par des industries et celles disponibles à des fins industrielles en les mettant, le cas échéant, en relation avec les besoins à des fins de développement industriel dans un horizon de planification de 10 à 15 ans.

Si la MRC souhaite délimiter des parties du territoire pour leur attribuer l'affectation « Services industriels », elle devra s'assurer que leur superficie corresponde aux besoins dans un horizon de planification de 10 à 15 ans.

Recommandation du gouvernement

La MRC devrait adopter une définition pour l'affectation « Services industriels », au chapitre 3.3, afin de mieux refléter les intentions de sa planification.

1.2.3 Les risques d'origine naturelle

Orientation du gouvernement

Contribuer à la santé, à la sécurité et au bien-être publics ainsi qu'à la protection de l'environnement par une meilleure harmonisation des usages.

1.2.3.1 Les zones exposées à risque d'érosion, de glissement de terrain ou d'avalanche

Attente

Assurer la sécurité des personnes et de leurs biens et viser la réduction des dommages causés par les glissements de terrain aux équipements et aux infrastructures publics en exerçant un contrôle adéquat de l'occupation du sol dans les zones soumises à des contraintes en raison des risques de glissement de terrain².

² Un glissement de terrain peut être défini sommairement comme le mouvement d'une masse de sol ou de roc le long d'une surface de rupture sous l'effet de la gravité, qui s'amorce essentiellement où il y a un talus. Dans la plupart des cas, le mouvement de masse est soudain et rapide.

► Le contenu du SAD

La MRC identifie, aux chapitres 3.5.1.3 et 3.5.1.5 et à la cartographie du SAD, les zones à risque d'érosion et celles à risque d'avalanche. Elle intègre également une cartographie pour les zones à risque d'érosion et identifie certains lots à risque d'avalanche. Or, le MSP est d'avis que les cartes des zones exposées à l'érosion littorale ne correspondent pas à celles que le gouvernement lui a transmises en 2012.

Par ailleurs, les lots à risque d'avalanche, correspondant aux résidences déplacées dans la municipalité de Blanc-Sablon au pied du Mont Bonenfant, sont partiellement identifiés, ce qui ne permet pas de s'assurer que l'ensemble des lots soumis à ce type de risque ne seront pas occupés dans l'avenir.

Demandes du gouvernement

Afin d'assurer la sécurité des personnes et de leurs biens en exerçant un contrôle adéquat de l'occupation du sol dans les zones soumises à des contraintes, la MRC devra, à l'étape du remplacement du SAD, intégrer les cartes des zones exposées à l'érosion littorale que le gouvernement lui a transmises en 2012.

De plus, elle devra s'assurer d'identifier tous les lots soumis à des risques d'avalanche dans la municipalité de Blanc-Sablon au pied du Mont Bonenfant. La MRC trouvera, à l'annexe 1 de cet avis, un tableau indiquant les lots que la MRC devra intégrer à son SAD pour compléter l'information du chapitre 3.5.1.5. Le MSP peut assister la MRC dans cette démarche.

1.2.4 Les risques d'origine anthropique et les nuisances

Orientation du gouvernement

Contribuer à la santé, à la sécurité et au bien-être publics ainsi qu'à la protection de l'environnement par une meilleure harmonisation des usages.

1.2.4.1 Les matières résiduelles

Attente

Réduire les risques pour la santé et la sécurité publiques et les nuisances au bien-être général qui sont associés aux activités et aux équipements reliés à la gestion des déchets notamment en favorisant une planification concertée de leur implantation et une harmonisation des usages à proximité des équipements et de leur exploitation dans le respect du milieu environnant.

► Le contenu du SAD

Au chapitre 3.8.3.2 du SAD, la MRC identifie les équipements de gestion des matières résiduelles, en dressant, plus précisément au tableau 38, une liste pour ces équipements. Cependant, le MDDELCC considère que cette liste n'est pas complète et qu'elle devrait être mise à jour.

Demande du gouvernement

Dans le but de réduire les risques pour la santé et la sécurité publiques et les nuisances au bien-être général qui sont associés aux activités et aux équipements reliés à la gestion des déchets, la MRC devra mettre à jour la liste du tableau 38 pour les équipements de gestion des matières résiduelles sur son territoire selon l'information transmise par le MDDELCC à l'annexe 2 de cet avis.

1.2.4.2 Les terrains contaminés

Attente

Contribuer à la réduction des risques pour la santé et la sécurité publiques et des nuisances ainsi qu'à la protection de la faune, la flore et de l'environnement associés aux terrains contaminés constituant des contraintes majeures notamment par une planification du sol adéquate.

► Le contenu du SAD

Le chapitre 3.5.2.1 du SAD fait état des terrains contaminés sur le territoire de la MRC. Le MDDELCC est cependant d'avis que cette liste n'est pas complète et qu'elle devrait être mise à jour.

Demande du gouvernement

Afin de contribuer à la réduction des risques pour la santé et la sécurité publiques et des nuisances associés aux terrains contaminés, la MRC devra compléter la liste des terrains contaminés, à l'aide de l'information transmise par le MDDELCC à l'annexe 3 de cet avis.

1.2.4.3 Les nuisances sonores liées aux postes de transformation d'énergie

Attente

Veiller à la réduction des nuisances sonores entravant la santé et le bien-être général associés aux postes de transformation d'énergie notamment en favorisant une planification concertée de leur implantation et une harmonisation des usages à proximité au regard de leur exploitation dans le respect du milieu environnant.

► Le contenu du SAD

La MRC détermine les contraintes particulières à l'occupation du sol au chapitre 3.5 du SAD. HQ constate que les postes de transformation électrique ne font pas partie des contraintes identifiées. Or, ces équipements peuvent représenter une source importante de nuisance sonore pour les populations établies à proximité.

Demandes du gouvernement

Dans l'objectif de veiller à la réduction des nuisances sonores entravant la santé et le bien-être général associés aux postes de transformation d'énergie et aux centrales thermiques au diésel, la MRC devra identifier les postes de transformation électrique et les centrales thermiques qui y sont associées, particulièrement celles de la Romaine et de la Tabatière, comme contrainte à l'occupation du sol.

Elle devra aussi déterminer une distance d'éloignement pour protéger les usages sensibles au bruit causé par ces équipements, soit les résidences, les espaces récréatifs et les bâtiments institutionnels. HQ peut assister la MRC dans la détermination d'un rayon de protection adéquat autour des centrales de la Romaine et de la Tabatière et pourra soutenir la MRC dans l'évaluation des distances pour les autres sites.

1.2.4.4 Les usages à proximité des prises de captage d'eau potable

Attente

Contribuer à assurer aux populations actuelles et aux générations futures l'accès à des approvisionnements sûrs et abordables en eau potable de bonne qualité notamment par une planification des usages à proximité qui protège les prises de captage d'eau.

► Le contenu du SAD

Au tableau 34 dans la section 3.8.3.1 du SAD, la MRC présente les prises de captage d'eau potable par type d'exploitant (public, privé, commercial, etc.). De plus, au tableau 36, la MRC fait état des équipements de filtration et d'épuration des eaux usées existants. Aussi, au tableau 37, elle présente les équipements d'assainissement des eaux pour toutes les communautés sur son territoire.

En outre, le chapitre 4.5.3.1 du document complémentaire détermine les dispositions normatives applicables autour des prises d'eau potable publiques, communautaires et privées. Des périmètres de protection et des restrictions à l'implantation de certains usages dans ces périmètres y sont définis.

Toutefois, le MDDELCC constate que la MRC ne présente pas toutes les prises de captage d'eau potable, tant municipales que privées. En effet, les sites de prélèvement d'eau souterraine ou de surface de catégorie 1 et 2 alimentant les institutions d'enseignement et la population vulnérable sont absents du SAD.

Par ailleurs, certains renseignements dans les tableaux 35 et 36 du SAD ne sont pas à jour et ne contribuent pas à présenter un portrait fiable de la situation des systèmes d'alimentation en eau potable et des équipements d'épuration des eaux usées de la MRC.

Demande du gouvernement

Afin de contribuer à assurer aux populations actuelles et aux générations futures l'accès à des approvisionnements sûrs et abordables en eau potable de bonne qualité, la MRC devra mettre à jour et compléter la liste des prises de captage d'eau potable, publiques et privées, présentes sur son territoire. La MRC devra donc intégrer l'information fournie par le MDDELCC à l'annexe 4 de cet avis.

Recommandation du gouvernement

La MRC est invitée à mettre à jour l'information des tableaux 35 et 36 du SAD à l'aide des renseignements transmis par le MDDELCC à l'annexe 5 de cet avis.

1.2.4.5 La salubrité publique et les normes de lotissement

Attente

Dans un contexte de développement durable, assurer la salubrité publique et diminuer la pression sur le milieu naturel lors du lotissement, par une planification adéquate de l'occupation du sol dans une perspective d'ensemble à long terme.

Le contenu du SAD

Au chapitre 4.4.1 du document complémentaire, la MRC adopte des normes de lotissement pour s'assurer d'une saine gestion de l'environnement et encadrer les municipalités en ce qui concerne les opérations cadastrales. Ces normes traduisent les intentions du gouvernement en ce sens.

Toutefois, certaines dispositions concernant le lotissement ne sont pas conformes aux normes véhiculées par le gouvernement. En effet, au chapitre 4.4.1.2 du document complémentaire, la MRC omet d'intégrer les distances minimales à respecter entre une voie de circulation et un plan d'eau, ce qui ne permet pas d'en assurer une protection complète.

De plus, au chapitre 4.2.7 du même document, la MRC ne spécifie pas correctement la façon de mesurer la largeur d'un lot situé sur une courbe. Également, au chapitre 4.4.1.2, la MRC fait une distinction entre un lac artificiel et un lac naturel pour l'application des normes de lotissement, alors que, selon la PPRLPI, il n'y a aucune différence entre ces types de lac. Enfin, au chapitre 4.4.2.1.4, la MRC adopte des dispositions pour le déplacement d'un cours d'eau. Or, un tel déplacement n'est pas prévu par la PPRLPI.

Demandes du gouvernement

Afin d'assurer la salubrité publique et diminuer la pression sur le milieu naturel lors du lotissement, la MRC devra intégrer aux normes de lotissement les distances minimales à respecter entre une voie de circulation et un cours d'eau ou un lac. Ces normes sont de 75 m pour un lot non desservi ou partiellement desservi et de 45 m pour un lot desservi.

La MRC devra également spécifier que la largeur des lots situés sur une courbe est mesurée à l'endroit où l'implantation d'une construction est prévue (marge de recul) et que la superficie et la profondeur du lot doivent être conformes à la superficie minimale exigée. De plus, elle devra retirer la distinction entre un lac naturel et un lac artificiel pour l'application des normes de lotissement et retirer les dispositions concernant le déplacement d'un cours d'eau. Pour ce faire, la MRC est invitée à rencontrer le MDDELCC pour obtenir davantage de précision pour se conformer à ces demandes.

2 La conservation, la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt

Orientations gouvernementales

Protéger, réhabiliter et mettre en valeur le cadre bâti, les espaces publics et les éléments du milieu naturel.

2.1 Le cadre bâti

Attente

Concourir à la protection, la réhabilitation et la mise en valeur des territoires d'intérêt historique, culturel et esthétique et confirmer l'intérêt qu'ils représentent notamment en leur accordant un statut particulier.

Le contenu du SAD

La MRC dresse, au chapitre 3.6 du SAD, un portrait des territoires d'intérêt historique et archéologique présents sur son territoire. Plus précisément, les tableaux 17, 18, 19 et 20 montrent respectivement les territoires d'intérêt historique, les sites d'intérêt touristique et culturel, les sites d'intérêt esthétique et écologique et les bassins versants et zones de ruisseaux côtiers.

Tous ces sites constituent les éléments patrimoniaux, archéologiques, naturels et de paysage que la MRC a l'intention de protéger et de mettre en valeur. De plus, elle adopte certaines normes, au chapitre 4.5.2 du document complémentaire, dans le but de s'assurer de la mise en œuvre de ses orientations et objectifs. Cependant, le MCC considère que certains ajustements devraient être intégrés à la planification pour mieux protéger ces sites.

Recommandation du gouvernement

La MRC est invitée, à l'étape du remplacement du SAD, à considérer les aspects liés à l'archéologie et à adopter des critères significatifs pour baliser l'adoption par les municipalités d'éventuels règlements sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA).

Pour ce faire, la MRC est invitée à rencontrer le MCC dans le but d'obtenir les renseignements nécessaires pour compléter les listes des territoires d'intérêt historique et archéologique et s'informer sur le type de critères concernant les PIIA à considérer dans son SAD.

2.2 Le milieu naturel

2.2.1 Les rives et le littoral des lacs et des cours d'eau

Attente

Contribuer à la survie des composantes écologiques et biologiques des rives et du littoral indispensables à la préservation de la qualité des lacs et des cours d'eau en assurant, par les choix en matière d'occupation du sol, une protection minimale adéquate au milieu riverain, tout en favorisant leur mise en valeur et, le cas échéant, leur restauration.

► **Le contenu du SAD**

La MRC adopte, au chapitre 4.4.2 du document complémentaire, des dispositions relatives à la protection des rives, du littoral et des plaines inondables. Toutefois, le MDDELCC et le MSP sont d'avis que plusieurs de ces dispositions ne respectent pas la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI).

Par exemple, les définitions adoptées pour « cours d'eau », « fossé », « lac » et « ouvrage » ne correspondent pas aux termes de la PPRLPI. De plus, les objectifs de cette dernière ne sont pas intégrés au SAD et il existe des imprécisions dans les dispositions applicables aux rives, au littoral et aux plaines inondables. Il est à noter que le gouvernement a adopté une nouvelle version de cette politique en 2014. Par conséquent, les MRC doivent, dans le cadre de l'adoption du SAD, intégrer cette nouvelle version de la PPRLPI.

Demande du gouvernement

Afin de contribuer à la santé, à la sécurité et au bien-être publics ainsi qu'à la protection de l'environnement par une meilleure harmonisation des usages, la MRC devra, à l'étape du remplacement du SAD, revoir complètement le chapitre 4.4.2 du document complémentaire concernant la protection des rives, du littoral et des plaines inondables pour que ces dispositions soient conformes à celles de la PPRLPI. Le MDDELCC et le MSP pourront l'assister dans cette démarche en lui apportant toutes les précisions nécessaires.

2.2.2 Les habitats des espèces floristiques et fauniques

Attente

Contribuer à la sauvegarde et au rétablissement des espèces floristiques et fauniques menacées ou vulnérables notamment en assurant la reconnaissance de l'intérêt écologique de leur habitat.

► **Le contenu du SAD**

La MRC adopte, au chapitre 3.2 du SAD, une orientation visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur l'environnement naturel ainsi que le patrimoine naturel et culturel. Elle adopte également un objectif pour protéger les habitats fauniques et floristiques et détermine des territoires d'intérêt.

Toutefois, le MDDELCC constate que la MRC a interverti, au chapitre 4.2.5 du document complémentaire, les définitions « Espèce menacée » et « Espèce vulnérable ». Il est donc d'avis que ces espèces ne seront pas protégées par des mesures adéquates.

Demande du gouvernement

Afin de contribuer à la sauvegarde et au rétablissement des espèces floristiques et fauniques menacées ou vulnérables, la MRC devra, à l'étape du remplacement du SAD, modifier les définitions « Espèce menacée » et « Espèce vulnérable ». Le MDDELCC peut assister la MRC dans sa démarche.

3 La planification des équipements et des infrastructures

Orientations du gouvernement

Arrimer aux objectifs d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement la planification des infrastructures et des équipements à caractère public et assurer leur viabilité.

Préserver les infrastructures de transport, maintenir les services adéquats à l'utilisateur et soutenir le développement socioéconomique des différentes régions du Québec en optimisant les acquis des différents modes de transport.

3.1. Les équipements et les infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien

Attentes

Le transport terrestre

Privilégier une approche intégrée en matière de planification des transports terrestres et d'aménagement du territoire qui :

- donne la priorité au transport collectif et plus particulièrement au transport en commun;
- favorise l'intermodalité;
- optimise l'utilisation des équipements et infrastructures, des systèmes et des réseaux existants;
- assure la conservation du réseau routier tout en soutenant le développement régional et en protégeant l'environnement et le cadre bâti.

Le transport maritime et aérien

Mettre à profit les équipements et les infrastructures de transports maritime et aérien en :

- assurant la qualité et l'efficacité de leur desserte routière;
- préservant leur capacité d'expansion;
- concourant à leur potentiel de développement par la mise en place et l'utilisation de services intermodaux.

Le contenu du SAD

La MRC dresse, au chapitre 3.7.1 du SAD, un portrait du transport terrestre, maritime et aérien en décrivant les infrastructures et équipements sur son territoire. Ce portrait inclut certaines interventions à venir sur ces infrastructures et équipements ainsi qu'un échéancier, le type d'intervention, la municipalité concernée et l'ampleur de l'intervention. La situation du transport collectif, scolaire et par taxi est également décrite.

Toutefois, le MTQ est d'avis que la MRC n'adopte pas la classification fonctionnelle qu'il a déterminée pour le réseau routier supérieur. De plus, elle ne présente pas l'ensemble des infrastructures et équipements de transport et ne décrit pas suffisamment les problématiques du transport de marchandise, notamment les aspects liés au réseau de camionnage qui pourrait se développer dans le futur.

En effet, la carte du réseau routier sous la gouverne du MTQ n'est pas complète et certains équipements, tels que des héliports et des quais ainsi que la piste de VTT à l'est de Brador, sont absents de la cartographie ou des tableaux du SAD.

Demandes du gouvernement

Dans le but de privilégier une approche intégrée en matière de planification des transports terrestres et de mettre à profit les équipements et les infrastructures de transport maritime et aérien, la MRC devra, à l'étape du remplacement du SAD, adopter la classification fonctionnelle du réseau routier supérieur déterminée par le MTQ et mettre à jour la description des infrastructures et équipements en transport, incluant la piste panoramique de VTT à l'est de Brador, en les indiquant dans la cartographie.

De plus, elle devra bonifier le portrait sur les problématiques du transport des marchandises, notamment les aspects liés au réseau de camionnage.

Pour ce faire, la MRC devrait rencontrer le MTQ pour obtenir des précisions sur les infrastructures et équipements de transport manquants dans le SAD et dans la cartographie.

Recommandation du gouvernement

Considérant la demande précédente, la MRC est invitée à apporter des modifications au « Concept d'organisation spatiale » présenté à la carte 1 du SAD.

3.2 Les équipements et les infrastructures de transport de l'électricité

Attente

Contribuer à une planification et à une rationalisation des infrastructures et des équipements électriques en conciliant les préoccupations du milieu et du gouvernement.

► Le contenu du SAD

La MRC décrit, au chapitre 3.8.4 du SAD, les infrastructures et équipements de transport d'énergie et de télécommunication présents sur son territoire. De plus, elle détermine les affectations où ces infrastructures et équipements sont autorisés, en les regroupant sous la fonction « Utilité publique et infrastructure ». Cette dernière est définie, au chapitre 4.2.5 du document complémentaire, comme « tout service ou infrastructure d'utilité publique telles que les infrastructures d'aqueduc ou d'égout, les usines d'épuration des eaux, les réseaux de gaz, d'électricité et de télécommunication ».

HQ constate que dans l'affectation « Conservation », la fonction « Utilité publique et infrastructure » n'est pas autorisée. Puisque la définition de cette dernière inclut les infrastructures et équipements sous sa gouverne, elle est d'avis que le SAD peut empêcher la réalisation d'éventuels projets de production, de transport et de distribution d'électricité sur de vastes superficies du territoire de la MRC.

Par ailleurs, certains infrastructures et équipements de HQ ne sont pas indiqués dans le portrait présenté au chapitre 3.8.4 du SAD.

Demandes du gouvernement

Afin de mieux contribuer à une planification et à une rationalisation des infrastructures et des équipements électriques en conciliant les préoccupations du milieu et du gouvernement, la MRC devra, à l'étape du remplacement du SAD, autoriser l'implantation des infrastructures et des équipements de production, de transport et de distribution d'électricité dans l'ensemble du territoire de la MRC.

Pour ce faire, la MRC peut soit indiquer que la définition de la fonction « Utilité publique et infrastructure » n'inclut pas les infrastructures et équipements d'HQ, soit autoriser cette fonction dans l'ensemble des affectations du territoire de la MRC.

La MRC devra aussi mettre à jour la liste des infrastructures et équipements appartenant à HQ en utilisant les renseignements que cette dernière lui transmet à l'annexe 6 de cet avis.

4 La mise en valeur intégrée des ressources

4.1 Les activités agricoles

Orientation gouvernementale

Planifier l'aménagement et le développement du territoire agricole en accordant la priorité aux activités et aux exploitations agricoles en zone agricole, dans le respect des particularités du milieu, de manière à favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique des régions.

Objectifs

- Assurer la pérennité d'une base territoriale pour la pratique de l'agriculture.
- Privilégier une démarche consensuelle avec les acteurs concernés par l'aménagement et le développement du territoire agricole afin de trouver des solutions adaptées aux particularités du milieu et acceptables localement.

Attentes

- Acquérir une connaissance factuelle du territoire, de ses particularités et de ses enjeux.

► Le contenu du SAD

Malgré l'absence d'une zone agricole sur le territoire de la MRC, cette dernière peut contribuer au développement des activités agricoles de façon à diversifier les activités économiques de la région et à assurer une base alimentaire pour la population.

Recommandation du gouvernement

La MRC est invitée à approfondir ses connaissances sur les activités agricoles pratiquées sur son territoire et à poursuivre sa réflexion sur d'autres activités pouvant se développer sur son territoire. À cet effet, plusieurs options s'offrent à elle telles que permettre les activités agricoles sur l'ensemble du territoire, notamment dans les affectations « Ressources » et « Récréoforestière » ou à proximité des centres urbains des municipalités, et développer davantage certaines activités comme la cueillette de petits fruits. Le MAPAQ peut assister la MRC dans ses démarches.

4.4 La planification des activités minières

Orientation gouvernementale

Contribuer au développement du secteur minier en favorisant la protection et la mise en valeur des ressources minérales par une meilleure planification territoriale.

Attente

Assurer l'harmonisation des activités de mise en valeur des ressources minérales et celles relatives à la protection et au développement des autres ressources et potentiels sur l'ensemble du territoire par la planification d'affectations et d'usages compatibles.

► Le contenu du SAD

La MRC autorise, au chapitre 3.3 du SAD, la fonction « Activité d'extraction » uniquement dans les affectations « Ressources » et « Usages contraignants ». Cette fonction est définie au chapitre 4.2.5 du document complémentaire en référant, entre autres, à l'extraction des substances minérales.

Or, en vertu du deuxième alinéa de l'article 246, les MRC peuvent réglementer uniquement l'extraction de certaines substances minérales, soit le sable, le gravier et la pierre à construire, et ce, sur les terres privées où ces substances appartiennent au propriétaire du sol. Ainsi, aucune disposition du SAD ne peut avoir pour effet d'empêcher le jalonnement ou la désignation sur carte d'un claim, l'exploration, la recherche, la mise en valeur ou l'exploitation de substances minérales et de réservoirs souterrains, faits conformément à la Loi sur les mines.

Demande du gouvernement

Afin de contribuer au développement du secteur minier en favorisant la protection et la mise en valeur des ressources minérales par une meilleure planification territoriale, la MRC devra indiquer que la fonction « Activités d'extraction » réfère aux substances minérales que la MRC a le pouvoir de régir, soit l'extraction de sable, de gravier et de pierre à construire, et ce, uniquement sur les terres privées.

Annexes

Annexe 1 : Liste des lots soumis à des risques d'avalanche

Numéros de lot Mont Bonenfant - Blanc-Sablon Référence : Plan général de la zone à rétrocéder au ministère des Ressources naturelles, Minute : 4861, Plan : 3307. Marcel Cadoret-Arpenteur-Géomètre.	
	85-1
	85-2
	152
	156
	155
	157
	167

Annexe 2 : Liste des équipements de gestion des matières résiduelles

Équipement	Municipalité	Latitude	Longitude	Statut
Dépotoir municipal	Kégaska	50,19	-61,29	Inactif
Dépôt en tranchée	Kégaska	50,19	-61,29	Inactif
Dépôt en milieu nordique	Kégaska	50,20	-61,26	Actif
Site de carcasses automobiles	Kégaska	50,19	61,28	Actif
Entreposage de bois traité	Kégaska	50,20	-61,26	Actif
Dépotoir à ciel ouvert (Lac Durocher)	TNO Petit-Mécatina	50,89	-61,32	Inactif
Dépôt de matériaux secs (École Oloman)	La Romaine	50,22	-60,68	Inactif
Dépôt en milieu nordique	La Romaine	50,24	-60,65	Actif
Dépôt en milieu nordique	La Romaine	50,23	-60,67	Inactif
Dépotoir à ciel ouvert	La Romaine	50,24	-60,65	Inactif
Dépôt en tranchée	La Romaine	50,19	-61,29	Inactif
Dépotoir de ferrailles	La Romaine	50,22	-60,65	Inactif
Entreposage de ferraille	La Romaine	50,23	-60,65	Actif
Dépôt en milieu nordique	Chevery	50,49	-59,62	Actif
Dépôt en tranchée	Chevery	50,48	-59,61	Inactif
Dépotoir de Chevery avant 1973	Chevery	50,48	-59,61	Inactif
Lieu d'enfouissement en milieu nordique	Harrington Harbour	50,50	-59,46	Actif
Dépotoir à ciel ouvert (Garden Island)	Harrington Harbour	50,50	-59,46	Inactif
Lieu d'enfouissement en milieu nordique	Aylmer Sound	50,61	-59,46	Inactif
Dépotoir municipal	Aylmer Sound	50,61	-59,46	Inactif
Dépôt de matériaux secs	Tête-à-la-Baleine	50,68	-59,24	Inactif
Lieu d'enfouissement en milieu nordique – ouest	Tête-à-la-Baleine	50,68	-59,35	Actif
Dépôt en milieu nordique – Est	Tête-à-la-Baleine	50,71	-59,27	Inactif
Dépôt en milieu nordique	Tête-à-la-Baleine	50,69	-59,27	Inactif
Dépotoir à ciel ouvert	Tête-à-la-Baleine	50,71	-59,34	Inactif
Dépôt en milieu nordique	Mutton Bay	50,78	-59,06	Inactif
Premier dépotoir d'hiver	Mutton Bay	50,77	-59,05	Inactif
Dépotoir à ciel ouvert	Mutton Bay	50,79	-59,00	Inactif
Lieu d'enfouissement en milieu nordique	La Tabatière	50,86	-58,99	Actif
Dépôt en milieu nordique	La Tabatière	50,82	-58,97	Actif
Dépotoir à ciel ouvert	La Tabatière	50,81	-58,98	Inactif
Entreposage de véhicules hors d'usage	Gros-Mécatina	50,85	-58,98	Actif
Lieu d'enfouissement en milieu nordique	Pakuashipi	51,24	-58,68	Actif
Dépôt en milieu nordique	Saint-Augustin	51,26	-58,64	Actif
Dépôt en milieu nordique	Saint-Augustin	51,27	-58,64	Inactif
Dépôt en tranchée	Saint-Augustin	51,25	-58,66	Inactif
Lieu d'élimination de déchets solides	Saint-Augustin	51,25	-58,66	Inactif
Dépotoir municipal (km 1) 1973 à 1986	Saint-Augustin	51,24	-58,66	Inactif
Dépotoir à ciel ouvert (km 0,8)	Saint-Augustin	51,24	-58,65	Inactif
Dépotoir à ciel ouvert (km 1,5)	Saint-Augustin	51,24	-58,65	Inactif
Dépotoir à ciel ouvert (km 2)	Saint-Augustin	51,25	-58,66	Inactif
Dépotoir à ciel ouvert	Saint-Augustin	51,23	-58,68	Inactif
Dépôt en tranchée de déchets solides (Nelson Excavation)	Saint-Augustin	51,18	-58,53	Inactif
Entreposage municipal de ferrailles	Saint-Augustin	51,26	-58,63	Actif
Dépotoir municipal (Vieux-Fort avant 1975)	Bonne-Espérance	51,42	-57,83	Inactif
Dépotoir municipal (Vieux-Fort 1975 à 1993)	Bonne-Espérance	51,43	-57,79	Inactif
Dépotoir clandestin (Vieux Fort)	Bonne-Espérance	51,43	-57,83	Inactif

Equipement	Municipalité	Latitude	Longitude	Statut
Dépotoir municipal d'hiver de Rivière-Saint-Paul	Bonne-Espérance	51,46	-57,72	Inactif
Dépotoir municipal de Rivière-Saint-Paul	Bonne-Espérance	51,49	-57,71	Inactif
Dépôt en milieu nordique (Salmon Bay)	Bonne-Espérance	51,47	-57,60	Actif
Dépotoir municipal	Middle Bay	51,47	-57,49	Inactif
Dépôt en milieu nordique (Blind Cliff)	Blanc-Sablon	51,50	-57,36	Actif
Dépôt en tranchée (Lourdes-de-Blanc-Sablon)	Blanc-Sablon	51,42	-57,19	Inactif

Annexe 3 : Liste des terrains contaminés

Nom de la fiche GTC	Date de création	Qualité des sols avant réhabilitation	Superficie affectée par la contamination (m²)	État de la réhabilitation	Qualité des sols résiduels après réhabilitation	État du dossier
Ancienne station de phare - Ile Sainte-Marie	2013-10-07	> RESC	2 390	Terminée en 2012	> C	Ouvert
Contamination aux hydrocarbures, Lot # 315, Sous-Centre de service - MTQ	1990-01-01	> C	900	Terminée en 2004	<= Critère spécifique	Fermé en 2005
Centrale diesel de Saint-Augustin	1990-01-01	> RESC	3 450	Terminée en 2004	<= C	Fermé en 2004
Centrale thermique à Saint-Augustin	2014-12-03	> RESC	504	Non débutée		Ouvert
Centre de Santé de la Basse-Côte-Nord, Lourdes-De-Blanc-Sablon, Hôpital Notre-Dame	2001-11-04	> C	300	Terminée en 1991	Plage A-B	Fermé en 1991
Centrale diesel La Tabatière	2015-05-29	> C	N/D	Non débutée		Ouvert
Centrale diesel La Tabatière - 1988	2015-05-29	> C	N/D	Terminée en 1989	<= C	Fermé en 1989
Station de communication, Sols contaminés	1990-01-01	> C	1 710	Terminée en 2006	> C	Fermé en 2014
Station de communication - Déversement	2015-06-03	> C	3 304	Terminée en 2011	> C	Fermé en 2015
Centrale thermique la Romaine - Hydro-Québec	1990-01-01	> C	408	Terminée en 1996	<= C	Fermé en 1997
Lot 211, Vieux-Fort (résidence des prof.) Sols contaminés	2014-10-21	> C	537	Initiée	<= B	Ouvert
Ancien dépôt maritime Ultramar Canada Inc.	1990-01-01	N/D	400	Terminée en 1993		Fermé en 1994
École Gabriel Dionne (Tête-à-La-Baleine)	1990-01-01	N/D	160	Terminée en 1999	Plage A-B	Fermé en 1999
Réhabilitation de sols contaminés, École St-Augustin	1990-01-01	> C	900	Terminée en 2004	<= B	Fermé en 2004

Légende :

GTC: Gestion des terrains contaminés

RESC: Règlement sur l'enfouissement des sols et des lieux contaminés

Critères A, B et C: Font référence à la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminé.

Annexe 4 : Liste des prises d’eau potable

Sites de prélèvement d'eau (# d'approvisionnement)		Latitude	Longitude	Provenance	Type d'exploitant	Catégorie RPEP	Population
KÉGASKA	Puits de surface (# 10397)	50,1912763428	-61,2745495729	Souterraine	Municipal	2	140
HARRINGTON-HARBOUR	Étang Jones (# 12435)	50,5022685721	-59,4784419054	Surface	Municipal	2	310
	Étang d'appoint	50,5022750194	-59,4808808234				
	Étang Hodd (# 56358)	50,4965535747	-59,4812697546				
	Étang Carbrest (# 10132)	50,4984747695	-59,4858625354				
CHEVERY	Puits 3 (# 58297)	50,4741611716	-59,6146488831	Souterraine	Municipal	2	316
	Puits 2 (# 58289)	50,4722546585	-59,6158324889				
	Puits 1 (# 12427)	50,4743955578	-59,614583951				
	Puits 4 (# 58305)	50,4742970319	-59,6154833181				
TETE-À-LA-BALEINE	TB-6 (# 63677)	50,7037115823	-59,3279325811	Souterraine	Municipal	2	185
	TB-7 (# 10371)	50,7037839979	-59,3278055365				
MIDDLE BAY	Puits 3 (# 62471)	51,4666293499	-57,4967823932	Souterraine	Municipal	2	122
	Puits 1 et 2 (# 10363)	51,4682806752	-57,4970059318				
BRADOR	Puits P-7-91 (# 12393)	51,4632946524	-57,2378971845	Souterraine	Municipal	2	155
BLANC-SABLON	Source A (# 9811)	51,4343537987	-57,1362790788	Souterraine	Municipal	1	1140
	Source C (# 10488)	51,4362588087	-57,1408537037				
LA TABATIÈRE	Puits 2 (# 12476)	50,8224419215	-58,9631407567	Souterraine	Municipal	2	425
	Puits 1 (# 12468)	50,8233053476	-58,9653066595				
ST-AUGUSTIN	Lac (# 26179)	51,2715652686	-58,6496128328	Lac	Municipal	2	472
LA ROMAINE	Rivière Olamane (# 60269)	50,2425578488	-60,6366355047	Rivière		1	1050
VIEUX-FORT	Puits VF-01-09	51,4418699676	-57,8390392349	Souterraine	Municipal	2	330
	Puits VF-03-07	51,4417270432	-57,8391995235				
RIVIÈRE-ST-PAUL	Puits SP-08 (# 70912)	51,4631629488	-57,7159078154	Souterraine	Municipal	2	472
	Puits SP-06 (# 70904)	51,4832207836	-57,713804822				
MUTTON BAY	Puits (# 71738)	50,7751376854	-59,0262502348	Souterraine	Municipal	2	100
DISPENSARE DE CHEVERY	Puits (# 58685)	50,4646061099	-59,6376378698	Souterraine	Institutionnel	2	314
PAKUA SHIPi	Rivière St-Augustin (# 58966)	51,23342143	-58,67059514	Rivière	Réserve autochtone	2	338

Annexe 5 : Liste des systèmes de traitement des eaux usées

Municipalité	Latitude	Longitude	Région hydrographique	Région hydrographique limnologique	No du bassin versant et son niveau	Nom du bassin versant	Cours d'eau récepteur de l'effluent	Type de traitement	Ouvrage(s) d'assainissement	No séquentiel de l'effluent	Cla primaire
Saint-Augustin	51,222524	-58,64482	7	Saint-Laurent nord-est	07610000 - Niveau 1	SAINT-AUGUSTIN RIVIERE	Saint-Augustin Rivière	Étangs aérés à rétention réduite (parois verticales)	90012-1 - SAINT-AUGUSTIN	380	360
	51,223396	-58,664717						Étangs aérés	N/A - PAKUASHIPI	1699	1700
Blanc-Sablon	51,420536	-57,126223	14	7	00000013 - Niveau 0	SAINT-LAURENT, GOLFE DU	Saint-Laurent, Golfe du (Blanc Sablon, Baie de)	Dégâtage	98005-1 - BLANC SABLON (secteur Blanc-Sablon)	42	42
	51,40579	-57,17351	Golfe du Saint-Laurent	Saint-Laurent nord-est			Saint-Laurent, Golfe du (secteur de Pointe-Lazy)		98005-2 - BLANC-SABLON (secteur Lourdes)	43	43
Bonne-Espérance	51,466725	-57,711152					Saint-Laurent, Golfe du (Sébaenipol, Baie de)		98010-2 - BONNE-ESPERANCE (secteur Rivière Saint-Paul)	47	47
	51,419813	-57,625339					Saint-Laurent, Golfe du (Vieux Fort, Baie du)		98010-1 - BONNE-ESPERANCE (secteur Vieux-Fort)	48	48
Romaine								Étangs aérés	UNAMEN SHIPI		

Annexe 6 : Liste des équipements et infrastructures d'Hydro-Québec

CENTRALES			
Nom		Type	Municipalité
Centrale de Blanc-Sablon		Diesel	Blanc-Sablon, M
Centrale de La Romaine		Diesel	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent, M
Centrale de La Tabatière		Diesel	Gros-Mécatina, M
Centrale du Lac-Robertson		Hydraulique	Gros-Mécatina, M
Centrale de Saint-Augustin		Diesel	Saint-Augustin, M
POSTES			
Nom		Tension (kV)	Municipalité
Poste de La Tabatière		69 kV	Gros-Mécatina
Poste de Blanc-Sablon		69 kV	Blanc-Sablon
Poste de la centrale Robertson		69 kV	Gros-Mécatina
Poste de Saint-Augustin		69 kV	Saint-Augustin
Poste de Vieux-Fort		69 kV	Bonne-Espérance
LIGNES DE TRANSPORT D'ÉNERGIE			
Ligne	Tension (kV)	Type	Longueur (km)
642	69	aérien	69
646	69	aérien	47
647	69	aérien	21
648	69	aérien	58
BARRAGE			
Aménagement	Nom		Municipalité
Lac-Robertson	Barrage du Lac-Robertson		Gros-Mécatina, M
RÉSERVOIR			
Nom	Superficie MRC (km²)		Réservoir MRC (%)
Réservoir Robertson	59		100
STATIONS DE TÉLÉCOMMUNICATION			
Nom			Municipalité
BLANCSA/P69-SA1			Blanc-Sablon, M
BLANCSA/T-SA1			Blanc-Sablon, M
RIVSTPA/T-SA1			Bonne-Espérance, M
RIVSTPA/T-SA2			Bonne-Espérance, M
RIVSTPA/T-SA3			Bonne-Espérance, M
VIEUXFO/P69-SA1			Bonne-Espérance, M
BDESMOU/T-SA1			Gros-Mécatina, M
LACROBE/C-SA1			Gros-Mécatina, M
LACROBE/T-SA1			Gros-Mécatina, M
LATABAT/C-SA1			Gros-Mécatina, M
LATABAT/P69-SA1			Gros-Mécatina, M
STAUGU1/T-SA1			Saint-Augustin, M
HARRING/T-SA1			Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent, M
LAROMAI/T-SA1			Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent, M

Interlocuteurs du gouvernement

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)

Madame Julie Samuel
Conseillère aux opérations régionales
Direction régionale de la Côte-Nord
625, boulevard Laflèche, RC-708
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5
Téléphone : (418) 295-4241, poste 80907
Télécopieur : (418) 295-4955
julie.samuel2@mamot.gouv.qc.ca

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)

Monsieur Laurier Tremblay, agronome
Direction régionale de la Côte-Nord
77, Principale, C.P. 99
Les Bergeronnes (Québec) G0T 1G0
Téléphone : (418) 232-6273
Télécopieur : (418) 232-6391
laurier.tremblay@mapaq.gouv.qc.ca

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)

Madame Mireille Bélanger, géographe
Analyste
Direction régionale de l'analyse et de l'expertise de la Côte-Nord
20, boulevard Comeau, bureau 2.12, 1^{er} étage
Baie-Comeau (Québec) G4Z 3A8
Téléphone : (418) 964-8888, poste 229
Télécopieur : (418) 964-8023
mireille.belanger@mddelcc.gouv.qc.ca

Ministère de la Culture et des Communications (MCC)

Madame Véronique Poulin
Conseillère en développement culturel
Direction du Saguenay – Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord
625, boul. Laflèche, bureau 1.806
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5
Téléphone : (418) 295-4986
Télécopieur : (418) 295-4070
veronique.poulin@mcc.gouv.qc.ca

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)

Monsieur Sébastien Baillargeon
Conseiller aux affaires régionales
Direction régionale de la Côte-Nord
625, boulevard Laflèche, R.C. 702
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5
Téléphone : (418) 295-4676, poste 223
Télécopieur : (418) 295-4682
sebastien.baillargeon@mern.gouv.qc.ca

Ministère de la Sécurité publique (MSP)

Madame Isabelle Jobin
Conseillère en sécurité civile et sécurité incendie
Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord
625, boul. Laflèche, bureau 1.807
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5
Téléphone : (418) 295-4903, poste 42219
Télécopieur : (418) 295-4092
isabelle.jobin@mssp.gouv.qc.ca

Ministère des Transports du Québec (MTQ)

Madame Sonia Tremblay
Conseillère en planification des transports et aménagement du territoire
Direction de la Côte-Nord
625, boul. Laflèche, bureau 110
Baie-Comeau (Qc) G5C 1C5
Téléphone : (418) 295-4788, poste 2267
Télécopieur : (418) 295-4766
sonia.tremblay2@mtq.gouv.qc.ca

Hydro-Québec (HQ)

Madame Sonia Burgess
Conseillère – Affaires autochtones et aménagement du territoire
Hydro Québec – Relations avec le milieu
135, boulevard Comeau
Baie-Comeau (Québec) G4Z 3B1
Téléphone : (418) 294-3650
Télécopieur : (418) 294-3304
burgess.sonia@hydro.qc.ca

Québec, le 14 janvier 2016

Monsieur Alexandre Cusson
Préfet
Municipalité régionale de comté de Drummond
436, rue Lindsay
Drummondville (Québec) J2B 1G6

Monsieur le Préfet,

Le 9 septembre 2015, la Municipalité régionale de comté de Drummond adoptait le règlement numéro MRC-773 édictant le schéma d'aménagement et de développement révisé.

Avec l'adoption de ce document, votre municipalité régionale de comté a franchi une étape déterminante dans la planification de l'aménagement de son territoire. Cependant, certains éléments fondamentaux du schéma révisé ne respectent pas les orientations que le gouvernement, ses ministères, ses mandataires et les organismes publics poursuivent.

En conséquence, en vertu de l'article 56.15 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Municipalité régionale de comté de Drummond doit remplacer le schéma d'aménagement et de développement révisé dans les 120 jours. Le contenu du schéma devra être revu en ce qui concerne les éléments suivants décrits en annexe :

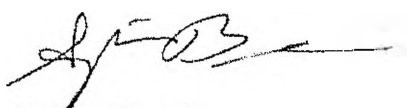
- la gestion de l'urbanisation;
- la planification des infrastructures, des équipements et des services publics;
- la conservation, la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt;
- la contribution à la santé, à la sécurité et au bien-être publics, ainsi qu'à la protection de l'environnement;
- la protection du territoire et des activités agricoles.

Je suis confiant, Monsieur le Préfet, que votre municipalité régionale de comté saura tenir compte des demandes formulées dans le présent avis. Votre municipalité régionale de comté devra donc poursuivre sa réflexion à cet effet afin de faire de son schéma révisé un outil de planification et de développement traduisant non seulement les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire mais aussi ses intentions et les moyens qu'elle entend adopter, entre autres, quant à ces problématiques.

Les représentants des ministères et organismes concernés par les demandes formulées sont disponibles pour vous rencontrer et vous fournir toutes les précisions nécessaires. Madame Chantal Duford, de la Direction régionale du Centre-du-Québec du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, est également disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche. Vous pouvez la joindre au 819 752-2453, poste 81707. Pour ma part, je puis vous assurer de la volonté du gouvernement de poursuivre un échange constructif avec votre municipalité régionale de comté.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'S. Boucher', with a long horizontal stroke extending to the right.

Sylvain Boucher

Annexe

SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT RÉVISÉ DE LA MRC DE DRUMMOND

Demandes et recommandations du gouvernement

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

JANVIER 2016

Liste des principaux acronymes

Acronymes techniques

AR :	Agglomération de recensement
DJME :	Débit journalier moyen estival
ISQ :	Institut de la statistique du Québec
LAU :	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
LPTAA :	Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles
MRC :	Municipalité régionale de comté
PU :	Périmètre d'urbanisation
PPRLPI :	Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables
RCI :	Règlement de contrôle intérimaire
SADR :	Schéma d'aménagement et de développement révisé
ZPA :	Zone prioritaire d'aménagement
ZR :	Zone de réserve

Ministères et organismes mandataires de l'État

CPTAQ :	Commission de protection du territoire agricole du Québec
HQ :	Hydro-Québec
MAMOT :	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
MAPAQ :	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
MDDELCC :	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MERN :	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
MFFP :	Ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs
MSSS :	Ministère de la Santé et des Services sociaux
MCC :	Ministère de la Culture et des Communications
MSP :	Ministère de la Sécurité publique
MTQ :	Ministère des Transports du Québec

Table des matières

Liste des principaux acronymes	2
Table des matières	3
1 La gestion de l'urbanisation	5
1.1 Les orientations en matière de gestion de l'urbanisation	5
1.2 Les grandes affectations et usages autorisés	6
1.3 La détermination des périmètres d'urbanisation.....	6
1.4 La revitalisation et le renforcement des centres-villes, des noyaux villageois et des quartiers anciens.....	9
1.5 Les usages et activités à caractère urbain à l'extérieur des périmètres d'urbanisation...	10
2 La planification des infrastructures, des équipements et services publics	14
2.1 Les équipements et les services collectifs	14
2.2 Les espaces industriels et commerciaux.....	14
2.3 Les infrastructures et les équipements de transport terrestre, aérien et maritime.....	16
2.4 Les infrastructures et équipements électriques	17
3 La conservation, la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt.....	18
3.1 Le patrimoine bâti et paysager.....	18
3.2 Le patrimoine naturel	18
4 La contribution à la santé, à la sécurité et au bien-être publics ainsi qu'à la protection de l'environnement.....	19
4.1 Les rives, le littoral et les plaines inondables	19
4.2 Les zones exposées aux glissements de terrain.....	20
4.3 Les immeubles, ouvrages et activités à risque.....	20
4.4 Les matières résiduelles	21
4.5 Les terrains contaminés	22
4.6 Les nuisances sonores	22
4.7 Les prises de captage d'eau potable.....	23
4.8 Les normes de lotissement	24
5 La protection du territoire et des activités agricoles	25
5.1 Les usages non agricoles en zone agricole	25
5.1.1 La caractérisation de la zone agricole	25

5.1.2	La gestion des usages non agricoles en zone agricole	26
5.1.3	L'empiètement en zone agricole	27
5.2	La cohabitation des usages en zone agricole	27
5.2.1	Les paramètres pour la détermination des distances séparatrices	28
5.2.2	Le zonage de production agricole et le contingentement des élevages	29
6	Plan d'action et document complémentaire	30
7	Commentaires généraux	31
Annexe I — Classification fonctionnelle du réseau routier supérieur		32
Annexe II — Installations d'Hydro-Québec		34
Annexe III — Lieux de dépôt de sol et de résidus industriels et les anciens lieux de dépôt de résidus industriels		36

7 La gestion de l'urbanisation

Le gouvernement a comme orientations en matière d'aménagement de privilégier la consolidation des zones bâties existantes, de prioriser la revitalisation des noyaux villageois et des secteurs anciens et d'orienter l'extension urbaine dans les parties de territoire pouvant accueillir le développement de façon économique et acceptable au plan environnemental. Il s'attend donc à ce que les municipalités régionales de comté (MRC) prennent les moyens nécessaires dans leur schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) afin de respecter ces orientations.

Certains éléments du SADR ne concordent pas aux orientations gouvernementales relatives à la gestion de l'urbanisation. Ainsi, à la lumière des demandes présentées par le gouvernement, la MRC devra moduler le contenu de son SADR eu égard aux orientations, à la détermination des PU au contrôle de l'urbanisation diffuse et aux usages autorisés à l'extérieur des PU.

1.1 Les orientations en matière de gestion de l'urbanisation

Tel que prescrit par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), le SADR doit comporter des grandes orientations en matière d'aménagement et de développement du territoire. La MRC énonce plusieurs grandes orientations notamment en ce qui concerne le milieu agricole, les milieux urbains, le commerce et l'industrie, ainsi que les territoires d'intérêt.

Le gouvernement souligne le travail de la MRC dans sa présentation d'un concept d'organisation spatiale. La MRC établit que la ville de Drummondville et les municipalités de Saint-Germain-de-Grantham et de Saint-Cyrille-de-Wendover forment une agglomération urbaine. Le gouvernement considère que la détermination de cette agglomération est pertinente. En effet, la MRC stipule que ce territoire est en constante croissance, constitue l'élément central de la structure urbaine et joue un rôle moteur dans le développement économique de la MRC. D'ailleurs, le gouvernement constate que Statistique Canada considère que les territoires des municipalités de Wickham, de Saint-Lucien, de Notre-Dame-du-Bon-Conseil et de Saint-Majorique-de-Grantham constituent l'agglomération de recensement (AR) de Drummondville.

Le MAMOT constate toutefois que la MRC n'énonce aucune grande orientation en matière de gestion de l'urbanisation pour le territoire de son agglomération urbaine de Drummondville. Or, le gouvernement s'attend à ce que les MRC favorisent une approche intégrée et durable du développement à l'échelle de l'ensemble de l'agglomération urbaine.

Demandes du gouvernement

Afin de répondre aux attentes gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation, le gouvernement demande à la MRC de se doter d'une orientation ou d'un objectif spécifique en matière de gestion de l'urbanisation favorisant une approche intégrée et durable du développement de l'agglomération urbaine de Drummondville.

En ce sens, la MRC devra exprimer sa volonté de privilégier la consolidation des acquis et du tissu bâti, de prioriser la revitalisation des noyaux urbains et d'établir les priorités d'urbanisation à l'échelle de l'agglomération et selon une approche de complémentarité entre les municipalités.

Recommandation du gouvernement

Le gouvernement invite aussi la MRC à réfléchir à la délimitation du territoire de son agglomération urbaine considérant que Statistique Canada inclut plusieurs autres municipalités à la délimitation de l'AR de Drummondville, et donc que ces dernières ont également un lien étroit avec la ville de Drummondville.

1.2 Les grandes affectations et usages autorisés

La MRC cartographie les grandes affectations de son territoire. Cependant, le gouvernement constate qu'elle ne décrit pas ses grandes affectations dans son schéma. En effet, à différents endroits dans son SADR, la MRC nomme les affectations, mais ne décrit pas précisément la vocation de chacune ni ses intentions envers ces territoires. Le gouvernement rappelle que la détermination des grandes affectations est essentielle puisqu'elle indique formellement de quelle façon la MRC entend utiliser les parties de son territoire de manière à répondre aux besoins de la collectivité.

En outre, la MRC ne précise pas quels usages sont autorisés dans chaque affectation. En effet, le gouvernement constate que la MRC aborde certains usages autorisés parfois dans ses orientations, d'autres fois dans les moyens de réalisation. Toutefois, aucun portrait complet des usages permis dans l'ensemble des affectations n'est présenté. L'absence d'un encadrement clair des usages dans les grandes affectations pourrait nuire à une saine gestion de l'urbanisation, à la cohabitation harmonieuse des usages sur le territoire et à la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt et des ressources.

Demandes du gouvernement

La MRC devra préciser les usages autorisés dans ses affectations en cohérence avec leur vocation identifiée et en respectant les orientations et attentes du gouvernement en matière d'aménagement du territoire. Pour ce faire, la MRC pourrait se doter d'une grille de compatibilité des usages facilitant ainsi la consolidation de l'information.

Elle devra également décrire les grandes affectations de son territoire en précisant ses intentions pour chacune d'elle.

1.3 La détermination des périmètres d'urbanisation

Le calcul des besoins en espaces résidentiels

La MRC présente l'évaluation de ses besoins en espaces à urbaniser pour chacune de ses municipalités. Elle modifie certaines limites des PU. Dans plusieurs cas, ces ajouts mineurs aux délimitations des PU visent à intégrer le territoire situé à l'extérieur de la zone agricole, dont les territoires ayant été exclus de la zone agricole par la CPTAQ, ce qui n'augmente pas considérablement les potentiels de développement, à l'exception des municipalités de Saint-Cyrille-de-Wendover et de Durham-Sud, où les PU sont considérablement plus grands que ceux actuellement en vigueur.

La MRC utilise les données relatives aux constructions résidentielles entre 1998 et 2012 dans l'analyse de ses besoins en espaces résidentiels pour les 15 prochaines années. À ces projections, la MRC ajoute 40 % à la superficie nette développée afin de prendre en compte les espaces nécessaires à la voirie, aux parcs, aux espaces verts, à la présence de cours d'eau et autres pertes

de terrain causées par la configuration ou la topographie de l'espace. La MRC prévoit également une orientation visant à permettre une marge de manœuvre aux espaces nécessaires pour le développement urbain afin d'offrir une plus grande variété de terrains à urbaniser.

Effectivement, la MRC ajoute 20 % supplémentaires au total de l'espace estimé à ces fins. De plus, la MRC permet aux municipalités ayant peu de nouvelles constructions d'ajouter des espaces aux besoins estimés afin d'inverser la tendance et de leur permettre de se revitaliser. Or, tel que précisé à la MRC dans des avis précédents, le gouvernement considère, selon la pratique usuelle en planification territoriale, qu'une superficie additionnelle de 25 % à 30 % est nécessaire pour les prévisions en voirie et aux fins de parc.

Par ailleurs, la MRC utilise les données de l'ISQ pour démontrer l'évolution de la population sur son territoire. Le gouvernement constate que les données utilisées ne sont pas à jour et qu'une version plus récente des projections existe.

De plus, la MRC mentionne la présence d'une typologie variée de logements dans la ville de Drummondville et considère cet élément dans l'évaluation de ses besoins en espaces pour cette municipalité. Toutefois, elle considère uniquement les constructions unifamiliales dans l'évaluation des besoins des autres municipalités, justifiant que seule la ville de Drummondville comprend une variété de types de logements. Or, les données du recensement de 2011 démontrent que plus de 1 500 logements, autres que des constructions unifamiliales, sont implantés dans les autres municipalités de la MRC.

Les potentiels de construction

Dans la détermination des superficies disponibles au développement dans les PU, la MRC définit deux types d'espaces vacants. Le premier, nommé type 1, fait référence aux espaces vacants, morcelés ou non, adjacents à des infrastructures routières et assimilables aux espaces à consolider. Le deuxième, type 2, correspond à des espaces aux dimensions importantes qui doivent être morcelés, généralement situés en périphérie des secteurs urbanisés.

Le MAMOT constate toutefois que plusieurs terrains assimilables aux terrains de type 2 n'ont pas été identifiés comme tels par la MRC. De plus, la MRC n'a pas comptabilisé les terrains de type 1 dans la ville de Drummondville, ce qui fait en sorte que plusieurs terrains à consolider pouvant accueillir des constructions résidentielles n'ont pas été pris en compte.

Aussi, la MRC n'a pas identifié les superficies disponibles ou vacantes à l'intérieur des ilots déstructurés situés en continuité ou à proximité des PU. Le gouvernement est particulièrement préoccupé par ces secteurs puisqu'ils représentent des extensions des PU et leur consolidation doit être considérée avant d'envisager de nouveaux empiètements en zone agricole.

La MRC indique d'ailleurs que plusieurs ilots déstructurés, accordés par la CPTAQ dans la décision numéro 359645, sont présents sur son territoire, sans toutefois les identifier au SADR. En effet, elle mentionne que la délimitation des ilots apparaît au règlement numéro MRC-625-1, qui visait à intégrer les ilots déstructurés au premier RCI de la MRC. Cependant, tel que prévu à la LAU, les RCI cessent d'avoir effet sur le territoire des municipalités lorsque celles-ci assurent la concordance de leur réglementation au SADR de la MRC.

En outre, la MRC mentionne que plusieurs secteurs ont été exclus du calcul des espaces disponibles à l'intérieur des PU. C'est notamment le cas des zones de contraintes et des milieux humides. Toutefois, puisque la MRC ne prévoit aucune disposition à l'égard de ces secteurs, les zones de contraintes et les milieux humides identifiés par la MRC sont potentiellement constructibles.

Par ailleurs, tel que mentionné précédemment, la MRC s'est dotée d'un concept d'organisation de l'espace établissant l'agglomération urbaine de Drummondville. En termes de dynamiques urbaines, la zone urbaine existante de la municipalité Saint-Cyrille-de-Wendover est contiguë au PU de la municipalité de Drummondville, par la route régionale 122. De plus, le PU de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham se situe très près de celui de Drummondville et ces deux municipalités sont liées par les dynamiques engendrées par l'autoroute 20 et la route régionale 122. Toutefois, la MRC établit ses besoins en espaces résidentiels municipalité par municipalité, ce qui ne favorise pas une approche intégrée et durable du développement urbain de l'ensemble de l'agglomération urbaine de Drummondville.

La délimitation des PU selon les besoins de développement

En l'absence d'une démonstration adéquate des besoins en espaces résidentiels et des potentiels de construction pour chaque PU de la MRC, le gouvernement ne peut apprécier convenablement les choix retenus par la MRC en matière de délimitation des PU, et s'assurer que la MRC consolide les zones urbaines existantes et oriente l'extension urbaine dans les parties de territoire pouvant accueillir le développement urbain de manière durable sur un horizon de 10 à 15 ans.

De plus, à la suite de l'analyse de ses besoins, la MRC laisse aux municipalités la tâche de déterminer les espaces qui constitueront les agrandissements des PU et les espaces à l'intérieur des PU à mettre en ZR. La MRC laisse également le soin aux municipalités, avec son accord, de modifier leur règlement d'urbanisme en vue de développer dans ces ZR. Or, le gouvernement rappelle que l'encadrement et la modification des grandes affectations sont de la responsabilité des MRC qui se doivent d'effectuer une planification de leur territoire en conformité avec les orientations gouvernementales. Ainsi, le choix par la MRC des secteurs des PU à agrandir ou à mettre en ZR ainsi que le contrôle des usages dans ces secteurs sont essentiels afin d'assurer la consolidation des secteurs qui accueilleront de nouvelles résidences.

Enfin, le gouvernement souligne l'effort de la MRC de s'être dotée de densités résidentielles à atteindre dans la ville de Drummondville. Cet exercice favorise la consolidation des espaces urbains.

Demandes et recommandations du gouvernement

Afin de consolider le tissu bâti existant et de gérer l'extension urbaine de façon durable, la MRC devra justifier la détermination des PU de son territoire de façon à ce qu'ils répondent aux besoins réels des municipalités pour les 10 à 15 prochaines années.

Tout d'abord, la MRC devra revoir l'évaluation de ses besoins en espaces voués au développement résidentiel sur un horizon de 10 à 15 ans. Pour ce faire, la MRC devra revoir sa méthodologie relative à l'évaluation de ses besoins en espaces en utilisant un ratio adéquat pour calculer l'espace utilisé à des fins publiques, soit une superficie additionnelle de 25 % à 30 % par rapport à la superficie nette développée.

Ensuite, la MRC devra s'assurer de considérer toutes les superficies disponibles et vacantes, ainsi que le potentiel de nouvelles constructions à l'intérieur de ses PU et dans les îlots déstructurés en continuité ou à proximité des PU. En ce sens, le gouvernement entend par « superficies disponibles ou vacantes » toutes les superficies non construites (excluant les parcs et espaces verts à conserver) adjacentes ou non à une rue publique, qu'elles soient disponibles ou non à la vente, et qui ne sont pas affectées par aucune contrainte naturelle ou anthropique identifiée au schéma. Si la MRC souhaite exclure certaines portions de territoire de son calcul des espaces

disponibles, tels les zones de contraintes ou les milieux humides, elle devra mettre en place des dispositions interdisant le développement sur ces secteurs.

À la lumière de l'analyse de ses besoins en espaces pour les 10 à 15 prochaines années, la MRC devra identifier elle-même, le cas échéant, les secteurs visés par l'agrandissement d'un PU ou visé par la détermination des ZPA et des ZR à l'intérieur d'un PU et les inclure au SADR de remplacement. Également, la MRC devra prévoir des modalités de gestion des ZR. Plus spécifiquement, elle devra prévoir à l'intérieur de ces zones des règles afin d'y interdire ou d'y limiter au strict minimum le développement. La MRC pourrait, par exemple, y limiter la construction aux usages extensifs (tels que des sentiers ou pistes de randonnées, des parcs et des espaces verts, etc.) et interdire la construction ou le prolongement de rues ainsi que des réseaux d'aqueduc et d'égout. De plus, elle devra prévoir qu'un agrandissement, soit le passage d'une ZR à une ZPA, se fera uniquement à partir d'une modification au SADR et prévoir que ce développement sera permis uniquement dans les secteurs contigus à ceux déjà bâtis et desservis par les réseaux d'aqueduc et d'égout, le cas échéant.

En outre, pour le territoire qu'elle désigne comme l'agglomération urbaine de Drummondville, la MRC devra réaliser l'exercice d'analyse des besoins en espaces voués au développement résidentiel à l'échelle de l'ensemble de cette agglomération urbaine.

Enfin, la MRC devra s'assurer que les orientations qu'elle formule en matière de développement résidentiel traduisent sa volonté d'atteindre les attentes du gouvernement.

Recommandations du gouvernement

Pour les fins de l'analyse de ses besoins, le gouvernement recommande à la MRC de privilégier l'utilisation de données officielles et neutres dans le calcul de ses besoins en espaces résidentiels. Dans tous les cas, la MRC devrait prendre les données les plus à jour disponibles pour les 10 à 15 dernières années.

En outre, afin de s'assurer que la capacité d'accueil de ses PU corresponde mieux à ses besoins, la MRC devrait considérer, dans l'évaluation de ses besoins résidentiels, toutes les typologies de logement dans l'ensemble de ses municipalités.

De plus, la MRC devrait considérer les densités qu'elle a identifiées dans l'analyse de ses besoins en espaces résidentiels. Elle pourrait également se doter de densités à atteindre dans l'ensemble de l'agglomération urbaine de Drummondville.

Par ailleurs, considérant que le RCI numéro MRC-625-1 deviendra inopérant lorsque la conformité des règlements locaux aura été réalisée, le gouvernement recommande à la MRC d'intégrer les éléments de ce RCI afin de s'assurer d'identifier et de localiser les îlots déstructurés sur son territoire au SADR ainsi que l'ensemble des dispositions qui y encadrent le développement.

1.4 La revitalisation et le renforcement des centres-villes, des noyaux villageois et des quartiers anciens

Le gouvernement s'attend à ce que les MRC soutiennent la revitalisation et le renforcement des centres-villes, des noyaux villageois et des quartiers anciens, notamment en y maintenant, améliorant et implantant les équipements structurants.

La MRC mentionne qu'elle souhaite évaluer les potentiels de redéveloppement et de requalification des friches urbaines pour de nouveaux usages. Elle soutient également vouloir privilégier la

revitalisation des secteurs anciens de chacune des municipalités de la MRC, notamment par l'amélioration du cadre bâti.

Toutefois, la MRC ne cible pas les secteurs dévitalisés devant faire l'objet d'une intervention particulière en matière de revitalisation. Effectivement, la MRC demeure muette à ce sujet, ce qui pourrait ne pas contribuer à la revitalisation et au renforcement des centres-villes, des noyaux villageois et des quartiers anciens.

De plus, la MRC ne prévoit pas de mesures incitatives à la conservation, la restauration ou la mise en valeur des secteurs centraux ou ancestraux. En effet, la MRC mentionne que diverses orientations peuvent être mises en place par les municipalités sans toutefois encadrer les actions des municipalités, ce qui ne permet pas de soutenir la revitalisation de ces secteurs.

Recommandations du gouvernement

Afin de prioriser la revitalisation des centres-villes et des secteurs anciens, le gouvernement recommande à la MRC de cibler à l'intérieur de ses municipalités, particulièrement dans son agglomération urbaine et dans les municipalités en croissance, les secteurs devant faire l'objet d'interventions en matière de revitalisation, notamment les friches urbaines. Ces éléments devraient se retrouver au plan d'action de la MRC.

Le gouvernement invite également la MRC à se doter de critères ou de règles de réaménagement urbain, de rénovation du cadre bâti et de développement afin de tenir compte du caractère architectural et patrimonial spécifique à chaque secteur central ou ancestral identifié par la MRC comme devant faire l'objet d'une revitalisation.

1.5 Les usages et activités à caractère urbain à l'extérieur des périmètres d'urbanisation

Le gouvernement s'attend à ce que les MRC exercent un contrôle de l'urbanisation diffuse à l'extérieur des PU. Une meilleure gestion de l'urbanisation concourra d'ailleurs à maintenir en place les infrastructures et les services de base à la population. Les choix en matière d'aménagement du territoire à l'extérieur des PU doivent garantir à la fois la consolidation des noyaux urbains villageois et la préservation et la mise en valeur des caractéristiques des différents milieux présents sur le territoire de la MRC.

Le gouvernement est d'avis que la MRC permet trop largement l'implantation d'usages et d'activités à caractère urbain à l'extérieur de ses PU. En effet, il constate de manière générale que la MRC ne propose pas suffisamment de mesures concrètes pour restreindre la construction résidentielle à l'extérieur des PU, ce qui ne permet pas d'orienter le développement urbain à l'intérieur des PU. Ces constats sont observés dans les affectations « Agricole dynamique », « Agricole viable » et « Récréoforestière », situées à l'extérieur des PU à même la zone agricole permanente, et dans l'affectation « Rurale », située à l'extérieur des PU.

Les usages résidentiels

D'une part, la MRC mentionne que, dans l'affectation « Rurale », des secteurs situés à l'extérieur des PU des municipalités de L'Avenir et de Saint-Lucien exercent un attrait pour les nouveaux résidents. La MRC souligne aussi que l'implantation à l'extérieur des PU pourrait générer des coûts supplémentaires pour les municipalités. Cependant, la MRC autorise la construction résidentielle unifamiliale dans les zones de consolidation résidentielle dans l'affectation « Rurale » sans préciser de critères d'implantation permettant de limiter le nombre de constructions hors PU.

Également, dans les zones de consolidation résidentielle de cette affectation, la construction résidentielle doit se faire sur une rue décrite dans un contrat ou sur un plan de cadastre ou de travaux de voiries. Toutefois, la MRC n'identifie pas et ne localise pas où se situent ces zones de consolidation à l'intérieur de l'affectation « Rurale », ce qui ne permet pas de connaître l'ampleur des superficies considérées comme des zones de consolidation résidentielle et l'impact qu'elles pourraient avoir sur la consolidation des zones urbaines existantes. Cette affectation fait plus de 10 000 ha et se situe généralement en contiguïté ou à proximité des PU de la MRC.

De plus, afin de limiter l'implantation de résidences, la MRC indique pour l'affectation « Rurale » que les subdivisions de terrain à des fins résidentielles doivent uniquement se faire sur un chemin public existant. Toutefois, la MRC ne spécifie pas que le chemin ou la rue doit être existant à l'entrée en vigueur du SADR comme elle le précise pour d'autres affectations hors PU. L'absence de cette précision laisse ainsi davantage d'ouverture au développement résidentiel à l'extérieur des PU dans l'affectation « Rurale ».

Par ailleurs, la MRC encadre adéquatement l'implantation résidentielle dans l'affectation « Agricole viable » située en zone agricole permanente en l'autorisant sur des lots d'au minimum 10 ha et sur une route ou un chemin public ou privé existant à l'entrée en vigueur de SADR. Cependant, le gouvernement constate que la MRC autorise tout type de construction résidentielle dans l'affectation « Agricole viable » située en zone agricole, ainsi que dans l'affectation « Rurale » située à l'extérieur des PU, ce qui permettrait l'implantation de logements multifamiliaux. Or, le gouvernement s'attend à ce que ce type de logement, qui permet une certaine densité, soit orienté à l'intérieur des PU.

Le gouvernement constate également que les usages résidentiels autorisés dans l'affectation « Récréoforestière » ne sont pas abordés par la MRC. En effet, la MRC précise les usages résidentiels qu'elle autorise dans les autres affectations situées hors PU, mais demeure muette au sujet de l'affectation « Récréoforestière ». Cette affectation correspond à la Forêt de Drummond et représente près de 3 500 ha.

En outre, la MRC permet aux municipalités d'autoriser la présence de roulottes sur un terrain ou un lot pour une période de plus de 180 jours, et ce, sur l'ensemble de leur territoire. Le MAMOT est d'avis que ce type d'occupation du sol est assimilable à de la villégiature ou même à de l'habitation permanente. L'absence d'encadrement pour l'implantation de ces roulottes à l'extérieur des PU ne permet donc pas de consolider le tissu urbain bâti existant.

Autres usages à caractère urbain

D'autre part, la MRC mentionne dans ses orientations concernant les affectations « Agricole dynamique », « Agricole viable » et « Rurale » que des usages commerciaux et industriels pourront être autorisés hors des PU lorsque ceux-ci sont trop petits. Le gouvernement est d'avis que cette orientation favorise la multiplication des usages à caractère urbain à l'extérieur des PU, ce qui ne permet pas de prioriser la revitalisation des noyaux urbains et la consolidation du tissu bâti plutôt que d'ouvrir de nouveaux secteurs au développement.

Bien que la MRC autorise l'implantation de certains usages dans ces affectations, notamment les activités commerciales et industrielles reliées à l'agriculture, elle y autorise également largement l'implantation de plusieurs autres usages à caractère urbain. En effet, elle autorise les activités de nature commerciale à l'intérieur des résidences sans pourtant prévoir un contrôle quant aux espaces utilisés à des fins commerciales, ce qui pourrait avoir pour effet de diriger les activités commerciales à l'extérieur des PU et de nuire aux activités existantes à l'intérieur de ceux-ci.

Elle autorise également tous les autres usages à caractère urbain dans ces trois affectations, conditionnellement à ce qu'ils répondent à l'un des critères énoncés par la MRC. Toutefois, le gouvernement est d'avis que ces critères ne sont pas suffisamment restrictifs et qu'ils permettraient l'implantation de manière large d'usages à caractère urbain à l'extérieur des PU, ce qui pourrait nuire aux activités et aux usages existants à l'intérieur des PU, ainsi qu'à la priorisation et la protection du territoire et des activités agricoles en zone agricole.

Le gouvernement constate également que les usages à caractère urbain autorisés ne sont pas précisés dans l'affectation « Récréoforestière ». Effectivement, le schéma demeure flou à ce sujet ce qui ne permet pas de s'assurer que la MRC consolide les zones urbaines existantes en y dirigeant en priorité les fonctions urbaines.

Aussi, la MRC autorise l'implantation des services gouvernementaux à l'extérieur de la ville de Drummondville à proximité des clientèles visées sans prioriser leur implantation dans les PU. La MRC autorise aussi les usages exercés par une communauté religieuse dans les affectations « Agricole dynamique », « Agricole viable » et « Rurale » à condition qu'ils intègrent la mise en valeur des terres à des fins agricoles ou forestières. Or, il s'agit d'usages urbains pouvant être structurants. Le gouvernement s'attend donc à ce qu'ils soient dirigés en priorité à l'intérieur des PU.

La MRC autorise la réutilisation d'anciens sites d'extraction de matériaux granulaires à des fins commerciales, industrielles ou récréatives à l'extérieur des PU. Le MAMOT est d'avis que cette disposition aurait pour effet de diriger les usages à caractère urbain à l'extérieur des zones urbaines et des affectations appropriées existantes.

Par ailleurs, le MAMOT constate que la MRC autorise le développement urbain à l'extérieur du PU de la ville de Drummondville sans justifier les besoins. Effectivement, la MRC permet la consolidation d'une bande de 60 m de largeur le long du boulevard Saint-Joseph à même la zone agricole sur une longueur de 3,7 km, ce qui correspond, selon les calculs du gouvernement, à environ 22 ha, dont environ 15 pourraient accueillir du développement. La MRC y autorise des usages de la même nature que ceux déjà existants dans ce secteur et le gouvernement constate que le secteur accueille déjà des usages de nature variée. Ainsi, considérant la superficie du secteur visé et de l'espace disponible, le gouvernement est d'avis que cette disposition aurait pour effet de nuire aux usages urbains existants dans les zones urbaines existantes en plus de ne pas accorder la priorité aux activités et aux exploitations agricoles en zone agricole.

Enfin, le MAMOT constate que la MRC n'interdit pas l'implantation de nouveaux réseaux d'aqueduc et d'égout à l'extérieur des PU. En effet, la MRC autorise les réseaux d'aqueduc et d'égout dans la zone agricole lorsque la qualité de l'eau des puits individuels ne répond pas aux normes en cette matière du MDDELCC, mais demeure muette sur les réseaux dans les autres affectations à l'extérieur des PU, laissant sous-entendre qu'ils y seraient autorisés. Le gouvernement est d'avis que cette possibilité pourrait nuire à la consolidation des réseaux existants ainsi qu'à la rentabilisation des investissements publics consentis pour la mise en place de ces derniers, notamment à l'intérieur des PU. En outre, la présence de réseaux permet une densification du développement, ce qui ne concourt pas à la consolidation des zones urbaines existantes.

Demandes du gouvernement

Afin de consolider les zones urbaines existantes, de prioriser la revitalisation des centres-villes et des secteurs anciens et de rentabiliser les investissements consentis, le gouvernement demande à la MRC de s'assurer de limiter au strict minimum les usages à caractère urbain à l'extérieur de l'affectation « Urbaine » en les dirigeant en priorité à l'intérieur des PU.

Usages résidentiels

D'abord, si la MRC souhaite autoriser le développement résidentiel dans l'affectation « Rurale », elle devra mettre en place des dispositions afin de limiter et de bien encadrer les possibilités d'implantation. Pour ce faire, elle devrait limiter l'implantation uniquement sur les routes existantes avant l'entrée en vigueur du SADR. La MRC devra aussi interdire la construction résidentielle bifamiliale et multifamiliale dans les affectations « Agricole viable » et « Rurale ». La MRC devra également limiter l'implantation résidentielle dans l'affectation « Récréoforestière », au même titre qu'elle devra le faire pour l'affectation « Agricole viable », soit par exemple en limitant le développement aux routes existantes à l'entrée en vigueur du schéma et en imposant des superficies minimales de lots.

De plus, si la MRC vise à permettre l'implantation résidentielle dans les zones de consolidation résidentielle de l'affectation « Rurale », sans encadrer les possibilités d'implantation, elle devra identifier ces secteurs et démontrer que les potentiels qu'ils renferment visent à répondre à un besoin en espace pour ces types de développement et qu'ils ne nuiront pas au développement des PU à proximité.

Elle devra aussi préciser les conditions d'implantation des roulottes, notamment en imposant une occupation saisonnière seulement et en limitant le territoire sur lequel ces usages pourraient s'implanter. Elle pourrait également limiter le nombre de roulottes pouvant s'implanter sur un lot.

Autres usages à caractère urbain

Pour ce qui est des usages à caractère urbain autre que résidentiels hors PU, la MRC devra les limiter à ceux en lien avec les activités agricoles et les ressources naturelles dans les quatre affectations situées à l'extérieur des PU.

En ce sens, les services gouvernementaux et les usages associés à une communauté religieuse devront être orientés à l'intérieur des PU.

Ainsi, si les PU ou les affectations spécialisées ne peuvent plus accueillir d'usages à caractère urbain par manque d'espace, la MRC devra procéder à un agrandissement des PU ou de ces affectations en justifiant adéquatement ses besoins.

Aussi, le gouvernement demande à la MRC de limiter et d'encadrer les usages autorisés sur les anciens sites d'extraction granulaire afin de ne pas diriger les usages à caractère urbain à l'extérieur des zones urbaines et des affectations appropriées existantes.

De plus, certaines activités commerciales sont possibles dans les résidences dans l'affectation « Rurale », mais la MRC devra préciser davantage les usages commerciaux autorisés, ainsi que leur mode d'implantation afin que ceux-ci demeurent des usages secondaires et qu'ils ne nuisent pas aux usages semblables existants dans les zones urbaines existantes.

Finalement, le gouvernement demande à la MRC d'autoriser l'implantation des réseaux d'aqueduc et d'égout uniquement dans l'affectation « Urbaine » et de s'assurer qu'une telle implantation n'est permise à l'extérieur des PU que lorsque des problématiques liées à la santé et à la salubrité publiques l'obligent.

2 La planification des infrastructures, des équipements et services publics

La planification des infrastructures, des équipements et des services publics a un impact structurant sur l'aménagement du territoire. Le gouvernement a d'ailleurs comme orientation de maintenir et d'améliorer les équipements et services nécessaires à la vie de la collectivité en maximisant leurs retombées sur le milieu urbanisé.

2.1 Les équipements et les services collectifs

La MRC crée une affectation « Services régionaux » à l'intérieur du PU de la ville de Drummondville. Pourtant, le gouvernement constate que la MRC ne démontre pas une volonté de diriger les services gouvernementaux ou paragouvernementaux à l'intérieur de cette affectation. Au contraire, elle indique souhaiter les concentrer dans l'ensemble de la ville de Drummondville. La multiplication et la localisation des services et équipements peuvent nuire à la consolidation des acquis, à la revitalisation des pôles de services ainsi qu'à la rationalisation des dépenses publiques.

Par ailleurs, la MRC souligne que certaines municipalités, notamment celles de l'agglomération urbaine, sont en croissance. Toutefois, le MAMOT constate que la MRC ne prévoit pas de critères de localisation ou d'intégration auxquels devront répondre les équipements futurs, tel la proximité de la clientèle, l'accessibilité par transport en commun ou à pied, le recyclage de bâtiments existants ou autres.

Recommandation du gouvernement

Afin de maintenir et d'améliorer les équipements et services nécessaires à la vie de la collectivité en maximisant leurs retombées sur le milieu urbanisé, la MRC devrait s'assurer de diriger les services publics à l'intérieur de son affectation « Services régionaux » située au cœur de la ville de Drummondville.

Le gouvernement invite aussi la MRC à se doter de critères visant à assurer l'amélioration des services nécessaires en privilégiant leur localisation optimale, particulièrement pour l'agglomération urbaine et les municipalités en croissance.

2.2 Les espaces industriels et commerciaux

La MRC identifie une affectation « Commerciale régionale » et une affectation « Industrielle » qui correspondent aux grands pôles régionaux prévus dans son concept d'organisation spatiale. Le gouvernement constate toutefois qu'elle ne prévoit aucune disposition particulière visant à orienter l'implantation des usages commerciaux et industriels à caractère régional à l'intérieur de ces affectations.

La MRC établit ses besoins en termes de développement industriel à l'échelle de la MRC. La MRC mentionne que ses besoins de développement industriel sont d'environ 277 ha pour les 15 prochaines années et que ses superficies disponibles sont de 140 ha. Elle estime donc son besoin en espace industriel additionnel à 137,7 ha pour les 15 prochaines années, ce qui répondrait, selon l'analyse du gouvernement, à un horizon de développement d'environ 20 ans, ce qui est au-delà de l'horizon de planification de 10 à 15 ans auquel s'attend le gouvernement.

Le MAMOT constate toutefois que la MRC prévoit 40 % supplémentaires à la superficie nette pour la voirie et autres pertes de terrain, en plus d'ajouter 20 % supplémentaires au total de l'espace nécessaire afin de permettre une marge de manœuvre et un plus grand choix de terrain à développer, ce qui ne permet pas de prioriser la consolidation des espaces industriels importants existants. Or, tel que précisé à la MRC dans des avis précédents, le gouvernement considère, selon la pratique usuelle en planification territoriale, qu'une superficie additionnelle de 25 % à 30 % est nécessaire pour les prévisions en voirie et aux fins de parc.

Le gouvernement souligne que la MRC a réalisé ce même exercice il y a environ un an, en ajoutant 30 % à la superficie nette pour les espaces publics. La MRC avait alors évalué son besoin en espace industriel à 27 ha pour les 15 prochaines années, ce qui permettait d'optimiser les retombées des investissements publics et privés consentis.

Contrairement à l'analyse des besoins réalisés pour les usages industriels régionaux, la MRC ne fait pas l'exercice d'estimer ses besoins en espaces commerciaux régionaux à l'échelle de la MRC. Par conséquent, le gouvernement n'est pas en mesure d'établir si les aires de l'affectation « Commerciale régionale » identifiées par la MRC répondent à ses besoins. De plus, la MRC prévoit également demander à la CPTAQ d'exclure des superficies de la zone agricole afin de prévoir des espaces commerciaux dans la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham sans justifier ses besoins, ce qui ne permet pas de privilégier la consolidation et la valorisation des pôles commerciaux, des centres-villes, des artères commerciales et des rues commerciales traditionnelles existantes. Or, le gouvernement s'attend des MRC qu'elles évaluent et justifient leurs besoins à l'échelle régionale afin d'appuyer leurs choix en matière de planification des espaces commerciaux.

Par ailleurs, la MRC prévoit, à quelques endroits sur son territoire, principalement à proximité des autoroutes, des superficies permettant l'implantation d'usages commerciaux de type autoroutier. Cependant, le MAMOT constate que ces secteurs ne sont pas clairement identifiés ni localisés et que les usages y étant permis ne sont pas précisés. De plus, la MRC n'a pas démontré ses besoins quant au développement de ces espaces, ce qui ne permet pas de limiter au strict minimum les usages commerciaux permis hors des PU ou dans les territoires à vocation économique spécialisée et compatibles avec les affectations environnantes, principalement situées en zone agricole. En outre, le gouvernement rappelle à la MRC que la multiplication, la localisation et la taille des équipements commerciaux peuvent nuire à la consolidation des acquis ou des projets futurs.

Demandes du gouvernement

Afin d'optimiser, par la planification des espaces commerciaux et industriels, les retombées des investissements publics ou privés consentis, la MRC devra procéder à l'évaluation de ses besoins en espaces industriels régionaux et commerciaux régionaux à l'échelle de la MRC pour un horizon de 10 à 15 ans. La MRC devra également revoir sa méthodologie relative à l'évaluation de ses besoins en espaces en utilisant un ratio adéquat pour calculer l'espace utilisé à des fins publiques, soit une superficie additionnelle de 25 % à 30 % par rapport à la superficie nette développée.

Du même coup, elle devra s'assurer que les orientations qu'elle formule en matière de développement industriel et commercial traduisent sa volonté d'atteindre cette attente.

Enfin, le gouvernement demande à la MRC de justifier ses besoins en espaces commerciaux, si elle souhaite permettre les équipements commerciaux de type autoroutier à l'extérieur des PU. La MRC devra également identifier et localiser ces espaces, préciser les usages qui y seront permis et s'assurer que ceux-ci sont compatibles avec les affectations environnantes afin d'assurer une cohabitation harmonieuse avec la zone agricole.

Recommandation du gouvernement

Dans le but d'assurer une meilleure planification des espaces commerciaux et industriels à l'échelle régionale, le gouvernement recommande à la MRC de prévoir des dispositions visant à orienter le développement des industries et commerces régionaux à l'intérieur de ses affectations « Commerciale Régionale » et « Industrielle ».

2.3 Les infrastructures et les équipements de transport terrestre, aérien et maritime

L'implantation et l'exploitation d'infrastructures et d'équipements de transport exercent d'importantes pressions sur le milieu naturel et les ressources, sur l'aménagement du territoire et sur la qualité de vie des citoyens. Le gouvernement souhaite assurer la viabilité des équipements et des infrastructures à caractère public. En concertation avec les instances municipales, il fera en sorte que leur planification soit arrimée aux objectifs d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement.

La MRC dresse un portrait du transport sur son territoire en indiquant les différents réseaux de transport terrestre, maritime et aérien. Le MTQ constate toutefois que la MRC n'effectue pas l'analyse des problématiques de déplacement et des enjeux y étant associés visant à établir la demande prévisible en matière de transport terrestre des personnes et de la marchandise et la part anticipée du transport devant être assurée par les divers modes de transport, ce qui ne permet pas de privilégier une approche intégrée en matière de planification des transports terrestres et de l'aménagement du territoire. De plus, la MRC utilise des données statistiques provenant de l'Enquête nationale des ménages de 2006, alors qu'une version de 2011 est disponible.

En outre, le MTQ constate des erreurs et des imprécisions dans la classification fonctionnelle du réseau routier supérieur établi par ce ministère. Enfin, le MTQ constate que la MRC ne dresse pas le portrait du transport par taxi sur son territoire et que le portrait du transport interurbain comporte des erreurs.

Par ailleurs, la MRC dresse le portrait du réseau de camionnage sur le réseau routier supérieur. Cependant, le MTQ constate que la MRC n'a pas localisé ce réseau sur une carte et qu'elle n'a pas réalisé le portrait du réseau de camionnage local, ce qui ne permet pas de faire l'adéquation entre ces deux réseaux de transport par camion et de connaître les contraintes particulières qu'ils peuvent occasionner.

Demandes du gouvernement

Afin de préserver les infrastructures de transport, maintenir les services adéquats à l'utilisateur et soutenir le développement socioéconomique en optimisant les acquis des différents modes de transport, la MRC devra compléter son analyse de tous les modes de transport et en tirer les enjeux structurants en évaluant l'adéquation des infrastructures et équipements existants de transport terrestre des personnes et des marchandises au regard des besoins actuels et futurs. Elle devrait mettre en relation cette évaluation avec les pôles d'activités d'importance régionale qu'elle a identifiés dans son concept d'organisation spatiale et des grands axes de développement. Par ailleurs, elle devra utiliser les données statistiques les plus à jour, notamment les données concernant les parts modales de transport et des déplacements domicile-travail provenant de l'Enquête nationale des ménages de 2011.

Enfin, elle devra s'assurer d'intégrer la classification fonctionnelle du réseau routier supérieur conformément à celle du MTQ (voir annexe I), de décrire le transport par taxi et de corriger le portrait du transport interurbain.

Recommandations du gouvernement

S'il s'avérait que des problématiques relatives à la fluidité du trafic de transit et à la sécurité soient soulevées dans l'analyse de la demande en transport et de ses impacts, le gouvernement recommande à la MRC d'adopter des mesures concrètes de gestion des accès le long des routes du réseau routier supérieur, notamment dans l'agglomération de Drummondville. Il recommande aussi à la MRC de s'assurer d'implanter des usages compatibles en bordure de ces routes.

De plus, afin de réduire les déplacements motorisés et favoriser une plus grande utilisation du transport en commun, la MRC devrait évaluer, avec la demande prévisible en transport, les impacts sur les infrastructures et équipements de transport en commun.

Par ailleurs, le gouvernement recommande à la MRC de cartographier le réseau de camionnage sur le réseau routier supérieur, de réaliser un portrait et une cartographie du réseau de camionnage local et d'assurer l'arrimage entre les deux réseaux.

2.4 Les infrastructures et équipements électriques

La MRC autorise les services d'utilité publique, dont font partie les infrastructures et équipements d'HQ, dans les affectations « Agricole dynamique », « Agricole viable » et « Rurale ». Cependant, HQ constate que la MRC ne mentionne pas, dans les autres affectations de son territoire, si les services d'utilité publique sont autorisés, ce qui ne permet pas d'assurer la viabilité des infrastructures et équipements électriques à caractère public appartenant à HQ.

De plus, la MRC n'a pas intégré la liste des équipements, installations et bâtiments administratifs appartenant à la société d'État.

Demandes du gouvernement

Dans le but d'assurer la viabilité des infrastructures et équipements électriques à caractère public, la MRC devra s'assurer que les équipements et les installations d'HQ sont autorisés dans toutes les affectations du territoire.

De plus, la MRC devra inclure la liste des équipements, installations et bâtiments administratifs d'HQ, telle qu'elle apparaît à l'annexe II.

3 La conservation, la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt

Préoccupé par l'amélioration du cadre de vie des milieux urbanisés, le gouvernement préconise la protection, la réhabilitation et la mise en valeur du cadre bâti, des espaces publics et des éléments du milieu naturel

3.1 Le patrimoine bâti et paysager

Le gouvernement souhaite protéger, réhabiliter et mettre en valeur les territoires d'intérêt historique, culturel et esthétique et confirmer l'intérêt qu'ils représentent notamment en leur accordant un statut particulier.

La MRC identifie les territoires d'intérêt patrimonial sur son territoire. Toutefois, le MCC constate que la MRC n'identifie pas correctement le site de la Maison et écurie William-Mitchell, tel qu'il est inscrit au Registre du patrimoine culturel.

De plus, la MRC mentionne qu'il existe un seul site archéologique sur son territoire. Cependant, le MCC souligne que cinq sites archéologiques sont connus sur le territoire de la MRC.

Enfin, la MRC a intégré l'information concernant l'aménagement hydroélectrique de la Chute-Hemmings, à l'effet que la MRC peut citer les installations d'HQ mais ne peut imposer de mesures de protection ou de conservation. HQ constate toutefois que la MRC n'a pas identifié l'installation hydroélectrique de Drummond, qui fait également partie du patrimoine culturel.

Recommandations du gouvernement

Le gouvernement recommande à la MRC de modifier le nom de la Maison Mitchell-Marchessault pour Maison et écurie William-Mitchell et d'intégrer l'information relative à l'aménagement hydroélectrique de Drummond à ses territoires d'intérêt patrimonial.

De plus, la MRC est invitée à intégrer tous les sites archéologiques connus sur son territoire d'après les données suivantes issues de l'Inventaire des sites archéologiques du Québec.

BIFc-1 : vestiges de la poudrière
BIFc-b et BIFc-c : sur la rue Brock à proximité du Parc Woodyatt
BkFb-1 et BkFb-2 : sites Abénakis à proximité de la rivière Saint-François dans la Municipalité de l'Avenir

3.2 Le patrimoine naturel

La MRC localise les milieux humides sur son territoire. Le MDDELCC constate toutefois qu'elle ne les identifie pas en tant que territoires d'intérêt écologique. Ce ministère est préoccupé par la présence d'une tourbière boisée et d'une zone de compensation à l'intérieur du PU de Saint-Edmond-de-Grantham.

Recommandations du gouvernement

Afin d'assurer la protection du patrimoine naturel, le gouvernement recommande à la MRC de déterminer à titre de territoire d'intérêt écologique certains milieux humides identifiés par le MDDELCC et de leur accorder une protection minimale, notamment à l'intérieur des PU.

4 La contribution à la santé, à la sécurité et au bien-être publics ainsi qu'à la protection de l'environnement

4.1 Les rives, le littoral et les plaines inondables

Le gouvernement souhaite assurer la sécurité des personnes et des biens et viser la réduction des dommages causés par les inondations aux équipements et infrastructures publics en exerçant un contrôle adéquat de l'occupation du sol dans les zones de contraintes naturelles que constituent les plaines inondables, tout en contribuant à la survie des composantes écologiques et biologiques des rives et du littoral indispensables à la préservation de la qualité des lacs et des cours d'eau.

Le MDDELCC et le MSP constatent que plusieurs dispositions de la MRC concernant la protection des rives et du littoral ne sont pas conformes à la PPRLPI en vigueur. Effectivement, la MRC omet de définir « zone de grand courant » et « zone de faible courant ». De plus, la définition de « rive » ne s'applique pas à un lac, alors que la définition de « cours d'eau » n'est pas conforme à la plus récente version de la PPRLPI, mise à jour en 2014. La MRC n'intègre pas la disposition visant les travaux, constructions ou ouvrages destinés à des fins d'accès public ou à des fins municipales, industrielles, commerciales ou publiques, qui sont nécessaires aux activités portuaires, à la navigation ou à la construction navale, tel que le prévoit la PPRLPI. Finalement, la MRC n'interdit pas les constructions dans la rive. Le gouvernement s'attend des MRC qu'elles intègrent la PPRLPI en vigueur dans leur SADR afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens ainsi que la protection de l'environnement.

Demande du gouvernement

Dans le but de contribuer à la survie des composantes écologiques et biologiques des rives et du littoral et de contribuer à la santé, la sécurité et le bien-être publics, la MRC devra s'assurer que toutes les définitions et les dispositions concernant les rives, le littoral et les plaines inondables soient conformes à la PPRLPI en vigueur.

Par ailleurs, la MRC intègre une cartographie des zones inondables sur son territoire. La détermination des zones inondables en eau libre est conforme aux attentes du gouvernement.

Le MDDELCC constate toutefois que la MRC ne précise pas quels moyens peuvent être utilisés pour déterminer les limites des plaines inondables. Il rappelle que la PPRLPI prévoit plusieurs moyens de détermination des limites d'une plaine inondable pouvant être intégrés au SADR.

De plus, la MRC a bien décrit les secteurs exposés aux inondations par embâcles de glace sur les rivières Nicolet, Nicolet Sud-Ouest et Ulverton. Cependant, le MSP constate qu'elle ne localise pas les zones sujettes aux embâcles situées sur la rivière Saint-François, alors que la majorité des dommages causés par les embâcles sont subis sur cette rivière. L'absence de cette délimitation ne permet pas d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Recommandations du gouvernement

Afin d'améliorer la sécurité des personnes et des biens et de réduire les dommages causés par les inondations, la MRC devrait préciser, au document complémentaire, les moyens utilisés pour déterminer les limites d'une plaine inondable.

De plus, le gouvernement recommande à la MRC de cartographier les secteurs connus d'inondation par embâcles situés sur la rivière Saint-François et d'y appliquer les normes relatives aux zones de grands courants.

4.2 Les zones exposées aux glissements de terrain

La MRC intègre la cartographie des zones potentiellement exposées aux glissements de terrain, tel que prévu par le gouvernement. Elle intègre également le cadre normatif afférent mis jour, tel que récemment demandé par le MSP.

Toutefois, le MSP constate que la MRC n'intègre pas la définition des termes relatifs aux glissements de terrain, ce qui pourrait nuire à l'interprétation et la compréhension des différentes normes comprises dans le cadre normatif.

Recommandation du gouvernement

Afin d'assurer une meilleure sécurité des personnes et des biens, le MSP encourage fortement la MRC à intégrer les définitions relatives aux zones potentiellement exposées aux glissements de terrain.

4.3 Les immeubles, ouvrages et activités à risque

Le gouvernement s'attend à ce que les MRC assurent la santé et la sécurité publiques en prenant en compte, dans la planification de l'occupation du territoire, les sources de contraintes majeures de nature anthropique que constituent les immeubles, les ouvrages et les activités à risque présents et futurs sur le territoire.

Le MSP, le MDDELCC et le MSSS constatent que la MRC n'exprime pas sa volonté, dans une orientation ou un objectif spécifique ni dans l'application du principe de réciprocité, d'assurer la santé, la sécurité et le bien-être de la population au regard aux contraintes générées par des immeubles, des ouvrages ou des activités à risque.

En effet, la MRC énonce uniquement, dans ses objectifs relatifs aux contraintes anthropiques, son intention de restreindre les impacts engendrés par les matières résiduelles et les terrains contaminés. De plus, la MRC ne précise pas que les contraintes anthropiques peuvent comprendre les installations et équipements comportant des matières dangereuses et les cléoducs.

En outre, le MSP et le MSSS sont préoccupés par l'implantation possible de tous types d'industries à l'intérieur des PU. De plus, plusieurs ministères notent que la MRC ne prévoit aucun critère d'implantation et de localisation des usages sensibles (résidentiels, institutionnels et récréatifs) à proximité des sources de contraintes pour la sécurité publique.

Enfin, la MRC identifie les voies ferrées sur son territoire et mentionne que le transport de matières dangereuses représente une contrainte anthropique comportant un risque pour la sécurité publique, notamment dans les milieux urbains. À cette fin, elle prévoit une distance d'éloignement d'une voie

ferrée de 30 m lors du développement résidentiel, sans toutefois prévoir de distance pour les autres types d'usages sensibles

Demande du gouvernement

Afin d'éviter d'exposer la population à de nouvelles contraintes majeures ou encore d'augmenter l'importance des risques existants, le gouvernement demande à la MRC de se doter d'une orientation ou d'un objectif spécifique visant à assurer la santé et la sécurité publiques qui privilégie le principe de réciprocité au regard des immeubles, ouvrages et activités à risque présents ou futurs.

Recommandations du gouvernement

Afin de contribuer à la santé et la sécurité publiques, le gouvernement recommande à la MRC de déterminer et d'identifier les autres contraintes anthropiques sur son territoire, notamment les installations et équipements utilisant des matières dangereuses et l'oléoduc Pipeline Saint-Laurent.

En outre, le gouvernement recommande à la MRC d'encadrer l'implantation de tous les usages sensibles, tels les usages résidentiels, institutionnels, et récréatifs, à proximité des sources fixes de contraintes pour la sécurité publique et des équipements de transport de matières dangereuses. Elle devrait aussi s'assurer d'appliquer le principe de réciprocité lors de l'implantation d'une source de contrainte anthropique à proximité de ces usages sensibles.

4.4 Les matières résiduelles

Le gouvernement s'attend à ce que la MRC réduise les risques pour la santé et la sécurité publiques ainsi que les nuisances qui sont associées aux activités et équipements reliés à la gestion des matières résiduelles en favorisant une planification concertée de leur implantation et une harmonisation des usages à proximité de ces équipements et de leur exploitation dans le respect du milieu environnant.

La MRC identifie quatre infrastructures majeures relativement aux matières résiduelles, soit un lieu d'enfouissement technique, un centre de tri des matières recyclables, un écocentre et une aire de compostage des matières organiques. Cependant, le MDDELCC souligne que la MRC ne localise pas tous les lieux de valorisation ou d'élimination des matières résiduelles apparaissant dans les données du MDDELCC, tels les lieux d'élimination de la neige usée, les lieux d'enfouissement sanitaire, les lieux d'élimination et de traitement des boues de fosses septiques, les lieux de compostage, les dépôts de matériaux secs et les centres de récupération.

Demande du gouvernement

Afin de contribuer à la santé, à la sécurité et au bien-être publics, ainsi qu'à la protection de l'environnement, la MRC devra identifier et localiser tous les lieux de valorisation ou d'élimination des matières résiduelles sur son territoire.

4.5 Les terrains contaminés

Le gouvernement souhaite que les MRC contribuent à la réduction des risques pour la santé et la sécurité publiques ainsi qu'à la protection de la faune, de la flore et de l'environnement, par une planification adéquate des sols à proximité des terrains contaminés qui constituent une contrainte majeure à l'aménagement du territoire.

La MRC nomme sommairement les lieux de dépôt actuels et anciens de sol et de résidus comme des contraintes majeures anthropiques. Toutefois, le MDDELCC constate qu'elle ne les a pas tous identifiés, ce qui ne permet pas de réduire les nuisances et les risques pour la santé et la sécurité publiques ni d'assurer la protection de l'environnement.

Par ailleurs, le MDDELCC souligne qu'il existe des terrains contaminés sur le territoire de la MRC, mais que ceux-ci n'ont pas été identifiés au schéma.

Demande du gouvernement

Afin de contribuer à la santé, la sécurité et le bien-être publics, ainsi qu'à la protection de l'environnement, le gouvernement demande à la MRC d'identifier et de localiser tous les lieux de dépôt de sol et de résidus industriels ainsi que les anciens lieux de dépôt de résidus industriels, tel que présenté à l'annexe III.

Recommandation du gouvernement

Le gouvernement recommande à la MRC d'identifier et de localiser les terrains contaminés déclarés problématiques par le MDDELCC à la Banque de gestion des terrains contaminés disponibles sur le site du MDDELCC et de désigner les zones prioritaires d'intervention afin d'orienter la décontamination et la réutilisation de ces terrains en fonction de l'usage visé.

4.6 Les nuisances sonores

Le gouvernement s'attend à ce que la MRC veille à la réduction des nuisances sonores associées aux voies de circulation, aux réseaux de véhicules hors route et aux postes de transformation d'énergie qui constituent des contraintes majeures au bien-être général, en favorisant une harmonisation des usages à proximité de ceux-ci dans le respect du milieu environnant.

La MRC détermine les voies de circulation actuelles constituant des contraintes majeures à l'occupation du sol. Cependant, le MTQ considère que la détermination est inadéquate et que les usages sensibles au bruit ne sont ni prohibés ni régis adéquatement par des règles minimales en matière de zonage et de lotissement, tel que le prévoit la Politique sur le bruit routier du MTQ.

En effet, le gouvernement s'attend à ce que l'identification des voies de circulation soit basée sur l'utilisation des données de circulation du débit journalier moyen estival (DJME). Ainsi, pour qu'un tronçon de route soit reconnu comme une contrainte majeure à l'occupation du sol, il doit avoir un DJME de plus de 5 000 véhicules et une limite de vitesse supérieure à 50 km/h. La détermination des voies de circulation constituant des contraintes anthropiques majeures ne doit donc pas se limiter qu'aux autoroutes. Elle doit également prendre en considération un pourcentage moyen de camions de 10 %.

Demandes du gouvernement

Dans le but de contribuer à la santé, à la sécurité et au bien-être publics, la MRC devra apporter les modifications nécessaires afin de se conformer à la Politique sur le bruit routier en utilisant les approches prescrites. Elle devrait se servir du guide intitulé Planification des transports et révision des schémas d'aménagement.

Pour ce faire, elle devra indiquer, pour chaque tronçon du réseau routier supérieur considéré comme une contrainte majeure, les vitesses affichées et les DJME. Elle devra aussi identifier ces tronçons de voies de circulation routière, sur la carte des contraintes anthropiques, car l'utilisation du sol à proximité pourrait être soumise à des nuisances sonores.

De plus, elle devra prévoir des règles minimales en matière de zonage et de lotissement, soit des distances adéquates entre les usages sensibles (usages résidentiels, institutionnels et récréatifs) et la ligne médiane des voies de circulation ou des mesures d'atténuation visant, dans les deux cas, à assurer un niveau de bruit inférieur ou égal à 55 dBA $L_{eq, 24h}$ le long des tronçons identifiés.

Par ailleurs, la MRC prévoit que l'aire de contrôle des usages aux abords d'un poste d'HQ est déterminée par une ligne située à 100 m des limites du poste de transformation de l'électricité, de détente d'un gazoduc ou de pompage d'un oléoduc, ce qui pourrait générer des nuisances associées au bruit. HQ mentionne toutefois que la MRC lui a confirmé par écrit que cette distance s'applique à partir de la clôture du poste.

Recommandation du gouvernement

Dans le but d'assurer la réduction des nuisances associées au bruit, la MRC devrait préciser que l'établissement de la distance de l'aire de contrôle des usages aux abords d'un poste d'HQ s'effectue à partir de la clôture du poste.

4.7 Les prises de captage d'eau potable

Le gouvernement s'attend à ce que les MRC contribuent à assurer aux populations actuelles et aux générations futures l'accès à des approvisionnements sûrs et abordables en eau potable de bonne qualité, notamment par une planification des usages à proximité qui protège les prises de captage d'eau potable.

Le MDDELCC constate que la MRC n'identifie pas et ne localise pas tous les sites de prélèvement d'eau potable souterraine ou de surface, les prises d'eau potable municipales et privées, les sites desservant des institutions d'enseignement, des établissements desservant une clientèle vulnérable et celles alimentant des sites récréatifs et qui alimentent des établissements de détention, le cas échéant.

En outre, bien qu'elle identifie l'aire de protection bactériologique et virologique de la prise d'eau municipale de la municipalité de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, elle ne définit pas le caractère de vulnérabilité des aires de protection qui débordent du territoire de la municipalité qui l'utilise, ce qui ne permet pas d'assurer un approvisionnement sûr en eau potable de bonne qualité.

Demandes du gouvernement

Afin de contribuer à assurer aux populations actuelles et aux générations futures l'accès à des approvisionnements sûrs et abordables en eau potable de bonne qualité, la MRC devra, à l'étape du règlement, s'assurer d'identifier et de localiser toutes les prises de captage d'eau potable souterraine ou de surface, municipales comme privées, alimentant plus de 20 personnes.

Elle devra aussi définir le caractère de vulnérabilité des aires de protection bactériologique et virologique de la prise municipale de Notre-Dame-du-Bon-Conseil débordant des limites de la municipalité.

4.8 Les normes de lotissement

Le gouvernement tient à assurer la salubrité publique et diminuer la pression sur le milieu naturel lors du lotissement par une planification adéquate de l'occupation du sol.

La MRC intègre les normes de lotissement à son schéma. Cependant, le MDDELCC constate que la MRC n'applique pas ces normes aux lots situés aux pourtours des lacs, ce qui ne permet pas d'assurer la salubrité publique et de diminuer la pression sur le milieu naturel lors du lotissement. Le gouvernement s'attend à ce que les normes de lotissement s'appliquent à tous les lots situés en tout ou en partie à l'intérieur du corridor riverain (300 m) de tous les lacs et à tous les lots situés en tout ou en partie à l'intérieur du corridor riverain (100 m) de tous les cours d'eau.

Demande du gouvernement

Afin d'assurer la salubrité publique et de diminuer la pression sur le milieu naturel lors du lotissement, le gouvernement demande à la MRC de s'assurer que les normes de lotissement s'appliquent à tous les lacs et cours d'eau, tel que le prévoit le cadre minimal élaboré par le gouvernement.

5 La protection du territoire et des activités agricoles

En 2001, le gouvernement a adopté un document d'orientations visant la protection du territoire et des activités agricoles. Il a ensuite adopté en 2005 un document précisant l'encadrement des élevages à forte charge d'odeur, en particulier porcins, et la protection du milieu naturel. Afin de transmettre l'information à jour à la MRC, le gouvernement rappelle dans cette section le contenu de ses orientations et ses objectifs ainsi que des attentes qu'il a envers les MRC.

5.1 Les usages non agricoles en zone agricole

Orientation gouvernementale

Planifier l'aménagement et le développement du territoire agricole en accordant la priorité aux activités et aux exploitations agricoles en zone agricole, dans le respect des particularités du milieu, de manière à favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique des régions.

Objectifs

- ❑ Assurer la pérennité d'une base territoriale pour la pratique de l'agriculture.
- ❑ Privilégier une démarche consensuelle avec les acteurs concernés par l'aménagement et le développement du territoire agricole afin de trouver des solutions adaptées aux particularités du milieu et acceptables localement.

Attentes

- ❑ Acquérir une connaissance factuelle du territoire, de ses particularités et de ses enjeux.
- ❑ Reconnaître la zone agricole comme la base territoriale pour la pratique et le développement des activités agricoles et y assurer l'utilisation prioritaire du sol à des fins agricoles.
- ❑ Planifier l'aménagement de la zone agricole et y contrôler les usages non agricoles afin de créer un cadre propice au maintien et au développement des activités et des exploitations agricoles.
- ❑ Freiner l'empiétement et l'expansion de l'urbanisation en zone agricole.

5.1.1 La caractérisation de la zone agricole

La MRC présente les critères qu'elle a utilisés afin de réaliser la caractérisation de la zone agricole sur son territoire. Elle a tout d'abord délimité les affectations « Agricole dynamique » et « Agricole viable » en fonction de l'utilisation du sol dominée par les cultures ou par la forêt. La MRC affirme qu'elle a ensuite ajusté cette première délimitation en fonction de la classification des terres selon leurs potentiels agricoles, de la présence de bâtiments d'élevage, de la localisation des résidences et des lots vacants, des limites des terres appartenant à des producteurs agricoles et en fonction de la formation de blocs homogènes.

Toutefois, le MAPAQ est d'avis que la caractérisation présentée est incomplète et les délimitations des affectations agricoles ne respectent pas les potentiels agricoles actuels et futurs. Ainsi le gouvernement ne peut s'assurer que les usages autorisés dans les affectations situées en zone

agricole assurent un cadre propice au maintien et au développement des activités et des exploitations agricoles.

De plus, le gouvernement constate que l'affectation « Récroforestière » correspond à la Forêt de Drummond et représente près de 3 500 ha situés en zone agricole. La MRC fait fi de cet espace dans la caractérisation de la zone agricole alors que celui-ci pourrait représenter un potentiel agricole important. Le gouvernement rappelle que la caractérisation de la zone agricole permet à la MRC de dresser un portrait reflétant le dynamisme des activités agricoles et ainsi faire de meilleurs choix en matière de planification agricole.

Demandes du gouvernement

Dans le but de planifier l'aménagement et le développement du territoire en accordant la priorité aux activités et aux exploitations agricoles en zone agricole, le gouvernement demande à la MRC de compléter la caractérisation de sa zone agricole reflétant le dynamisme des activités agricoles et qui est la base sur laquelle elle doit appuyer ses choix relatifs aux usages non agricoles en zone agricole. Elle devra ainsi justifier et revoir, le cas échéant, la délimitation des affectations situées en zone agricole permanente.

5.1.2 La gestion des usages non agricoles en zone agricole

Dans l'affectation « Récroforestière » située dans la zone agricole, la MRC autorise les aménagements forestiers et les usages agricoles, ainsi que les activités de récréation extensive ayant été autorisées par la CPTAQ. Le MAPAQ constate que la MRC ne précise pas les usages non agricoles autorisés dans l'affectation « Récroforestière » située aussi dans la zone agricole. Le gouvernement est d'avis que cette imprécision dans la planification des usages pourrait permettre l'implantation d'usages non agricoles en zone agricole, dont certains pourraient être des immeubles protégés, ce qui n'aurait pas pour effet de reconnaître la zone agricole et d'y contrôler les usages non agricoles afin de créer un cadre propice au maintien et au développement des activités et des exploitations agricoles.

De plus, le MAPAQ constate que la MRC laisse les municipalités s'assurer de la compatibilité des usages autorisés afin de protéger le potentiel récréatif de la Forêt de Drummond. Ainsi, les municipalités, où se trouve l'affectation « Récroforestière », pourraient adopter des mesures visant à restreindre les activités agricoles et prioriser les activités récréatives. Le gouvernement rappelle que l'encadrement des usages dans les affectations est une responsabilité de la MRC qui se doit d'effectuer une planification de son territoire en conformité aux orientations gouvernementales. Ainsi, l'approche de la MRC n'a pas pour effet de contrôler les usages non agricoles afin de créer un cadre propice au maintien et au développement des activités et des exploitations agricoles.

Demande du gouvernement

Si la MRC souhaite autoriser les usages non agricoles dans l'affectation « Récroforestière » située en zone agricole, elle devra en justifier la nécessité et prévoir un encadrement approprié qui permet de garantir la pérennité du territoire agricole et d'assurer la priorité aux activités et exploitations agricoles en zone agricole.

5.1.3 L'empiètement en zone agricole

Concernant la délimitation des PU, le MAPAQ constate, qu'à plusieurs endroits, ceux-ci empiètent dans la zone agricole permanente. Effectivement, il estime qu'approximativement 11 ha se trouvent dans les PU de manière injustifiée par rapport à l'évaluation des besoins en espaces, en plus de ne pas avoir fait la démonstration que le site visé en est un de moindre impact eu égard à la protection du territoire et des activités agricoles. En outre, ces espaces n'ont pas fait l'objet d'une décision d'exclusion de la zone agricole favorable de la CPTAQ.

De plus, la MRC prévoit des dispositions visant l'encadrement de certains usages dans les affectations « Agricole dynamique » et « Agricole viable ». Cependant, le MAPAQ constate qu'elle se dote d'une orientation visant à reconnaître les usages commerciaux et industriels existants et à permettre leur agrandissement sur les lots existants et l'agrandissement de ces lots.

Par conséquent, la délimitation actuelle de plusieurs PU et l'agrandissement des lots occupés par des usages commerciaux et industriels existants en zone agricole ne permettent pas de freiner l'empiètement et l'expansion de l'urbanisation en zone agricole.

Demande du gouvernement

Avant de planifier des agrandissements de PU en zone agricole, la MRC devra en justifier la délimitation par rapport à l'évaluation de ses besoins en espaces, tel que demandé précédemment, en plus de démontrer qu'il s'agit d'un secteur de moindre impact quant à la protection du territoire et des activités agricoles en zone agricole.

De plus, avant de prévoir des agrandissements d'usages commerciaux et industriels existants en zone agricole, la MRC devra faire la démonstration que ceux-ci sont nécessaires et qu'ils n'occasionnent pas de contraintes sur les activités et les exploitations agricoles existantes. Elle pourrait également prévoir un encadrement approprié visant à limiter les impacts de ces agrandissements.

5.2 La cohabitation des usages en zone agricole

Orientation gouvernementale

Planifier l'aménagement et le développement du territoire agricole en accordant la priorité aux activités et aux exploitations agricoles en zone agricole, dans le respect des particularités du milieu, de manière à favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique des régions.

Objectifs

- Dans une perspective de développement durable, favoriser la protection et le développement des activités et des exploitations agricoles en zone agricole.
- Privilégier une démarche consensuelle avec les acteurs concernés par l'aménagement et le développement du territoire agricole afin de trouver des solutions adaptées aux particularités du milieu et acceptables localement.

Attentes

- Acquérir une connaissance factuelle du territoire, de ses particularités et de ses enjeux
- Concilier, dans une perspective de développement durable, les responsabilités de la MRC à l'égard du développement des activités et des entreprises agricoles en zone agricole et celles relatives à la cohabitation harmonieuse des usages agricoles et non agricoles et évaluer sommairement si les solutions envisagées permettent de favoriser l'atteinte de ce résultat.
- Favoriser la cohabitation harmonieuse des utilisations agricoles et non agricoles en zone agricole et à l'interface entre la zone agricole et les secteurs bâtis en déterminant des distances séparatrices et en recourant au zonage des productions.

5.2.1 Les paramètres pour la détermination des distances séparatrices

La MRC prévoit des distances séparatrices s'appliquant dans les affectations « Agricole dynamique » et « Agricole viable » situées en zone agricole. De plus, elle prévoit l'implantation d'aires de protection en zone agricole autour des PU et dans lesquelles certains élevages sont interdits.

Toutefois, le MAPAQ constate que les distances séparatrices s'appliquent uniquement aux affectations « Agricole dynamique » et « Agricole viable », alors qu'elles ne s'appliquent pas dans l'affectation « Récréoforestière » et à l'intérieur des aires de protection, qui sont situées en zone agricole, ce qui ne permet pas d'assurer la cohabitation harmonieuse à l'interface des zones agricoles.

Par ailleurs, afin de réduire les distances séparatrices applicables, la MRC prévoit un facteur d'atténuation de 0,7 lors de l'implantation d'une nouvelle technologie comportant des critères de plantation végétale, alors que ce paramètre ne fait pas partie des éléments fondamentaux de la méthode de calcul des distances séparatrices. Ceci pourrait donc restreindre les distances qu'un élevage doit respecter, ce qui ne favorise pas la cohabitation harmonieuse entre les usages agricoles et les usages non agricoles. En effet, le MAPAQ est d'avis que cette technologie ne peut être implantée, puisque son efficacité n'a pas encore été démontrée par ce ministère.

En outre, le MAPAQ constate que la MRC n'applique aucun facteur d'usage relativement aux PU, alors que le gouvernement établi qu'un facteur d'usage de 1,5 doit leur être appliqué pour tous les types d'élevage. Aussi, la MRC applique le facteur d'usage de 1 aux élevages situés aux pourtours de la Forêt de Drummond, correspondant à l'affectation « Récréoforestière », alors que celle-ci est située en zone agricole et que les activités agricoles doivent y être privilégiées. Le MAPAQ soutient que ce facteur d'usage ne peut être appliqué à cette affectation puisqu'il a pour effet d'y limiter le développement des activités agricoles.

Demandes du gouvernement

Le gouvernement demande à la MRC d'appliquer les distances séparatrices dans l'affectation « Récréoforestière » et dans les aires de protection qu'elle a identifiées.

De plus, si elle souhaite réduire les distances séparatrices lors de l'implantation de nouvelle technologie comportant des critères de plantation végétale, elle devra s'assurer d'utiliser des technologies préalablement approuvées par le MAPAQ.

Par ailleurs, la MRC devra revoir certains paramètres de détermination des distances séparatrices afin qu'ils correspondent à ceux établis par le gouvernement. Ainsi, elle devra appliquer le facteur d'usage de 1,5 à tous les PU et retirer le facteur d'usage de 1 s'appliquant aux pourtours de la Forêt de Drummond qui correspond à l'affectation « Récréoforestière ».

3.2.2 Le zonage de production agricole et le contingentement des élevages

Le MAPAQ constate qu'à l'intérieur des aires de protection situées en zone agricole, la MRC prohibe et limite certains types d'élevage. Toutefois, la MRC n'a pas démontré qu'il existe des enjeux réels de cohabitation. Ainsi, les conditions imposées pourraient limiter l'accroissement de ces élevages à l'intérieur des aires de protection.

De plus, la MRC intègre des dispositions applicables aux nouveaux élevages dans ses aires de protection. Elle prévoit l'installation d'une zone tampon boisée et l'aménagement d'une toiture rigide sur les ouvrages d'entreposage de déjections animales. Le MAPAQ est d'avis que ces dispositions sont contraignantes et pourraient avoir pour effet de limiter le développement des activités agricoles en zone agricole.

Demande du gouvernement

Dans le but d'assurer une cohabitation harmonieuse des utilisations agricoles et non agricoles en zone agricole, tout en accordant la priorité aux activités et aux exploitations agricoles en zone agricole, le gouvernement demande à la MRC de s'assurer, en évaluant les enjeux réels de cohabitation, que les dispositions au regard des nouveaux élevages dans les aires de protection, ainsi que les mesures de zonage de production agricole et de contingentement des élevages n'aient pas pour effet de nuire aux exploitations et au développement des élevages agricoles.

6 Plan d'action et document complémentaire

Tel que prescrit à la LAU, les MRC doivent accompagner leur SADR d'un plan d'action indiquant les étapes de mise en œuvre du schéma, les partenaires associés et les moyens prévus pour favoriser la coordination de leurs activités. La MRC inclut un tel document, cependant le MAMOT note que ce plan d'action ne contient aucun détail sur la localisation, les échéances et les coûts associés à chaque action inscrite. De plus, il constate que plusieurs actions et moyens de réalisation inscrits au schéma ne se retrouvent pas dans le plan d'action. Le MTQ constate également que le plan d'action de la MRC ne comprend aucun moyen de suivi et d'amélioration des mesures proposées en matière de transport.

De plus, les MRC sont tenues d'intégrer à leur SADR un document précisant les modalités et les conclusions de la consultation publique, y compris les motifs d'accord et, le cas échéant, de désaccords exprimés par les personnes et organismes consultés. Le MAMOT constate que la MRC n'a pas inclus ce document.

Enfin, la LAU prévoit que le schéma d'aménagement doit comprendre un document complémentaire établissant des règles qui obligent les municipalités dont le territoire est compris dans celui de la MRC à adopter des dispositions réglementaires. En effet, selon le principe de conformité, les municipalités doivent se conformer aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire. Le gouvernement constate toutefois que la MRC prévoit plusieurs règles dans son schéma devant être intégrées dans les règlements d'urbanisme des municipalités, mais qui ne se retrouvent pas au document complémentaire.

Demande du gouvernement

Ainsi, le gouvernement demande à la MRC de revoir son plan d'action, afin qu'il vise la mise en œuvre du schéma et qu'il comprenne les étapes de mise en œuvre du schéma, les partenaires associés et les moyens prévus pour favoriser la coordination de leurs activités.

La MRC devra également inclure le document sur les modalités et les conclusions de la consultation publique.

Finalement, la MRC devra introduire les dispositions normatives auxquelles les municipalités devront se conformer dans le document complémentaire.

7 Commentaires généraux

Plusieurs ministères proposent divers ajouts, ajustements ou commentaires de nature complémentaire ou technique qui sont sans incidence sur la conformité aux orientations gouvernementales, mais qui pourraient permettre à la MRC de bonifier son SADR.

Ainsi, tous les ministères demeurent disponibles pour rencontrer la MRC ou discuter avec elle du contenu du SADR et des demandes gouvernementales qui y sont associées ou pour lui transmettre des renseignements supplémentaires. Ils sont aussi disposés à collaborer à l'élaboration des modifications qui rendront le schéma révisé de la MRC conforme aux orientations et aux attentes gouvernementales à l'égard de l'aménagement du territoire.

Le gouvernement encourage fortement la MRC à travailler de concert avec les différents ministères concernés par cet avis.

Annexe I — Classification fonctionnelle du réseau routier supérieur

Classification	Localisation
Autoroutier	
Autoroute 20	Axe est — ouest
Autoroute 55	Axe nord — sud
National	
Route 116	Entre la limite de la MRC d'Acton et la limite de la MRC du Val-Saint-François
Route 122	Entre l'autoroute 20 et la limite de la MRC du Bas-Richelieu
Route 139	Entre l'autoroute 55 et la limite de la MRC d'Acton
Régional	
Route 122	Tronçon de la route 122, entre la route 143 et la limite de la MRC d'Arthabaska
Route 139	Entre la route 143 et l'autoroute 55
Route 143	Entre l'autoroute 20 et la limite de la MRC de Nicolet-Yamaska et entre l'autoroute 20 et l'intersection de la route 139
Route 255	Entre sa jonction avec la route 122 et la limite de la MRC de Nicolet-Yamaska
Collecteur	
Route 122	Entre l'autoroute 55 et l'autoroute 20
Route 143	Entre la route 139 et la limite de la MRC du Val-Saint-François
Route 224	Entre son intersection avec la route 143 et la limite de la MRC des Mascoutains
Route 239	Entre l'autoroute 20 et l'intersection de la route 224
Route 243	Entre son intersection avec la route 255 et la limite de la MRC du Val-Saint-François
Route 255	Entre la route 122 et la limite de la MRC d'Arthabaska
Route 259	Entre son intersection avec la route 122 et la limite de la MRC de Nicolet-Yamaska
Boulevard Saint-Joseph Ouest	Entre l'autoroute 20 et le village de Saint-Majorique-de-Grantham
9 ^e Rang de Wendover et rang Saint-Édouard	De l'autoroute 20 jusqu'au village de Sainte-Brigitte-des-Saults
10 ^e Rang	Entre la route 139 à Wickham et la route 116 à Dunham-Sud
13 ^e Rang de Wendover	Entre la bretelle d'accès de l'autoroute 20 et la limite de la MRC de Nicolet-Yamaska
Rang Sainte-Anne	Entre l'autoroute 20 et la route Gamelin dans la ville de Drummondville (secteur Saint-Joachim-de-Courval)
Route Notre-Dame-de-Lourdes	Entre la route 122 et le village de Saint-Edmond-de-Grantham
Route Ployart	À L'Avenir, entre la route 143 et l'autoroute 55
Rue de l'Église — 12 ^e Rang — chemin Bethel	À Dunham-Sud, entre la route 116 et les limites de la MRC d'Acton
Local classe 1	
Route du Pont	Route du Pont

Route des Rivières	À Saint-Lucien, entre l'intersection de la route 255 et la limite de la MRC d'Arthabaska
Rang Sainte-Anne	À Sainte-Brigitte-des-Saults, entre le rang Saint-Joachim et la limite de la MRC de Nicolet-Yamaska
Rang Saint-Joachim	À Sainte-Brigitte-des-Saults, entre la rue Principale et la limite de la MRC de Nicolet-Yamaska
Rang Saint-Patrice	À Sainte-Brigitte-des-Saults, entre la route 255 et la rue Principale
Chemin Gamelin	À Drummondville (secteur Saint-Joachim-de-Courval), entre le rang Sainte-Anne et la route 255
Rang Saint-Michel	À Drummondville (secteur Saint-Joachim-de-Courval), entre l'intersection du chemin Gamelin et la limite de la MRC de Nicolet-Yamaska
13 ^e Rang de Wendover	À Notre-Dame-du-Bon-Conseil paroisse, de l'intersection de la route 259 jusqu'à la bretelle d'accès de l'autoroute 20
4 ^e Rang Simpson	À Saint-Cyrille-de-Wendover, entre la route 122 et la route 255
13 ^e Rang Ouest	À Saint-Pie-de-Guire, entre la route 143 et la limite de la MRC Pierre-de-Saurel
Route des Loisirs	À Saint-Eugène, entre la route 239 et la limite de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham
Route Doyon	À Saint-Germain-de-Grantham
10 ^e Rang	À Saint-Germain-de-Grantham et À Saint-Edmond-de-Grantham, entre l'intersection de la route Doyon et l'intersection de la route de l'Église
Route de l'Église	À Saint-Edmond-de-Grantham, entre le 10 ^e Rang et la rue Notre-Dame-de-Lourdes
Chemin Saint-Hyacinthe	À Saint-Eugène, entre la route 239 et la limite de la MRC d'Acton
Route 239	À Saint-Eugène et À Saint-Germain-de-Grantham, entre l'autoroute 20 et la route 122
7 ^e Rang	À Saint-Germain-de-Grantham et À Wickham, entre l'intersection de la route 122 et la route 139
12 ^e Rang	À Wickham, entre la route 139 et le 10 ^e Rang Est de la MRC d'Acton
12 ^e Rang	À Lefebvre, entre la route O'Brien et l'intersection du 7 ^e Rang de la MRC d'Acton
Route O'Brien	À Lefebvre, entre le 12 ^e Rang et l'intersection du 10 ^e Rang
Route Ployart	À Lefebvre et à L'Avenir, entre le 10 ^e Rang et l'autoroute 55
Chemin Mooney	À Dunham-Sud, entre la limite de la MRC du Val-Saint-François et le 9 ^e Rang
9 ^e Rang	À Dunham-Sud, entre l'intersection du chemin Mooney et la route 116

Annexe II — Installations d'Hydro-Québec

Liste des tableaux

- 1- Les lignes de transport d'électricité
- 2- Les postes
- 3- Les centrales
- 4- Les barrages
- 5- Les bâtiments administratifs

1- LIGNES DE TRANSPORT D'ÉNERGIE			
Ligne	Tension (kV)	Type	Longueur (km)
525	49	aérien	22
527	49	aérien	15
527 (D1)	49	aérien	15
528	49	aérien	22
1141	120	aérien	22
1142 (D1)	120	aérien	3
1143	120	aérien	28
1152	120	aérien	29
1158-1190	120	aérien	4
1182-1186	120	aérien	10
1190-1190 (P)	120	aérien	2
1420-1421	120	aérien	12
1421 (D1)	120	aérien	8
2360-2361	230	aérien	28
7006	735	aérien	46
7034	735	aérien	46
7096	735	aérien	2

2- POSTES		
Nom	Tension (kV)	Municipalité
Poste de Drummondville	49	Drummondville, V
Poste de la Chute-Hemmings	120	Drummondville, V
Poste de Grantham	120	Drummondville, V
Poste Marcotte	120	Drummondville, V
Poste Heriot	230	Drummondville, V

3- CENTRALES		
Nom	Type	Municipalité
Centrale de la Chute-Hemmings	Hydraulique	Drummondville, V
Centrale de Drummondville	Hydraulique	Drummondville, V

4- BARRAGES		
Aménagement	Nom	Municipalité
Chute-Hemmings	Barrage de la Chute-Hemmings	Drummondville, V
	Barrage remblai rive gauche de la Chute-Hemmings	Drummondville, V
	Remblai rive droite (Chute-Hemmings)	Drummondville, V
Drummondville	Barrage de Drummondville	Drummondville, V
	Remblai rive droite (Drummondville)	Drummondville, V
	Remblai rive gauche (Drummondville)	Drummondville, V

5- BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS			
Nom	État	Adresse	Municipalité
Centre administratif Drummondville	Propriété	175, ch. du Golf Grantham Ouest	Drummondville, V

Annexe III — Lieux de dépôt de sol et de résidus industriels et les anciens lieux de dépôt de résidus industriels

Nom	Adresse	Nature des résidus
Centre de jardin paysagiste Alain Carrier inc.	2325, boul. Lemire Drummondville	Déchets et résidus de lampes électriques, résidus industriels
Dépotoir de Drummondville à Saint-Nicéphore	Drummondville	Briques, cendres, débris de démolition, déchets dangereux, déchets domestiques, déchets et résidus de lampes électriques, ordures ménagères, résidus municipaux
Lieu d'élimination de l'usine Sylvania	1, rue Sylvan Drummondville	Déchets et résidus de lampes électriques
Terrain remblayé avec résidu de l'usine Sylvania	91, 22 ^e Avenue Drummondville	Déchets et résidus de lampes électriques
Terrain remblayé avec résidu provenant de l'usine Sylvania	2070, rue Provencher Drummondville	Déchets et résidus de lampes électriques
Textiles Fortissimo inc.	416, rue Heriot Drummondville	Briques, cendres, sable de fonderie, scories
Fonderie St-Germain inc.	1348, Rang 10 Saint-Edmond-de-Grantham	Cendres d'incinération, sable de fonderie
Normand Gosselin et al. (Jules Lafleur)	1442, route 122 Saint-Edmond-de-Grantham	Cendres d'incinération, scories

http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/sol/residus_ind/resultats.asp

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Occupation
du territoire

Québec

Le sous-ministre

Québec, le 13 août 2015

Monsieur Maxime Pedneaud-Jobin
Maire
Ville de Gatineau
25, rue Laurier
Gatineau (Québec) J8X 3Y9

Monsieur le Maire,

Le 14 avril 2015, la Ville de Gatineau adoptait le règlement numéro 2050-2015 édictant le second remplacement du schéma d'aménagement et de développement révisé de troisième génération.

Le gouvernement constate que des modifications ont été apportées afin de respecter la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables.

Cependant, certains éléments fondamentaux du schéma révisé ne respectent toujours pas les orientations que le gouvernement, ses ministères, ses mandataires et les organismes publics poursuivent.

En effet, le ministère des Transports du Québec se montre fortement préoccupé quant aux exceptions et aux usages dérogatoires prévus dans les dispositions relatives aux usages sensibles dans un isophone de 55 dBA Leq, 24h. Il considère que ces exceptions pourraient engendrer une augmentation importante du nombre de bâtiments à usages sensibles à l'intérieur de ces zones et ce faisant, porter atteinte à la qualité de vie des riverains, ce qui ne respecte pas l'approche de planification intégrée de la Politique sur le bruit routier. De plus, le ministère des Transports du Québec considère que les outils proposés visant à moduler le standard de performance lorsqu'une mesure d'exception est décrétée ne sont pas compatibles avec les projets du ministère et avec l'exploitation du réseau routier supérieur actuel.

2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863

Ainsi, la Ville de Gatineau devra revoir les exceptions et les motifs contenus dans les dispositions relatives aux usages sensibles dans un isophone de 55 dBA $L_{eq, 24h}$, s'assurer d'assujettir le redéveloppement des milieux impliquant l'implantation d'usages sensibles aux dispositions générales du schéma respectant la Politique sur le bruit routier et, plus précisément, retirer tous les outils préconisés visant à réduire le bruit routier à la source.

En conséquence, en vertu de l'article 56.15 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, le gouvernement demande à la Ville de Gatineau de remplacer le schéma d'aménagement et de développement révisé dans les 120 jours en tenant compte des demandes précédentes.

Le gouvernement tient cependant à vous assurer de sa volonté d'accompagner votre ville afin que votre schéma d'aménagement et de développement révisé soit conforme aux orientations gouvernementales dans les meilleurs délais. Tel que convenu avec vous en juillet et compte tenu de vos disponibilités, une rencontre de travail aura lieu au mois de septembre prochain entre vos représentants et ceux du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et du ministère des Transports du Québec afin de trouver des solutions concrètes sur l'encadrement des nuisances sonores par rapport aux voies de circulation déterminées comme contraintes majeures à la santé et au bien-être général.

Le gouvernement est confiant, Monsieur le Maire, que votre ville saura tenir compte de la demande formulée dans le présent avis. Il réitère sa volonté de poursuivre un échange constructif avec votre ville.

Madame Gisèle Demers, directrice de la Direction régionale de l'Outaouais du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre ville dans sa démarche. Vous pouvez la joindre au 819 772-3006, poste 80701.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'S. Boucher', written over a horizontal line.

Sylvain Boucher

Québec, le 21 janvier 2016

Monsieur Martin St-Laurent
Préfet
Municipalité régionale de comté de Caniapiscau
100, rue le Carrefour
Fermont (Québec) G0G 1J0

Monsieur le Préfet,

Le 15 septembre 2015, la Municipalité régionale de comté de Caniapiscau adoptait le règlement numéro 99 édictant le premier remplacement du schéma d'aménagement et de développement révisé.

Avec l'adoption de ce document, votre municipalité régionale de comté a franchi une étape déterminante dans la planification de l'aménagement de son territoire. La majorité des orientations énoncées et des dispositions prévues dans votre schéma d'aménagement et de développement révisé rejoignent les préoccupations gouvernementales déjà exprimées dans l'avis qui vous a été transmis le 20 mars 2015. Cependant, certains éléments du schéma révisé ne respectent pas les orientations que le gouvernement, ses ministères, ses mandataires et les organismes publics poursuivent.

En conséquence, en vertu de l'article 56.15 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Municipalité régionale de comté de Caniapiscau devra remplacer le schéma d'aménagement et de développement révisé dans les 120 jours. Le contenu du schéma devra être revu en ce qui concerne les éléments suivants décrits en annexe :

- la planification des infrastructures, des équipements et des services publics;
- la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt;
- la contribution à la santé, à la sécurité et au bien-être publics.

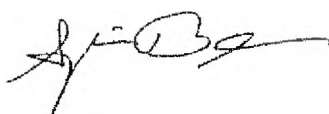
Je suis confiant, Monsieur le Préfet, que votre municipalité régionale de comté saura tenir compte des demandes formulées dans le présent avis.

Les représentants des ministères et organismes concernés par les demandes formulées sont disponibles pour vous rencontrer et vous fournir toutes les précisions nécessaires. Madame Julie Samuel, de la Direction régionale de la Côte-Nord du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, est également disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche. Vous pouvez la joindre au 418 295-4241, poste 80907.

Pour ma part, je puis vous assurer de la volonté du gouvernement de poursuivre un échange constructif avec votre municipalité régionale de comté.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'S. Boucher', with a stylized flourish at the end.

Sylvain Boucher

Annexe

**PREMIER REMPLACEMENT DU SCHÉMA
D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT RÉVISÉ
DE LA MRC DE CARHAPISCAU**

Demandes et recommandations du gouvernement

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Janvier 2016

1 Planification des infrastructures, des équipements et des services publics

1.1 Des infrastructures et des équipements de transport

Le ministère des Transports (MTQ) remarque que le tronçon de 2,8 km du boulevard Jean-Claude-Ménard reliant la route 389 et le réseau local à Fermont n'est pas identifié, ni cartographié dans le schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) dans la section 4.1.1 portant sur le réseau routier. Par conséquent, la description du réseau routier supérieur dans le SADR est différente de la classification fonctionnelle du MTQ, ce qui ne répond pas aux orientations gouvernementales en matière de planification des infrastructures, des équipements et des services publics. De plus, la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) précise que les MRC doivent décrire et planifier l'organisation du transport terrestre, notamment en indiquant la nature des infrastructures et des équipements de transport qui existent, ainsi que l'endroit où ils sont situés.

De plus, à la section 4.1.2, le portrait du transport collectif des personnes devrait être bonifié. À cet effet, bien que le service de transport par taxi et celui du transport scolaire y soient mentionnés, une description plus détaillée serait plus représentative de l'offre de service en matière de transport des personnes.

Enfin, à la section 4.1.5 portant sur le réseau de transport hors-route (sentiers de motoneige et VTT), le portrait fait par la MRC est incomplet, considérant qu'elle ne contient pas la description de certains équipements et infrastructures présents sur son territoire. À cet effet, le document mentionne que le réseau de transport hors route fédéré est sous la responsabilité d'organismes et utilisé par la majorité de la population tout en offrant un bon potentiel touristique. Cependant, la MRC ne décrit pas quel est le réseau dont elle fait mention, bien que plusieurs sentiers soient cartographiés au SADR.

Demandes du gouvernement

La MRC devra compléter la classification fonctionnelle du réseau routier supérieur pour la ville de Fermont en intégrant le tronçon de 2,8 km du boulevard Jean-Claude-Ménard reliant la route 389 au réseau local et en le classant comme une route « collectrice ».

Recommandation

Afin de présenter un portrait du transport collectif des personnes qui soit davantage représentatif de l'offre de service présente sur son territoire, la MRC devrait bonifier la section portant sur le transport par taxi et le transport scolaire. La MRC devrait également décrire le réseau de transport hors-route présent sur son territoire, considérant que le SADR mentionne que ce mode de transport offre un bon potentiel touristique. À cet effet, la MRC pourra consulter les différentes fédérations concernées ou bien consulter le site *Québec 511 du MTQ*.

1.2 Les infrastructures et équipements électriques

Afin de mettre à jour l'information relative aux infrastructures et équipements importants de la société HQ, la MRC a apporté plusieurs modifications à son SADR. Cependant, la société HQ constate que le tableau décrivant la centrale hydroélectrique de la Hart-Jaune a été retiré de la section 5.2.2 énumérant ses équipements.

Selon la Société l'absence de cette information ne permet pas d'arrimer de manière adéquate aux objectifs d'aménagement du territoire la protection de l'environnement et la planification des infrastructures et des équipements à caractère public et assurer leur viabilité. De plus, en vertu de la LAU, les MRC doivent indiquer la nature et les équipements importants qui existent ainsi que l'endroit où ils sont situés, ce qui vise notamment les infrastructures et les équipements de la Société HQ.

Par ailleurs, elle rappelle que la MRC n'a pas donné suite à la demande visant à corriger la puissance de de la Centrale de la Hart-Jaune qui est de 51 MW.

Aussi, la société HQ remarque que certains réservoirs ne sont pas identifiés dans la carte 17 intitulée *Zones de contraintes*. À cet effet, pour les mêmes motifs d'arrimage cités précédemment, la MRC devrait ajouter le nom des réservoirs de la Sainte-Marguerite 3, de la Hart-Jaune Inférieur et de la Hart-Jaune Intermédiaire. Elle pourrait aussi supprimer les réservoirs Careheil et aux Pékans et ajouter la précision « Réservoir Supérieur » au nom Petit lac Manicouagan.

Demande du gouvernement

Afin de mieux arrimer aux objectifs d'aménagement du territoire la protection de l'environnement et la planification des infrastructures et des équipements à caractère public et assurer leur viabilité, la MRC devra compléter la section 5.2.2 en intégrant le tableau décrivant la centrale de la Hart-Jaune appartenant à la société HQ et apporter la correction demandée.

Recommandation

La MRC devrait mettre à jour les informations présentées à la carte 17 relativement aux zones de contraintes. Une version à jour de la carte a été produite par la société HQ et est jointe à l'annexe 2 du présent document.

2 La conservation, la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) considère que la définition du terme « ouvrage » à la section 2.1 du document complémentaire n'est pas conforme à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI). En effet, cette définition ne doit pas référer exclusivement aux termes « bâtiment », « mur de soutènement », « puits », « installation septique » et « voies de circulation » puisque cela aurait pour effet de permettre certains ouvrages qui y sont spécifiquement interdits.

Par ailleurs, dans la définition de « cours d'eau », il y a un renvoi vers un article (article 2.9) qui ne précise pas qu'il s'agit de la PPRLPI, ce qui pourrait occasionner une ambiguïté quant au respect des dispositions visées.

Enfin, la société HQ constate que la section 5.10 du document complémentaire portant sur les normes minimales relatives à la construction dans les zones soumises à l'exploitation des réservoirs d'énergie hydroélectriques est incomplète. À cet effet, le réservoir Sainte-Marguerite 3 et sa cote maximale d'exploitation de 407,4 mètres ne sont pas intégrés aux éléments énumérés dans cette section.

Demande du gouvernement

La MRC devra revoir la définition du terme « ouvrage » pour le rendre conforme à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables.

Recommandation

Afin d'éviter toute ambiguïté, la MRC devrait modifier la définition du terme « cours d'eau » en précisant que le renvoi à l'article 2.9 réfère à la PPRLPI.

La MRC devrait aussi intégrer le réservoir Sainte-Marguerite 3 et sa cote maximale d'exploitation à la section 5.10 portant sur les normes minimales relatives à la construction dans les zones soumises à l'exploitation des réservoirs d'énergie hydroélectriques.

3 La contribution à la santé, à la sécurité et au bien-être publics

3.1 Les nuisances sonores

La société HQ signale que la MRC a intégré une nouvelle contrainte anthropique pour la centrale de la Hart-jaune à la section 13.6.2. Elle rappelle que, contrairement aux postes de transformation d'énergie, les centrales électriques ne sont pas considérées comme étant des contraintes anthropiques produisant des nuisances sonores. Ainsi, cette situation ne permet pas d'arrimer de manière adéquate aux objectifs d'aménagement du territoire la protection de l'environnement et la planification des infrastructures et des équipements à caractère public et assurer leur viabilité.

Demande du gouvernement

Afin d'arrimer aux objectifs d'aménagement du territoire la protection de l'environnement et la planification des infrastructures et des équipements à caractère public et assurer leur viabilité, la MRC devra retirer les centrales électriques des équipements produisant des nuisances sonores à la section 13.6.2 du document complémentaire.

3.2 Les normes de lotissement

Le gouvernement tient à assurer la salubrité publique et diminuer la pression sur le milieu naturel lors du lotissement par une planification adéquate de l'occupation du sol.

Le MDDELCC considère que les tableaux représentant les normes relatives aux opérations cadastrales, aux sections 4.1 et 4.2 du document complémentaire, contiennent des libellés relatifs aux normes minimales de lotissement qui diffèrent de ceux véhiculés par le gouvernement. À cet effet, la MRC réfère à la « Largeur minimale moyenne » et à la « Largueur sur la ligne avant minimale moyenne », ainsi qu'à la « Profondeur minimale moyenne ». Afin de ne pas modifier la mise en application de ces normes, la MRC ne devrait pas référer à la mesure moyenne mais plutôt utiliser les mentions « Largueur sur la ligne avant » et « Profondeur ».

Recommandation

Afin d'assurer la salubrité publique et diminuer la pression sur le milieu naturel lors du lotissement par une planification adéquate de l'occupation du sol, la MRC devrait corriger les tableaux de la section 4 du document complémentaire en s'assurant de reprendre les dispositions véhiculées par le gouvernement en matière de normes minimales de lotissement. Elle devrait donc retirer toutes les mentions relatives à des mesures moyennes.

4 La gestion intégrée des ressources

4.1 L'énergie éolienne

Les sections 7.2.2.2, 7.2.2.3, 7.2.2.4 et 7.2.12 du document complémentaire contiennent des dispositions relatives à l'implantation d'éoliennes commerciales isolées ou regroupées dans un parc éolien sur le territoire de la MRC qui viennent établir une prohibition quant à certaines affectations du SADR au réseau routier, ou des distances séparatrices à respecter quant à tout type d'habitation, de chalet ou d'immeubles protégées. À l'exception des habitations ou des chalets, cette prohibition ou ces distances peuvent toutefois être levées s'il est démontré qu'aucune partie d'une éolienne n'est visible à partir de tout point du site ou du secteur visé.

Bien que la MRC n'a apporté aucune modification au SADR, le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) constate que ces dispositions ont pour effet de restreindre l'usage éolien dans une zone d'affectation gouvernementale permettant cet usage et dont le potentiel est d'ailleurs reconnu au Plan d'affectation du territoire public (PATP). Ces dispositions ne favorisent pas l'établissement de parcs éoliens sur le territoire. De plus, la décision de restreindre ou d'exclure le développement éolien n'est pas justifiée ou fondée sur des critères objectifs.

En outre, le MERN constate que les dispositions du schéma d'aménagement de la MRC ne s'appuient pas sur une connaissance du potentiel éolien sur son territoire. Tel qu'il est spécifié dans les orientations gouvernementales, la MRC devrait être en mesure de circonscrire, sur la base d'une connaissance du gisement éolien, les parties de son territoire qui sont les plus susceptibles de connaître un développement éolien. Aussi, la MRC aborde la mise en valeur du potentiel éolien dans une perspective d'exclusion paysagère plutôt que dans une perspective d'inclusion. Enfin, le MERN estime que la mise en valeur de la filière doit déborder de l'aspect visuel et englober plusieurs facteurs de la dimension sociale, dont le paysage, les risques pour la santé et la sécurité publique ainsi que les dimensions environnementale et économique.

Recommandations

La MRC devrait modifier les dispositions susmentionnées afin de ne pas prohiber ou restreindre, dans les zones compatibles avec harmonisation, l'implantation d'éoliennes commerciales nécessaires au développement de l'industrie éolienne en territoire public. Elle devrait aussi revoir ses dispositions au regard de l'implantation des projets éoliens afin qu'elles reposent davantage sur la connaissance du gisement éolien et de l'ensemble des particularités du milieu et le degré de fragilité de ceux-ci. Enfin, la MRC devrait modifier son schéma d'aménagement afin de ne pas interdire ni restreindre l'usage éolien de la zone d'utilisation multiple (09-006-00), conformément à l'orientation du Plan d'affectation du territoire public de la Côte-Nord.

Annexe 2

Mise à jour de la cartographie sur les zones de contrainte produite par HQ

